

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de
PARIS

par **Abel DESROIS**

Inspecteur de l'Enseignement primaire

LES ÉTRANGERS

DANS LE

DÉPARTEMENT DE L'AIN

LEUR RÔLE DANS L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Contribution à l'étude du problème
de l'immigration



SADAG
BELLEGARDE (AIN)

1939

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de
PARIS

par Abel DESROIS

Inspecteur de l'Enseignement primaire

LES ÉTRANGERS

DANS LE

DÉPARTEMENT DE L'AIN

LEUR RÔLE DANS L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Contribution à l'étude du problème
de l'immigration



SADAG

BELLEGARDE (AIN)

1939



1811
Koning der Nederlanden
1811

INTRODUCTION

La question des étrangers en France a déjà suscité de nombreux travaux. Elle pose, en effet, des problèmes d'une telle importance nationale et internationale qu'il est urgent d'instaurer enfin une politique ferme d'immigration et de naturalisation.

La France, en pleine dépression démographique, au milieu de peuples à fort potentiel vital, ne peut se passer des immigrés. (En 1938, on estime que, sur 600.000 nouveaux-nés, 40.000 sont des enfants d'étrangers). Mais dans un monde étrangement bouleversé, où le *droit du sang* est hautement revendiqué par les nations, alors que se posent un peu partout des problèmes de minorités et des questions de souveraineté nationale, il importe essentiellement pour notre pays d'assimiler une énorme masse d'étrangers, sans porter atteinte aux droits de nos nationaux.

Les multiples aspects d'une politique rationnelle d'immigration n'avaient pas, jusqu'ici, retenu l'attention des Pouvoirs publics. Il appartenait aux géographes de souligner la complexité d'un phénomène qui touche, — comme tout ce qui est humain, — à toutes les branches de la connaissance.

Notre étude, très limitée géographiquement, essayera de montrer les réactions des milieux humains dans une région frontière soumise depuis longtemps à l'influence étrangère. En notant les caractères de l'*évolution démographique* et les tendances de l'*économie régionale*, nous analyserons le rôle joué par les étrangers. Nous indiquerons ensuite dans quelle mesure il nous paraît désirable d'accroître ou de limiter leur activité.

Nous espérons apporter ainsi notre contribution à l'étude d'un problème très vaste qui ne peut être résolu par les méthodes administratives impersonnelles et superficielles. Seule la méthode monographique permet, comme le dit M. le Professeur Demangeon dans la préface d'un ouvrage récent consacré aux étrangers dans l'agriculture, de « pénétrer jusqu'au vif et dans la chair de la réalité ».

CHAPITRE PREMIER

VARIATION DE LA POPULATION DE 1821 A 1937

La population *légale* ou de résidence *habituelle* (1) recensée le 8 mars 1936, comprenait pour le département de l'Ain 316.710 habitants, dont 15.000 étrangers.

Ce recensement fait apparaître une diminution de 6.208 habitants sur le recensement précédent (2) et une diminution de 56.229 habitants sur le recensement de 1851. C'est dire qu'en 85 ans, le département de l'Ain a perdu les 15/100^e de sa population.

Ce phénomène de dépopulation doit être étudié minutieusement dans le temps et dans l'espace. Les recensements quinquennaux faits méthodiquement en France depuis 1881 nous donnerons une idée d'ensemble de l'évolution démographique; l'étude plus fouillée par cantons, nous permettra de localiser le phénomène avec précision.

(1) Renseignements fournis par la *Statistique Générale de la France*. Le recensement fait connaître pour chaque département. a) le nombre des habitants qui, présents ou absents, résident *habituellement* dans la commune où ils ont été recensés et composent ce que l'on appelle la population *résidente* ou *légale*. b) les résultats numériques relatifs aux personnes ayant passé la nuit dans la commune, personnes qui composent la population *présente*. Le chiffre de la population présente correspond au nombre des bulletins individuels transmis au service chargé du dépouillement.

(2) Cette diminution est due en partie à la diminution de l'effectif des étrangers (5.293).

Les renseignements statistiques fournis pour la première fois en 1801 par les Préfets paraissent assez suspects. Le relevé détaillé des individus vivant sur leur territoire administratif n'a pas été fait d'une façon méthodique et uniforme pour la France entière. Ce n'est qu'à partir de 1836 que les Instructions Ministérielles prescrivent de dresser dans toutes les communes des listes nominatives des habitants ; mais c'est seulement en 1881 que l'on a adopté le système de recensement à jour fixe pour toute la France et exigé en même temps l'établissement d'un bulletin individuel pour chaque habitant (1).

Nous négligerons donc les indications des recensements de 1801 et de 1806 et nous n'accepterons qu'avec quelques réserves celles des recensements antérieurs à 1881.

Au début du XIX^e siècle, la population du département de l'Ain (2) paraissait dépasser 300.000 habitants. On peut l'estimer à 320.000 environ, c'est dire que la densité au kilomètre carré était sensiblement celle de l'après-guerre (3), 56 habitants au kilomètre carré (4) et qu'elle s'approchait de la densité moyenne en France, 56,6 en 1821.

De 1821 à 1851, la population du département augmente régulièrement, 341.628 en 1826, 346.030 en 1831, 355.694 en 1841, 372.939 en 1851.

C'est la période tranquille du gouvernement de Louis-Philippe. Le paysan peut enfin travailler librement, et réparer les ruines créées par les guerres du début du siècle. L'agriculture se développe, favorisée par les initiatives nationales, l'amélioration des voies de communication (4), le perfectionnement de l'outillage agricole (5).

A partir de 1851, le courant démographique change de sens. Les recensements quinquennaux font apparaître des différences négatives qui vont en s'accroissant : 3.172 habitants de moins en 1861, 6.477 de moins encore, en 1872. Un palier suit jusqu'en 1886,

(1) Résultats statistiques du recensement général de la population, effectué le 8 mars 1936.

Tome I — première partie, page 14.

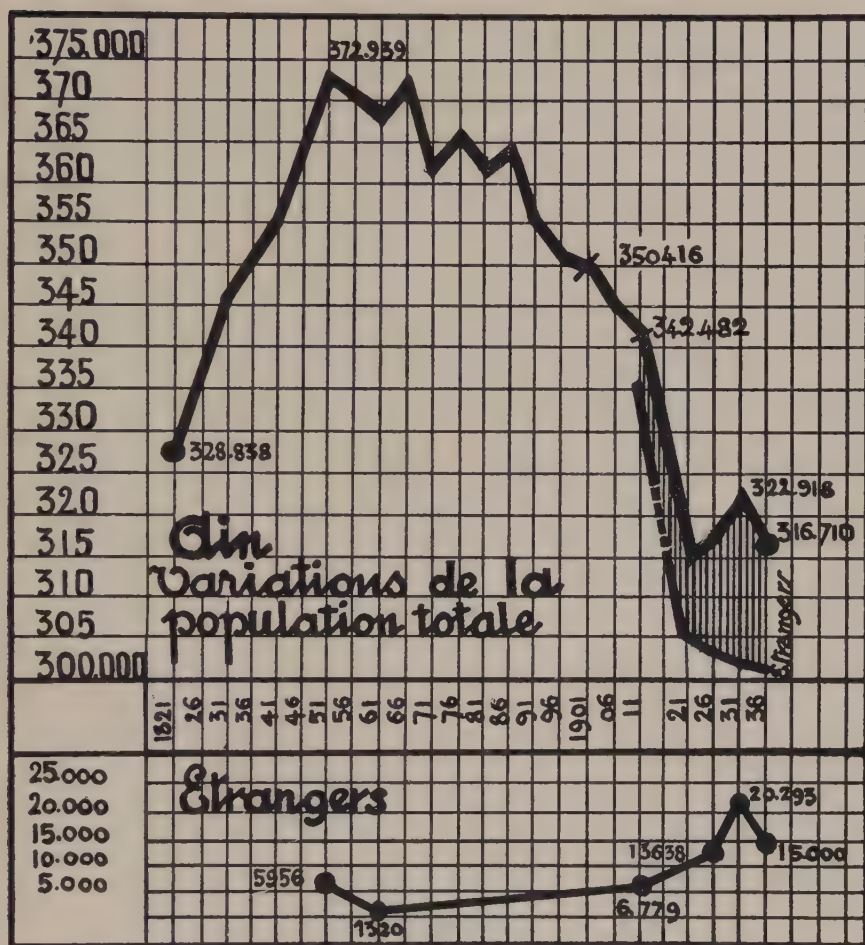
(2) Limites actuelles. L'arrondissement de Gex a été rattaché en 1815 (19.257 habitants en 1821).

(3) (1914-1918) 54 habitants au km² en 1921 dans l'Ain.

(4) La loi de 1842 organise le réseau des chemins de fer Français. La ligne d'Andrézieux à Saint-Etienne est inaugurée en 1827.

(5) La charrue de Dombasle avec avant-train indépendant (1837).

puis la courbe descend rapidement ; le recensement de 1891 accuse une perte de 7.500 habitants sur celui de 1886.



A la veille de la guerre, en 1911, le déficit s'élevait à 30.457 habitants sur le total de 1851. Il s'aggravait de 26.725 unités pendant la période de 1911 à 1921.

En 70 ans, le département perdait les 15 centièmes de son capital humain. Depuis 1921, après une légère poussée, qui est due à l'afflux d'étrangers, la population paraît se stabiliser autour de 315.000 habitants.

Ce phénomène de dépopulation n'est pas exceptionnel en France dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. De 1872 à 1911, pour 48 dé-

partements, le déficit atteint 1.524.824 unités. Malgré l'augmentation de 5.351.171 habitants pour le reste de la France, la balance ne se traduit que par un accroissement de 3.826.347 habitants. Depuis 1911, la population est à peu près stationnaire : + 355.917 de 1911 à 1931, + 72.133 de 1931 à 1936 (1).

Mais cette situation démographique est paradoxale en Europe. Le XIX^e siècle et le début du XX^e, ont été marqués par un prodigieux accroissement de la population européenne, passée de 180 millions d'habitants à 515 millions en 1936 (405 millions en 1905). Toutes les grandes nations, Angleterre, Allemagne, Italie, Russie, ont un fort potentiel de vitalité.

La Grande-Bretagne, malgré une importante émigration (2), accroît sa population de 19 millions en 1815 à 27 millions en 1851, 31 millions 5 en 1871, 48 millions en 1925, 50 millions en 1936 (3).

L'Italie passe de 26 millions en 1871 à 41 millions en 1925, 42 millions en 1936.

L'Allemagne, 41 millions en 1871, 63 en 1925, 67 millions en 1936 plus 6 millions 700 mille Autrichiens (4).

Pour la France, pendant la même période, l'augmentation s'amenuise d'année en année; de 1801 à 1821, l'accroissement annuel moyen est de 4,9 pour mille; de 1821 à 1841, 5,6 pour mille; 2,5 de 1861 à 1881; 1,8 de 1901 à 1911; — 5,6 de 1911 à 1921; + 4,5 de 1921 à 1936 (5).

Au cours du XIX^e siècle, l'accroissement est de 42 % : 39 % pour la période de 1801 à 1866, 3 % pour la période de 1866 à 1901 (27 millions en 1801, 38 millions en 1866, 39 millions en 1901) (6). Depuis le début du siècle, l'accroissement est à peine de 7 % (près de 42 millions en 1936) (7).

(1) Territoire recouverts compris. En 1936, la population des trois départements Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle est de 1.915.627 habitants. Elle était de 1.709.749 en 1921.

(2) En 1851, plus de 150.000 émigrants ont quitté la Grande-Bretagne.

(3) Y compris l'Etat libre d'Irlande.

(4) Et 10 millions de Tchécoslovaques.

(5) Renseignements fournis par l'Annuaire Statistique, Tome I de 1936. Les nombres proportionnels cités sont obtenus en rapportant l'accroissement moyen à la population moyenne de chaque période.

(6) En comptant la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

(7) En comptant la population des départements recouverts.

Nous allons essayer de dégager pour le département de l'Ain les causes profondes de ce que l'on a pu appeler un « scandale démographique ». Le mal est encore plus grave qu'il n'apparaît tout d'abord. Les statistiques ne traduisent qu'imparfaitement les réalités démographiques lorsqu'elles se rapportent à des pays fortement contrastés, tant par le relief que par la distribution des richesses naturelles, ou par l'histoire des hommes et de leurs groupements. C'est le cas des pays d'AIN. Une étude minutieuse, par cantons, mettra en évidence le profond bouleversement créé par le développement de l'industrie. Complétée par quelques sondages plus fouillés, portant sur le territoire de la commune, elle nous permettra de serrer le fait démographique et d'approcher la réalité humaine (1).

(1) M. le Professeur A. Cholley, dit à propos de l'Enseignement de la Géographie « L'Information géographique, 2^e année, n° 1, page 26 » nous nous permettons de rappeler que toutes nos constructions géographiques doivent reposer sur *l'analyse d'un exemple* particulier pris comme type. Aucune généralisation dans l'étude d'un cas précis. Cela nous obligera d'abord, nous les maîtres, à avoir bien pénétré la structure ou la technique du milieu considéré; cela nous forcera ensuite à ne généraliser qu'à bon escient, c'est-à-dire à éviter les formules faciles mais dangereuses, les descriptions plus romanesques ou artistiques qu'exactes, les exagérations de pensée auxquelles on se laisse entraîner si aisément pour mieux frapper la curiosité de l'élève. »

CHAPITRE II

DÉMOGRAPHIE DES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1936

L'étude des densités de la population par cantons marque les profonds changements survenus depuis un siècle dans la répartition des groupements humains et dans leurs modes d'activité.

L'examen de la carte des densités en 1936 nous permet de faire les constatations suivantes :

1° La densité de la population est faible dans le département, 54,3 habitants au kilomètre carré (France, 76,1). L'Ain se trouve, à ce point de vue, au 46^e rang des départements français (Seine, $d = 10.351,7$ — Basses-Alpes, $d = 12,2$).

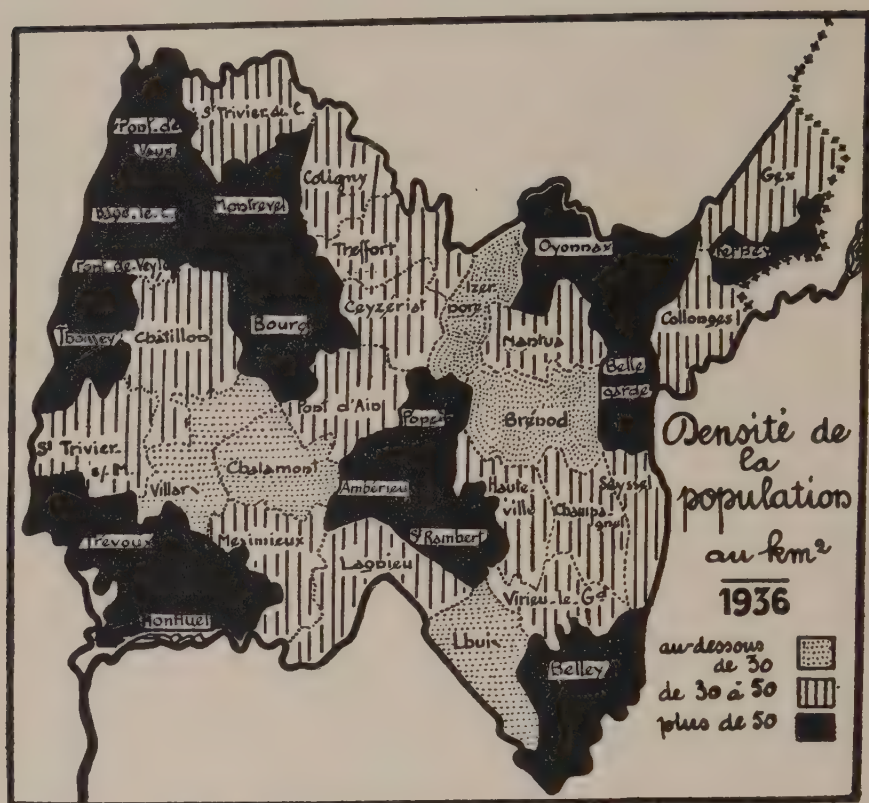
2° Les densités sont très différentes selon les cantons. Ambérieu et Bourg ont plus de 100 habitants au kilomètre carré (103,5 — 129,7) Brénod n'a que 19,1 habitants au kilomètre carré.

3° La population paraît avoir un caractère centrifuge. Elle est plus dense, — les cantons d'Ambérieu et de Bourg mis à part, — sur le pourtour du département qu'à l'intérieur. Les masses humaines sont plus serrées dans les régions où les communications sont faciles (vallées, cluses) et dans les banlieues des deux grandes villes Lyon et Genève.

4° Elle est faible dans la région montagneuse de haute et moyenne altitude et dans la région marécageuse de la Dombes (Chalamont 24, Villars 25).

5° Elle est moyenne dans les cantons de Bresse (Coligny 49, Montrevel 55, Pont-de-Vaux 59, Pont-de-Weyle 59, Saint-Trivier de Courtes 44, Thoissey 63).

Cette étude purement statique donne de précieuses indications



sur l'activité économique présente. Elle sera largement utilisée quand nous aborderons le chapitre du marché du travail.

Mais elle ne nous permet pas de préciser le *sens* des mouvements démographiques. Il est indispensable en effet de suivre les variations de groupes humains à peu près homogènes sur une période aussi étendue que possible, fractionnée en tenant compte des grands événements politiques et économiques qui modifient profondément la vie d'un peuple.

MOUVEMENTS DÉMOGRAPHIQUES DEPUIS 1851

Les étapes importantes marquées par les dates 1851, 1901, 1911, 1922, suffiront pour suivre l'évolution des populations.

La première correspond au maximum de population globale atteint dans le département et, à peu près, à la naissance du machi-

nisme ; la seconde, à la fin d'une longue crise agricole ; la troisième, à la période stabilisée d'avant-guerre ; la dernière enfin, à la période d'après guerre, profondément troublée par un cataclysme qui a transformé la vie économique et sociale.

1851. — La population du département atteint le maximum. Les campagnes sont peuplées ; la terre végétale est exploitée dans ses plus petits recoins. Dans la plaine, la déforestation commencée au moyen âge est activement poussée. En Bresse, dit M. Lavoille dans une excellente étude (1) « de 1790 à 1880, la superficie boisée a diminué de moitié. Dans la Bresse loughannaise, Simard, qui possédait 308 hectares de forêts en 1838, n'en a plus que 250 en 1860, 80 ha. en 1881, 35 ha. en 1910. Saint-Vincent, qui mérite en 1793 son nom révolutionnaire de Vincent-les-Bois, pour ses 800 ha. de forêt, n'a plus de 566 hectares en 1860 et 380 en 1910. De 1805 à 1881, la proportion boisée est passée dans la commune d'Etrez, de moitié au quart du territoire. »

Le pays qui était très marécageux au XVIII^e siècle est assaini. Au début du siècle, le Préfet Bossi indique (2) que dans l'arrondissement de Bourg, 3.235 ha. sont en étangs et 1.000 ha. en marécages.

Le canton de Montrevel « était le plus boueux de Bresse » en 1805, avec 80 hectares d'étangs ; il n'en a plus que 35 ha. en 1881 (3).

Dans la Dombes, région particulièrement deshéritée, l'assèchement des étangs se poursuit. La densité passe de 19 au kilomètre carré en 1806 à 28 en 1851.

Dans le Bugey, la vigne monte à l'assaut des pentes ensoleillées ; la terrasse, soutenue par le petit mur de pierres sèches, s'accroche sur les moindres replats.

L'arrondissement de Belley est particulièrement prospère « Ce pays, dit le Préfet Bossi » (4) cité par J. Corcelle, géographie du département de l'Ain, Bourg 1899, est remarquable par la salubrité de son climat, par l'abondance de ses vins, et par sa fertilité en tous genres. Il est heureux surtout par la grande division des propriétés et par un genre d'industrie que son utilité générale met à l'abri de

(1) *La Bresse, région naturelle et agricole*, par G. LAVOILLE, Dr de l'E. P. S. de Belley — Bulletin de la Société des Naturalistes et des Archéologues de l'Ain. Janvier 1938, page 69.

(2) Statistique générale du département de l'Ain 1808.

(3) G. LAVOILLE, *ibidem*, page 67.

(4) BOSSI, *Statistique de l'Ain* — 1908.

toute révolution, la fabrique de grosses toiles qui sont versées dans les hôpitaux de Lyon et parmi la classe nombreuse des ouvriers, artisans et cultivateurs ».

La densité kilométrique atteint 61 en 1831, 64 en 1851, alors qu'elle ne dépasse pas 52 en 1851 dans l'arrondissement de Nantua et 58 dans l'arrondissement de Trévoux ; Bourg plafonne à 76.

En montagne, dans la vallée de la *Valserine*, les petits chalets sont perchés sur le versant occidental, la *Solane* est cultivée, très haut d'orge et de lin.

Le plateau de *Retord* est relativement prospère. Cette région élevée (altitude 1.000 à 1.100 m.) au climat rude, à peu près déserte aujourd'hui, comptait 23 feux en 1840. « Par exemple, écrit en 1823 M. Justin, curé de Châtillon-de-Michaille, ce lieu est extrêmement peuplé depuis Pâques jusqu'à la Toussaint, à cause qu'un grand nombre de paroisses environnantes y envoient leurs bestiaux et y font leur vacherie. On y compte quelquefois de cinq à six cents personnes en été et qui, par l'éloignement des paroisses voisines, sont sans messes et sans secours de religion » (1). En 1839, les habitants du plateau demandent au ministre des Cultes de désigner un desservant, justifié par une population de 388 habitants. L'église de *Vézéronce* est livrée au culte en 1852.

Dans les petites villes des vallées, l'industrie naît. 24 communes seulement ont plus de 2.000 habitants, fournissant un total de 72.735 individus, soit 19 % du total. Beaucoup de ces gros bourgs campagnards ne sont qu'une agglomération de fermes autour des points d'eau. 3.348 personnes actives sont employées dans la « grosse industrie », mais ces usines sont encore bien modestes. Dans l'industrie des tissus qui compte à elle seule 2.185 personnes, les maîtres représentent le quart du total : 484 maîtres pour 815 ouvriers et 886 ouvrières ; 321 personnes seulement sont employées dans les usines qui traitent le fer ou qui fabriquent « en gros les objets ou ouvrages dont le fer forme la base » (2).

La population est donc essentiellement rurale. En 1851, 4 communes seulement ont de 3.000 à 4.000 habitants, deux ont plus de 4.000 habitants. En l'an XIV, Bourg a 7.500 habitants, 9.698 en 1851.

A cette époque, la population rurale représente les 890 mil-

(1) DELPHINE ARÈNE. *Le plateau de Retord*. Editions imprimerie Arène, Nantua. 1937 — page 7.

(2) Statistiques de la France 1851.

lièmes de la population totale (1). Cette population vit en majeure partie du travail de la terre. L'annuaire statistique de 1851, donne un total de 217.662 personnes employées dans l'agriculture sur une population départementale de 372.929 habitants. Le tableau suivant résume la répartition entre les divers groupes de professions :

1851. — Agriculteurs	217.662
Grande Industrie	3.348
Petite Industrie	33.219
Professions libérales	15.756
Domestiques	5.357
Enfants, femmes à la charge du mari, et divers	97.597
Total.	372.939

La population agricole active est les 58 centièmes de la population totale. Elle se répartit de la façon suivante :

Propriétaires cultivateurs	109.687
Fermiers	15.456
Fermiers propriétaires	11.103
Fermiers exerçant en même temps une autre profession	1.996
Métayers	2.308
Métayers propriétaires	1.173
Métayers exerçant en même temps une autre profession	1.091
Journaliers agricoles	24.182
Journaliers propriétaires	4.841
Journaliers exerçant en même temps une autre profession	3.144
Domestiques	42.551
Bûcherons et charbonniers	130

Ainsi, la moitié environ de la population agricole est propriétaire du sol. On remarquera l'importance de la domesticité, 30 % (2) environ de la population agricole active. La saturation démographique paraît avoir été atteinte à ce moment là dans le département.

La main-d'œuvre est abondante; la terre nourrit mal son homme; l'émigration saisonnière est une source de richesse non négligeable.

(1) Population urbaine en 1846 : 40.370; population rurale : 326.992. La population urbaine, d'après l'*Annuaire statistique*, est celle des communes dont la population agglomérée au chef-lieu dépasse 2.000 habitants. Si l'on a voulu discriminer les populations qui vivent surtout du travail agricole, cette distinction est tout à fait arbitraire. Dans l'Ain, en particulier, les gros bourgs paysans ne sont pas rares.

(2) 74.718 sur 217.662.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, les Haut-Bugistes quittent leurs villages, vers la fin septembre, pour un séjour de trois mois dans l'Est, en Alsace, où ils sont employés à peigner le chanvre. « Cette émigration, dit le Préfet Bossi (1) se fait par petites bandes, composées d'un chef et de deux ou trois compagnons. Ces derniers travaillent pour le compte du chef qui se charge de leur nourriture et leur donne un salaire proportionné à leur habileté. Le salaire est depuis 15 jusqu'à 80 francs. Une partie de ces émigrants, au nombre de 1500 à 2.000 sortent de la section montagneuse de l'arrondissement de Belley, mais la plus grande masse, composée de 4.000 à 5.000 individus, est de l'arrondissement de Nantua ». J. Corcelle, qui cite également ce texte (2), ajoute « les ouvriers rapportaient des économies notables et, comme l'hiver n'était pas fini, ils s'occupaient à confectionner des instruments d'agriculture et des objets de boissellerie. A la fin de mars avait lieu la seconde émigration, moins lointaine, elle se limitait à la Bourgogne. Cette habitude, perdue aujourd'hui, a rapporté au département près d'un demi-million par an et a servi, dans une large mesure, à améliorer la situation morale et matérielle des habitants.

Les étrangers. — Dans cette région, essentiellement agricole, (78/100 de la population) où la main-d'œuvre abondante (30 % de la population agricole) ne peut être normalement employée pendant l'année entière (émigration intérieure) l'élément étranger est infime. Le recensement de 1851 signale 5.956 étrangers dans l'Ain (3). Encore faut-il remarquer que ce total comprend plusieurs milliers de Savoyards italiens.

Le recensement de 1861 (4) fait d'ailleurs apparaître une baisse sensible des effectifs étrangers : 1.320, qui doit s'expliquer par le changement de nationalité des Savoyards.

Comment les étrangers sont-ils répartis par nationalités en 1851 ? Le lot des Italiens est de beaucoup le plus important, 3.486, soit 58 % du total ; viennent ensuite les Suisses, 880, puis 146 Allemands, 36 Polonais, 24 Belges, 23 Espagnols, 6 Anglais et 1355 divers et de nationalité non déterminée.

(1) Op. cit.

(2) J. CORCELLE, *Géographie du Département de l'Ain* — Bourg 1899.

(3) Ce n'est qu'à partir de 1851 que les statistiques fournissent des renseignements sur les étrangers.

(4) La Savoie est devenue française en 1860.

Les naturalisés sont peu nombreux, 310 (1).

1901. — Cinquante ans sont passés, les découvertes et les inventions ont profondément modifié l'activité économique. Le département de l'Ain, — avec un retard qu'explique sa situation, son caractère essentiellement rural, les vertus traditionnelles de ses habitants, sens atavique de l'économie, jugement lent et sûr, résistance à tout ce qui est nouveau, respect du passé, — le département de l'Ain subit lentement les conséquences de la grande transformation industrielle de la fin du XIX^e siècle.

Durement touché par la crise agricole — invasion du phylloxéra (2) décadence des oléagineux, du lin et du chanvre, effondrement des cours du blé (3) dû à la concurrence des pays neufs, le cultivateur quitte le sol rude et ingrat de la montagne pour les plaines plus clémentes et les emplois rémunérateurs de l'usine et de l'administration.

La construction des lignes de chemin de fer, l'amélioration des voies de communication, favorisent les voyages (4). Les jeunes campagnards peuvent faire des comparaisons qui soulignent la dureté de leur métier. L'attraction des centres voisins, Lyon et Genève, vide de leurs éléments jeunes les campagnes les moins favorisées. En 1901, le canton d'Izernore a déjà perdu, depuis 1866, les 23 centièmes de sa population et le canton de Brénod, les 15 centièmes.

Le recensement de 1901 fournit un total de 347.018 personnes (5) pour la *population totale présente*, soit une diminution de 25.921 unités sur le total de 1851, environ 7 %.

Cette diminution est particulièrement sensible dans la *population active agricole*. Les indications données par les divers recensements ne sont malheureusement pas comparables en ce qui concerne la population agricole active totale, les membres de la famille, chez les cultivateurs, n'étant pas régulièrement rattachés à la profession du chef de famille. Mais le recensement de 1851 fournit le détail, par profession, de la population mâle adulte, soit 110.674 hommes actifs

(1) En France, en 1851, 380.000 étrangers, cantonnés dans les régions frontalières, soit environ 1 % de la population totale.

(2) La production du vin tombe en France de 83 millions d'hectolitres en 1875 à 26 millions en 1879.

(3) 23 fr. l'hectolitre en 1875; 15 fr. 70 en 1893.

(4) La ligne Lyon-Genève est exploitée en 1862.

(5) Population présente — 305.416 population totale.

pour les professions agricoles. En 1901, 75.458, soit une perte de 35.216 individus, 30 % en 50 ans. La perte sur le recensement précédent de 1896 étant de 4.908 unités.

Si l'on accepte le total de 129.900 personnes actives, hommes et femmes, pour la population agricole, le rapport à la population active totale ressort à 60 % (au lieu de 78 % en 1851),

Les variations de la population active, dans les autres grandes catégories professionnelles, sont évidemment fort différentes. Dans l'industrie, le personnel actif atteint 47.976, en augmentation de 11.409 ; dans le commerce, 10.737, soit, avec les professions libérales, (10.277) un total de 25.969 personnes, en augmentation de 10.213 (plus de 60 %) ; le service domestique se maintient à 4.670, en légère diminution.

Il faut noter l'importance considérable des industries textiles et des industries qui utilisent des étoffes comme matières premières ; 19.521 personnes sont employées dans des établissements d'importance moyenne (1196 établissements sur 1922 occupent de 1 à 20 employés). Mais on note l'apparition des grands ateliers : 10 établissements dans cette catégorie sur 14 ateliers au total occupent plus de 100 ouvriers, dont 3 plus de 500.

Les femmes constituent environ 40 % de la population active ; elles sont surtout nombreuses dans les industries textiles 15.016 sur 19.521, et en particulier dans la filature de la bourre de soie (2.185), le dévidage de la soie (447), le tissage de la soie (3.526), les travaux de confection pour dames (4.726 couturières).

Les étrangers. — Le recensement de 1901 signale 5.977 étrangers présents. Ainsi, depuis 1861, les effectifs étrangers s'accroissent de 4.657 unités. En France, à la même époque, la population étrangère s'élève à 1.009.414 unités contre 379.289 en 1851. Cet afflux de main-d'œuvre étrangère, pour n'être pas nouveau dans l'histoire de notre pays, constitue cependant, par son importance, un phénomène digne du plus grand intérêt.

« Le pourcentage des étrangers par rapport à la population totale, dit M. Mauco (1) dans un ouvrage remarquable qui fait autorité, passe de 1,05 % en 1851 à 2,87 % en 1891 et 1911, et à plus de 3,3 % en y comprenant les naturalisés. En un demi-siècle la population étrangère a donc triplé, alors que la population indigène s'a-

(1) Voir G. MAUCO, « *Les Etrangers en France* » Colin 1932, pages 1 et suivantes.

croissait de moins de 1/5. De sorte qu'en 40 ans, de 1851 à 1891, l'augmentation de la population en France est due en grande partie (exactement 39 %) à l'augmentation du nombre des étrangers ».

Comment sont-ils répartis par nationalités dans l'Ain en 1901 ? C'est le lot des Italiens et des Suisses qui l'emporte. 3.643 Italiens, 1.951 Suisses, quelques Allemands, 126, des Autrichiens 61, des Belges 55, des Espagnols 30, des Anglais 21, et une poussière de nationalités diverses : Danois, Grecs, Hollandais, Luxembourgeois, Russes, Américains, Turcs, etc... au total 18 nationalités différentes (17 non déclarés).

Le quart de ces étrangers sont nés en France, 1082 sur 4.865, 3 dans une colonie française, 27 n'ont pas déclaré le lieu de leur naissance. Ce sont surtout les enfants de 0 à 9 ans qui sont nés en France, ce qui indique une émigration, ou plutôt une fixation récente (226 garçons, 221 filles). Peu de vieillards de plus de 65 ans sont nés dans notre pays, 12 femmes et 10 hommes, soit 22 sur 147. Le tableau n° 8 indique leur répartition par groupes d'âge, les effectifs sont à peu près équilibrés par sexes, 3.158 hommes et 2.819 femmes. On notera l'importance de l'élément jeune (moins de 50 ans) et l'immigration caractéristique des jeunes filles de 15 à 20 ans.

Que font ces étrangers ? Ils sont pour la plupart employés dans l'industrie ou le commerce. 167 chefs d'établissements industriels, dont 20 femmes, 70 commerçants et commerçantes, 1.620 ouvriers et 1.105 ouvrières, 112 employés et 49 employées dans le commerce (1).

Les femmes, surtout des Italiennes, sont largement employées dans les tissages et les filatures. 962 Italiennes sur 1.036 femmes étrangères employées dans l'industrie (53 Suissesses), 597 n'ont pas 20 ans. Les patrons *canuts* exploitent misérablement cette main-d'œuvre : salaires de famine qui conduisent à la prostitution, journées de 12 à 14 heures, emploi d'enfants ; tout ce monde est mal payé, mal logé, mal nourri.

La proportion d'étrangers dans l'agriculture est plus faible : 91 patrons hommes, 61 femmes ; 302 travailleurs appointés ; 136 femmes, 34 hommes et 19 femmes, travailleurs isolés.

En résumé, sur 5.977 étrangers, 4.070 sont actifs, soit environ 70 % ; 16 % sont employés dans l'agriculture ; 71 % dans l'indus-

(1) Les Américains sont employés dans l'industrie de la soie. Ils étaient reçus au pair, sans salaire. Ils se sont ainsi initiés aux secrets de fabrication et aux tours de mains d'une vieille industrie française.

trie, 6 % dans le commerce, 3 % dans le service domestique, 4 % dans les professions libérales.

Quant aux naturalisés, malgré la loi de 1889, qui attribue de plein droit la qualité de Français aux enfants nés en France de parents étrangers et résidant en France au moment de leur majorité (1), ils sont encore peu nombreux dans l'Ain, 305 hommes et 462 femmes, soit un total de 767, représentant 0,2 % de la population totale. Ce sont pour la plupart des hommes et des femmes d'âge moyen, 685 sont âgés de 20 à 70 ans ; peu d'enfants, 35, et peu de vieillards, 47.

1911. — A la veille de la guerre (2) la dépopulation s'accuse encore, 342.482 habitants, soit une perte de plus de huit mille individus en 10 ans. Le déficit est toujours marqué dans la population agricole active, 125.670 personnes contre 129.900 en 1901, dont 70.497 seulement du sexe masculin.

Au contraire, le personnel des professions commerciales et industrielles s'accroît de 1.219 unités pour les professions industrielles, passant de 47.976 en 1901 à 49.195, et de 1.471 unités pour les professions commerciales, passant de 10.737 à 12.208.

Les filatures et les tissages sont encore actifs, bien qu'en décroissance sensible, avec un personnel total de 7.375 unités, dont 5.362 femmes. 16.695 personnes sont employées dans les industries qui utilisent les étoffes comme matière première, contre 19.521 en 1901 (3). Les industries du bois sont en progrès, avec 9.523 personnes contre 8.660, ainsi que les industries métallurgiques, avec 3.267 personnes, contre 2.665.

Les étrangers. — L'élément étranger est en augmentation à peine sensible : 6.170 contre 5.977. Les Italiens, 3.677, et les Suisses, 2.038, maintiennent leurs effectifs ; les Allemands sont plus nombreux, 143 ; les Espagnols aussi, 74 ; les Africains et les Asiatiques font leur apparition (12 Africains, 1 Asiatique). Au total, 20 nationalités sont représentées ; 31 personnes n'ont pas déclaré leur nationalité.

La proportion des étrangers nés en France est en progression nette : 1179, soit 19 %.

(1) Sauf avis contraire de leur part.

(2) Le recensement de 1911 fut le dernier avant la guerre.

(3) On peut noter l'activité des professions : bijoutier, orfèvre, lapidaire = 1.660 personnes, et le nombre d'employés de chemin de fer = 2.870.

Les enfants de moins de 10 ans sont beaucoup plus nombreux qu'en 1901, 410 garçons et 418 filles, ce qui indique une fixation plus importante et une assimilation relative. Les monographies de familles italiennes soulignent cette particularité. Un grand nombre de familles étrangères se sont fixées dans l'Ain vers le début du siècle. La proportion des gens mariés est d'ailleurs moyenne, 2.243, soit 36 % seulement. On comptait 299 veufs, 1.527 célibataires de plus de 20 ans.

La loi de 26 juin 1889 sur les naturalisations donne déjà des résultats appréciables, Le total des naturalisés monte à 1.164. Sur ce nombre, 474 sont nés en France, soit 40 %.

En France, sur 39.604.992 habitants, on compte 1.132.696 étrangers, soit 286 pour 10.000 (Ain 180 pour 10.000). Le nombre des naturalisés s'accroît aussi considérablement. De 1890 à 1912, 180.700 naturalisations. Le recensement de 1911 indique 252.790 naturalisés. « Au total, dit M. G. Mauco, de 1872 à 1911, soit en 40 ans, la population étrangère s'est francisée à un rythme accéléré qui permit la fusion de près de 1 million d'étrangers » (1).

La pénétration est encore limitée aux régions frontières. Les Belges sont nombreux dans le Nord (près de 300.000 en 1891) les Italiens dans le Sud et Sud-Est, les Espagnols dans le midi de la France. L'industrie attire la grosse part de l'élément étranger, 40 % environ, 35 % dans le commerce et les professions libérales, 12 % seulement dans l'agriculture. Les salariés agricoles sont en général saisonniers. Les Belges sont employés dans les grosses fermes du Nord et du Centre, mais ils ne descendent guère au-dessous de la Loire ; les Italiens du nord de l'Italie sont employés suivant les saisons pour la cueillette des olives, les vendanges, la cueillette des fleurs. Dans l'Ain, ils sont bûcherons, maçons, peintres, colporteurs, ouvriers sans spécialité. Les Suisses, comme aujourd'hui, sont fermiers, vachers, fruitiers.

A vrai dire, l'élément étranger dans l'Ain en 1911, ne constitue qu'une main-d'œuvre d'appoint. Il n'existe pas de problème de l'immigration ni de l'assimilation comme pour d'autres régions françaises. Dans le département du Nord, 177.100 étrangers (population résidente), 132.469 dans les Bouches-du-Rhône (dont 114.000 Italiens) 118.842 dans les Alpes-Maritimes (dont 87.000 Italiens) 45.400 dans la Seine, 194.022 à Paris, etc...

Comment se comportent à ce point de vue les départements

(1) *Les étrangers en France.*

voisins ? Le département du Rhône compte 20.962 étrangers, dont 12.631 Italiens ; le Jura, 4.264, dont 1.329 Suisses ; la Saône-et-Loire, 1.361 étrangers, la Savoie 9.871 dont 8.999 Italiens, et la Haute-Savoie 9.689, dont 4.177 Suisses.

Si l'on résume pour le département de l'Ain l'évolution démographique de 1851 à la veille de la guerre, on note une dépopulation continue qui porte principalement sur la population agricole, un accroissement sensible des populations qui vivent de l'industrie et du commerce, un accroissement lent des effectifs étrangers avec assimilation partielle, portant principalement sur la nationalité italienne, sans que les problèmes posés par l'immigration présentent une acuité particulière.

LA PÉRIODE D'APRÈS GUERRE, DE 1921 A 1936

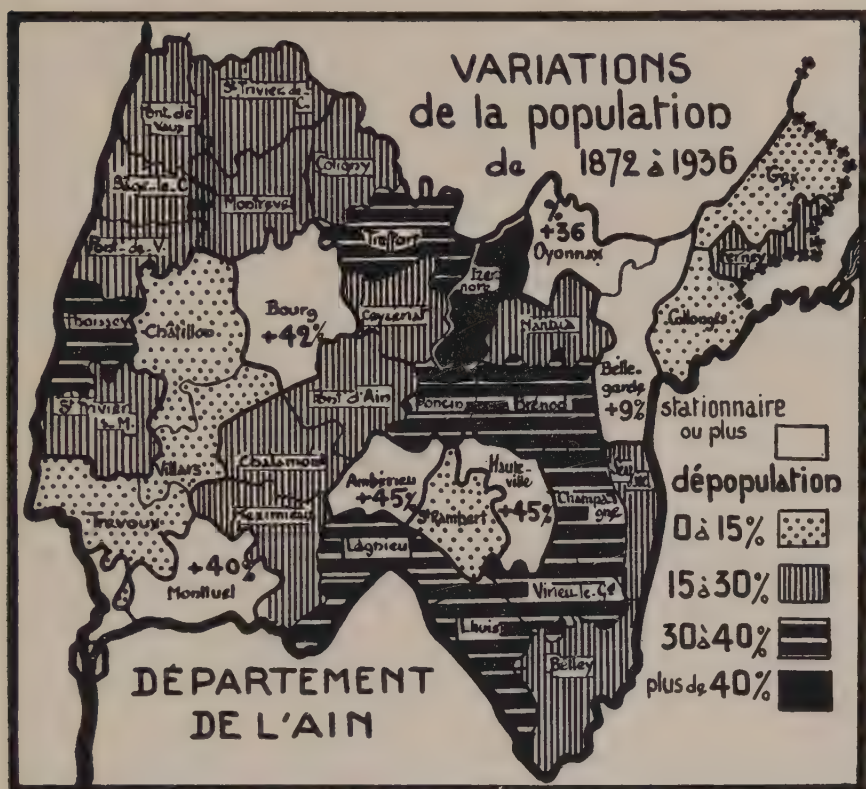
Dès 1921, le recensement fait apparaître un déficit important dû tout à la fois à la dénatalité, à l'excès d'émigration et aux pertes de la guerre, 26.725 habitants de moins (1). Si l'on tient compte les effectifs étrangers, c'est une perte de 34.000 habitants qu'il faut enregistrer depuis 1911. A partir de 1921, un double phénomène démographique se précise : la dépopulation lente des éléments indigènes, l'afflux des éléments étrangers qui compense largement les pertes ou fait même apparaître un accroissement de la population totale.

De 315.757 habitants en 1921, la population monte à 317.195 en 1926, 322.918 en 1931, et revient à 316.710 en 1936. En réalité, la population indigène décroît de 303.757 à 301.710. En 80 ans, la dépopulation atteint 75.000 habitants, le cinquième environ de la population de 1851.

Ces indications générales portant sur l'ensemble du département sont bien loin de traduire la complexité démographique. L'étude de la carte des mouvements de la population par cantons *depuis 1872* donne des indications plus précises :

1° La dépopulation est très importante dans toute la région

(1) Population légale.



de haute altitude du haut et du bas Bugey (à l'exception du canton d'Hauteville, pour une cause locale tout à fait particulière, la création d'un centre de sanatoria). Le canton d'Izernore perd plus de 40 % de sa population (— 49 %). Les cantons de Treffort, Poncin, Brénod, Champagne, Virieu-le-Grand, Lagnieu, Lhuis, perdent de 30 à 40 %; le canton de Thoissey, 34 %.

2° La Bresse, la vallée de la Saône, la vallée de l'Ain, la vallée du Rhône, de 15 à 30 %.

3° La Dombes, mise en valeur vers la fin du siècle, se dépeuple plus lentement, o à 15 %. (Villars — 14 %) le pays de Gex aussi, mais cette stabilité n'est qu'apparente, les étrangers compensant les pertes.

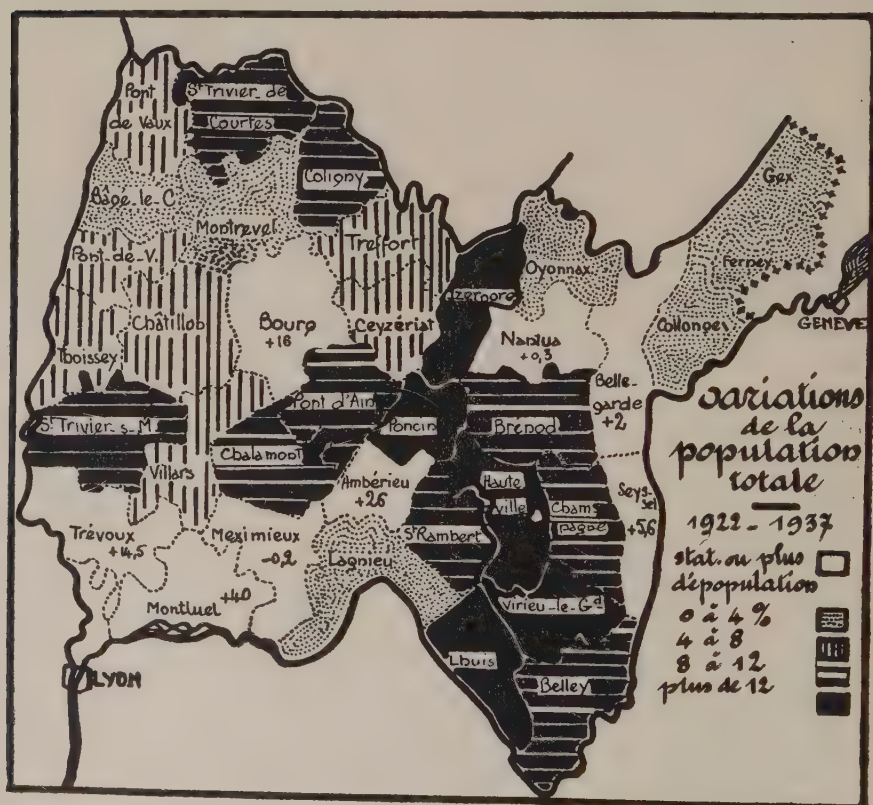
4° Cinq centres de peuplement apparaissent : Bourg et sa banlieue (+ 42 %) ; Montluel et la banlieue lyonnaise (+ 40 %) Ambérieu (+ 45 %) Oyonnax (+ 36 %) Bellegarde et sa banlieue (+ 9 %).

Cette attraction des centres est un phénomène banal en France,

depuis le début du siècle (1). Il est dû à l'abandon progressif des professions agricoles et il correspond bien aux indications que nous avons données plus haut sur l'accroissement des populations industrielles et l'amenuisement de la population agricole active.

Le grand bouleversement produit par la guerre a singulièrement exalté la désertion des campagnes. La même étude des mouvements de la population, par cantons, de 1922 à 1936, montre avec vigueur cet exode des populations campagnardes et particulièrement celle des régions déshéritées par la nature du sol ou par l'altitude. Toute la montagne se dépeuple, la proportion varie de 4 à 12 % (en 15 ans). La Bresse ne suit le mouvement qu'avec un retard marqué (Saint-Trivier-de-Courtes — 8,6 %, Coligny — 10 %).

Le canton d'Oyonnax est touché par la crise du peigne. Le pays



(1) En France, le pourcentage de la population rurale passe de 75,6 en 1846 à 47,6 en 1936.

de Gex reste stationnaire, moins de 4 %, mais l'élément étranger masque les pertes de la population indigène. Une mention doit-être réservée au canton d'Hauteville. La statistique globale fait apparaître un accroissement de 2.768 personnes sur 4.164 en 1922, soit + 66 %. Si l'on compte à part l'agglomération de Hauteville-Lompnes, le déficit ressort à 17 %.

Les régions de peuplement sont les vallées industrielles du canton de Nantua, Bourg et sa banlieue (+ 16 %), la haute vallée du Rhône (Bellegarde, + 2, Seyssel + 5,6) la banlieue lyonnaise, à laquelle on peut annexer le canton d'Ambérieu (Trévoux + 14,5 %, Montluel + 40 %, Meximieux — 0,2, Ambérieu + 26 %).

Allons plus loin. Pour serrer plus étroitement la réalité démographique, il conviendrait de se demander ce que devient pendant la même période la population des fermes isolées et des hameaux. Nous éliminerons ainsi presque complètement (pour le département de l'Ain) les variations des populations commerciales et industrielles, pour n'envisager que les variations de la population agricole (1). L'étude par cantons fait apparaître un phénomène curieux d'opposition entre la plaine et la montagne. Dans la Bresse et la Dombes, où les écarts sont nombreux et importants (plus de 60 % de la population) la dépopulation est peu sensible, ne dépassant pas 10 %. Dans la montagne et, en particulier, sur les plateaux du Bugey, la dépopulation est intense, dépassant 30 % pour les cantons d'Hauteville et de Bellegarde, (2) atteignant 20 % pour la région marginale.

Ces pourcentages, interprétés à la lumière des faits, traduisent, dans la région bressane, le maintien de la petite culture familiale et de la petite propriété. Pour la montagne, ils signifient l'abandon des exploitations difficiles et de rendement médiocre ; le plateau de Retord est à peu près désert aujourd'hui, huit ou neuf fermes seulement sont habitées toute l'année. La vigne descend, le pâturage s'étend et la propriété s'accroît. « A chaque progrès de la pâture, la bête chasse l'homme », dit M. A. Demangeon (3) à propos de l'émigration britannique. Peut-être pourrait-on dire ici que « la bête remplace l'homme ».

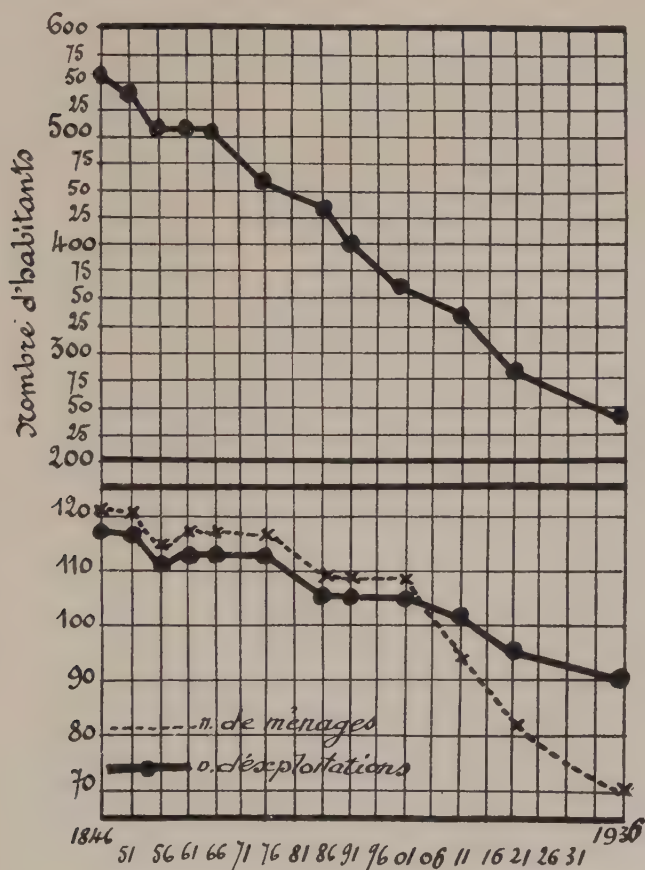
(1) La population des *écarts* est composée des habitants qui ne résident pas au chef-lieu de la commune, même si la population du hameau est supérieure à celle du chef-lieu. En fait, pour l'Ain, cette population est à peu près exclusivement agricole.

(2) A l'exclusion des banlieues industrielles de Bellegarde et d'Arlod.

(3) A. DEMANGEON, *L'Empire britannique*.

propres à la vigne, les longues étendues herbeuses au pied des monts et les pentes boisées de chênes et de buis. L'altitude moyenne de 430 m. n'a rien d'excessif, le blé vient bien, l'avoine aussi, ainsi que la pomme de terre, le maïs fourrager et les cultures potagères. Hors de l'étroite combe l'exploitation agricole est pénible, les champs sont perchés sur les pentes, retenus par des muraillons de pierres sèches; la commune s'étire en altitude de 400 à 700 mètres. Les communications sont malaisées; la commune est paradoxalement rattachée au canton d'Izernore bien que les relations soient à peu près impossibles. Le chef-lieu est relié à la vallée par une route longtemps mal entretenue et se trouve loin des grandes voies de communication.

En 1846, la population comprenait 557 habitants. On comptait



Commune de Challes-la-Montagne
Variations de la population

119 exploitations et 122 ménages. En 1851, l'arrivée de 36 enfants de l'Assistance publique et de 16 enfants en nourrice fait monter le total à 597. L'habitude sera prise, dès lors, de recueillir des pupilles de l'Assistance publique. L'Assistance paie bien et régulièrement; les enfants rendent d'appréciables services comme bergers. Aujourd'hui encore, sur 52 enfants d'âge scolaire, près d'une vingtaine sont des pupilles.

A partir de 1851, l'excédent considérable des décès sur les naissances (de 1851 à 1856, 154 décès contre 66 naissances) amène une rapide dépopulation, 360 habitants en 1901, 280 en 1920, 249 en 1937. En 90 ans, le déficit s'élève à 55 %.

Parallèlement, le nombre de ménages diminue ainsi que le nombre d'exploitations. Des familles entières s'éteignent, soit par décès, soit par absence d'enfants mâles ou par émigration. En 1846, on comptait 40 noms différents de ménages, 26 en 1936. Sur 122 ménages en 1846, on comptait 19 ménages Musy, on en compte 14 en 1936 sur 70. Il y a maintenant plus d'exploitations que de ménages, malgré l'agrandissement de la propriété individuelle. Les familles sont obligées de louer une partie du patrimoine, car le domestique est considéré comme une charge trop lourde.

Ainsi, probablement par amour de l'argent et de la terre la politique de la plus grande propriété conduisant à la restriction des naissances, une commune perd, en un siècle, plus de la moitié de sa population (1).

Les conséquences économiques de cette évolution sont évidentes : les mauvaises terres sont abandonnées, laissées en friche et, quand le sol le permet, transformées en pâturages. Les terres bien situées sont au contraire morcellées. L'élevage devient le pivot de la vie agricole. La transformation méthodique du lait dans une fromagerie est une source de revenus importants. Les cultivateurs sont aisés. *Aucun étranger* n'a pu se fixer dans la commune, ni même y séjourner comme ouvrier agricole.

LE CAS D'AMBÉRIEU-EN-BUGEY

En 1866, la petite bourgade d'Ambérieu-en-Bugey, à l'entrée de l'étroite cluse qui fend le Jura méridional, comptait 3.047 habitants. Elle est peuplée aujourd'hui de 6.846 habitants (1936). Les

(1) Il est possible que la consanguinité soit à l'origine de ce déséquilibre fâcheux.

communes limitrophes, Saint-Denis et Bettant, subissent une évolution de même sens.

Saint-Denis : 630 habitants en 1866, 1.129 en 1936.

Bettant : 484 habitants en 1866, 607 en 1936.

Au contraire, les chef-lieux qui sont éloignés de la grande voie qui permet de franchir le Jura à basse altitude, se dépeuplent comme les autres bourgades de la montagne. Douvres passe de 477 habitants en 1866 à 251 en 1936; Saint-Maurice-de-Remens de 636 à 483; l'Abergement-de-Varey, de 491 à 203.

Nous allons rapidement (1) voir comment la création d'une grande gare de triage a modifié la vie économique du bourg.

La gare, construite en 1865, devait rapidement prendre une importance exceptionnelle, en raison de sa situation à l'entrée d'un grand passage qui donne accès à deux frontières. Le trafic « voyageur » n'est certes pas considérable, puisque les grands rapides Paris-Genève, Paris-Modane, Paris-Savoie, Lyon-Genève, Bordeaux-Milan, ne s'arrêtent pas à Ambérieu, mais la plupart des autres trains de voyageurs changent de machine. En revanche, la gare des marchandises a pris, surtout depuis la guerre, une extension considérable. Les wagons qui sont destinés à la Suisse, à l'Italie, à la région parisienne, sont triés et classés, à raison de plus de 4.000 par jour. Les trains formés sur place sont de beaucoup les plus nombreux. Sur 90 trains de marchandises qui quittent la gare chaque jour, 70 y sont formés. En 1930, la longueur des voies principales atteignait 22.395 mètres et celle des voies de service, 77.877 mètres. On devine qu'un personnel important est employé à l'entretien et à la réparation des voies et des machines, à la manœuvre des convois; près de 1.000 cheminots, dont 600 mécaniciens et chauffeurs, sont rattachés au dépôt d'Ambérieu.

La densité de la population s'accroît parallèlement au développement de l'exploitation ferroviaire. Jusqu'en 1896, les variations sont peu importantes. On constate même une diminution sensible de 1866 à 1872; Ambérieu n'est encore qu'une gare sans importance. De 1896 à la veille de la guerre, la population augmente de 900 habitants (4.314 en 1911). Enfin, depuis 1921, la gare de triage s'étend, l'industrie se développe en même temps, car elle profite des commodités de transport. La population s'accroît de 2.614 habitants en 15 ans.

(1) Une partie des documents essentiels de cette rapide étude sont tirés d'un excellent travail de M. LEMASSON « *Le développement d'Ambérieu-en-Bugey depuis la création du chemin de fer* » dans le n° 46 de janvier 1932 du Bulletin de la Société des Naturalistes de l'Ain.

L'étude des variations de la population des hameaux montre bien le phénomène de « suction » qui vide les campagnes au profit des villes. En 1866, le chef-lieu ne comptait que 45 % de la population municipale, 1.373 habitants au chef-lieu, 1.674 dans les écarts. L'écart des Allymes, éloigné de 5 kilomètres du chef-lieu, perd 100 habitants en 70 ans (166 habitants en 1866, 63 en 1936). Les autres écarts suivent la même loi jusqu'au moment où la ville doit s'étendre pour contenir la population municipale. Les hameaux rapprochés sont alors absorbés et ne forment plus que des quartiers. L'écart de Saint-Germain, par exemple, voit sa population décroître de 1866 à 1896, de 291 à 232 habitants, puis se relever de 271 en 1911, 310 en 1921, 359 en 1931.

En 1936, la population municipale, 5.002 habitants, représente les 74 % de la population communale. Ambérieu devient une cité industrielle; la terre est abandonnée au profit de l'usine et du chemin de fer. Un très faible pourcentage de la population, 8 %, vit encore de l'agriculture.

Les étrangers. — Quelle est la part des étrangers dans cet accroissement de la population urbaine ? Sans être négligeable, il n'est pas très important : 287 étrangers en 1936, soit 4 % de la population. Déjà, dans la période immédiate de l'après guerre, les travaux d'agrandissement de la ville et de la gare avaient provoqué un afflux de manœuvres étrangers, des Italiens et des Russes principalement. Un phénomène curieux, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, se produit alors. La majorité des étrangers quittent le pays quand les grands travaux sont terminés; mais quelques familles s'installent. Ce sont celles qui ont trouvé un emploi stable et un logement. Les Italiens notamment s'accommodent de maisons délabrées, entourées de quelques arpents de mauvaise terre. Autour de ce noyau d'éléments presque assimilés, la cristallisation se produit. Si le travail abonde, les frères, les sœurs, les compatriotes affluent. Ils s'installent le plus souvent dans le même quartier, à proximité de l'usine. A Ambérieu, le quartier neuf de l'aviation établi autour du camp d'aviation et d'une importante usine de poteaux en ciment armé, comprend 159 Français et 85 étrangers. Le lot des Italiens domine nettement avec 121 hommes, 57 femmes, 34 enfants. Sur un total de 212 personnes, 120 sont sans profession, si l'on élimine les femmes (1) et les enfants, la différence, 29, représente les vieillards

(1) Quelques femmes travaillent dans les usines qui travaillent la soie et ses déchets.

et les chômeurs, ce qui indique un début de fixation des étrangers. Les Italiens actifs sont surtout des manœuvres, 47 sur 94, ouvriers de scieries, terrassiers, hommes de peine, maçons, 24 sont employés, magasiniers, comptables, concierges. Un seul commerçant est installé à Ambérieu (1) ; on compte encore 1 Italien dans les professions libérales, 5 domestiques, 9 artisans, et 7 ouvriers agricoles (2).

Les Suisses sont peu nombreux, 7 hommes, tous manœuvres, 1 femme et 1 enfant.

Il faut noter enfin l'importance de la *colonie russe* 57 hommes et 4 femmes, comprenant 55 hommes actifs, tous manœuvres.

En résumé, la création d'une gare de triage à Ambérieu-en-Bugey, a eu pour conséquences l'industrialisation de la ville, l'abandon progressif de la vie agricole et l'augmentation rapide de la population municipale; les *étrangers* fournissent une main-d'œuvre d'appoint qui n'est pas négligeable. La situation de la bourgade, sur une voie de communication importante, favorise cet essor; mais il faut noter *le caractère essentiel humain des facteurs du développement*. Les ressources locales, les rapports avec l'arrière pays, ne justifient pas l'accroissement de la population : Ambérieu n'est qu'une gare.

L'élément humain non autochtone, français ou étranger, n'est donc pas fixé. Ses vicissitudes sont liées à celles des transports par chemin de fer.

LE CAS DE BELLEGARDE.

Le cas de Bellegarde est bien différent. Située aussi sur un passage important, gare frontière pour la Suisse, son développement est moins artificiel, car il est dû principalement à l'existence d'une richesse naturelle locale, la houille blanche.

Insignifiante bourgade en 1866, avec ses 624 habitants, la cité

(1) Les commerçants sont relativement peu nombreux à Ambérieu, les cafés exceptés. Les cheminots ont, en effet, de larges facilités pour s'approvisionner à Bourg ou à Lyon.

(2) Il faut faire des réserves sur le métier réel de ces Italiens. Les cartes d'ouvriers agricoles sont en effet plus faciles à obtenir que les cartes de travailleurs industriels. L'Inspection du Travail et le Contrôle administratif ne réussissent pas toujours à déceler les situations irrégulières.

compte aujourd'hui (1936) 5.071 habitants. Si l'on ajoute l'agglomération voisine de Coupy, le total atteint 6.689 âmes.

L'essor de la ville débute avec la création des voies de communication sur Genève (1848) Chézery (1850), la voie ferrée Lyon-Genève en 1860, et s'intensifie après 1870 avec la construction des usines hydro-électriques.

L'usine de Chanteau, sur la Valserine, commence à fonctionner en 1884 et fournit la force motrice qui permet l'installation économique d'une industrie naissante (1). A ce moment-là, les transports de force sont encore coûteux, les usines s'installent donc à proximité des sources d'énergie. Bellegarde se trouve d'autre part hors du cordon fiscal qui assimile les zones franches à l'étranger au point de vue du régime douanier (2).

Les industriels suisses, dont la clientèle est française, ont tout intérêt à s'installer en France pour éviter les droits de douane. Ils ont vite compris la valeur économique de la station de Bellegarde et se sont très tôt installés. Aujourd'hui encore, une demi-douzaine d'usines sont alimentées par des capitaux suisses.

En 1893, l'usine des Forces Motrices s'installe au confluent du Rhône et de la Valserine; en 1919, une nouvelle installation peut fournir 12.000 CV; l'usine de Pougny donne le complément d'énergie exigé par les établissements industriels qui se multiplient : les Ateliers Marion en 1878, une biscuiterie en 1897, une usine électro-métallurgique en 1897, la manufacture des Tableaux-Réclame en 1897, les Laboratoires Sauter en 1900, l'usine d'articles d'aluminium en 1913 et, depuis, la société des Produits azotés, la société des Carburants Bertolus, la Filature de la Lorze, Sadag, Radios, etc... La population s'accroît donc rapidement : 829 habitants en 1871, 2222 en 1891, 3.953 en 1911, 4664 en 1926, 5293 en 1931, 5.071 en 1936 (3).

Il faut noter parallèlement l'exode rural qui sévit dans toutes les communes du canton. En 1866, le canton de Châtillon-de-Michaille — Bellegarde ne devint le chef-lieu qu'en 1913 — comptait 9.210 habitants. Il en compte 10.410 en 1936, c'est-à-dire un peu plus de 1.000 seulement, malgré le développement de Bellegarde.

(1) C'est en 1889 qu'un essai de transport à haute tension fut tenté entre le saut de Charmine sur l'Oignin et Oyonnax, soit sur une distance de 10 km. Déjà, des expériences de transport d'énergie électrique avaient été réalisées par Henri Fontaine en 1873 et Marcel Desprez, en 1882.

(2) Traité de commerce franco-suisse de février 1882.

(3) La crise industrielle a été fortement marquée à Bellegarde.

En comparant les populations des communes exclusivement rurales du canton, c'est une perte de 3.898 unités qu'il faut enregistrer en 70 ans, presque 50 % (1).

Cette dépopulation est particulièrement sensible en Michaille; Billiat passe de 660 habitants à 331, Craz de 408 à 164 (60 %), L'hôpital, de 157 à 57 (64 %), Ochiaz de 443 à 192 (57 %) et dans les communes non forestières, éloignées de la cluse de Nantua, Plagnes de 237 à 95 (60 %). Elle est moins sensible pour les communes riches de la montagne, Giron (1.000 mètres d'altitude) ne perd que 50 habitants sur 281, et pour les bourgades semi-industrielles de la Cluse, Saint-Germain-de-Joux perd 125 habitants sur 810 (15 %).

Les étrangers. — Quelle est l'importance de l'immigration dans ce courant démographique positif qui fait d'une modeste garde sur le Rhône en 1866, la 4^e ville du département en 1936 ? Le phénomène est *ancien, continu, important*.

En premier lieu, on peut noter la présence des Italiens et des Suisses depuis fort longtemps. Il y a 71 étrangers en 1861, soit 11 % de la population, 89 en 1872, 94 en 1876. Cette infiltration est normale. Bellegarde se trouve, en effet, à 40 kilomètres de Genève, sur un point de passage obligé. Jusqu'en 1860, elle n'est séparée de la Savoie piémontaise que par le Rhône facilement franchi à Coupy et à Arlod. Elle est depuis 1815 la première bourgade importante de l'Ain située hors de la zone franche.

L'existence d'un noyau d'étrangers, établis avant le grand développement de la cité, est d'importance capitale pour l'assimilation. Ces éléments ont profité du large accroissement des revenus créé par l'essor industriel. Petits commerçants, ils ont vu leurs affaires prospérer, ils sont devenus propriétaires; la richesse fixant l'homme, les naturalisations se sont multipliées. Les enfants ont fait leur service militaire en France et ont épousé des françaises; les noms même ont été francisés. Aujourd'hui, l'assimilation est complète, pour une cinquantaine de familles italiennes, Piemontais et Lombards. Rien ne les distingue des Français, si ce n'est leur nom : Vietty, Berbottino, Gavaggio, etc...

En second lieu, il faut remarquer la régularité et l'importance de ce mouvement d'immigration. En 1876, les statistiques communales signalent 94 étrangers, 197 en 1886, 269 en 1896, 351 en 1906, 534 en 1921, 779 en 1931, soit 15 % environ de la population; enfin,

(1) 8.290 en 1866, 4.392 en 1936.

depuis 1931, la crise économique et les mesures administratives de refoulement éloignent l'excédent de main-d'œuvre, 554 étrangers en 1935, 408 en 1938.

Le pourcentage de la main-d'œuvre étrangère active, dans la population ouvrière active totale, reste encore élevé (10 à 15 %). On compte, en 1938, 187 travailleurs manuels, 15 commerçants, 5 directeurs d'usines, 3 domestiques, 5 travailleurs agricoles, 10 artisans, 11 employés, 1 patron de plus de 10 ouvriers, 171 femmes et enfants. La population active est les 58 % de la population étrangère totale.

Le lot des Italiens domine avec 288 individus, puis les Suisses 93, quelques rares Espagnols, 7, 4 Polonais, 16 divers.

Ainsi, la prospérité de Bellegarde est liée à son développement industriel, dû lui-même aux richesses en houille blanche économiquement utilisables, à proximité de la frontière suisse.

Un centre industriel actif, dans une région où les exploitations agricoles sont de faible rendement, vide la campagne voisine de ses éléments jeunes. La main-d'œuvre étrangère, essentiellement industrielle, est abondante, instable, difficilement assimilable ; mais un noyau de vieux immigrés définitivement incorporés à la population, constitue une force d'attraction indiscutable pour les étrangers de même nationalité.

LE CAS D'ORNEX

Ornex est une petite commune du pays de Gex, sur la frontière suisse, à 9 km. de Genève. Bien située, dans la région de moyenne altitude, entre 460 et 480 mètres, elle possède les terres grasses un peu fortes de la plaine glacière, (1) qui conviennent aux céréales, à la pomme de terre, à la betterave fourragère, et les pentes douces orientées vers le lac où la vigne mûrit péniblement un raisin acide. L'élevage tient une grande place dans la vie économique. Comme dans la plupart des communes gessiennes, l'exploitation bovine commande l'organisation culturelle. En hiver, le bétail se nourrit de betteraves fourragères et du foin engrangé des prairies artificielles.

(1) Erratique alpin.

En été, les troupeaux vont à l'alpage sur le haut Jura, la sécheresse ne permettant pas de créer des pâturages utilisables toute l'année.

Le lait est vendu à la fruitière qui en exporte la plus grande partie à Genève.

Sur tout le territoire de la Commune, l'exploitation agricole est facile et de bon rendement. Les cultivateurs sont aisés.

La population *paraît* avoir atteint un état d'équilibre : 319 habitants en 1886, 312 en 1891, 267 en 1911, 312 en 1936. Elle est également répartie entre le chef-lieu, petite agglomération exclusivement agricole, et les hameaux, 161 habitants contre 151. La densité ressort à 55 habitants au kilomètre carré; une peu supérieure à la densité moyenne du pays de Gex, 51 (1). Une vue à *priori* conduirait à une interprétation fautive de l'évolution démographique. L'afflux des étrangers masque en effet la lente et régulière disparition des éléments autochtones : 48 étrangers en 1886, 44 en 1891, 53 en 1911, 114 en 1936, 122 en 1938.

Les étrangers. — Au dernier recensement, les étrangers représentent près de 40 % de la population totale de la commune. Depuis 1866, c'est donc une perte de 73 français qu'il faut enregistrer. La dépopulation, étrangers mis à part, atteint 27 %.

Ainsi, cette infiltration étrangère n'est pas récente, mais elle s'est considérablement développée depuis la guerre. Avant 1914 les Suisses représentaient la quasi totalité des immigrés. Quelques rares maçons italiens avaient pu se fixer dans le pays de Gex. A Ornex, en 1866, les 48 étrangers sont tous Suisses, 4 propriétaires-cultivateurs, 3 fermiers, 1 tisserand, 3 ouvriers agricoles. En 1911, les 53 étrangers sont Suisses : 9 propriétaires-cultivateurs, 1 fermier, 10 ouvriers agricoles. Depuis la guerre, l'émigration est plus bariolée. Sur les 122 étrangers recensés en 1938, on compte 88 Suisses, 25 Italiens, 6 Hongrois, 2 Yougoslaves, 1 Polonais. Les Suisses se classent, par professions, ainsi qu'il suit : 3 rentiers, 7 propriétaires-cultivateurs, 4 fermiers, 16 ouvriers agricoles ou vachers, 1 ouvrier mécanicien, 1 ouvrier plâtrier, 1 ouvrier maçon, 1 artisan cordonnier, 1 artisan menuisier. Parmi les Italiens, on note 1 maraîcher, 3 artisans maçons, 2 menuisiers, 1 tuilier, 1 ouvrier maçon, 1 manœuvre. Les Hongrois sont des ouvriers tuiliers.

Les Suisses qui se fixaient dans le pays de Gex avant la guerre appartenaient aux quatre catégories suivantes :

(1) 18.592 habitants pour 36.199 ha. de superficie cultivée.

a) les fromagers (fruitiers) Suisses allemands du canton de Berne (La Lenk), familles Tritten, Harry, Bratschi, etc...;

b) quelques fermiers vaudois;

c) des ouvriers agricoles, surtout des vachers vaudois ou Fribourgeois. Les Gessiens de bonne famille n'aiment pas soigner le bétail et traire. Les Gessiennes, en particulier, ne se consacraient pas aux travaux pénibles de la ferme comme les Bugistes ou les Bresanes;

d) Quelques propriétaires cultivateurs installés après leur mariage avec des héritières gessiennes. Ils sont assimilés depuis longtemps et les enfants sont français (nés en France de parents eux-mêmes nés en France) familles Grobet, Bétems, Deluermoz.

Après la guerre, c'est l'invasion étrangère dans le pays de Gex. La vie y est facile, les produits agricoles se vendent bien à Genève (1) grâce aux facilités accordés par le régime des zones (2).

Les Suisses, favorisés par un change élevé, peuvent acheter des propriétés de grande valeur sans craindre les concurrents français. A Ornex, en décembre 1919, M. Chevalley, venant du canton de Vaud, achète pour 30.000 francs suisses une propriété qui vaut plus de 100.000 francs français. En 1921, M. Stämpfli venant du canton de Berne, s'installe aussi dans une ferme importante.

Au total, en 1928, 77 hectares sont cultivés par des propriétaires suisses et 89 hectares par des fruitiers suisses, soit en tout 166 hectares, les 3/10 de la superficie totale de la commune.

La main-d'œuvre agricole française est rare. L'essor de l'élevage, le commerce du lait, la fabrication du fromage, exigent cependant des ouvriers agricoles nombreux et qualifiés. Ce sont des Suisses encore, bergers, vachers, charretiers spécialisés, qui fournissent la presque totalité de cette main-d'œuvre.

Le nombre des travailleurs industriels augmente également. Ce sont des Italiens, le plus souvent embauchés dans les chantiers de Genève, qui s'installent en zone pour bénéficier du change. Par déclaration devant le Juge de Paix, ils demandent la nationalité française pour leurs enfants nés en France; ils achètent un lopin de terre et y construisent une petite maison. (A Ornex, les familles Mariani, Ursella, Perucchini). Beaucoup demandent leur naturalisation. Les Suisses sont à ce point de vue plus réservés. Ils tiennent

(1) En 1925, le lait se vendait 2 fr. 50 le litre.

(2) Convention franco-suisse du 7 août 1921. Ordonnance de la Cour de Justice internationale de la Haye de juin 1932.

à leur nationalité, surtout pour éviter le service militaire. Dans beaucoup de familles, les femmes vont accoucher à Genève, pour assurer la nationalité suisse à leurs enfants. Les naturalisés récents sont peu nombreux : une seule famille qui compte 7 personnes (Italiens).

La commune d'Ornex est ainsi atteinte comme toutes les communes du pays de Gex par le fléau de la dépopulation. Ce phénomène est masqué par l'importance de l'immigration qui comble les vides laissés dans tous les milieux humains. La colonisation suisse particulièrement importante depuis la guerre, constitue un fait nouveau grave pour l'avenir d'une région soumise à l'influence étrangère.

Un régime international qui porte atteinte à la souveraineté française donne enfin aux problèmes de la colonisation suisse une acuité particulière.

CONCLUSION

En résumant l'évolution démographique du département de l'Ain depuis la guerre, nous pouvons souligner la gravité d'un phénomène de dépopulation qui frappe particulièrement les cantons pauvres de la région montagneuse. La stabilité apparente des résultats globaux des derniers recensements est dû à l'afflux des étrangers dans les centres industriels et dans la région frontière. Nous devons nous demander maintenant quelles sont les causes profondes de cette évolution, quelles sont ses répercussions sur l'activité économique et sur le marché du travail.

CHAPITRE III

NATALITÉ — MORTALITÉ — FÉCONDITÉ NUPTIALITÉ

QUELQUES NOTIONS GÉNÉRALES

Les quatre facteurs qui modifient la composition numérique d'une population sont la natalité, la mortalité, l'émigration et l'immigration. Le nombre annuel des naissances et des décès est donné par les statistiques annuelles. La comparaison de la population *calculée* avec la population *recensée* donne l'excédent apparent d'émigration ou d'immigration.

Le nombre absolu obtenu par le recensement des naissances et des décès ne permet pas d'apprécier la vitalité d'une population. Il faut le transformer en nombre relatif en le rapportant à l'ensemble de la population; on obtient alors les taux brut de natalité et de mortalité. Ces coefficients ont servi pendant longtemps à mesurer la mortalité et la natalité, mais ils sont entachés de graves défauts qui les rendent à peu près inutilisables. Ils ne tiennent pas compte, en effet, de l'hétérogénéité profonde d'un milieu humain. Tous les groupes d'âge n'ont pas la même influence sur le taux brut. Une population composée en majorité de vieux aurait un taux élevé de mortalité, quels que soient les progrès de l'hygiène et de la médecine. « Un canton rural, s'il est privé de la plupart de ses jeunes gens et jeunes filles par l'émigration à la ville, a un taux de natalité très faible, même si les jeunes ménages qui lui restent ont beaucoup d'enfants; il a par contre un taux de mortalité élevé, même si son état sanitaire est excellent. L'excédent du taux de mortalité de ce canton sur son taux de natalité, donnera l'impression qu'il a perdu sa vitalité, alors

qu'il a peut-être encore, en moyenne, 3 naissances par mariage, c'est-à-dire qu'il peut se repeupler si l'émigration s'arrête » (1).

Les statisticiens ont cherché d'autres coefficients qui tiennent compte, pour le taux de natalité, par exemple, de la répartition des naissances suivant l'âge de la mère ou du père. Ces taux sont appelés alors *taux de fécondité*, encore imparfaits dans le cas de perturbations brusques dans la composition par âge.

« Le critère le plus pratique pour mesurer la vitalité des groupements humains est le taux de reproduction. Il indique combien de filles 1.000 femmes mettent au monde au cours de leur vie pour les remplacer à la génération suivante; le calcul tient compte, dans la détermination du taux pour une année considérée, de la fécondité par âge en cette année et de la mortalité féminine par âge, entre 0 et 50 ans, qui réduit graduellement le nombre des survivantes sur les 1.000 femmes considérées » (2). Ces taux sont calculés par des spécialistes statisticiens (3).

Nous donnerons à titre d'indication les taux bruts de natalité et de mortalité pour le département de l'Ain et les taux bruts approchés de reproduction.

Il convient enfin de noter la nécessité de faire porter les recherches sur une période étendue qui élimine les variations accidentelles annuelles.

LES NAISSANCES

Dans l'Ain, de 1821 à 1851 (4) le nombre total des naissances enregistrées s'élève à 314.300. La moyenne annuelle sur 30 années est donc de 10.476, ce qui donne un *taux brut* de 299 pour 10.000. De 1851 à 1886, 299.200 naissances, soit en moyenne par an 8.549; le taux brut ressort à 323/10.000. De 1886 à 1911, 173.600 naissances, la moyenne annuelle est 6.944, le taux ressort à 197/10.000.

(1) *Natalité* — Organe trimestriel de propagande de l'Alliance nationale contre la dépopulation — n° 11 de juillet 1937.

(2) *Natalité* — *ibid.*

(3) Taux de Kuczynski, taux de Lotka. Voir l'article d'ALFRED SAUVY dans le Tome VII de l'Encyclopédie Française.

(4) Nous utilisons pour la période d'avant-guerre les documents fournis par G. GALLON dans un article des *Annales de la Société d'Emulation de l'Ain*, Tome LVI de 1930, pages 195 à 237.

De 1911 à 1913, le taux s'abaisse encore à 178. Il remonte à 204 en 1920, pour redescendre à 183, de 1921 à 1925, 174 de 1926 à 1928, avec une moyenne annuelle de 4.860 naissances. En 1937, on enregistre 4.163 naissances, le taux descend à 131 pour 10.000.

Ainsi, en un siècle, le taux brut de natalité baisse, dans l'Ain, de plus de la moitié. Quel était en France, pendant la même période, le taux brut de natalité ?

De 1821 à 1851, il est inférieur au taux dans l'Ain, 291. Il le dépasse ensuite et se maintient constamment au-dessus depuis 1851 : 258 de 1851 à 1886, 217 de 1886 à 1910, 188 de 1911 à 1913. 213 en 1920, 180 en 1930, 175 en 1931, 161 en 1934 (1).

Nous avons calculé les *taux bruts de reproduction* d'après la méthode de Kuczynski simplifiée. Le nombre total des naissances pour une période d'une année, étant divisé pour la population féminine en état de procréer (de 15 à 49 ans inclus) doit être multiplié par 17. On compare ainsi les naissances féminines à une génération moyenne (nombre de femmes de 15 à 49 ans divisé par 35, le quotient étant à son tour multiplié par 2, pour tenir compte approximativement de la proportion de femmes dans la population totale).

Ainsi, en 1901, 83.041 femmes sont âgées de 15 à 50 ans, 3.239 naissances ont été enregistrées (2). Le taux brut de la population est donc pour l'Ain :

$$3.239 : \frac{83.041}{35} = 1,32$$

En 1906, il se maintient à 1,32, descend à 1,26 en 1911, 1,22 en 1926, et reste stationnaire depuis cette date.

Bien qu'approchés par excès, ces taux confirment la crise de dénatalité qui sévit dans l'Ain. Ils restent cependant supérieurs à la moyenne générale de la France : 1,17 en 1931, 1,03 en 1933 (3).

Ils conduisent à une conclusion moins pessimiste que celle qui résulterait de l'examen des taux bruts de natalité. Supérieurs à l'unité,

(1) En Angleterre, le taux passe de 341 en 1851 à 148 en 1934.

En Suisse, de 269 en 1901, à 162 en 1934.

En Allemagne, de 353 en 1851 à 180 en 1934.

En Italie, de 327 en 1901 à 232 en 1934.

(2) Le nombre des naissances féminines étant connu, le taux de fécondité féminine a été multiplié par 35.

(3) Taux bruts de reproduction en 1933 dans divers pays : Angleterre 0,85 — Suisse 0,9 — Allemagne 0,8 — Italie 1,5 — Pologne 1,6 — Paris en 1933, 0,7 — Genève 0,4 — Berlin 0,4 — (d'après A. Sauvy, Tome VII de l'Encyclopédie Française.

ils signifient, en effet, que la population du département de l'Ain garde un potentiel de vitalité suffisant pour assurer le changement de sens du mouvement démographique si les autres causes négatives venaient à disparaître.

Les taux de mortalité et les excédents d'émigration sont malheureusement plus inquiétants.

LES DÉCÈS

De 1821 à 1850, 271.900 décès ont été enregistrés. La moyenne annuelle est donc de 9.063 décès, soit 259 pour 10.000 habitants.

Le taux brut de mortalité s'abaisse régulièrement à partir de cette date. Pour l'Ain, comme pour la France, comme pour la plupart des pays, l'amélioration des conditions de vie, les découvertes médicales, la diminution considérable de la morti-natalité, ont prolongé la vie humaine (1).

En 1851-1886, le taux brut passe à 231 (297.500 décès, moyenne annuelle 8.500).

En 1886-1910, la moyenne annuelle des décès est 7.288, le taux 207.

De 1911 à 1920, on enregistre 74.100 décès, soit une moyenne de 7.410 par an. Cette période est évidemment bien différente des autres en raison des pertes causées par la guerre. Le taux remonte brutalement, si l'on tient compte des décès militaires, mais il n'a qu'une valeur relative.

Depuis la guerre, l'amélioration est continue, 182 en 1921-1925, 178 en 1926-1928, 167 en 1931-1936 (moyenne des décès, 5.365).

La mortalité reste cependant supérieure à celle de la France : 244 en 1821-1850, 182 en 1913, 175 en 1920-1922, 171 en 1925-1927, 162 en 1931, 151 en 1934 (2).

L'abaissement du taux paraît surtout dû, dans l'Ain, au gros effort entrepris pour enrayer la morti-natalité et diminuer les décès des nouveaux-nés. Le nombre des morts-nés baisse régulièrement

(1) L'espérance vie ou vie moyenne à la naissance passe en France de 39,1 en 1861-65 à 52,2 en 1920-23, 55 pour le sexe masculin en 1936 et 59,5 pour le sexe féminin.

En Allemagne, de 35,6 en 1871 à 59,7 en 1933; en Italie, de 35,1 en 1871 à 53,8 en 1932; en Angleterre, de 41,3 en 1871 à 55,6 en 1929.

(2) Et supérieur au taux des pays voisins : en 1934, Italie 131, Suisse 113, Allemagne 109, Angleterre 118.

depuis 1929, celui des décès d'enfants de moins d'un an aussi (1).

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937
Morts-nés	203	146	151	152	150	134	116	117	103
Décès de moins d'un an	454	376	413	269	354	256	209	304	263

L'étude de la distribution par âge de la population ne laisse cependant pas de doute sur l'évolution démographique prochaine. L'Ain est un *pays de vieillards*, plus de 16 % en 1926, 16,4 % en 1931, (47.902 personnes françaises âgées de plus de 60 ans). (En France, 14 à 15 %). Le vieillissement des populations est un phénomène général en Europe depuis le début du siècle. Il est particulièrement important en France et il risque de compromettre gravement notre équilibre économique et social si des mesures énergiques ne sont pas prises pour augmenter les naissances.

Dans l'Ain, il faut donc s'attendre, toutes choses étant égales par ailleurs, à un ralentissement dans l'amélioration des taux de mortalité et de natalité. « Une population comptant peu de jeunes et beaucoup de vieux enregistre [donc] fatalement chaque année peu de mariages, peu de naissances, beaucoup de décès même si sa fécondité est élevée et si son état sanitaire est excellent. Au contraire, une population jeune compte peu de décès, même lorsque son état sanitaire est médiocre, parce qu'elle comprend peu de vieillards » (2).

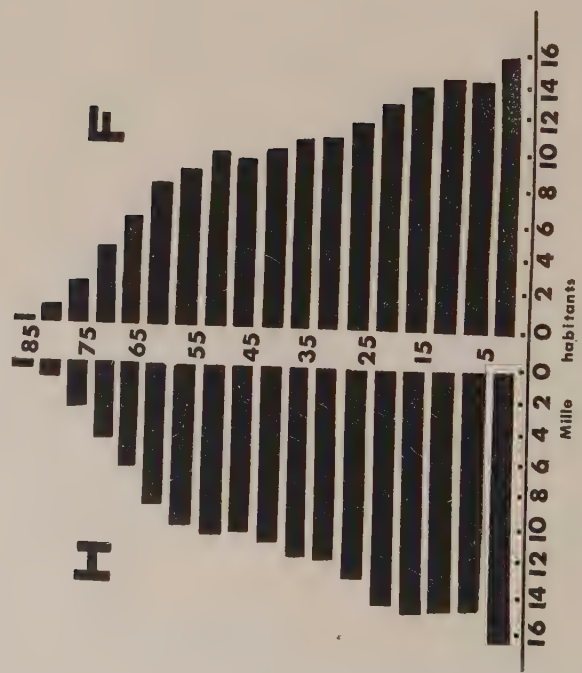
Il faut enfin noter, d'une part, que la génération de la guerre atteint l'âge de procréer, — elle est en déficit de 5.000 individus environ sur la période précédente de cinq années, — et d'autre part, que les combattants atteignent l'âge où la mortalité est plus élevée. Ces deux causes conjuguées vont accentuer d'ici quelques années le mouvement de dépopulation par large excès de décès sur les naissances.

Il faut remonter au delà de 1886 pour trouver une situation positive. De 1821 à 1851, les naissances dépassent les décès de 42.400 unités, soit une moyenne de 1410 par an. De 1851 à 1886, l'excédent positif est de 41.700 soit 48 par an. A partir de 1886, la différence devient négative : 8.600 pour la période de 1886 à 1911, soit 344 par an. Après la guerre, les écarts sont plus importants : de 1929 à 1937

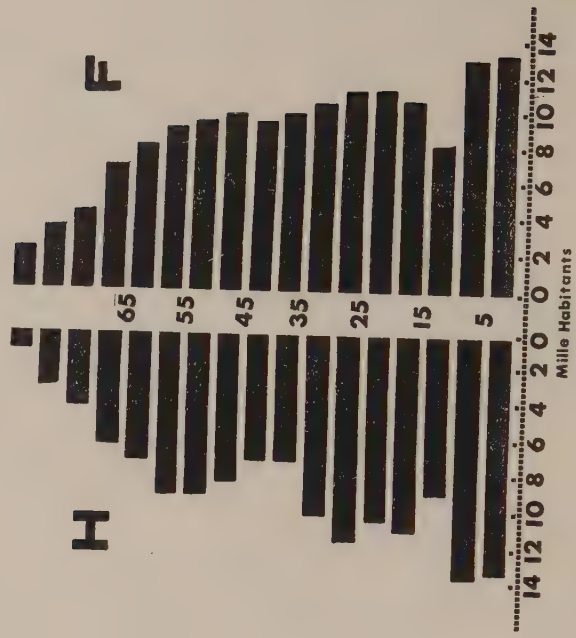
(1) On peut signaler ici l'intérêt particulier que porte M. le Préfet Bernard à la situation sanitaire du département, et l'action féconde de M. le Dr PONCET, Inspecteur Départemental d'Hygiène. En 7 ans, depuis 1931, 30.000 enfants ont été vaccinés contre la diphtérie.

(2) *Natalité* — op. cit. n° 11 de juillet 1937.

1901



1931



AIN. — POPULATION RÉSIDANTE FRANÇAISE PAR GROUPES D'ÂGE.

inclus, on enregistre 43.279 naissances et 48.660 décès. L'excès des décès sur les naissances est 5.381, soit une moyenne de 598 par an.

LES MIGRATIONS

Ce phénomène ne suffit pas cependant pour expliquer la dépopulation du département. Il faut tenir compte des entrées et des sorties ou, plus exactement, de la balance entre les entrées et les sorties.

Ainsi, en 1821, le département comprenait 328.838 habitants; en 1851, 372.939 habitants; la différence, 45.101 est due à un excédent de 42.400 naissances, augmenté d'une différence positive de 2.700 unités entre les entrées et les sorties.

De 1851 à 1886, les sorties l'emportent sur les entrées. L'excédent d'émigration s'élève à 6.831, soit 195 par an.

De 1886 à 1911, le mouvement de sorties s'accroît, l'excédent d'émigration atteint 13.326 unités soit 533 par an.

De 1911 à 1921, l'excédent ressort seulement à 1.613, car les étrangers commencent à s'installer dans le département.

Enfin, pour la période de 1929 à 1937, l'excédent s'élève à 5.000 unités environ, soit 555 par an. Mais ce mouvement a été sensiblement plus intense jusqu'en 1931 et il change de sens depuis. L'excédent d'émigration entre 1931 et 1936 est de 3.894 unités. La variation de la population étrangère atteignant moins 5.293 unités, la différence constitue donc une rentrée de 1.399 Français.

Les approximations sur le nombre de naturalisés pendant cette période laissent supposer que ce total correspond à peu de chose près aux acquisitions de la nationalité française.

NUPTIALITÉ

Le taux de la nuptialité dans l'Ain est, depuis 1851, au-dessous du taux moyen en France; il se relève très sensiblement en 1919 et 1920 pour redescendre à 70 pour 1.000 en 1931 avec 2.246 mariages et 60 pour 1.000 en 1936 avec 1.092 mariages (64 pour la période 1931-1936) (1). Cette faiblesse du taux de nuptialité par rapport au

(1) Le taux de nuptialité en France était de 147 pour la période de 1881-1890, 158 en 1906-1910, 319 en 1920, 150 en 1932, 151 en 1933.

taux de fécondité s'explique par le nombre toujours élevé depuis longtemps des naissances illégitimes (1). En 1929, l'état civil indique la reconnaissance de 399 naissances illégitimes sur 5.236 naissances. L'arrondissement de Bourg en compte à lui seul 301. En 1937, la proportion des naissances illégitimes est de 307 sur 4.163, dont 210 pour l'arrondissement de Bourg.

LES MÊMES FACTEURS PAR ARRONDISSEMENTS

Il serait intéressant de rechercher la part de chaque région dans l'établissement des divers facteurs qui déterminent l'évolution démographique.

Pour le département de l'Ain, les arrondissements administratifs correspondent assez bien aux grandes divisions géographiques, le pays de Gex, le Haut-Bugey, le Bas-Bugey, la plaine. L'étude porte malheureusement sur des nombres trop petits et sur des périodes trop courtes pour donner des certitudes. La comparaison des taux bruts depuis les dix dernières années paraît mettre en évidence la faible vitalité de l'arrondissement de Belley: mortalité plus forte, natalité plus faible.

Le taux brut de natalité est plus élevé dans l'arrondissement de Bourg. La mortalité paraît moins élevée dans l'arrondissement de Nantua-Gex. L'écart entre les deux taux est plus faible dans la plaine.

		BOURG	BELLEY	NANTUA — GEX
1929	{ Natalité ‰ . . .	180	134	140
	{ Mortalité ‰ . . .	182	193	172
	{ Nuptialité ‰ . .	77	64	69
1937	{ Natalité ‰ . . .	156	91	107 81
	{ Mortalité ‰ . . .	162	175	156 153
	{ Nuptialité ‰ . .	60	58	63 59

En résumé, l'étude sommaire du mouvement naturel de la population par arrondissement confirme la faible vitalité du département par rapport à la moyenne générale de la France. Elle souligne la grave crise de dépopulation qui sévit dans la région montagneuse

(1) Dans beaucoup de village de la Bresse, les filles-mères sont nombreuses. Les jeunes gens, il n'y a pas encore très longtemps, n'épousaient pas les femmes qui n'avaient pas fait la preuve de leur fécondité.

et qui doit s'aggraver dans un avenir très proche en raison de l'absence d'éléments d'âge moyen de forte vitalité.

LE ROLE DES ÉTRANGERS

Les documents statistiques ne permettent pas de discriminer la part des étrangers dans l'établissement de tous les facteurs démographiques étudiés ci-dessus. L'étude de la répartition par groupes d'âge et celle du taux de fécondité nous donneront cependant des indications suffisamment précises sur la vitalité de l'élément étranger.

LA PYRAMIDE DES AGES

L'examen des pyramides des âges depuis 1901 est significatif. Il accuse la part de plus en plus importante de l'élément masculin dans l'immigration et le fort pourcentage d'hommes jeunes, de 20 à 40 ans.

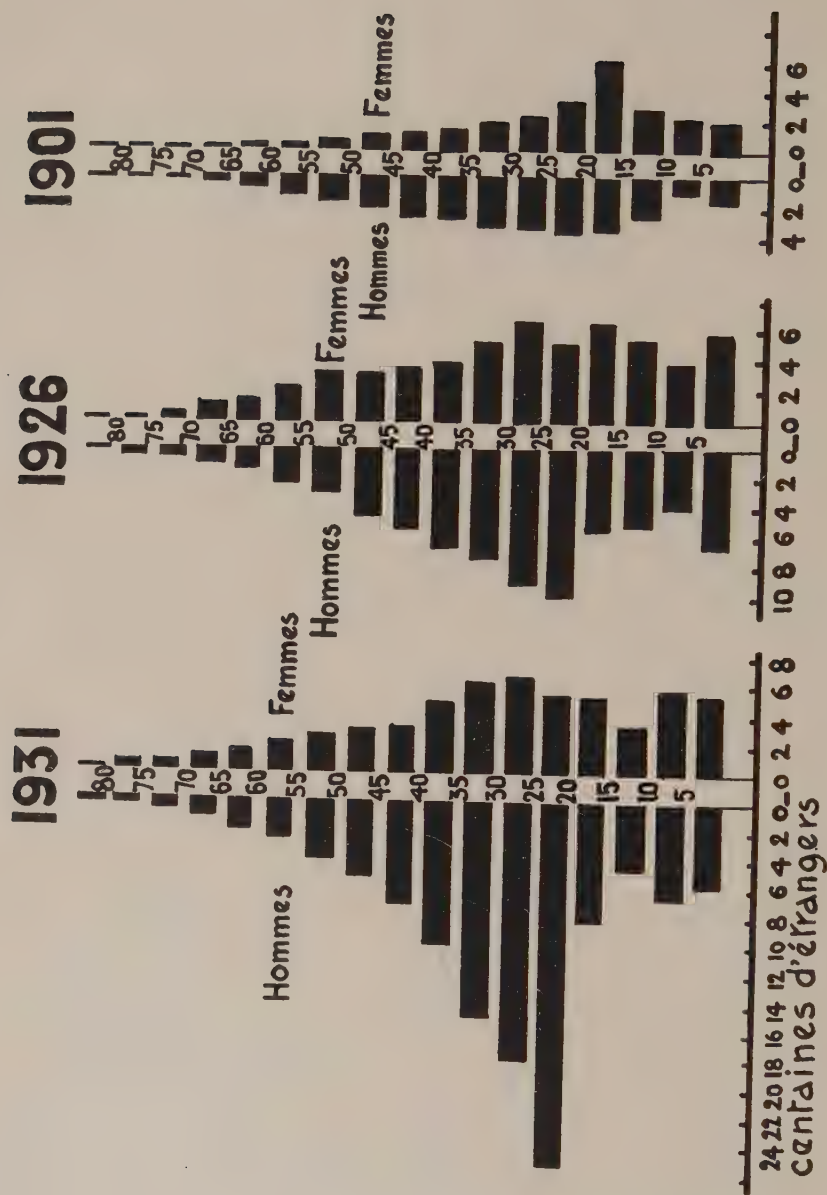
En 1901, sur 5.977 étrangers présents, on comptait 3.158 hommes soit 52 % du total.

En 1926, la population masculine monte à 56 % (7.314 hommes, 5.635 femmes).

En 1931, cette proportion dépasse 65 % (11.766 hommes, 5.816 femmes).

Cette inégalité numérique des sexes est d'ailleurs fort variable suivant les groupes d'âge. Elle est moins grande pour les enfants au-dessous de 15 ans : 569 garçons et 557 filles de 0 à 5 ans. On peut dire que jusqu'à 20 ans, le rapport numérique des sexes suit la loi normale avec une tendance à dépasser le pourcentage habituel des garçons. Ainsi, dans le département, en 1931, pour 1.000 garçons français âgés de 0 à 5 ans, on compte 995 filles; dans le même groupe d'âge, pour 1.000 garçons étrangers, on compte 978 filles (1).

(1) C'est un phénomène général que celui du plus grand nombre de naissances masculines. MAURICE HALBWACHS, professeur à la Faculté des Lettres de Paris, a consacré à cette question un chapitre très intéressant du Tome VII de l'*Encyclopédie Française* « le rapport des sexes à la naissance ». Nous citons ici sa conclusion qui souligne l'importance du problème : « Ainsi, le rapport numérique des sexes à la naissance n'est pas simplement un fait curieux. Il pose de très graves problèmes : problème de la détermination biologique du sexe, mais aussi problème démographique de l'influence qu'exercent sur la composition des groupes et la proportion des hommes et des femmes, des



AIN. — POPULATION ÉTRANGÈRE RÉSIDANTE PAR GROUPES D'ÂGE.

Au total, les groupes d'âge de 0 à 15 ans comptaient en 1931, 1.671 garçons et 1.518 filles, soit un pourcentage de 91 filles pour 100 garçons. A partir de 15 ans, la proportion des hommes s'accroît rapidement. Nous verrons plus loin que les étrangers, dans l'Ain, sont surtout des manœuvres et des ouvriers non spécialisés. Ce sont des hommes dans la force de l'âge, en pleine possession de leurs moyens physiques qui viennent chercher du travail en France. De 15 à 35 ans, on compte, en 1931, 34 femmes pour 100 hommes. La proportion des femmes est très faible dans le groupe de 20 à 25 ans, 21 femmes pour 100 hommes.

Cette population étrangère est donc, dans ces groupes d'âge, essentiellement instable. La femme est le signe de la fixation (1). La présence de ces hommes jeunes, célibataires pour la plupart, est strictement liée aux facteurs économiques. Le déséquilibre des sexes caractérise d'ailleurs cette immigration purement économique.

La proportion est-elle la même pour les diverses nationalités d'immigrés ? Non, car d'autres facteurs interviennent, l'éloignement, les coutumes. Les peuples latins émigrent facilement avec leurs familles. Aussi, en 1931, l'effectif Italien est composé de 39 % de femmes

garçons et des filles, les régimes matrimoniaux, l'intensité plus ou moins grande de la tendance au mariage, les coutumes régnantes à cet égard. Longtemps, on a cru que, si les naissances des deux sexes étaient en un rapport d'équilibre, cela résultait des lois de la probabilité. Mais si les naissances étaient assimilables à des faits de hasard, alors une des fonctions de la vie organique serait soumise à des lois purement mathématiques ou mécaniques. Certes, c'est par hasard, en un sens, qu'on naît garçon ou fille, et il y a peut-être une vérité symbolique profonde dans la vieille conception que les naissances étaient en rapport avec la conjonction des astres. Mais ce n'est point par hasard que la répartition des âges, dans un groupe, est telle ou telle, et si cette répartition explique, du moins en partie, le rapport numérique des sexes à la naissance, ce n'est point par hasard non plus, qu'il naît dans une société telle ou telle proportion de garçons. »

Nous avons cru remarquer au cours de nos investigations, un fait curieux dont la constance est troublante et qui pourrait intéresser les démographes : dans les communes où la dénatalité actuelle est importante, lorsque la population est stable avec un pourcentage important de vieux ménages, — c'est le cas des villages des cantons de Brénod, d'Izernore, de Bellegarde, — la proportion des filles est plus grande. Dans les villages en pleine croissance, lorsque la population est flottante, avec un pourcentage important d'étrangers, la proportion des garçons est au contraire plus grande. Exemple : Izernore, 34 garçons, 42 filles. Sonthonnax, 3 garçons, 11 filles; Serrières, 6 garçons, 17 filles, etc... et au contraire, Lancrans, près de Bellegarde, 61 garçons, 48 filles. Les Granges-du-Poizat, 29 garçons, 10 filles. Arlod 88 garçons, 73 filles, etc...

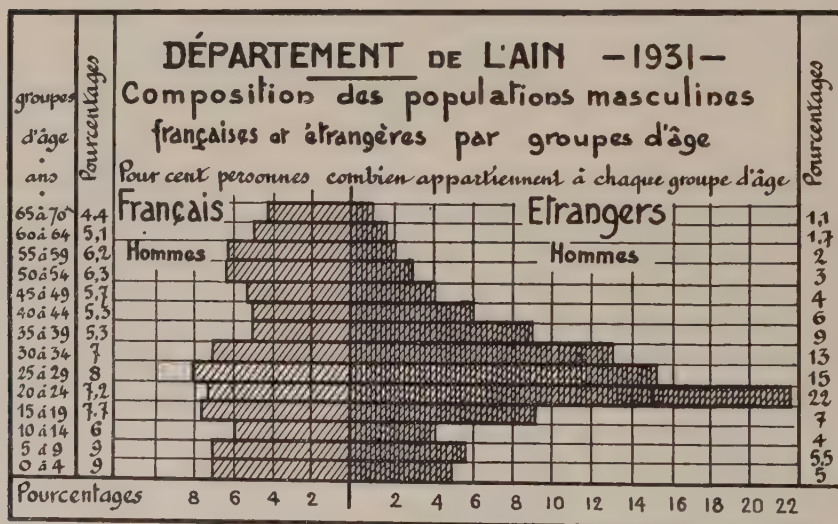
La nature se défend-elle, la fille assurant la pérennité de la race ? Que vaut cette hypothèse finaliste ? le problème méritait d'être posé.

(1) G. MAUCO, dans « Les Etrangers en France » fait justement remarquer que la colonisation italienne, dans le Languedoc et l'Aquitaine, a été grandement favorisée par l'immigration familiale.

(enfants compris), les Suisses 40 %. La colonie Russe, au contraire, ne comprend que 22 % de femmes. Les Africains français appartiennent presque en totalité au sexe masculin : 2.827 hommes et 5 femmes.

Il est intéressant de noter le sens de la variation de cette proportion de sexes, depuis 1931. En 1933, la période de prospérité touche à sa fin; déjà de nombreux ouvriers étrangers quittent le département. Les éléments presque assimilés, les travailleurs, les ouvriers qualifiés, séjournent plus longtemps; la proportion des femmes s'accroît. Ainsi, en 1931, la colonie polonaise comprenait 43 % de femmes; ce pourcentage s'élève à 50 % en 1937.

Dans la période de « rush » l'éloignement accentue le déséquilibre des sexes. Lorsque les conditions économiques deviennent plus normales, l'ouvrier étranger stabilisé demande à sa campagne de venir le rejoindre.



Un autre caractère essentiel de l'immigration est le pourcentage tout à fait remarquable des éléments jeunes. En 1931, dans l'Ain, les hommes âgés de 20 à 40 ans représentent près de 60 % du total étrangers hommes. Cette proportion n'était que de 45 % en 1926. Elle a dû être plus forte encore en 1928-1929 au moment de la période de prospérité. Depuis 1931, elle diminue sensiblement, mais reste toujours considérable.

Normalement, la moitié de la population doit être formée par

les groupes d'âge compris entre 15 et 50 ans (1). Pour les étrangers, dans l'Ain, en 1931, ces mêmes groupes fournissaient les 70 centièmes de la population totale. Les enfants de moins de 15 ans en fournissaient les 18 centièmes, et les personnes âgées de plus de 60 ans seulement les 5 %.

La comparaison des groupes d'âge français et étrangers marque le contraste profond entre les deux populations.

D'un côté, une population vieillie, puisqu'elle compte 16,4 % de personnes âgées de plus de 60 ans et seulement 29 % d'hommes jeunes de 20 à 40 ans. Les groupes d'âge compris entre 15 et 50 ans fournissent seulement les 46 centièmes du total hommes.

Du côté étranger, une population jeune qui fournit le complément des groupes d'âge français déficients. Le tableau ci-dessus montre clairement cette opposition (2).

FÉCONDITÉ DES ÉTRANGERS

La fécondité des étrangers est largement positive. En 1931 le taux brut de fécondité dépasse 65 % (3.437 femmes de 15 à 49 ans pour une moyenne de 255 enfants). Le taux brut de reproduction est simplement normal à 1,1. Il assure aisément le renouvellement des générations. Encore faut-il noter la fécondité beaucoup plus forte des familles italiennes. Une enquête directe dans deux arrondissements nous a permis de constater l'extraordinaire fécondité des Italiens. Les familles de plus de 6 enfants ne sont pas rares. Nous aurons l'occasion de le montrer avec précision quand nous analyserons quelques monographies de familles. Les Suisses se rapprochent nettement, à cet égard, des caractéristiques françaises.

C'est un fait bien connu que l'amélioration des conditions de vie conduit à la restriction des naissances.

Les ménages d'ouvriers ont souvent plus d'enfants que les ménages de fonctionnaires ou de bourgeois. Les enquêtes faites dans

(1) Loi de Sundbärg.

(2) Ce phénomène du vieillissement de la population n'est pas particulier département de l'Ain. G. Mauco, dans « Les Étrangers en France » indique les pourcentages par groupes d'âge, depuis 1851.

	1851	1872	1891	1911	1926
Enfants 0-19 ans	36	35	35	33	31
Adultes 20-59 ans.....	53	53	53	53	54
Vieillards plus de 60 ans	10	11	12	12	14

divers pays et dans divers milieux, ont montré que la fécondité est liée à l'état de civilisation des groupes (1). Mais l'interpénétration des classes, le relèvement général des conditions d'existence depuis la guerre, se traduisent par un nivellement des taux de fécondité; cette évolution est frappante chez les immigrés italiens.

Ceux qui se fixent en France ont la plupart du temps de grosses familles. Après quelques années de séjour, les naissances s'espacent ou s'arrêtent.

Voici quelques exemples typiques :

PREMIER EXEMPLE :

Le père, R., fermier, né à Zogno (Italie) le 12 février 1900.

La mère, née à Zogno, le 16 janvier 1867.

Les enfants :

Intervalles

Charles, né à Zogno, le 2 août 1926.

François, né à Zogno, le 9 avril 1928 21 mois

Catherine, née à Zogno, le 21 février 1930 . . . 23 mois

Marceline, née à Zogno, le 5 décembre 1932. . . 33 mois

Marius, né à Zogno, le 29 mars 1934. 26 mois

Juliette, née à S... (France) le 14 novembre 1937 44 mois

Famille arrivée en France en 1935.

DEUXIÈME EXEMPLE :

Le père, J.-J.-B. maçon, né à Brembilla le 12 septembre 1886 (Italie).

La mère, née G... le 10 octobre 1892, à Brembilla.

Les enfants :

Intervalles

Pierre, né à Brembilla, le 11 novembre 1911.

Maria, née à Brembilla, le 6 août 1913. . . . 20 mois

Angèle, née à Brembilla, le 15 septembre 1914 26 mois

Joseph, né à Brembilla, le 18 novembre 1915 13 mois

Denise, née à Brembilla, le 6 septembre 1926 10 ans 11 mois

Lina, née à Brembilla, le 26 septembre 1928 24 mois

Jean-Baptiste, né à Brembilla, le 23 novembre 1929 14 mois

La famille s'est fixée en France en 1931.

(1) En 1897, le Dr Bertillon avait déjà étudié dans les grandes villes la fécondité des groupes sociaux classés en six catégories d'après leur niveau de vie. Pour Londres, Paris, Berlin, Vienne, la fécondité est inversement proportionnelle au degré d'aisance. Une étude analogue a été entreprise en 1931 pour les divers quartiers de Paris. La différence s'atténue entre les groupes extrêmes.

TROISIÈME EXEMPLE :

Le père, B... fermier, né le 12 mars 1897 à Belvedere (Italie).

La mère, née L..., le 26 avril 1896, à Belvedere.

Les enfants : *Intervalles*

Clorinda, née le 5 décembre 1923 à Belvedere .

Jean, né le 19 mai 1925 à Belvedere. 18 mois

Robert, né le 1^{er} février 1927, à Belvedere. . . 20 mois

Joseph, né le 3 janvier 1929, à Belvedere. . . . 23 mois

La famille s'est fixée en France en 1931.

Quelles sont les causes profondes de cette fécondité et du ralentissement qui suit l'arrivée en France ? C'est une question controversée fort délicate. M. Mauco (1) cite l'opinion d'un médecin des grandes cités ouvrières. En peu de temps, les familles étrangères sont initiées à la pratique des méthodes anti-conceptionnelles. « Bien souvent même ils usent des moyens les plus dangereux, comme l'avortement, avec une désinvolture qui frise l'inconscience. Les plus frustes et les plus simples notamment parmi les Polonais et les Espagnols, y apportent même un mépris de la vie qui les conduit aisément à l'infanticide ».

Pour notre part, nous pensons que les étrangers connaissent bien les pratiques anti-conceptionnelles, mais que leur vitalité est plus forte que leur désir de ne pas procréer. Pour la plupart de ces pauvres gens, les plaisirs de l'alcove sont les seuls permis. L'alcool, d'autre part, impose trop souvent à la femme une maternité qui n'est pas désirée.

Il ne faut pas oublier enfin que l'Eglise garde un pouvoir considérable sur ces populations très pieuses. Beaucoup de ces maternités rapprochées peuvent s'expliquer par le respect scrupuleux des ordres reçus au confessionnal.

Lorsque la famille s'élève dans l'échelle sociale, les plaisirs s'étendent et se multiplient. Une existence plus raffinée donne moins de vigueur aux instincts. L'esprit de lucre, la prévoyance, amènent la restriction volontaire des naissances.

Malgré cette diminution incontestable de la fécondité chez les étrangers fixés en France depuis quelques années, les immigrés sont plus prolifiques que les Français.

Dans l'Ain, le taux brut de natalité est sensiblement relevé

(1) *Les Etrangers en France*, page 186.

par les naissances d'enfants étrangers. La moyenne annuelle de 225 naissances (moyenne des années 1926 à 1931) constitue les 4,4 % de la moyenne annuelle des naissances totales. Or, les effectifs féminins étrangers, pendant la même période, ne représentent que 3 % de la population féminine totale (1).

NUPTIALITÉ DES ÉTRANGERS

Les statistiques administratives ne permettent pas de fixer sûrement les taux de nuptialité dans les groupes étrangers. M. Mauco, dans son ouvrage sur les Etrangers en France, estime à 49 % la proportion des étrangers célibataires, 44 % la proportion des mariés, et 5 % celle des veufs ou divorcés. M. Sallustre du Bartas, dans une étude sur le département du Gers (2) indique 35 % de célibataires, 60 % de mariés, 5 % de veufs ou divorcés. Dans l'Ain, les variations importantes des effectifs étrangers modifient notablement ces proportions à chaque recensement. En 1931, on peut estimer à 55 % environ la proportion des célibataires. En 1938, ce pourcentage est plus faible. Avec la crise, beaucoup d'éléments jeunes non mariés sont partis. Notre enquête personnelle, qui a porté sur les arrondissements de Nantua et Gex, donne une moyenne de 40 % de célibataires, 55 % de mariés, 5 % de veufs ou divorcés (enfants de moins de 15 ans mis à part).

Ces pourcentages varient notablement avec les nationalités et avec les professions.

Les travailleurs industriels fournissent une proportion plus importante de célibataires. Les propriétaires agriculteurs, les commerçants, les artisans, sont généralement mariés.

Les immigrés originaires des pays éloignés sont plus souvent célibataires, les Espagnols, les Tchécoslovaques, les Yougoslaves, les Russes, par exemple. Les Polonais, toutefois, se marient relativement jeunes, avec des femmes de leur pays. Dans l'Ain, la colonie polonaise compte 760 personnes réparties d'après leur état civil, en 317 hommes et 310 femmes, 133 enfants.

Voici, à titre d'exemple, l'état civil des étrangers dans cinq

(1) 179.948 femmes françaises, 5.816 femmes étrangères (pop. résidante).

(2) *Immigration et Emigration Etrangère dans le département du Gers. Ses effets sur la nuptialité et la natalité.* Page 586 des « Documents pour servir à l'Etude des Etrangers dans l'Agriculture Française ». Par A. DEMANGEON et G. MAUCO. Paris, 1939.

communes du département, choisies d'après leur situation géographique et la nature de l'activité économique dominante :

Commune de Saint-Jean-de-Gonville (Pays de Gex), purement agricole.

	Suisses		Italiens		Polonais		Yougoslaves		Total	Pourcentage par rapport à la population adulte
	H	F	H	F	H	F	H	F		
Mariés	5	3	3	2					13	50 %
Célibataires	2	1	3	1	1		1		9	34 %
Veufs ou divorcés ..	2	1		1					4	16 %
Enfants de moins de 15 ans	10		7						17	
	24		17		1		1		43	

Commune de Cessy (Pays de Gex), purement agricole.

	Suisses		Italiens		Polonais		Yougoslaves		Total	Pourcentage par rapport à la population adulte
	H	F	H	F	H	F	H	F		
Mariés	7	8	3	1					19	35 %
Célibataires	14	6	10	2	1		2		35	65 %
Veufs ou divorcés ..										
Enfants de moins de 15 ans	5								5	
	40		16		1		2		59	

Commune de Challex (Pays de Gex). Canton de Collonges. Agricole.

	Italiens		Suisses		Total	Pourcentages
	H	F	H	F		
Mariés	18	14	26	28	86	63 %
Célibataires	18	4	21	7	50	37 %
Veufs ou divorcés						
Enfants de moins de 15 ans ..	27		25		52	
	81		107		188	

Commune de Pougny (Pays de Gex). Canton de Collonges. Semi-agricole.

	Italiens		Suisses		Allemands		Espagnols		Russes		Total	Pourcentages
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Mariés	9	8	6	4	2	2	I	I			33	63 %
Célibataires ..	8	I	3	2			I		I		16	30 %
Veufs ou divorcés ...		I	3								4	7 %
Enfants de moins de 15 ans ...	9	2	7	6	I	3	I	3			32	
	26	12	19	12	3	5	3	4	I		85	

Commune de Bellignat (Canton d'Oyonnax). Industrielle.

	Italiens		Suisses		Britanniques		Total	Pourcentages
	H	F	H	F	H	F		
Mariés.....	6	4	2	I	2	3	18	78 %
Célibataires	I	5					6	22 %
Veufs ou divorcés								
Enfants de moins de 15 ans	3	I				I	5	
	10	10	2	I		6	29	

Ainsi, l'excédent important de la population masculine étrangère sur la population féminine — 5.205 hommes pour 3.682 femmes — et le fort pourcentage des jeunes hommes célibataires, dans un milieu déséquilibré démographiquement par la guerre, favorisent les unions mixtes et la francisation.

CONCLUSION

La crise de dépopulation qui sévit dans l'Ain depuis 1851 est donc due à deux causes essentielles :

1° Le mouvement continu d'émigration vers les grandes villes

industrielles, Genève, Lyon, Saint-Etienne, Paris, etc... sans immigration compensatrice.

2° L'excédent de nombre des décès sur le nombre des naissances, malgré l'amélioration du taux de mortalité. La diminution du taux de natalité étant due à la fois à la restriction des naissances dans un milieu de moins en moins rural et à la perte d'hommes jeunes de haut potentiel vital. La guerre de 1914-1918 aggrave cette évolution par le trou creusé dans les classes jeunes et par le déficit des naissances.

Les conséquences de cette évolution sont la désertion des campagnes, la concentration urbaine et la transformation profonde de l'activité économique.

Les diverses régions géographiques du département sont plus ou moins touchées par cette crise. Chaque groupe humain a ses réactions propres qui dépendent du milieu physique, de l'histoire du groupe, de son tempérament.

L'élément étranger, à peu près insignifiant avant la guerre, s'accroît considérablement depuis 1922. L'immigration s'étend en surface et en profondeur. Elle s'insinue en effet, avec un retard plus ou moins grand, dans toutes les régions et dans tous les milieux humains, envisagés aux points de vue de la profession et du niveau social. Cet afflux d'étrangers masque la profonde apathie vitale des groupes autochtones. Il constitue une main-d'œuvre d'appoint importante et nécessaire, comme va le montrer une étude plus fouillée de la situation économique actuelle et du marché du travail.

CHAPITRE IV

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE DU DÉPARTEMENT ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

POPULATION RURALE ET POPULATION URBAINE

Des exemples précis nous ont montré l'essor rapide des petites cités industrielles du département. Notons simplement, pour l'Ain, quelques grandes étapes d'une évolution qui est générale en France et en Europe depuis le milieu de XIX^e siècle.

En 1846, la population rurale forme les 89 % de la population totale. En 1936, ce pourcentage tombe à 77 %. Voici d'ailleurs quelques points de repère depuis 1846 :

Années	Population légale totale	Population urbaine	Population rurale	Pourcentage de la population rurale
1846	367.362	40.370	326.992	89
1872	363.290	37.294	325.996	89
1911	342.482	70.680	271.802	79
1921	315.757	61.679	254.078	80
1926	317.195	66.723	250.472	79
1931	322.918	71.879	251.039	77
1936	316.710	68.829	247.881	77

Le pourcentage moyen en France traduit un mouvement beaucoup plus rapide et plus important, comme l'indique le tableau suivant :

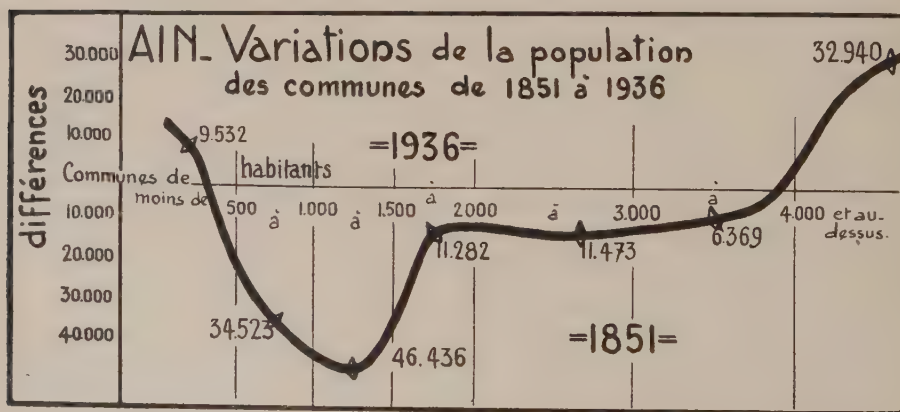
Années	Population légale totale	Pourcentage de la population urbaine	Pourcentage de la population rurale
1846 (86 départements).	35.401.761	24,4	75,6
1866 (89 »).	38.067.064	30,5	69,5
1906 (87 »).	39.252.245	42,1	57,9
1926 (90 »).	40.743.851	49,1	50,9
1931 (90 »).	41.834.923	51,2	48,8
1936 (90 »).	41.907.056	52,4	47,6

Le département de l'Ain reste donc, malgré l'augmentation de la population des villes, essentiellement *rural* (1).

Quels sont les milieux les plus touchés par ces migrations ? Le phénomène connu de la concentration dans les régions à densité supérieure est nettement apparent dans l'Ain. L'homme appelle l'homme. Plus un milieu urbain est dense, plus il tend à accroître sa densité. Au contraire, les régions les plus déshéritées, pauvres en hommes, perdent souvent plus rapidement leurs éléments que les régions à densité moyenne (2).

Le mouvement est sinusoïdal comme beaucoup de phénomènes humains.

Le graphique ci-dessous montre l'essor considérable des villes



(1) La population urbaine est celle des communes de plus de 2.000 habitants. Cette distinction artificielle ne permet pas de suivre avec précision l'évolution de la population agricole.

(2) Cette question de surpeuplement est, comme nous le verrons plus loin, extrêmement complexe. Pour l'apprécier, il faut avoir des renseignements précis sur le *niveau de vie* et sur la psychologie du milieu humain.

de plus de 4.000 habitants (différence 32.940). Les bourgades de population moyenne, entre 2.000 et 4.000 habitants, se dépeuplent uniformément (la courbe est au-dessous des abscisses); la dépopulation frappe particulièrement les villages de moins de 1.500 habitants; l'écart atteint 46.436 habitants pour les communes de 1.000 à 1.500 habitants, et 34.523 habitants pour les communes de 500 à 1.000 habitants.

La conséquence immédiate est le relèvement de la population des communes de moins de 500 habitants dû à un simple changement de catégorie.

L'examen des graphiques suivants indiquant le nombre des communes par catégories, en 1851 et en 1936, confirme ces conclusions. La diminution de la population dans les communes de 500 à 1.000 habitants et de 1.000 à 500 habitants a fait monter de 167 à 280 le nombre de celles qui n'ont pas 500 habitants (1).

On peut penser que cet effondrement de la population rurale a particulièrement touché les milieux qui vivent de l'agriculture et des professions connexes.

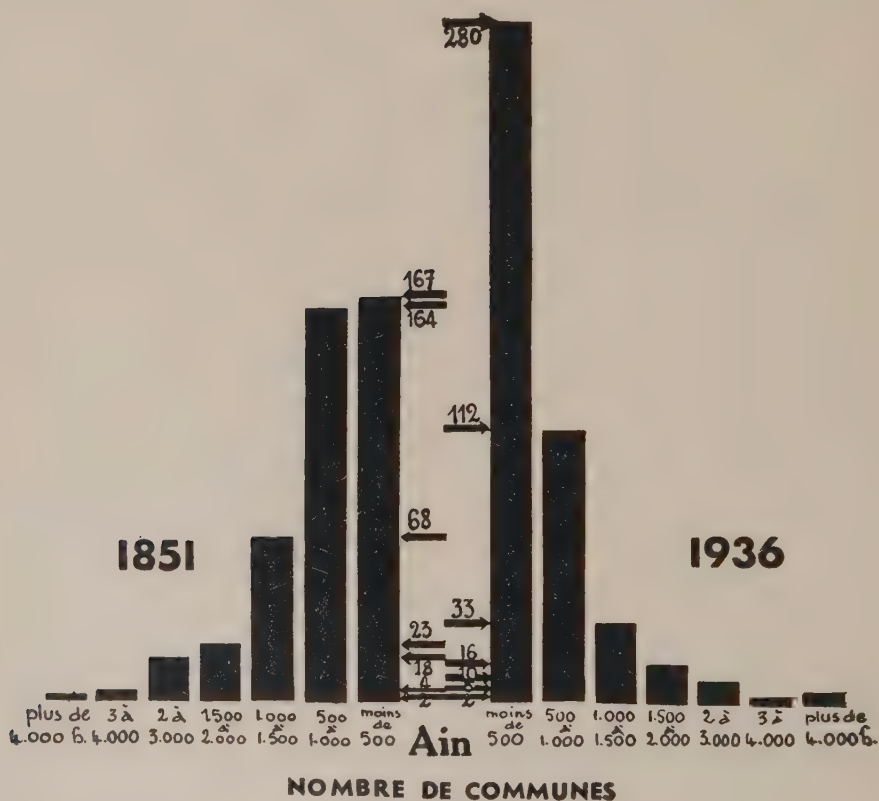
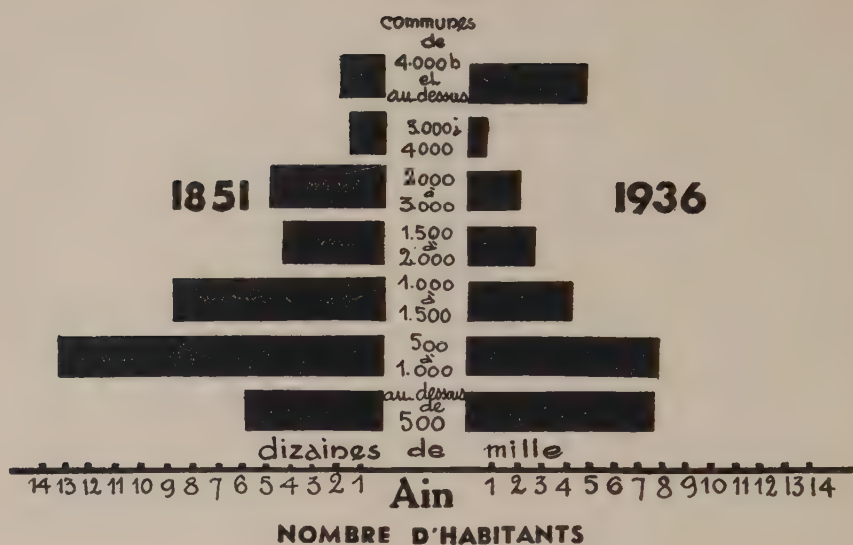
POPULATION AGRICOLE ACTIVE

En 1851, comme nous l'avons indiqué plus haut, 217.662 personnes actives sont employées dans l'agriculture, soit 58 % du total actif. La population adulte mâle représente les 73 centièmes du total des hommes adultes (110.674 sur 149.380).

En 1901, la population agricole active s'abaisse à 129.900 sur 209.104 (2) soit une proportion de 62 %. Ces évaluations sont malheureusement approchées et difficilement comparables. En effet, ce n'est qu'à partir de 1901 que les membres de la famille, chez les cultivateurs, sont rattachés régulièrement à la profession de chef de famille. La population masculine active, en 1901, s'effondre à 75.458, soit une perte de 35.216 personnes. Le recensement de 1901 note une diminution de 4.908 hommes actifs dans l'agriculture depuis le recensement précédent.

(1) Il est juste d'ajouter que le département compte aujourd'hui 12 communes de plus : 458 en 1936, contre 446 en 1851. Ces nouvelles communes sont en général de population inférieure à 1.000 habitants. En France, en 1866, 16.701 communes ont moins de 500 habitants; 22.500 en 1931 — 22.932 en 1936.

(2) Renseignements fournis par la Statistique Générale.



En 1911, nouvelle baisse, moins sensible : 125.670 agriculteurs sur 200.651 personnes actives, soit encore 62 %.

En 1931, enfin, 100.711 agriculteurs actifs, ne représentent plus que 54 % de la population active totale (185.121 personnes). Les étrangers recensés ne fournissent qu'une proportion infime, 1,7 % pour l'ensemble du département. Mais, comme nous le verrons cette proportion est beaucoup plus forte dans les régions montagneuses et dans le pays de Gex.

L'ÉVOLUTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Parallèlement à cette diminution de la population agricole active, on assiste à la transformation de l'économie. Les bras sont trop peu nombreux pour cultiver les plus petites parcelles de terre comme en 1851. Dans les régions d'exploitation facile, la machine remplace l'homme dans une certaine mesure. Ailleurs, la propriété est trop morcelée, le paysan trop pauvre pour permettre cette substitution. En montagne, enfin, l'exploitation manuelle est seule possible. Sur les côteaux abrupts, la charrue ne peut remplacer la bêche ou la pioche.

La friche empiète ainsi peu à peu sur la terre labourable et la vigne, dans les coins les plus déshérités; les bois, patiemment refoulés, reprennent une partie du terrain perdu; l'élevage, enfin, va constituer l'exploitation de remplacement et modifier profondément la vie rurale.

Voici, depuis 1846, les étapes de cette transformation :

	Terres labourables	Prés	Bois	Vignes
1846	253.382 ha.	883.923 ha.	121.665 ha.	14.954 ha.
1935	182.240 ha.	137.750 ha.	130.026 ha.	10.750 ha.

On ne peut évidemment donner une valeur absolue à ces évaluations. Dans les communes, les secrétaires de mairie pressés fournissent quelquefois des chiffres fantaisistes. Mais elles indiquent bien, en gros, le sens de l'évolution : 60.000 ha. de terres labourables en moins, 50.000 ha. de prairies en plus.

L'élevage est, dans l'ensemble du département, orienté vers la production du lait destiné soit à la vente, soit à la transformation en beurre et en fromage. Les sous-produits, dans ce dernier cas, sont

utilisés pour engraisser des porcs. Le tableau suivant donne le nombre de têtes de bétail par catégories (1).

	1936	1937
Taureaux	5.563	5.570
Bœufs	19.768	19.130
Vaches	133.784	136.370
Elèves de 1 an et plus	30.633	32.530
Elèves de moins d'un an	20.882	23.280
Porcs	102.713	112.550
Ovins	17.882	17.690
Caprins	28.448	31.300
Chevaux	17.344	18.540
Mulets	466	510
Anes	466	610

L'importance du cheptel bovin (vaches laitières) et du cheptel porcin indique l'orientation générale de l'économie agricole. Si l'on estime à 70.000 environ le nombre des exploitations du département (2) la moyenne de deux vaches laitières par exploitation donne une première indication sur l'activité de l'industrie laitière. Toutefois, les différences entre les régions géographiques sont considérables. Une étude plus détaillée va préciser le caractère de l'exploitation agricole dans les divers pays de l'Ain et poser le problème de la main-d'œuvre (3).

LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

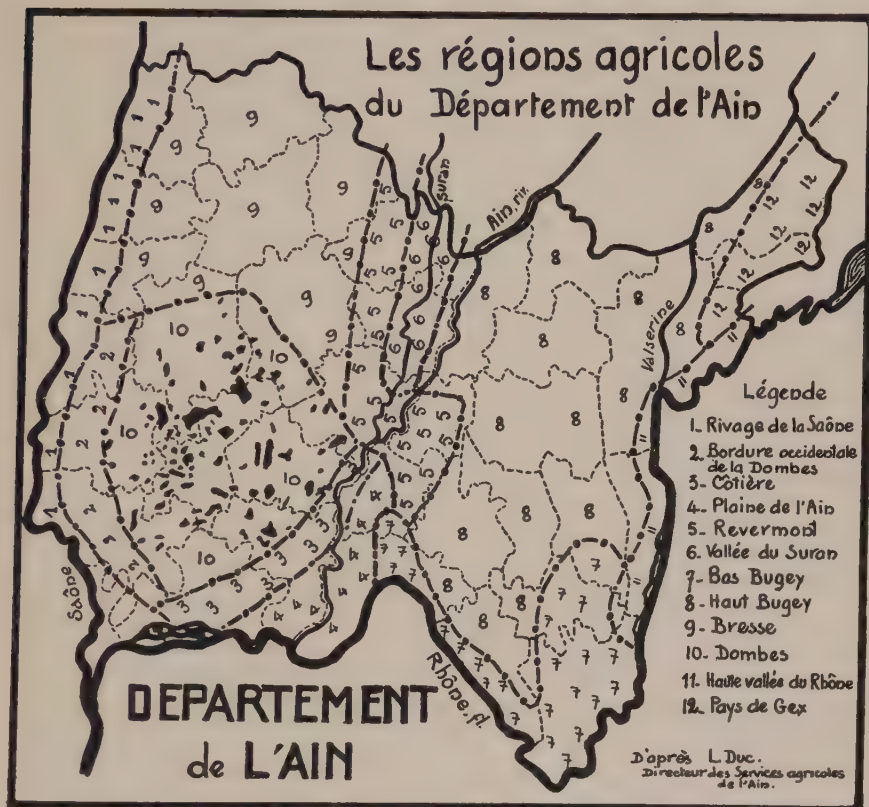
L'EXPLOITATION AGRICOLE EN BRESSE

Au point de vue physique, le trait dominant de la Bresse est la variété des aspects particuliers dans un cadre général de plaine basse, humide, au sol riche.

(1) Statistique agricole de 1936 (Ministère de l'Agriculture) et *Journal Officiel* du 15 mars 1938, page 3.094.

(2) 67.258 d'après la Statistique Générale de la France (1931).

(3) Cette étude très sommaire expose seulement les grandes lignes de la géographie régionale. Elle a pour but de montrer la nécessité ou l'inutilité d'un complément de main-d'œuvre.



La plaine bressane, qui n'est qu'une partie de la grande cuvette qui s'étend au nord au sud sur 100 kilomètres entre la Saône et le Jura, de la Loue à Châtillon-sur-Chalaronne, est constituée au point de vue géologique par les terrains tertiaires du pliocène, plus ou moins entamés par l'érosion et recouverts par endroits d'alluvions quaternaires. La Bresse économique et humaine déborde largement la Bresse géologique et englobe toute la partie nord du plateau des Dombes. M. Lavoille (1) propose « la limite [méridionale] suivante, à laquelle, dans cette zone de transition nuancée, on ne saurait donner une valeur absolue : ruisseau d'Avanon, Illiat, Saint-Julien-sur-Veyle, Vaudeins, Buellas, Péronnas (sud), lisière nord de la forêt de Seillon, Montagnat ».

Les formations lacustres du tertiaire moyen et supérieur modelées

(1) *La Bresse, région naturelle ou agricole*, par G. LAVOILLE, Bul. de la Soc. des Naturalistes de l'Ain, n° 53, 1939, page 70.

par des phénomènes tectoniques très mous (affaissement lent de la vallée de la Saône) par l'érosion et la sédimentation glaciaires, au moins dans la partie sud, par l'alluvionnement quaternaire moderne, apparaissent discontinues sous les apports récents. L'aspect est celui d'une plaine basse doucement ondulée. Les vallonnements sont nombreux, à peine accusés; les mamelons aux lignes molles s'élèvent sans ampleur sur un ensemble simple et varié à la fois, sillonné de ruisseaux lents qui s'acheminent péniblement vers le nord-ouest.

Les dépôts pliocènes comprennent des marnes bleues lacustres et des dépôts fluviaux. Les premières appartiennent à l'étage plaisancien. Elles constituent le sous-sol imperméable de la Bresse qui explique l'humidité des terrains superficiels. A vrai dire elles ne forment que très sporadiquement des affleurements. Les dépôts fluviaux et lacustres qui les recouvrent, souvent d'âge contesté par les géologues (1) sont très divers, sables du pliocène supérieur, graviers siliceux, argiles grises, alluvions calcaires dans la partie est et, surtout, les limons et les alluvions récentes, la terre à *pisé*, si répandue en Bresse. C'est un limon jaune ou rouge, très décalcifié, donnant des terres fortes, compactes, difficiles à travailler.

Autrefois très boisée et couverte d'étangs, la Bresse est devenue, grâce à l'homme, une terre à l'aspect bocager, relativement fertile, très travaillée. Cette action de l'homme est révélée par la multitude des clôtures, des fossés de drainage, des étangs desséchés. Le morcellement de la propriété, favorisé par une forte natalité et une grande dispersion des points d'eau, est très poussé. La moyenne des exploitations ne dépasse pas 20 ha. et les petites exploitations d'une dizaine d'ha. sont légion.

Pour vivre sur une terre dont la générosité doit être sollicitée, le Bressan a dû améliorer le rendement agricole par la pratique des amendements, par des façons culturales poussées, par l'emploi des engrais, par la culture intensive et le petit élevage.

Pauvres en acide phosphorique et en chaux, la plupart des terres bressanes ont besoin d'être amendées. Parfois la teneur en chaux tombe presque à zéro. Depuis longtemps, la marne du sous-sol est utilisée pour améliorer les sols superficiels, mais l'emploi des engrais à base de chaux (scories, phosphates) s'est généralisé depuis la guerre.

Ainsi, sans être très fertile, la terre de Bresse fournit de bons

(1) DELAFOND ET DEPÉRET. *Les terrains tertiaires de la Bresse et leurs gîtes de lignite et de minerai de fer*. Paris, 1893. Voir aussi J.-B. MARTIN. *Sur quelques vicissitudes du Lac Bressan*. Bul. de la Soc. des Nat. de l'Ain, janvier 1936.

rendements moyens, grâce au labeur des populations. Le maïs constitue la culture de choix. Un climat semi-continental avec des printemps chauds et humides, des étés pluvieux, un sol froid et humide, conviennent parfaitement à cette graminée. Toutefois, les ensemencements en maïs diminuent depuis ces dernières années. La culture est en effet exigeante; elle doit être particulièrement soignée pour obtenir des rendements rémunérateurs (elle est l'objet de trois façons culturales en plus des labours). La dépopulation qui atteint aussi la Bresse après les régions montagneuses, raréfie la main-d'œuvre. Pour des raisons économiques et psychologiques, le Bressan ne fait pas appel à une main-d'œuvre de complément et préfère modifier l'économie agricole. Les emblavures en maïs diminuent régulièrement : 15.000 ha. en 1904; à peine 6.000 en 1936 (1).

Il est vrai que le maïs disparaît peu à peu de l'alimentation humaine, mais il reste encore la nourriture de choix pour le gavage de la volaille. C'est l'importation qui fournit l'appoint indispensable (2). Les hauts prix atteints par le commerce des poulardes de Bresse permettent de payer la matière première. L'élevage du bétail en vue de la production laitière, peu exigeant en main-d'œuvre, de bon rendement économique, remplace peu à peu les vieilles cultures.

Aussi, tout en conservant les productions agricoles fondamentales qui lui permettent de vivre des produits directs de son travail, le Bressan intensifie-t-il l'élevage des poulardes et l'élevage du gros bétail.

M. Lavoille, directeur de l'E. P. S. de Belley (Ain) a, dans une étude très érudite, (3) dégagé les conditions de l'aviculture : conditions de sol « dès que l'on s'éloigne de l'étage pliocène, apparaissent les pattes jaunes » (L. Duc), conditions de climat « qui permet la culture du maïs, base traditionnelle de l'alimentation de la volaille, conditions économiques et sociales de l'exploitation rurale... » « la terre n'est pas toujours féconde dans ce pays de petite culture; il faut des compléments de ressources pour vivre ou pour payer le fermage; or, l'élevage des volailles ne nécessite aucune installation coûteuse; il est facile, économique, familial, à la portée de tous ». « L'aviculture est ainsi bien adaptée au caractère bocager et au régime

(1) Le rendement moyen est de 14 quintaux de grains à l'hectare. Pour le département, la production totale s'élève à 88.000 quintaux en 1937.

(2) Amérique du Sud.

(3) G. LAVOILLE. *La Bresse région naturelle et avicole*. Bulletins de 1938 et 1939 de la Société des Naturalistes et des archéologues de l'Ain. Bourg. Voir aussi L. DUC, *Volailles de Bresse*, Bourg et Louhans, Bourg 1933, 48 pages.

agraire. Le fait même que l'exploitation est généralement assez modeste explique que la fermière, médiocrement sollicitée par les travaux champêtres, peut donner tous ses soins à l'entretien de la basse-cour ». La femme naît et vit toujours au milieu de la basse-cour, elle fait son apprentissage aux côtés de la mère, de l'aïeule bien souvent, qui ont conservé ce culte de l'élevage... Les habitudes prises par les fermières de Bresse sont consacrées par des siècles de pratique » (1).

Les résultats obtenus par une sélection poussée et par une organisation commerciale bien comprise, sont attestés par les chiffres suivants (2). « En 1931, il fut expédié de la Bresse de l'Ain environ 4 millions de volailles, représentant un poids de 6 millions de kg. soit 6.000 tonnes, c'est-à-dire 20 trains de 30 wagons de 10 tonnes et représentant une valeur d'achat en gros d'environ 90 millions de francs.

« Depuis lors, pour nos volailles, comme pour tout ce qui est article de luxe, la crise économique a sévi; elle a lourdement atteint nos laborieux cultivateurs bressans dans le commerce qui les fait vivre et, par des diminutions successives et continues, nous sommes arrivés en 1935 aux chiffres suivants; 3.400.000 volailles représentent un poids d'environ 5.100.000 kg., soit 5.100 tonnes c'est-à-dire 17 trains de 30 wagons de 10 tonnes, représentant une valeur d'achat en gros de 75 à 78 millions de francs (3).

Bien qu'en diminution sensible, ces chiffres montrent l'importance de l'aviculture dans l'économie bressane. Depuis quelques années, une nouvelle évolution se dessine. L'élevage en vue de la production laitière s'étend. La crise économique qui élimine peu à peu du gros marché les produits de luxe a certainement précipité cette transformation; la cause essentielle nous paraît être la raréfaction et la cherté de la main-d'œuvre. Depuis 1872, les cantons bressans ont perdu de 15 à 30 % de leur population. Cette dépopulation s'est accentuée après la guerre; depuis 1922, les cantons de Saint-Trivier-de-Courtes

(1) L. Duc, *ibid.*, cité par G. Lavoille.

(2) Cités par le Président de la Chambre de Commerce de l'Ain, M. Couïbes, dans une causerie radiodiffusée par le Poste de Strasbourg P.T.T. le 22 décembre 1937 (voir Bulletin n° 72 de la Chambre de Commerce de Bourg, 1937).

(3) Une partie de ces volailles s'expédie à l'étranger : en Suisse surtout, en Angleterre et en Belgique. Les producteurs ont à lutter maintenant contre la concurrence suisse. Une maison Suisse a adressé la circulaire suivante à sa clientèle : « nous avons le plaisir de vous informer que notre élevage de jeunes volailles à rôti de COPPET est prêt. Cette magnifique volaille sera en vente jusqu'en août; nous nous permettons de vous faire savoir que cette volaille est de tout premier choix (exclusivement nourrie à la farine de lait suisse) sa chair est blanche et délicate, et elle peut rivaliser en qualité avec la volaille élevée en Bresse », etc...

et de Coligny ont perdu respectivement 10 % et 8,6 % de leurs effectifs. Enfin, le coût élevé de la journée de travail ne permet pas au petit agriculteur de se faire aider par des mercenaires. Le prix rémunérateur du lait, la facilité relative de l'élevage, devaient engager fatalement le paysan à transformer l'exploitation agricole. Certes, depuis longtemps, la zone marginale nord-est de la Bresse, soumise à l'influence du Haut-Jura, pratiquait l'élevage modéré des bovins, mais ces toutes dernières années ont vu l'intensification de l'industrie fromagère et du commerce du lait. Les régions si routinières du centre de la Bresse sont peu à peu gagnées aux nouvelles méthodes d'exploitation rurale.

Voici, à titre d'exemple, le bilan de la Société Coopérative Fruitière de Druillat (canton de Pont-d'Ain) (744 habitants).

L'apport total du lait a été, au cours de l'année 1938, de 915.525 kg qui a produit 64.299 kg. de fromage de gruyère et 15.573 kg. de beurre, 61.834 kg. de lait ont été vendu à Lyon et à Marseille.

Le montant total des ventes s'élève à 817.070 francs pour les fromages de gruyère, 327.515 francs pour le beurre, et 84.093 francs pour le lait.

La vente des porcs, engraisés au moyen de sous-produits de l'industrie fromagère, dans une porcherie annexée à la fruitière a laissé un bénéfice de 110.000 francs pour 600 sujets.

Le bilan de 1938 fait ressortir une sensible diminution de recettes sur celles de l'exercice 1937. La diminution est due à la fièvre aphteuse qui a sévi dans plusieurs hameaux de la commune.

Le prix moyen du kg. de lait ressort à 1 fr. 275.

L'élevage vient ainsi compenser les pertes en hommes. Jusqu'ici, la facilité des débouchés, l'excellence de l'organisation coopérative, l'existence d'un organisme départemental actif de contrôle du lait, ont permis le développement normal de l'industrie fromagère. Mais que l'on ne s'y trompe pas. L'avenir de l'élevage est limité en Bresse. Les rendements de qualité ne peuvent être obtenus que dans les régions fortement spécialisées, à culture extensive. La propriété est trop morcelée en Bresse pour permettre l'exploitation large et les assolements espacés. L'habitude d'une culture intensive (assolement bienal, cultures dérobées) exige de la terre et du cheptel un effort difficile à soutenir. La quantité est souvent obtenue au détriment de la qualité. Déjà, des indices sérieux (anomalies dans l'acidité des laits) font craindre une baisse prochaine du rendement.

Ces considérations sur l'économie agricole — et la Bresse est presque exclusivement agricole — expliquent le peu d'activité du

marché du travail. Si les salariés français sont rares, les *étrangers* sont à peu près inconnus.

Il faut en effet ajouter aux raisons d'ordre *économique* et *social* des facteurs *historiques* et *psychologiques*.

Très longtemps fermée aux influences extérieures, la Bresse vit sur elle-même et ne s'ouvre que lentement au progrès. Un long atavisme rend le paysan prudent et réservé. Le folklore est riche : beaucoup de traditions se maintiennent dans leur profonde originalité ; et ce n'est pas le trait le moins curieux de cette vie paysanne.

Malgré la facilité des communications qui favorisent les échanges sociaux et les relations humaines, le Bressan reste méfiant, lent dans ses jugements. Très cordial et très hospitalier, quand on a su gagner son cœur, il est extrêmement réservé dans ses rapports avec les inconnus. Il met de longues années à se familiariser avec les nouveaux venus, fonctionnaires et commerçants. Rares sont les étrangers qui ont réussi à se fixer en Bresse.

En résumé, la Bresse est, à l'heure actuelle, en équilibre de main-d'œuvre. Cette situation paraît devoir se maintenir pendant quelques années. Le pays reste impénétrable aux immigrants. Cette anomalie dans un département voisin de la frontière et depuis longtemps imprégné d'étrangers, méritait d'être soulignée.

L'EXPLOITATION AGRICOLE EN DOMBES

La variété des sols est moins grande en Dombes. Le grand glacier alpin qui s'étendait en éventail jusqu'à Lyon à l'époque pléistocène, a accumulé les dépôts silico-argileux plus ou moins transformés superficiellement par les agents chimiques et recouverts ça et là de nappes fluvio-gracières. Le pays forme une sorte de plateau, entamé par le Rhône et par la Saône, doucement incliné vers la Bresse. Ce relief monotone est à peine interrompu par des buttes ou des bourrelets d'origine glaciaire, dominant la plaine d'une vingtaine de mètres, entre lesquels l'eau s'accumule pour former des chapelets d'étangs (1).

(1) Voir CH. J.-B. MARTIN. *Notes de Pédologie*. Bulletin de la Société Linéenne de Lyon. Février 1936, page 26, et mai 1936, page 75 et du même : *Sur quelques vicissitudes du Lac Bressan*. Bul. de la Soc. des Nat. de l'Ain 1936, page 47, 53. Du même encore : *La côte du Rhône entre la Valbonne et Lyon*. Bourg 1933-1934.

SUEN-TANG-YUET. *Le lacs de la vallée du Rhône*, Lyon 1934, Bosc & Riou.
G. MAZENOT. *Les ressources minérales de la région lyonnaise* (Les Etudes rhodaniennes, 1936. T III-IV).

Sur un sous-sol argileux imperméable, les sols superficiels sont pauvres en chaux. La silice domine, dépassent parfois une proportion de 90 %. Une analyse moyenne (1) donne 84,4 % de silice, 8 % d'alumine, 5,86 % de fer, 0,7 % de carbonate de chaux, 1,04 % de magnésie; la terre est compacte, difficile à travailler.

Le pays, autrefois couvert d'étangs — on en comptait 17.000 au début du XIX^e siècle, recouvrant 20.000 ha. — a été peu à peu asséché et assaini. Aujourd'hui, un millier d'étangs occupent une superficie de 9.000 ha. environ. Sur le fond des « assecs » la terre blanche des « blétons » convient à la culture des céréales, de l'avoine en particulier.

La population très clairsemée autrefois, anémiée par la fièvre, est aujourd'hui parfaitement saine et robuste. La densité au km², qui n'atteignait pas 20 en 1806, s'élève à 28 en 1851, 32 en 1886; elle est aujourd'hui (1936) de 47 pour le canton de Châtillon-sur-Chalonne, 36,5 pour Saint-Trivier-sur-Moignans, 24,7 pour Chalamont et 25,6 pour Villars.

L'habitat, comme en Bresse, est très dispersé, mais de caractère bien différent. Les hautes densités bressanes, le morcellement de la propriété, favorisent l'établissement des hameaux ou des groupes de fermes. Ici, hors du bourg, peu ou pas de groupements importants. La grosse ferme, aux bâtiments serrés en carré, généralement bâtie sur une éminence morainaire, domine un vaste domaine de 60 à 100 hectares. « Alors qu'en Bresse, un domaine de 40 ha. est considéré comme grand, en Dombes, il est seulement moyen, les plus grands, ayant une superficie de 60 à 100 ha. La commune de Bouligneux, peuplée de 300 habitants, compte 24 grandes fermes de 40 à 130 hectares et quelques petites propriétés de 3 à 8 hectares. Versailleux compte 305 habitants, dont 130 au bourg et 175 répartis dans 28 fermes dispersées » (2).

L'économie agricole est fondée « sur l'herbe et sur l'eau ». Si l'exploitation des étangs, en regression, ne demande pas une main-d'œuvre abondante, ni des soins continus, la culture et l'élevage exigent au contraire des soins minutieux et pénibles.

Depuis fort longtemps, la Dombes pratique l'élevage du cheval. « Charles VIII, à Pomone, montait un cheval de Bresse, le plus beau

(1) D'après L. DUC. *Les régions agricoles du département de l'Ain*. (Edition du Bulletin des Engrais, Paris).

(2) CHARLES PERRIER. *L'Habitation Rurale dans le département de l'Ain*. Bulletin de la Société des Naturalistes de l'Ain, 1935, pages 29-60.

cheval que j'aie vu », dit Commynes » (1). La Dombes possède plus de la moitié d'un cheptel départemental de 18.000 chevaux. Cet élevage, qui fut pendant longtemps une source d'importants revenus, est en regression sensible.

La Dombes se consacre de plus en plus à la production du lait et de la viande. Le voisinage d'un gros centre de consommation (Lyon) et la facilité des moyens de communication, permettent des débouchés faciles. La pénurie de la main-d'œuvre agricole a certainement sa part dans cette évolution. Bien que l'emploi des machines se soit généralisé depuis le siècle dernier (2) les difficultés de l'exploitation éloignent la main-d'œuvre française. La condition du salarié s'est bien améliorée cependant. Avant la guerre, le domestique couchait encore à l'écurie pour surveiller les bêtes. Les « Carats » debout de grand matin, exténués par les dures besognes agricoles, surveillaient encore les bêtes de travail pendant une partie de la nuit.

Les améliorations sociales de l'après-guerre ont évidemment profondément modifié les conditions de vie des travailleurs. Malgré tout, l'exploitation agricole reste très dure en Dombes. Les propriétaires, souvent des soyeux lyonnais, imposent des conditions qui ne laissent pas une marge très grande aux fermiers. Les exploitations sont vastes, la terre est rebelle, le climat très humide est débilitant.

Les jeunes Français attirés par les besognes plus propres et plus faciles de la ville, quittent un métier ingrat. Un complément de main-d'œuvre devient indispensable. Moins fermé que le Bressan, le paysan dombiste accueille l'étranger. Les *Polonais*, introduits par le Sud-Est agricole, s'acclimatent assez bien sur ce sol rude. Ils accomplissent des tâches écrasantes sans récriminer. Il fallait à la Dombes des hommes de cette trempe, travailleurs, robustes, volontaires, frustes et dévoués.

L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LE BUGEY

Dans le Bugey, l'exploitation agricole revêt des caractères extrêmement différents selon la nature des sols et l'altitude.

Dans toute la région montagneuse, le Jurassique supérieur

(1) Cité par M. JANIN. *Le département de l'Ain*. Bourg. Brochot 1931. (épuisé).

(2) En 1876, une quinzaine de moissonneuses ont fonctionné en Dombes. En 1875, apparaissent les batteuses-vanneuses.

alterne avec le Crétacé. Dans les combes usées par les glaciers, les dépôts pléistocènes fournissent des terrains de valeur inégale. Les dépôts tertiaires d'âge pliocène sont rares sur la bordure ouest où apparaissent aussi quelques affleurements liasiques (Saint-Rambert). Enfin, les alluvions modernes de faible étendue forment la plaine basse de l'Ain et la bordure méridionale du Rhône (1).

Les sols présentent une richesse plus ou moins grande en calcaire. La perméabilité est toujours forte, quelquefois excessive. La présence de cailloux roulés dans les alluvions glaciaires diminuent en effet leur compacité. Dans la plaine d'Izernore, par exemple, les terres rouges argileuses sont rendues perméables par une proportion de 50 à 80 % de cailloux roulés de nature calcaire. Le sol devient une véritable « passoire ». Le rendement agricole est alors directement fonction de l'abondance des pluies.

En gros, les terres arables du Bugey peuvent être classées en quatre catégories : a) les limons et sables qui proviennent d'alluvions fluviales anciennes, terres généralement légères; b) les terres provenant des alluvions glaciaires; elles sont plus diverses, tantôt argilo-calcaires, assez humifères, tantôt silico-argileuses peu calcaires, tantôt enfin marneuses et compactes, c) les terres rouges décalcifiées des hauts-plateaux, d) les terres d'éboulis, très calcaires, sur les pentes (2).

L'altitude, le régime des pluies, le peuplement, expliquent le caractère dominant de l'exploitation agricole.

1° *Le régime des pluies* : Les hauteurs annuelles dépassent largement un mètre d'eau. M. Pardé, professeur à l'Université de Grenoble (3) donne les hauteurs suivantes pour la période de 1851 à 1902 : Neuville-sur-Ain 1.200 mm.; Ambérieu 1.239 mm.; Thoirette 1.304 mm. Nantua 1.391 mm.; Brénod 1.616 mm. La répartition suivant les saisons présente une importance capitale au point de vue cultural. Deux périodes de maximum : un principal en octobre, un secondaire en mai-juin. Les précipitations de mai à octobre sont beaucoup plus importantes que celles d'hiver, de janvier à mars (minimum). Ce

(1) Citons encore, pour mémoire, la dépression vindobonienne de Belley, l'affleurement des marnes grises de Gratoux et de Champfrommier, les molasses d'eau douce asphaltiques de Pymont.

(2) Nous remercions ici M. VALEX, Professeur d'Agriculture à Nantua, qui a bien voulu nous fournir ces renseignements.

(3) Bulletin de la Société des Naturalistes de l'Ain, 1931.

régime est donc particulièrement favorable à la végétation (*forêts, fourrages*).

2° *L'altitude* : Les exploitations agricoles s'échelonnent entre 250 et 1.600 mètres.

a) de 250 à 400 mètres, c'est la zone de la vigne, du maïs, des arbres fruitiers, du chêne et du pin;

b) de 400 à 800 mètres, la vigne et le maïs sont rares, les autres céréales viennent bien, la culture fruitière est plus aléatoire (pommes, poires, noix). Le chêne et le hêtre persistent. Le sapin apparaît.

c) de 800 à 1.200 mètres, les céréales pauvres remplacent le froment (méteil, orge). C'est la zone du sapin et de l'épicéa.

d) au-dessus de 1.200 mètres, les cultures disparaissent, c'est la zone alpestre, du pré-bois, puis du pâturage d'été.

3° *Le peuplement* : Dans tout le Bugey, la moyenne et la petite propriété dominant. Les grosses exploitations sont rares. Au-dessus de 200 ha. les grands domaines boisés et les vastes pâturages sont des propriétés communales. Voici d'ailleurs une répartition approchée de la propriété, d'après la superficie cultivée :

Propriétés de	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares
Moins d'un hectare	1.483	1.209
1 à 5 hectares	4.786	18.320
5 à 10 hectares	3.559	33.873
10 à 20 hectares	2.679	43.187
20 à 50 hectares	1.003	36.662
50 à 100 hectares	147	12.195
100 à 200 hectares	130	12.993
200 à 500 hectares	55	18.326
Plus de 500 hectares	38	30.043

Ce tableau fait ressortir l'importance des *petites exploitations de moins de 5 ha.* et des *exploitations moyennes* de 5 à 10 ha. Au-dessus de 200 ha., il n'y a pas plus de 4 exploitations appartenant à des particuliers. Sur un total de 161.000 ha. cultivés, 40.000 sont des propriétés communales.

Le sol est presque toujours la propriété de celui qui le cultive.

Sur 14.253 chefs d'exploitation (1929), 13.229 sont propriétaires-cultivateurs, soit 92,8 %. Les salariés sont rares, 482 propriétaires constituant 3,3 % du total, utilisent des mercenaires. Les fermiers sont peu nombreux, 400 environ, le métayage est peu répandu (120).

Comme pour les autres régions agricoles, le phénomène caractéristique de la période d'après-guerre est l'extension de l'élevage dans les zones favorables. Ici, également, la main-d'œuvre rare, chère par rapport au rendement agricole, fait donner la priorité à la prairie naturelle sur le champ cultivé. L'élevage peu soigné permet de n'employer qu'une main-d'œuvre restreinte.

Mais cette évolution a des limites. L'équilibre s'établissait jusqu'à maintenant entre les progrès de la dépopulation et les progrès de l'élevage. Les dernières lois sociales ont précipité l'exode rural. D'une part, de nombreux cultivateurs jeunes ont trouvé des emplois dans l'administration. En 1936 et 1937, les créations de postes dans les chemins de fer et dans les douanes, ont provoqué un afflux vers la ville d'hommes jeunes, actifs, de grande vitalité. L'administration, recherche les hommes solides, un peu frustes, d'un dévouement absolu, naturellement polis et corrects. Les paysans sont des employés modèles.

D'autre part, la main-d'œuvre saisonnière est beaucoup moins abondante. Les gros chantiers, comme celui de Génissiat, épuisent la main-d'œuvre agricole à des lieues à la ronde. L'ouvrier préfère vivre misérablement d'une modique indemnité de chômage que de chercher un emploi agricole peu payé et fatigant.

En bref, la dépopulation intense due à la *dénatalité* et à l'*exode rural* va, d'ici peu, si les conditions économiques sont inchangées, modifier le caractère de l'exploitation agricole dans le Bugey. L'élevage, dans les régions de moyenne altitude, ne peut plus s'étendre. La forêt et la friche vont absorber peu à peu les sols de mauvais rendement.

Déjà les fermes se vident. Dans les hameaux des cantons les plus défavorisés, les écoles se ferment, des foyers s'éteignent les vieux limitent leur activité, quelques vaches de moins, quelques jachères de plus. Les propriétaires non cultivateurs se plaignent de la pénurie de fermiers. Les Suisses, qui sont bien doués cependant pour ce travail et qui savent remettre en état des propriétés négligées, n'aiment guère s'installer sur des exploitations de pauvre rapport.

La petite main-d'œuvre est toujours recherchée dans le Bugey. Dans les longues combes glaciaires ou sur les plateaux moyens, les champs ne sont pas clos; le berger est indispensable. L'obligation

scolaire prive beaucoup de cultivateurs d'une aide précieuse (1).

Depuis cette année, en raison de la fermeture presque complète de la frontière italienne, les bûcherons sont rares. Les adjudicateurs de coupes éprouvent de grosses difficultés pour trouver le personnel spécialisé qui leur est nécessaire.

En résumé, bergers et bûcherons mis à part, les salariés agricoles sont peu demandés dans le Bugey. Des colons travailleurs pourraient s'installer à peu de frais sur les exploitations abandonnées. Mais il faudrait faciliter leur acclimatation par des prêts à long terme et des remises d'impôts.

L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LE PAYS DE GEX

Dans le pays de Gex, les conditions physiques et humaines conviennent particulièrement à l'élevage en vue de la production laitière.

Dans la plaine, les sols profonds de l'erratique alpin fournissent les bonnes terres propres aux cultures variées. Le blé donne de hauts rendements, 16 quintaux à l'hectare; la betterave fourragère constitue un aliment de premier choix pour les bovins pendant la mauvaise saison; les prairies irriguées et les prairies artificielles donnent un fourrage de qualité.

La montagne toute proche possède de magnifiques prés-bois et de vastes prairies facilement accessibles. La fonte des neiges, au printemps, permet la poussée rapide d'une herbe fine, riche en vitamines. Les précipitations d'été entretiennent sur ces pentes l'humidité nécessaire au développement de la végétation et à l'alimentation des sources et des citernes (2). Les pâtures d'été permettent la pratique de l'alpage si favorable à la production laitière.

La répartition de la propriété, d'autre part, autorise le parfait développement d'une économie orientée depuis des siècles vers l'élevage laitier. La moyenne propriété de 20 ha. domine, mais les exploitations de 20 à 50 ha. ne sont pas rares. Les troupeaux de plus de

(1) Nous avons rencontré des gens ingénieux qui, avec la complicité de médecins peu scrupuleux, faisaient établir des certificats médicaux, exigeant pour le jeune écolier un repos de deux mois, dans une région d'altitude précisée de 800 à 1.200 mètres par exemple, avec possibilité de se livrer à de menus travaux agricoles.

(2) Voir la thèse de Doctorat Vétérinaire de H. GROBET, *L'Alpage. Sa pratique dans le Pays de Gex*. Lyon. Bosc et Riou, et le *Procès-Verbal des Séances du Congrès International de l'Alpage*, 1925, Bellegarde.

20 bêtes sont fréquents. Enfin, un mode d'exploitation collective ancien permet aux éleveurs les moins fortunés de participer à l'alpage. Les propriétaires de la montagne, les *amodieurs*, louent pendant l'été le cheptel de la plaine. La location se fait à forfait ou tient compte de la quantité de lait produit. Dans ce cas, l'amodieur retient de prix de l'herbe et de la garde.

En 1918, une société coopérative, la « Société Coopérative des Alpes Gessiennes » s'est rendue acquéreur d'un grand domaine de 800 hectares entre le col de Crozet et le Colombier de Gex (1). Parfaitement organisée, reliée par un bon chemin au col de la Faucille, l'Alpe gessienne peut recevoir 600 jeunes animaux.

Une sélection rigoureuse des sujets laitiers, les soins minutieux donnés au bétail, permettent d'obtenir des rendements en lait tout à fait remarquables. Dans un troupeau soigné, les moyennes annuelles de 3.000 à 3.500 litres de lait par vache laitière sont la règle générale des bonnes années (2). La production totale annuelle dépasse aujourd'hui 18.000.000 de litres de lait (3). Une partie de cette production laitière est vendue sans transformation. L'exportation en Suisse, facilitée par le régime douanier zonien, s'est largement accrue au cours de ces dernières années. L'autre partie du lait est transformée en fromage de gruyère dans des fruitières qui ne sont qu'exceptionnellement organisées sous la forme coopérative. Une seule coopérative, à notre connaissance, fonctionne à Cessy. La fabrication du bleu de Gex, qui paraît devoir se développer, est encore d'importance réduite; très délicate, elle ne sort pas du cadre familial. La production du beurre, enfin, diminue très sensiblement depuis l'introduction du beurre danois sur les marchés suisses et sur le marché zonien (4).

La main-d'œuvre. — Pour déterminer les répercussions du mode dominant de l'exploitation rurale sur le marché du travail, il convient de souligner le caractère extrêmement minutieux de l'or-

(1) L'acquisition de ce vaste domaine permet aux éleveurs français d'utiliser « leur » montagne. Les syndicats agricoles vaudois cherchaient en effet à s'approprier les meilleurs alpages. La partie sud du Jura, au-dessus de Thoiry, Farges, Collonges, a été presque acquise en totalité par les Suisses.

(2) Pour 1.500 à 2.000 dans les troupeaux moins soignés, sur des exploitations moins favorisées.

(3) Pour 7.500 vaches laitières environ.

(4) On peut lire la bonne étude de RENÉ PERRÉAL « *L'élevage et ses produits dans le Pays de Gex* » 1932. Lyon. — Les Etudes Rhodanniennes n° 1-2 de 1932. Ce travail a été fait avant l'établissement du régime zonien récent qui a bien modifié l'activité agricole gessienne.

ganisation agricole. Qu'il s'agisse d'élevage ou de culture, le gessien est toujours ordonné, méthodique, propre, précautionneux. Il imite en cela le Suisse qui ne néglige aucun détail de nature à améliorer les rendements. La présence de nombreux cultivateurs suisses dans le pays de Gex, crée d'ailleurs une émulation indiscutable.

La race bovine tachetée gessienne, par exemple, a été obtenue grâce aux efforts soutenus des éleveurs. « Des fermiers suisses venaient s'installer dans le pays de Gex, amenaient, avec leur bétail, leur goût de l'amélioration et leurs méthodes d'élevage. On se rendit compte de l'intérêt qu'il y avait à les imiter. Des hommes, amis du progrès, firent des frais pour se procurer des taureaux suisses. La contagion de l'exemple amena la création d'un Herd-Book et, en 1902, on déterminait le type idéal de la race gessienne » (1).

Aussi, avec quelle minutie le bétail est-il élevé. Les vaches laitières sont impeccables, brossées et lavées avec soin, les pis sont propres, régulièrement soignés. Le lait est recueilli avec le maximum de propreté. Les étables sont régulièrement nettoyées et lavées. Il faut voir les précautions prises dans les périodes d'épidémies. Les Suisses, en particulier, sont intraitables. Pendant les dernières épidémies de fièvre aphteuse, la frontière était fermée aux bêtes et aux gens. Les fermes contaminées étaient frappées d'une quarantaine rigoureuse et nous avons eu plus d'une fois à intervenir pour exiger la fréquentation scolaire. Ces considérations marquent l'importance donnée, dans le pays de Gex, à tous les détails qui touchent à l'élevage.

Cette minutie se retrouve, d'ailleurs, dans la culture.

Sur une superficie totale de 41.537 hectares, 36.000 hectares sont cultivés et avec quelle variété ! 6.623 ha. en terres labourables ; 13.889 en prairies, 300 en vignes, 192 en jardins, 108 en vergers, 15.085 en taillis et bois, 2 en étangs de rattachement.

Les céréales occupent 2.400 hectares ; le froment d'hiver et de printemps, l'orge, l'avoine, le sarrazin, viennent aisément. La culture de froment fait l'objet de soins particulièrement attentifs. Le gessien emploie le fumier de ferme à haute dose et s'est habitué depuis longtemps aux engrais chimiques.

La pomme de terre (675 hectares) donne un rendement de 100 quintaux à l'hectare. La betterave fourragère est largement utilisée pour l'affouragement du bétail (3 a. 02 ca. par tête de vache laitière et seulement 1 a. 43 ca. dans l'arrondissement de Nantua).

(1) HENRI GROBET. *L'Alpage. Sa pratique dans le Pays de Gex*. 1936.

Le verger gessien est aussi extrêmement varié, pommiers, poiriers, pêchers, cerisiers, cognassiers, pruniers et même des châtaigniers, donnent à la région un aspect très plaisant, tout à fait accueillant. Les plantations sont généralement très soignées.

La campagne gessienne, avec ses arbres taillées, ses haies propres, ses labours bien faits, ses terres désherbées, donne l'impression d'un grand jardin.

L'entretien de la ferme n'est pas négligé non plus. Les intérieurs paysans sont souvent impeccables. La femme, en effet, suivant une belle tradition, reste à la maison et ne s'occupe que peu ou pas des travaux salissants. Les outils agricoles, les machines, les charrettes, sont soigneusement rangées dans les granges. Le bois de chauffage, coupé avec soin, est empilé méthodiquement dans les bûchers ou sous l'avant-toit. Les abords de la ferme sont nettoyés. Des fleurs, très souvent, mettent une note d'art sur un ensemble rural de haute tenue (1).

On comprend, dans ces conditions, qu'une main-d'œuvre abondante, spécialisée, soigneuse, soit exigée. La simplification apportée par l'alpage ne diminue guère les besoins. Le paysan profite du répit qui lui est accordé pour pousser les travaux des champs.

De tous temps, le pays de Gex a dû faire appel à la main-d'œuvre extérieure. Autrefois, les « mollards » de Genève et d'Annecy fournissaient les bergers et les vachers. La dépopulation générale, non compensée par l'immigration, a accentué depuis la guerre les besoins de main-d'œuvre (2). Certes, le Gessien quitte moins volontiers sa petite patrie que le Bugiste; la terre garde ses hommes. Mais la dénatalité épuise le capital humain. La capacité individuelle de travail diminue aussi; les propriétaires gessiens, enfin, sont assez riches pour se faire aider.

L'Office départemental ne peut satisfaire à toutes les demandes. Si les salariés français sont extrêmement rares, l'offre étrangère est plus large. Les cartes de salariés agricoles sont, en effet, plus facilement accordées que les cartes de travailleurs manuels. Mais les cultivateurs désirent des travailleurs spécialisés, vachers et bergers. Ce sont les Suisses qui présentent toutes les qualités requises pour

(1) Cette description très optimiste ne s'applique pas évidemment à toutes les exploitations. La région haute, au pied du Jura, est en général plus négligée.

(2) La fréquentation scolaire a été toujours très bonne dans le pays de Gex. Les enfants ne manquent pas la classe, même au moment des gros travaux. Les Suisses, en particulier, se plient scrupuleusement aux exigences légales.

assurer la fonction la plus importante de l'exploitation. Or, cette main-d'œuvre se raréfie. L'éleveur accepte donc, dans une certaine mesure, des salariés d'autres nationalités, Italiens et Polonais surtout.

Le Gessien est d'ailleurs très accueillant. La situation du pays, dans une région frontalière ouverte, en contact démographique permanent et profond avec la Suisse, est probablement pour beaucoup dans cette attitude. Hospitalier, gai, aimant boire et rire, s'amuser, l'autochtone accueille avec empressement, aussi bien les « Français de l'intérieur » que les étrangers. Le « pot » traditionnel de vin blanc est offert généreusement aux visiteurs. Les sociétés populaires, les conseils d'administration, s'ouvrent indifféremment aux Français et aux étrangers.

Les conditions de la vie économique, la psychologie de l'habitant, expliquent ainsi l'afflux d'étrangers dans le pays de Gex et leur acclimatation rapide. Les besoins de main-d'œuvre, malgré l'immigration, ne sont que partiellement satisfaits.

En résumant l'activité du marché du travail dans les professions qui se rattachent à l'agriculture, nous citerons quelques passages du rapport annuel de l'Office départemental de placement (1). [En 1937] « le recrutement de la main-d'œuvre agricole a été des plus difficiles. La disproportion entre les heures de travail et les salaires comparés dans l'agriculture et l'industrie a non seulement défavorisé le recrutement de la main-d'œuvre agricole, mais a provoqué un afflux de travailleurs des champs dans les professions industrielles et compagnies de chemins de fer, etc... Dans le département, au cours des neufs premiers mois de l'année, 662 salariés agricoles ont quitté leur emploi pour l'industrie. Il n'a pu être pallié à ce déficit que par une introduction massive de travailleurs étrangers (552). Cette difficulté à se procurer du personnel a conduit nombre de cultivateurs à restreindre les ensemencements ».

206 placements de salariés français ont été réalisés en 1937, contre 396 en 1936. Le recrutement des jeunes bergers est extrêmement laborieux et 128 demandes de cultivateurs n'ont pu recevoir satisfaction. En 1936, l'office départemental du Pas-de-Calais avait pu

(1) Rue Bichat à Bourg. Directeur H. Gletton. Ces documents nous ont été fournis de vive-voix. Les citations sont extraites du Bulletin de la Chambre de Commerce de Bourg n° 68 (1936) et 74 (1937) (édité en décembre 1938).

fournir 17 bergers, jeunes gens et jeunes filles « qui sont restés chez leur employeur plutôt que de retourner dans leur famille et aux fonds de chômage ». En 1938, les difficultés se sont encore accrues, de nombreuses demandes n'ont pu recevoir satisfaction.

LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE

POPULATION ACTIVE

Malgré la concentration urbaine et l'essor industriel, l'économie dans le département de l'Ain, reste nettement orientée vers l'*agriculture*. La proportion de la population active employée dans les industries de transformation ne dépasse pas 25 % (contre 54 % pour l'agriculture). Au demeurant, le tableau suivant indique pour chaque catégorie le nombre de travailleurs de chaque sexe, et le pourcentage dans le total de la population active (population présente).

ANNÉE 1931.

	Population active		Dont étrangers		Pourcentage dans la population active totale
	H	F	H	F	
Industries extractives ..	687	8	280	3	0,3 %
Industries de transformation	20.508	15.051	4.545	1.277	24 %
Manutention et transport	5.809	664	315	6	3,5 %
Commerce et Banques ..	7.140	7.079	341	208	8 %
Professions libérales	2.107	2.206	92	149	2,3 %
Soins personnels, domestiques	916	2.776	43	170	2 %
Services publics	8.626	1.833	2.807	5	5,6 %

Ce sont les industries du bois qui groupent le plus grand nombre d'individus actifs, 10.344, soit 23 % du total actif employé dans les industries de transformation, puis les industries textiles avec 7.839 personnes (dont 4.929 femmes) représentées surtout par les filatures, moulinsages et tissages de soie (4.481 personnes dans les filatures et moulinsages, dont 2.579 femmes et 1.594 personnes dans les tissages avec 1.315 femmes).

Viennent ensuite les industries métallurgiques avec 5.282 personnes, le travail des étoffes (4.917 personnes), etc... Le façonnage des pierres précieuses occupe 895 personnes.

On remarquera l'importance de la proportion des femmes actives (la moitié dans les industries de transformation, égalité dans le commerce et les professions libérales) et le rôle important joué par les étrangers (1.305 dans l'agriculture contre 9.241 dans les autres catégories). En 1938, 1.967 étrangers sont employés dans l'agriculture et 4.674 dans les autres catégories. Cette évolution qui est un des caractères de la période d'après guerre, renforçant l'afflux d'ouvriers dû à l'exode rural, se traduit par une plétore de main-d'œuvre dans toutes les catégories industrielles.

LA VALEUR DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les étrangers et les paysans, toutefois, fournissent une main-d'œuvre non spécialisée. Ce sont les cadres qui font défaut. Tous les industriels se plaignent amèrement de la grande difficulté, sinon de l'impossibilité, du recrutement des spécialistes et des cadres moyens. Les raisons de cette pénurie sont d'ordres divers. La disparition de l'apprentissage dans la plupart des corps de métier tarit le recrutement de l'ouvrier spécialisé. Comment en serait-il autrement ? Un jeune homme va-t-il s'astreindre, pendant plusieurs années, à d'ingrats travaux non rémunérés alors qu'il peut gagner largement sa vie dans des besognes qui n'exigent pas de compétence particulière ? L'incertitude du lendemain fait craindre aussi les orientations non économiques. Une spécialisation trop poussée, simple dressage et non éducation, peut faire d'un individu moyennement doué un chômeur à vie. Et voici le cri d'alarme jeté par nos penseurs et nos grands éducateurs (1) : l'élite intellectuelle est trop souvent dirigée vers les professions libérales et le fonctionnarisme. Les conséquences de cette

(1) M. Rosset, Directeur de l'Enseignement Supérieur, Ex-Directeur de l'Enseignement Primaire a plus d'une fois signalé la nécessité de former une élite fortement attachée à la terre et au métier. C'est lui qui a jeté les bases d'un enseignement adapté à la région et au métier. L'intérêt qu'il n'a cessé de manifester aux écoles rurales et aux petits cours complémentaires montre bien ce souci de créer une élite populaire — j'oppose le mot à bourgeoise — par la diffusion d'un enseignement général de qualité. C'est le tort de l'enseignement technique de négliger la culture générale au profit de la culture professionnelle. Le paysan et l'ouvrier doivent pouvoir connaître les grandes joies intellectuelles et apprécier la beauté et la haute valeur humaine de leur tâche.

hérésies sociales sont extrêmement graves. La première est évidemment l'encombrement des professions libérales et des cadres supérieurs entraînant la dépréciation de ces fonctions suivant la loi classique de l'offre et de la demande. Depuis quelques années, les « études ne paient plus ». Les parchemins foisonnent. La lutte pour l'existence devient extrêmement dure pour les élites diplômées. L'ingénieur se contente d'un maigre salaire, inférieur quelquefois à celui de ses subordonnés; le licencié accepte une place d'instituteur ou de commis aux écritures. La seconde conséquence est la formation d'une classe intellectuelle aigrie, désabusée, sceptique, qui renonce à sa mission « héroïque » (1) de création et de direction et laisse les initiatives aux individus moins doués et surtout moins scrupuleux. La troisième enfin, plus grave à notre avis, est le « pompage » des valeurs effectué dans la classe ouvrière. Si l'on prive toute une catégorie de travailleurs des éléments les mieux doués, on crée précisément une classe dont les intérêts s'opposent à ceux des autres groupes sociaux. Nous savons que l'intelligence revêt des formes nombreuses, que la pensée se trouve dans le geste qui crée; mais il faut des individus intellectuellement équilibrés dans toutes les catégories sociales. C'est une condition essentielle du progrès. Peut-être faut-il voir dans cet équilibre intellectuel et moral la supériorité de la classe paysanne, souvent nuancée, polie, intuitive, pondérée (2).

Ces considérations philosophiques nous paraissaient devoir être développées pour souligner l'insuffisance qualitative de la main-d'œuvre industrielle. « Beaucoup de manœuvres et peu d'ouvriers » disent les industriels. (Les écoles techniques du département, Ecole nationale des Matières plastiques d'Oyonnax, Ecole Carriat de Bourg, Cours Professionnels de Bellegarde, fournissent toutefois de bons sujets dans un certain nombre de catégories).

Paradoxalement, du moins en apparence, cette main-d'œuvre banale est insuffisamment robuste, pas assez *fruste* surtout. Au fond, elle est trop civilisée. Ce n'est peut-être pas le muscle qui manque, c'est la volonté de l'utiliser pour des tâches dites inférieures. C'est

(1) Cf le héros bergsonnien.

(2) Les ruraux n'ont souvent pas les moyens de faire instruire leurs enfants. L'école du second degré est coûteuse. Dans les nouvelles Instructions relatives à la classe de scolarité prolongée, nous relevons ce passage significatif : « on donnera la préférence aux auteurs les plus grands, les plus propres à former l'intelligence et le goût. Mais il sera bon ici de faire une large part à des textes relatifs aux choses de la vie professionnelle, au métier, aux réalités de la campagne et de la cité. »

une question psychique plus qu'une question économique. Les durs travaux non spécialisés du terrassier, du bûcheron, du gardien de four, sont bien payés. Le Français n'en veut pas. Non qu'il soit incapable de les exécuter, mais il préfère gagner moins en peinant moins.

Une des contradictions les plus marquantes de l'ère industrielle est bien celle-ci : l'usine a besoin à la fois de puissants cerveaux, de techniciens habiles et de tâcherons sans personnalité. Car il ne faut pas s'abuser : l'individu intelligent ne consent qu'exceptionnellement, sous la pression de nécessités économiques par exemple, ou sous le coup d'une grande défaillance morale, à se faire l'esclave d'un travail grossier qui n'exige pas de réflexes et pas d'intervention de l'esprit. L'ouvrier français moyen, par exemple, acceptera un travail à la chaîne fastidieux, où la rapidité et la perfection de l'exécution sont exigées, mais il s'adaptera plus difficilement aux tâches qui n'exigent qu'une pure activité physique.

La profonde amoralité de notre civilisation se manifeste dans ce dédain d'économie humaine. Une entreprise engagera d'énormes dépenses pour améliorer la technique d'un procédé de fabrication, pour accroître un rendement, mais négligera le problème purement moral ou sanitaire (1) s'il n'a pas de répercussion sur les prix de revient. Il faut, à notre société, des esclaves et des barbares en attendant la valorisation de tout effort humain, quel qu'il soit. Ce sont en général des immigrés des pays les plus pauvres, chassés par un *niveau de vie* trop bas, qui se plient à ces besognes les plus pénibles, les plus dangereuses, les plus salissantes de l'usine ou du chantier.

L'IMPORTANCE DES ÉTABLISSEMENTS ET LEUR RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

La très grande industrie est exceptionnelle dans l'Ain : 4 établissements seulement occupent plus de 500 ouvriers. Ce sont des tissages, des filatures, l'atelier de Tréfilerie et de Câblerie de Bourg. Les exploitations moyennes sont les plus nombreuses, 9.466 de plus de 100 ouvriers, dont 8.715 dans les industries de transformation, 9.191 de 21 à 100, 9.425 de 1 à 10 (agriculture 26.115) et 3.910 de 11 à 20.

L'artisanat est relativement important dans la région monta-

(1) Les règlements sanitaires sont souvent insuffisants. L'inspection du travail n'exige que des mesures de protection superficielles. Elle ne peut demander la transformation complète d'une industrie.

gneuse : tourneurs, découpeurs sur bois, sculpteurs, décorateurs, lapidaires, fabricants d'objets en matière plastique, etc... Les petits ateliers familiaux sont dispersés dans le Bugey. Ils utilisent souvent la force motrice de modestes chutes, mais beaucoup sont alimentés par la force électrique abondamment dispensée dans tout le département. Hors des petites cités, cette activité artisanale ne fournit, le plus souvent, qu'un complément de ressources.

L'activité industrielle dans l'Ain se concentre dans les centres suivants : la haute vallée du Rhône, la cluse d'Ambérieu, Bourg, la région lyonnaise et Oyonnax. La présence d'une main-d'œuvre abondante dans les centres urbains, la facilité des transports ferroviaires, le rayonnement économique de Lyon, expliquent le développement et le caractère de l'industrie dans une région privée de fer et de houille, assez éloignée des centres producteurs.

A l'origine, la naissance des usines dans une région déterminée a pu s'expliquer par la présence sur place de l'un des éléments importants du prix de revient. Il y a quelques années, la matière première, son extraction et son transport, constituaient, pour les industries de première transformation, le poste essentiel du bilan. Aujourd'hui, la main-d'œuvre devient la plus lourde charge. Dans les centres urbains de l'Ain, l'industrie ne pouvait envisager que des transformations secondes et l'élaboration de produits finis.

Tout autres sont les caractères des exploitations qui utilisent comme matière première le bois et la pierre. Le poids et l'encombrement des matériaux sont loin d'être en rapport avec la valeur spécifique. Les manipulations et les transformations n'exigent pas une main-d'œuvre très abondante. Il y aura donc dispersion nécessaire des chantiers et dissémination des usines.

Ainsi s'explique le double caractère de l'exploitation industrielle dans l'Ain : la concentration urbaine, donc dans un petit nombre de centres, des industries de finition et la dispersion des industries de première transformation dans la région montagneuse qui fournit à la fois le bois et la pierre.

Les exigences en main-d'œuvre, dans ces deux cas, sont bien différentes. La proportion des ouvriers sans spécialité est plus grande dans les entreprises de production brute que dans les autres : d'une part, la manipulation de la matière première exige peu de soins, d'autre part, l'organisation mécanique est sommaire dans les petites entreprises.

L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE DANS L'AIN

Pour situer le *problème actuel* du marché du travail, nous limiterons cette étude à l'activité industrielle au cours des trois dernières années.

Les fluctuations économiques ont une influence directe sur l'embauchage et le débauchage. En période de crise, la nécessité de produire au prix le plus bas ne permet pas aux industriels de conserver un personnel inutile. Deux solutions se présentent alors : diminuer le nombre d'ouvriers, ou diminuer la durée hebdomadaire du travail. Selon les circonstances, c'est-à-dire les règlements généraux et les conventions de travail, la situation financière de l'entreprise, les perspectives d'amélioration, l'attitude des ouvriers, etc... c'est l'une ou l'autre de ces deux solutions qui est adoptée.

Il n'entrerait pas dans le cadre de cette étude de préciser les raisons et les répercussions profondes d'une crise économique qui persiste depuis 1930.

La fermeture des marchés extérieurs, l'insécurité financière, la sous-consommation, les heurts entre patrons et ouvriers, la cherté de la main-d'œuvre, paraissent être les principales causes d'un marasme qui persiste. Sous le signe général d'une diminution de la production (1) l'activité économique présente cependant des différences sensibles dans les diverses catégories.

Un examen sommaire de la situation des groupes principaux donnera une idée de l'évolution qui se dessine (2).

Le travail dans les carrières de marbre et de pierre de taille. — Après les périodes creuses de 1934 et 1935, (chiffre d'affaires 1.700.000 francs) la production s'améliore, grâce à l'exposition internationale. Le chiffre d'affaires d'une entreprise dépasse deux millions en 1937, en augmentation de 700.000 francs par rapport à 1936. Les chantiers de Ville-reversure, fermés en 1937 au cours d'un conflit politique, n'ont pas été rouverts. Trois autres chantiers importants : Villettes, Grand Corrent, Villebois) très bien équipés, occupent une centaine d'ouvriers. La durée du travail est de 40 heures par semaine avec des périodes

(1) En quantité et aussi en qualité. De nombreuses entreprises ont lancé l'objet bon marché qui touche un public étendu. Le chiffre d'affaires, gonflé par la dépréciation de la monnaie, ne traduit pas l'activité économique réelle.

(2) D'après les rapports fournis à la Chambre de Commerce de Bourg, Bulletins trimestriels de 1935 à 1939.

de chômage. La main-d'œuvre est abondante. La situation est encore moins brillante en 1938. Les maîtres carriers se plaignent de la concurrence étrangère et de la pénurie de commandes.

Le travail dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics. — Les affaires reprennent péniblement en 1937 et 1938 dans les travaux publics, mais l'activité est médiocre dans le bâtiment, en notable baisse sur 1936. L'énorme accroissement du prix des travaux paralyse la construction (1). Depuis 1936, l'augmentation générale des salaires atteint 45,7 %, dépassant en 1937 l'augmentation du coût de la vie. Le chômage est partiel, avec une moyenne hebdomadaire de 35 heures de travail.

Le travail dans les chaux et ciments. — Six usines de chaux et ciments et sept de produits agglomérés sont installés dans l'Ain. Le chiffre d'affaires total de 7 millions en 1935, tombe à 5 millions en 1936 et à 4 millions 800 mille francs en 1937. La production est en baisse très sensible et ne paraît pas devoir se maintenir au chiffre de 1937. Le prix de revient est en effet élevé, malgré la présence sur place de la pierre à chaux. 350 ouvriers travaillent à peine 35 heures par semaine, parfois 30 heures. Il y a un afflux considérable de main-d'œuvre.

Le travail dans les mines d'asphalte. — « Une dizaine de concessions de mines ont été accordées dans notre département ; l'une extrait du lignite, trois du fer, une des hydrocarbures et cinq du bitume ».

La production est stationnaire depuis quelques années dans les exploitations d'asphalte. L'usine la plus importante extrait 2.500 tonnes d'asphalte en roche, 2.500 tonnes de mastic d'asphalte, et fabrique 500 tonnes de carreaux d'asphalte comprimé. L'activité est normale, une cinquantaine d'ouvriers français sont employés toute l'année. La main-d'œuvre est abondante.

Le travail dans le commerce du bois et l'industrie forestière. — Les chantiers forestiers et les scieries occupent 600 ouvriers environ (contre 800 en 1935). Le commerce du bois a bien souffert de la crise du bâtiment. Le nombre des entreprises diminue chaque année et ne dépasse guère la centaine à l'heure actuelle. En 1938, une légère reprise s'est dessinée, mais l'augmentation du prix de la matière première,

(1) Voici, pour Bourg, le nombre de demandes d'autorisation pour construire des pièces habitables : en 1934, 325 pièces — en 1935, 302 — en 1936, 373 — en 1937, 163 — soit un déficit de 60 %.

la forte hausse des salaires, plus de 50 % en 3 ans (l'Ain est paradoxalement à ce point de vue rattaché à la région lyonnaise) gênent le développement d'une industrie autrefois très prospère. Les entrepreneurs de coupes se plaignent de la grande difficulté du recrutement des bûcherons et des hommes de peine. La main-d'œuvre étrangère est largement employée (50 %) mais la tension récente avec un pays voisin se traduit par une raréfaction des saisonniers. C'est avec une inquiétude non dissimulée que les industriels voient s'ouvrir la campagne de 1939.

Le travail dans les tuileries et briqueteries. — Le fléchissement de la production est très sensible dans ce groupe industriel. Les quatre exploitations du département (1) qui fournissaient 15.000 tonnes de produits ouvrés en 1935-1936, réduisent leur production à 6.000 tonnes. Le nombre d'ouvriers passe de 100 à 80 environ. Les industriels se plaignent de la cherté de la main-d'œuvre qui représente 50 % du prix de vente. Le chômage saisonnier est habituel (4 mois). Pas d'embauchage.

Le travail dans les industries du meuble. — Une seule usine vraiment importante dans le département occupe 120 ouvriers. La production s'améliore après la grave crise de 1936. En 1937, le chiffre d'affaires a dépassé cinq millions, mais cette augmentation est surtout due à la dévaluation. Les difficultés proviennent de la hausse des salaires et des matières premières (2), de la diminution de l'exportation et, d'une manière plus générale, du goût moderne de la vie à l'extérieur qui fait donner moins d'importance à l'organisation du foyer. Les industriels se plaignent du manque de main-d'œuvre qualifiée qui « rend impossible la compensation des heures diminuées ». Dans les travaux d'art, le machinisme ne peut remplacer le bon ouvrier. Cette pénurie de main-d'œuvre qualifiée n'a pas permis aux industriels de participer à l'Exposition de Paris en 1937.

Le travail dans la métallurgie. — Dans ce groupe, l'activité n'a pas fléchi, même pendant les périodes difficiles. Le tonnage est en augmentation régulière depuis quelques années. La plus grosse exploitation est l'usine de Tréfilerie et de Câblerie d'acier de Bourg. En 1937, elle produit plus de 10.000 tonnes de fils d'acier et de câbles; son chiffre d'affaires est de 47 millions de francs. Au cours de l'année 1937, l'acti-

(1) Saix, près de Bourg, Priay, Varambon et Ferney-Voltaire.

(2) L'acajou passe de 450 fr. C I F en 1935 à 800 fr. C I F en 1937.

tivité a été intense, puisque le tonnage dépasse de 1.643 tonnes celui de 1936; cette augmentation se traduit par un prix de vente supérieur de 20 millions de francs. Le nombre des ouvriers passe de 800 en 1936 à 944 en 1937. La loi de 40 heures est appliquée depuis le 7 décembre 1936; malgré l'embauchage important, la main-d'œuvre reste abondante. Les ouvriers sont très attachés à leurs patrons qui ne négligent aucun détail susceptible d'améliorer le rendement et la stalibité de la main-d'œuvre (maisons ouvrières, primes à la naissance, infirmières-visiteuses, magasins d'alimentation, etc...)

Une fonderie de Villieu fabrique des appareils pour l'emploi du gaz. La production est satisfaisante, 1.180 tonnes en 1937 contre 1.220 en 1936 et 1.175 en 1935. L'usine occupe 80 ouvriers. Si le personnel qualifié est rare, il y a par contre abondance de manœuvres.

Une fabrique de cycles et de motos occupe 80 ouvriers. L'activité est normale, sans être très brillante (chiffre d'affaires de 6 millions de francs). Le directeur note aussi l'afflux de main-d'œuvre non qualifiée « les demandes d'embauche émanant surtout de la campagne, sans doute parce que les salaires ouvriers sont actuellement supérieurs aux salaires agricoles et aussi à cause de l'appât de la semaine de 40 heures ».

Le travail dans la verrerie. — Une fabrique automatique de flacons occupe 250 ouvriers. L'activité est normale avec un effectif stationnaire depuis 1936. Il y a également afflux de main-d'œuvre non spécialisée. Les salaires sont élevés : un manœuvre ordinaire gagne 6 francs à l'heure; ouvrier spécialisé, conducteur de machine à souffler, les flacons, conducteur de fours, de 8 à 8 fr. 75.

Le travail dans les papeteries et cartonneries. — Quatre usines fabriquent du papier et du carton : à Béard, Caline, Préaux-Cerdon et Bellegarde. Le nombre des ouvriers est d'environ 300 en 1937 en augmentation sensible sur l'année précédente (1). L'activité est normale. L'outillage se modernise pour maintenir la production en éliminant une main-d'œuvre coûteuse. Les ouvriers qualifiés sont rares.

Le travail dans les industries chimiques. — Deux usines fabriquent des produits de blanchiment, à Sathonnay-Rillieux et à Saint-Laurent-les-Mâcon. Une usine de parfumerie est installée à Crépieux-la-Pape.

(1) L'usine de Bellegarde occupait 143 ouvriers en 1936, 233 en 1937. La production atteint près de 20.000 tonnes de papier journal en bobines.

Les usines de Bellegarde élaborent le carbure de calcium (Société des Produits azotés) les aciers spéciaux (carbures Bertolus, les produits pharmaceutiques (Sauter). L'activité est irrégulière, bonne dans l'ensemble. L'usine de parfumerie de Crépieux n'a occupé que 21 ouvriers en 1937, contre 30 en 1936. A Bellegarde, l'adaptation des industries chimiques aux exigences de la Défense Nationale permet la marche normale des fours. La main-d'œuvre abondante en 1937, se raréfie sensiblement en 1938 par suite de la concurrence des chantiers de Génissiat (2.000 ouvriers). Ces industries emploient un nombre important de manœuvres.

Le travail dans les industries des métaux fins et des pierres précieuses. — Une dizaine d'usines fabriquent des fils fins pour dorure en cuivre argenté ou doré (Trévoux, Lagnieu, Loyettes, Saint-Maurice de Gourdans). La production fléchit sérieusement depuis 1935 : 80 tonnes en 1935, 47 en 1936, 41 en 1937. La cause essentielle est la fermeture du marché italien accaparé par les Allemands à la faveur de la politique sanctionniste. Cette industrie occupe 250 ouvriers environ. Il y a maintenant chômage partiel (20 %). La main-d'œuvre spécialisée devient très difficile à trouver.

Les huit usines de Lagnieu et Trévoux qui fabriquent des filières en diamant pour les tréfileries d'or et d'argent, occupent un millier d'ouvriers. La production est stationnaire en 1937, malgré la part essentielle de l'exportation dans les débouchés (90 %). La situation est plus difficile en 1938 en raison des droits élevés, presque prohibitifs, qui protègent les marchés anglais et américains.

Le personnel spécialisé est généralement stable. L'embauchage est nul.

Le travail dans les industries textiles. — Ce groupe est un des plus importants du département de l'Ain, puisqu'il occupe près de 8.000 ouvriers (3.000 hommes et 5.000 femmes). Les seules usines de Saint-Rambert et de Tenay emploient plus de 2.000 salariés répartis dans les ateliers de décreusage, peignage, peignage mécanique, filature et épluchage. La situation n'est pas très brillante. La hausse des prix, la difficulté de l'approvisionnement en matière première (guerre de Chine, régime de clearing avec l'Italie) la concurrence des fabricants étrangers, limitent l'activité d'une industrie ancienne qui ne parvient pas (du moins dans les tissages) à moderniser son outillage. Les filatures de schappe sont plus favorisées à cet égard (1).

(1) La production s'oriente vers les filés en fibres « rayonne ». En 1937, la production de ces « filés » est en augmentation de 40 % sur celle en 1936.

En 1937, la situation du marché du travail est la suivante :

Filatures : effectifs accrus; 40 heures par semaine;
 Peignages : effectif normal; 32 heures;
 Tissages : effectif normal; 40 heures;
 Soie artificielle : effectif accru; 40 heures;
 Passementerie et guimperie : effectif normal; 40 heures;
 Bonneterie : effectif moyen; 40 heures;
 Teinture : effectif normal; 37 heures.
 La main-d'œuvre est abondante.

Le travail dans l'industrie du peigne et des matières plastiques. —

Une reprise amorcée en 1935 paraît donner un peu de vie à l'industrie oyonnaxienne si durement touchée par la crise. Les conventions franco-allemandes du 10 juillet 1937 et franco-turques du 15 juin 1937, facilitent le développement des transactions internationales. Le marché intérieur s'améliore aussi (mode des cheveux longs). Le nombre des chômeurs inscrits est en nette regression.

	1936			1937		
	Février	Juillet	Décembre	Février	Juillet	Décembre
Oyonnax artisanal.	277	275	276	279	273	281
Oyonnax municipal	708	595	596	664	505	581

En 1938, l'amélioration persiste. De nombreux ateliers travaillent à plein rendement. On ne peut en dire autant de tous les artisans qui n'ont pu modifier leurs procédés de fabrication ou moderniser leur outillage.

Dans l'industrie des matières plastiques, les grandes entreprises sont l'exception. La main-d'œuvre est recrutée sur place. Une reprise des affaires n'a donc que des répercussions limitées sur le marché départemental du travail. Seule, une période de prospérité intense permettrait de rapatrier de nombreux ouvriers qui se sont exilés depuis 1930.

Le travail dans les autres groupes industriels et dans le commerce. —

Dans les industries de l'alimentation, l'activité est normale avec un personnel accru. Une seule société qui fabriquait du lait condensé a dû arrêter la fabrication.

Dans la chapellerie, la corroirie, la maroquinerie, l'activité est stationnaire depuis 1936. Pas d'embauchage.

Dans la tannerie, l'activité est restreinte (35 heures par semaines en 1937).

L'industrie des fourrures subit un malaise qui s'accroît (32 heures par semaine en 1937).

Dans le commerce, les demandes d'emploi sont nombreuses, mais beaucoup ne peuvent recevoir satisfaction. Au contraire, le recrutement du personnel domestique devient très difficile. Les salariés, surtout les femmes, préfèrent les tâches industrielles simples, plus indépendantes et de durée limitée.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN 1937 ET 1938

En résumé, et malgré la diversité des aspects de l'économie générale dans le département de l'Ain, on peut souligner l'opposition entre l'activité agricole et l'activité industrielle. La revalorisation des produits agricoles exigerait une main-d'œuvre abondante. Mais les jeunes hommes sont attirés par d'autres tâches qui leur paraissent plus faciles et mieux rétribuées. L'industrie, anémiée par les bouleversements économiques et sociaux ne peut absorber cet afflux de main-d'œuvre. Le refoulement d'un nombre important d'étrangers a toutefois permis, en 1937, de résorber une partie de l'excédent comme en témoigne le tableau suivant, donnant la répartition des chômeurs secourus (Oyonnax excepté) :

	1937			1936		
	Février	Juillet	Décembre	Février	Juillet	Décembre
Saint-Laurent	10	4	5	17	5	4
Arbent.....	39	28	28	47	41	36
Nantua	22			27	9	12
Martignat	24			25	21	15
Bélignat	58	44	35	75	65	54
Bourg	44	18	45	39		36
Trévoux	12	7	11	14		3
Sathonnay-Camp .	10			10		4
Tenay	41		24	55		
Dortan	7			12		
Saint-Rambert ...	16					
Ambérieu	6					
Villebois			19			

Avec Oyonnax, le total des chômeurs secourus a été le suivant en 1935, 1936 et 1937 :

	Février	Juillet	Décembre
	—	—	—
1935	1.517	968	1.177
1936	1.306	1.011	1.036
1937	1.232	879	1.029

Les placements effectués par l'Office départemental de placement sont en diminution sensible depuis ces trois dernières années, les offres d'emplois devenant de plus en plus rares dans les catégories individuelles.

Voici le nombre de placements effectués en 1936 et 1937 :

	1936	1937
	—	—
Industrie.	805	725
Commerce	146	185
Personnel domestique	520	420
Agriculture	396	206

Cette pénurie d'ouvriers agricoles a nécessité l'introduction massive de travailleurs étrangers. Sur les 609 contrats d'introduction examinés, 552 concernaient des professions agricoles (contre 153 en 1936). En 1938, aucune introduction n'a été possible. Seuls, les salariés en congé régulier peuvent rentrer en France.

Les régularisations sont variables : 568 en 1936, dont 142 visées défavorablement, 613 en 1937, dont 119 avec avis défavorable, 434 en 1938.

En 1937, 495 dossiers de renouvellement ont été examinés, contre 2.307 en 1936.

Ainsi, l'anémie du marché du travail caractérise la période actuelle. Les difficultés du recrutement de la main-d'œuvre sont particulièrement grandes dans les professions agricoles. La tension des relations internationales, la vague de xénophobie, ont empêché l'introduction des travailleurs étrangers quand elles n'ont pas provoqué le départ d'importantes colonies. Or, notre industrie et notre agriculture ne peuvent pas se passer de cet appoint de main-d'œuvre robuste ou spécialisée. L'inquiétude dans les milieux agricole grandit. Les pouvoirs publics doivent obtenir la fixation des éléments étrangers les plus intéressants. Ils doivent aussi se préoccuper du problème de

l'apprentissage et de celui de la rééducation professionnelle. Enfin, la question du peuplement rural est capitale.

Espérons que la création récente d'un comité national chargé de centraliser tous les documents relatifs à ces problèmes vitaux pour notre pays, se traduira à la fois par un mouvement d'opinion favorable et par des mesures autrement efficaces que des discours ou des lois inapplicables.

CHAPITRE V

LA POPULATION ÉTRANGÈRE DANS L'AIN DEPUIS LA GUERRE

LES EFFECTIFS ÉTRANGERS EN FRANCE DEPUIS LA GUERRE (1)

Depuis la guerre, le phénomène de l'immigration prend en France une importance considérable. L'amplitude de ce mouvement, dans une période de crise économique et de tension diplomatique, a vivement ému l'opinion publique. Le Gouvernement, après de longues années d'indifférence, s'est enfin décidé à faire rechercher les réper-

(1) Les sources :

1° D'abord les documents fournis par la statistique générale de la France. Les recensements quinquennaux donnent, en effet, des indications diverses sur les populations étrangères — effectifs par nationalité, sexe, âge, degré d'instruction, naturalisés, etc... Ils sont malheureusement effectués à des époques trop éloignées pour suivre avec précision le mouvement de l'immigration, en rapport avec les faits économiques et politiques. Ils n'ont, en quelque sorte, qu'une valeur statistique comparative. Ils laissent complètement de côté les mouvements saisonniers. La valeur des renseignements fournis est enfin loin d'être absolue. Les imprimés qui doivent être remplis lors du recensement sont longs, d'interprétation parfois difficile pour des chefs de famille peu instruits. La faiblesse essentielle du recensement quinquennal est due à son caractère bienveillant ; les lacunes, les erreurs fourmillent. Les étrangers surtout répugnent à donner des précisions sur leur famille, leur profession réelle, leurs antécédents, dans la crainte des répercussions possibles sur leur situation administrative.

Tels qu'ils sont, ces documents ne manquent cependant pas d'intérêt. Les coefficients d'erreur sont à peu près constants aux diverses époques et ils portent sur des nombres suffisamment élevés. Ils permettent de poser quelques jalons qui marquent le sens des phénomènes migratoires.

2° Les enquêtes effectuées par le service de la main-d'œuvre du Ministère de l'Agriculture. En 1921, en 1927, en 1930, des renseignements ont été demandés aux Maires sur la répartition professionnelle des étrangers et en parti-

cussions de l'immigration sur la vie économique et sociale. Jusqu'ici, seuls des géographes éminents avaient compris l'importance d'une évolution qui se précipite et qui risque de provoquer de graves désordres si des mesures énergiques et urgentes ne sont pas prises.

Que l'on en juge :

En 1911, 1.132.000 étrangers représentaient 2,8 % de la population totale française. En 1919, 1.417.000; le pourcentage monte à 3,7 %. En 1926, 2.505.000, pourcentage 6,1 %. En 1931, 2.890.000, pourcentage 7 %. En 1936, 2.453.000, soit 5,8 %, de la population totale.

Certes, la crise économique qui persiste depuis 1930 a provoqué le rapatriement d'un nombre important d'étrangers, mais les effectifs diminuent également avec les naturalisations. A un rythme de 20 à 30.000 naturalisés par an, les immigrés s'intègrent peu à peu dans la population française (près de 400.000 naturalisés, nombre très approché, qui ne tient pas compte des fils d'étrangers, Français de droit).

Dans certains départements, l'importance et la vitalité de l'élément étranger posent d'une façon aiguë le problème de l'*assimilation*.

Des groupements trop homogènes, non assimilés, peuvent en effet constituer des minorités dangereuses à divers points de vue :

culier sur le caractère de l'exploitation agricole (propriétaires, fermiers, métayers).

3° L'enquête de 1938, effectuée par le Ministre du Travail sur les catégories professionnelles et les situations sociales par nationalités. La répartition en 11 groupes principaux, sans profession, professions libérales, commerçants et patrons occupant moins de 10 ouvriers, les mêmes occupant plus de 10 ouvriers, travailleurs manuels, employés, directeurs d'entreprises, gens de maison, travailleurs agricoles, forestiers, artisans, donne de précieux renseignements. Mais elle est insuffisante pour creuser, par exemple, le problème des étrangers dans l'agriculture. Elle est enfin entièrement basée sur la situation administrative formelle des étrangers. C'est dire qu'elle ignore les infractions et les spécialités dans chaque groupe.

4° Les statistiques annuelles du Ministère de l'Intérieur, longtemps suspectes en raison des mauvaises méthodes employées; elles paraissent beaucoup plus sérieuses depuis quelques années. Le gouvernement s'est enfin rendu compte de l'importance de ce phénomène de l'immigration.

5° L'enquête faite en France en 1938, sous la direction de M. Demangeon, Professeur à la Sorbonne. Elle porte sur les étrangers dans l'agriculture française. Un questionnaire lancé à 3.000 exemplaires a été adressé aux personnes les plus qualifiées par leur fonction locale pour saisir sur le vif la vie des populations étrangères. C'est là, vraiment, une œuvre de haute valeur géographique sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir souvent. Les documents recueillis ont été publiés : « *Documents pour servir à l'étude des Etrangers dans l'Agriculture Française* » par A. DEMANGEON et G. MAUCO. Paris, Hermann, 1939 (652 pages).

6° Notre enquête personnelle qui s'est étendue sur les deux arrondissements de Nantua et Gex et sur quelques communes de deux autres arrondissements. Cette enquête, essentiellement géographique, donne la situation vraie des étrangers en 1938 dans 110 communes dans la région où les effectifs sont les plus nombreux. Effectuée en 1938 au printemps, elle complète l'enquête administrative de décembre 1937.

souveraineté nationale, politique générale, relations diplomatiques, ethnologie, etc...

Les collectivités supportent enfin largement les charges d'assistance, d'hospitalisation, d'instruction, qui paraissent bien lourdes dans les périodes de stagnation économique. Les pourcentages suivants de la population étrangère dans la population totale sont significatifs :

Départements où la proportion est la plus forte en 1936	Nombre d'étrangers	Nombre d'étrangers pour 10.000 habitants
Alpes-Maritimes	113.604	2.211
Bouches-du-Rhône	245.375	2.001
Pyrénées-Orientales		1.827
Lot-et-Garonne	29.956	1.185
Var	46.534	1.167
Pas-de-Calais	135.885	1.152

Dans la Seine, on compte 369.317 étrangers et dans le département du Nord, 171.343.

Ces effectifs sont en effet considérables. Le département de l'Ain est beaucoup moins touché par l'invasion : 15.000 étrangers seulement en 1936, soit une proportion de 474 pour 10.000 habitants.

Si nous avons cru, cependant, devoir attirer l'attention sur les caractères de l'immigration dans l'Ain, en dehors de l'intérêt démographique général que présente une étude de ce genre, c'est en raison de la proportion élevée des étrangers dans le pays de Gex.

Dans la liste des arrondissements où la proportion des étrangers pour 10.000 habitants est la plus forte, l'arrondissement de Gex vient au dixième rang.

Arrondissements	Proportion des étrangers pour 10.000 habitants (1936)
Thionville	3.404
Briey	3.276
Grasse	2.238
Nice	2.199
Marseille	2.170
Perpignan	2.120
Béthune	2.066
Forbach	1.684
Draguignan	1.627
Gex	1.585 (1)

(1) 2.099 en 1931. A titre d'indication : Finistère 15, Lozère 46, Manche 65, Isère 1.210, Savoie 931.

Cette proportion de 15,8 % pour l'ensemble de l'arrondissement est largement dépassée dans les communes les plus rapprochées de la frontière : 25 % d'étrangers dans le canton de Ferney.

Il convient donc de déterminer avec précision, pour l'ensemble du département d'abord, pour les régions géographiques ensuite, les variations dans le temps et la localisation des effectifs étrangers.

LES EFFECTIFS ÉTRANGERS DANS L'AIN DEPUIS LA GUERRE

Nous avons suivi dans les chapitres précédents la lente progression des effectifs étrangers jusqu'à la veille de la guerre. En 1911, le total de 6.170, dont 3.113 hommes, constituait à peine 2 % de la population totale. Jusqu'en 1921, le mouvement d'immigration s'intensifie sans prendre de grandes proportions. A partir de cette date, les besoins urgents de main-d'œuvre, au cours de la grande période de prospérité, jusqu'en 1929, exigent un appoint que l'immigration peut seule fournir. Les effectifs montent rapidement, 13.600 en 1926, 20.000 en 1931.

La dernière crise, avec les naturalisations, ramène l'effectif à 15.000.

Il serait intéressant de suivre le détail des variations annuelles et des variations saisonnières. Les statistiques générales, pour l'ensemble du département, n'ont malheureusement pas la précision nécessaire pour établir une relation entre les mouvements migratoires et l'intensité de la vie économique.

G. Mauco, a montré clairement (1), en étudiant les entrées et les sorties contrôlées, cette étroite liaison entre la vie économique et le mouvement d'immigration. La crise de 1927, par exemple, arrête brusquement l'immigration et par surcroît produit un excédent de sorties de 25.650 unités (2). En 1926, l'excédent des entrées était de 113.000. En 1930, large excédent des entrées sur les sorties : 221.619 étrangers introduits contre 43.789 rapatriés. En 1931, le sens est inversé : 87.800 introduits, 90.500 rapatriés (émigration contrôlée). Ces variations suivent assez bien les fluctuations de l'indice général de la production industrielle. Depuis 1931, l'excédent de

(1) G. MAUCO, *Les Etrangers en France*. Pages 138 et suivantes.

(2) France entière.

l'émigration persiste dans la plupart des régions françaises : dans l'est (1) 59.145 étrangers en moins depuis 1931 ; le déficit atteint 38.891 dans la région lyonnaise, 20.958 dans le Languedoc, 91.868 dans le nord, 124.084 dans la région parisienne, etc...

« L'immigration, dit G.Mauco, est ainsi devenue le baromètre de l'activité économique de la France. La main-d'œuvre étrangère constitue, tour à tour, l'appoint ou la soupape de sûreté pour le marché du travail » (2).

Cette loi, à vrai dire, s'applique beaucoup plus à l'industrie qu'à l'agriculture ou au commerce. L'industrie est plus sensible aux crises économiques que les autres branches de l'activité humaine. Une usine qui ferme provoque le chômage d'un groupe d'ouvriers. La crise touche plus tard et plus superficiellement l'agriculture. Les exploitations ne sont jamais abandonnées totalement. Les exigences en main-d'œuvre peuvent varier sans fluctuations considérables.

L'étude des cas particuliers de deux communes du département dont l'activité dominante est fort différente, illustrera cette thèse.

Commune d'Arlod. — En 1911, la commune d'Arlod compte 12 étrangers employés dans les scieries et les carrières ; l'établissement de plusieurs usines, carbures, cyanamide, bidons, ateliers mécaniques, provoque un afflux de main-d'œuvre étrangère pendant la guerre et, surtout, au cours de la période de prospérité. L'étude du graphique ci-dessous met en évidence les faits suivants :

1° Les variations des effectifs des étrangers hommes, sont de même sens que les fluctuations de l'indice général de la production industrielle. On retrouve l'indication bien nette des crises de 1921 et de 1927. Le grand essor de l'industrie en 1925-26 est largement marqué. La petite reprise en 1930 est soulignée. Enfin, la grave dépression qui frappe notre économie depuis cette date est traduite avec une intensité remarquable.

2° La main-d'œuvre suisse et la main-d'œuvre italienne ne sont pas également sensibles aux variations économiques :

La première, plus spécialisée, mieux adaptée, résiste davantage aux vicissitudes du milieu. Plus lente à immigrer quand l'appel de main-d'œuvre se produit, elle fuit plus tôt la dépression. Ce phénomène est particulièrement net en 1925-26. Alors que le mouvement

(1) Groupes de régions citées par la Statistique générale de la France (1936).

(2) MAUCO, *Les Étrangers en France*, page 137.

30 hommes, 14 femmes en 1924, 65 hommes, 17 femmes en 1928). Une remarque curieuse enfin sur les italiens à Arlod : en période de crise, la famille ne paraît pas jouer son rôle habituel de stabilisateur. La main-d'œuvre masculine est toujours abondante alors que les grosses familles s'en vont. Faut-il incriminer la cherté de la vie, les difficultés du logement, ou la dure nécessité de trouver des emplois plus rémunérateurs, l'homme seul pouvant se contenter à la rigueur d'un maigre salaire ? Tous ces facteurs doivent être probablement retenus.

Il est normal, au contraire, de constater la différence de pente des deux courbes lorsque la crise provoque la fermeture d'une usine (ateliers d'Arlod, en 1929). A ce moment-là, l'exode des familles est naturellement moins intense que le départ des éléments isolés, plus nombreux.

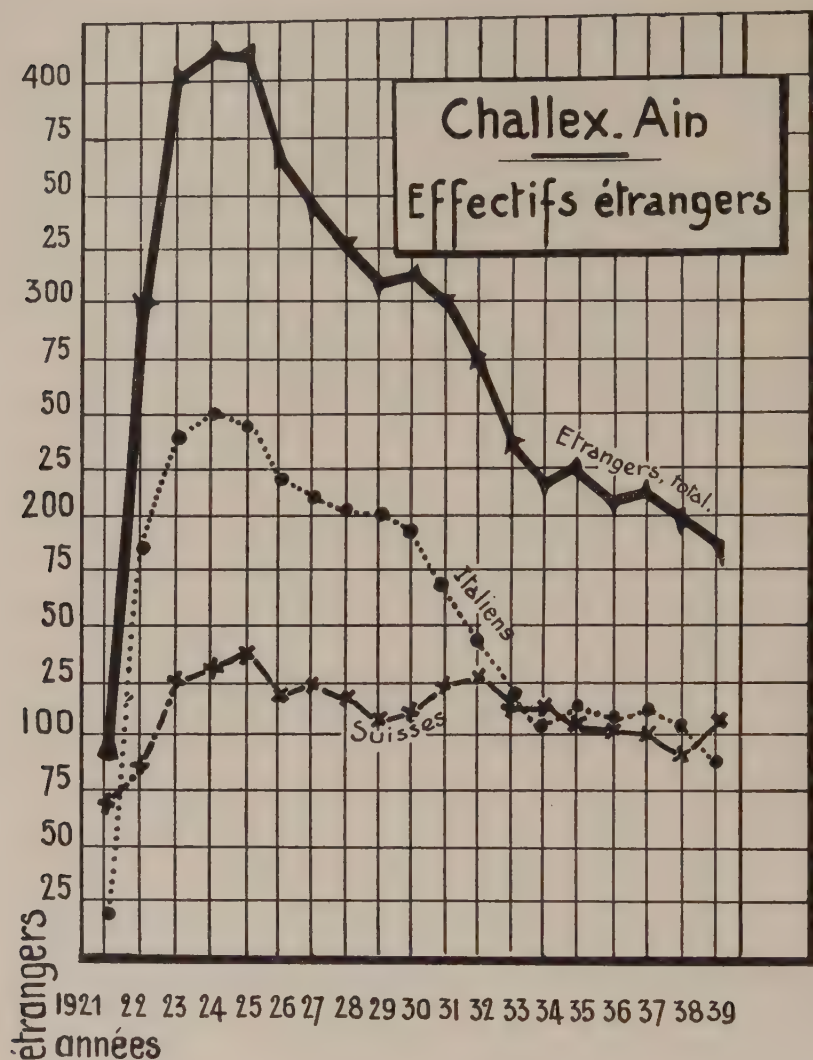
4° On notera l'influence des périodes de prospérité sur la diversité des nationalités d'immigrés : 3 nationalités en 1911, 5 en 1912, 4 en 1921, 6 en 1934, 8 en 1926, 6 en 1927, 8 en 1930, 4 en 1932, 5 en 1938.

L'étroite relation entre les mouvements migratoires industriels et la prospérité générale apparaît ainsi avec vigueur. Ces liens sont plus lâches quand il s'agit d'immigration agricole. D'autres éléments, plus directement en rapport avec les conditions locales, modulent la courbe générale des variations d'effectifs.

Le cas de Challex, commune agricole du pays de Gex, mérite d'être analysé :

Commune de Challex. — (570 habitants en 1936). Dans cette commune du pays de Gex, exclusivement agricole, les étrangers sont installés depuis longtemps. Avant la guerre, on comptait une trentaine de Suisses et quelques Italiens. Dès 1920, les ouvriers agricoles affluent : il faut, en effet, remettre la terre en état et pousser les travaux de défrichement. L'économie agricole est prospère. Les colons suisses s'installent sur les meilleurs propriétés.

L'effectif total des étrangers passe de 90 en 1921 à 415 en 1924. Toutes les nationalités représentées sont en progression ; mais, alors que l'effectif suisse est à peine doublé, 70 à 130, l'effectif italien est plus que décuplé, 20 à 250. Les autres nationalités, non représentées en 1921, apparaissent timidement : 30 divers appartenant à 5 nationalités en 1922, 34 en 1923, 35 en 1924. Il est vrai que, parallèlement à la prospérité agricole, le développement de l'industrie et des chantiers dans les communes voisines (Pougny, Collonges), provoque un



afflux d'ouvriers étrangers qui sont obligés de s'installer, faute de locaux, à plusieurs kilomètres à la ronde.

A partir de 1926, le début de la crise amène l'exode rapide des Italiens et la disparition des nationalités les moins représentées. L'effectif italien décroît rapidement de 248 en 1925 à 220 en 1926, 201 en 1929, 109 en 1934, 85 en 1939. Trois nationalités seulement sont représentées, italienne, suisse et autrichienne (1 seul individu). Ce qui est très remarquable, c'est la stabilité des Suisses depuis 1923. La plupart des familles sont fixées, soit parce qu'elles ont trouvé

un emploi stable, soit parce qu'elles ont pu acquérir des exploitations agricoles.

La naturalisation vient confirmer l'assimilation des étrangers. Mais seuls les Italiens la désirent. Ils espèrent obtenir ainsi le droit définitif de cité : 6 naturalisations en 1926, 4 en 1928, 8 en 1932, 3 en 1936, 8 en 1937, 15 en 1938. En 1939, 7 demandes concernant 35 individus, sont en instance.

Les Suisses, plus facilement acceptés par la population française, moins dépayés, ne désirent pas changer de nationalité. En 18 ans, on ne compte que 12 naturalisés.

LA RÉPARTITION DES IMMIGRANTS PAR NATIONALITÉ

Les Suisses et les Italiens sont, dans l'Ain, en large majorité. Ils constituent, en 1938, les 80 centièmes de la population étrangère. Cette immigration est ancienne, favorisée par des rapports étroits de voisinage, la communauté de culture, de race et quelquefois de langue (Suisses Vaudois et Fribourgeois, Italiens de la vallée d'Aoste). Cependant, si les effectifs italiens n'ont pas cessé de croître, les Suisses sont plus réservés depuis la crise de 1930. Enfin, la période d'après guerre est caractérisée par le bariolage des nationalités et l'afflux des immigrants slaves et exotiques.

Le tableau suivant donne les pourcentages des nationalités les plus représentées dans le total de la population étrangère dans l'Ain et en France (1).

Nationalités	1911			1926			1931	
	Total	Propor. Ain	Propor. France	Total	Propor. Ain	Propor. France	Total	Propor. France
Allemands ..	143	2	8,8	28	0,2	2,8	55	0,3
Anglais	28	0,4	3	40	0,3	2,5	56	0,3
Autrichiens, Tchécoslova- ques	45	0,7	1,5	24	0,2	1,3	116	0,6

(1) Population résidante. Statistique générale de la France. Les pourcentages de la population totale française sont ceux qui sont indiqués par M. Mauco dans, *Les Etrangers en France*.

Nationalités	1911			1926			1931	
	Total	Propor. Ain	Propor. France	Total	Propor. Ain	Propor. France	Total	France Propor.
Belges	48	0,8	24	131	1	13	118	0,6
Luxembour- geois.....	7	0,1	1,6	19	0,1	1	15	0,1
Danois	1							
Espagnols...	74	1	9	251	2	13	606	3,4
Greco.....	2	0,03	0,2			0,7		
Hollandais ..	1		0,5			0,4		
Italiens	3.677	59	36	7.525	57	31	8.692	49
Scandinaves .	3	0,05	0,3			0,2		
Portugais ...	5	0,1	0,1			1		
Roumains- Serbes-Bul- gares	3	0,05	0,5			0,5		
Russes	26	0,4	3	113	0,8	2,8	171	1
Polonais				368	3	12,9	688	4
Suisses	2.038	33	6,	3.813	30	5	3.373	20
Américains ..	9	0,1	1,5	40	0,3	1,2	44	2,0
Africains	7	0,1	0,2	383	3	3	2.835	16
Asiatiques ..	1		0,1	48	0,37	1,8	212	1,2
Autres natio- nalités	31	0,5		130	1		458	2,6
Non déclarés				36			145	

Au 31 décembre 1937, les étrangers dans l'Ain étaient répartis ainsi qu'il suit par nationalités, dans les trois groupes hommes, femmes et enfants (1).

Nationalités	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 15 ans	Totaux	Proportion dans la population étrangère totale
Allemands	13	16	5	34	0,2 %
Américains du Nord .	8	33		41	0, %
Argentins	3	1		4	
Arméniens	62	69	75	206	1,7 %

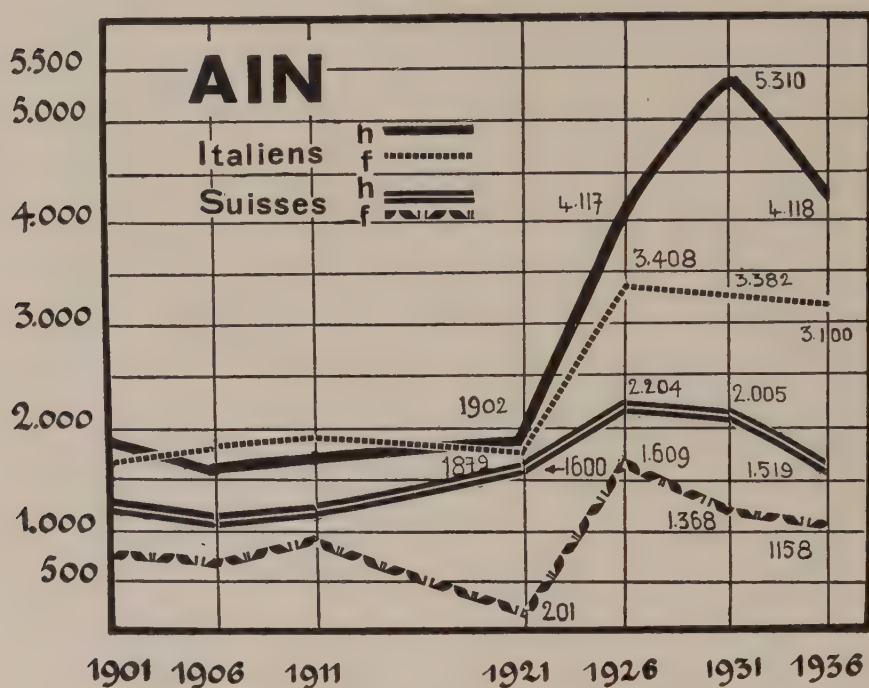
(1) Statistique du Ministère de l'Intérieur.

Nationalités	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 15 ans	Totaux	Proportion dans la population étrangère totale
Autrichiens	5	6	1	12	0,1 %
Belges	22	42	7	71	0,6 %
Brésiliens	1			1	
Britanniques	8	14	7	29	0,2 %
Bulgares	8	4		12	0,1 %
Chinois	1		1	2	
Espagnols	200	123	119	442	3,6 %
Georgiens	2			2	
Hellènes	17	10	12	39	0,3 %
Hollandais	1	3		4	
Hongrois	6	10	8	24	0,2 %
Italiens	3.020	2.002	2.196	7.218	59 %
Luxembourgeois ...	1	1		2	
Ottomans	4	4		8	
Persans	1			1	
Péruviens	1	1		2	
Polonais	317	310	133	760	6 %
Portugais	36	17	18	71	0,6 %
Roumains	8	7		15	0,1 %
Russes réfugiés	116	34	23	173	1,4 %
Serbo-croates-slovènes	82	44	15	143	1,1 %
Suisses	1.207	845	625	2.677	22 %
Syriens	14	17	11	42	0,3 %
Tchécoslovaques	21	51	13	85	0,7 %
U. R. S. S.	7	2		9	
Irlandais	4	4		8	
Divers	9	12	2	23	0,2 %
Totaux	5.205	3.682	3.272	12.158	

Le fait essentiel mis en évidence par ces pourcentages est l'importance des effectifs italiens et suisses. En 1937, les immigrants italiens représentaient 59 % de la population étrangère, et les Suisses 20 %. Ces proportions, pour le département, sont très au-dessus des mêmes pourcentages pour la France : Italiens, 30 %; Suisses, 3 %.

On notera aussi la diminution proportionnelle de ces effectifs.

Depuis 1911, le pourcentage des Italiens passe de 59 % à 49 % en 1931. Il est exceptionnellement plus élevé en 1937 en raison du refoulement de tous les Africains, mais le nombre absolu est plus bas qu'en 1931 (7.218 contre 8.692). Le pourcentage des immigrants suisses passe de 33 % en 1911 à 22 % en 1937.



C'est un fait général que la diminution proportionnelle depuis la guerre de l'immigration latine et germanique (1). Les populations les plus évoluées tendent à se fixer. Les races moins évoluées ou les populations dont le niveau de vie est relativement bas tendent à quitter leur pays d'origine. La facilité des moyens de communication, l'organisation de l'immigration, favorisent la dispersion dans les régions éloignées.

C'est ainsi que la période d'après-guerre a vu le remarquable accroissement de l'immigration slave, africaine et asiatique. Dans l'Ain, la colonie russo-polonaise passe de 26 membres en 1911 à 933

(1) Les effectifs allemands passent dans l'Ain de 143 en 1911 à 34 en 1937, soit 2 % en 1911 et 0,2 % en 1937.

en 1937 (sans compter 9 citoyens de l'U. R. S. S.). Les Africains et les Asiatiques, représentés par quelques unités en 1911, constituent les 17,2 centièmes de la population étrangère en 1931.

Cette main-d'œuvre est soumise à des fluctuations plus importantes que la main-d'œuvre ancienne, car elle est plus directement contrôlée par les organisations d'immigration.

Elle subit donc avec plus d'ampleur le contre-coup des événements économiques et politiques.

« En définitive, écrit M. G. Mauco (1) l'étude de la variation de la population étrangère depuis un siècle, fait apparaître successivement la prédominance de trois grands éléments ethniques d'Europe : germanique, latin, slave... Au milieu du XIX^e siècle, le groupe Belge-Allemand-Suisse, où domine l'élément germanique, constitue plus de la moitié de la population étrangère. En 1851, les Belges étaient deux fois plus nombreux que les Italiens, et les Allemands deux fois plus nombreux que les Espagnols. Quant aux Slaves, leur nombre était insignifiant.

A partir de la fin du XIX^e siècle, les éléments nordiques reculent devant les éléments méridionaux... Puis, à partir de 1923, les éléments d'Europe Centrale et Orientale (Polonais, Russes, Tchécoslovaques, Yougo-slaves) et les éléments africains et levantins (Grecs, Arméniens) prennent peu à peu le premier rang dans l'immigration ».

Il est évident que cet apport tout à fait exotique est plus difficilement assimilable, mais qu'il est aussi plus facilement gouvernable.

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉTRANGERS

La répartition des étrangers dans l'Ain présente des particularités qui soulignent bien l'insuffisance d'une étude trop large, négligeant l'unité régionale au profit de la division administrative (2).

La densité des étrangers est en effet fort différente dans les can-

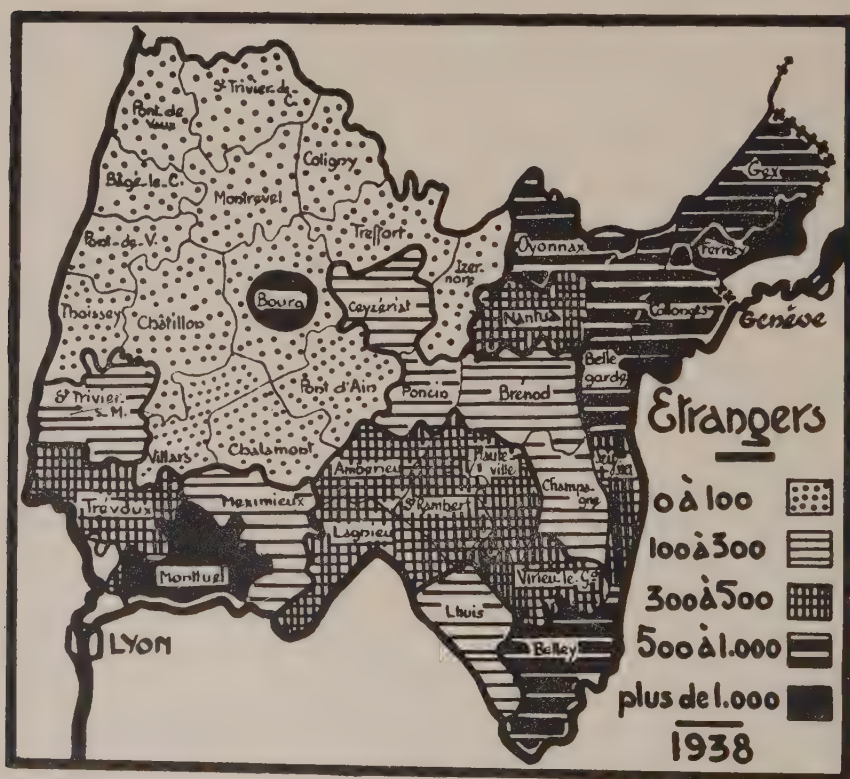
(1) *Les Étrangers en France*, page 145.

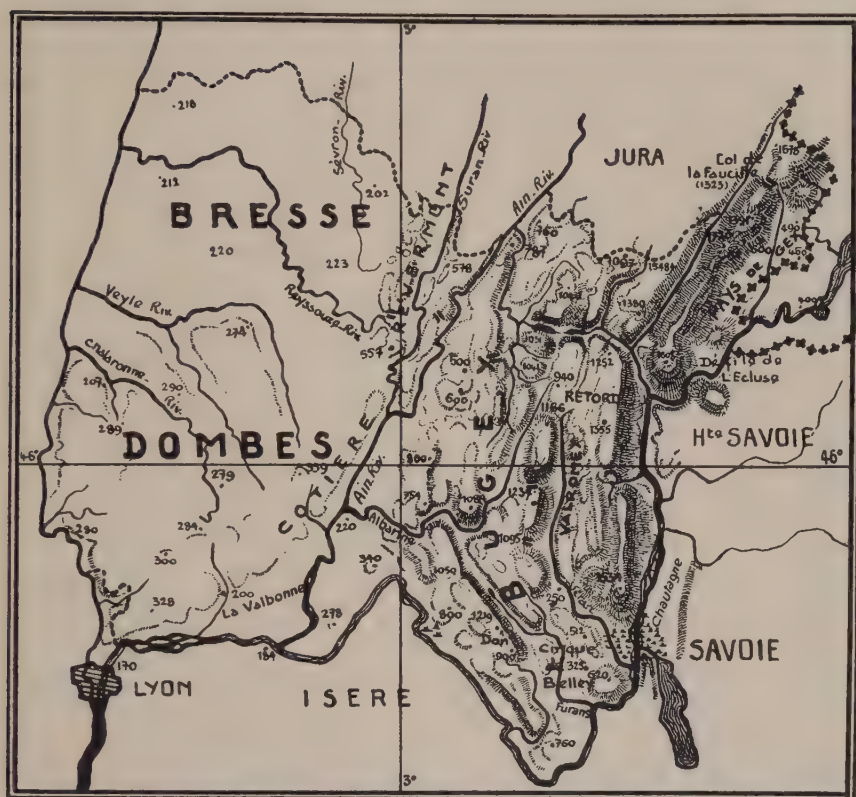
(2) « Longtemps, la géographie ignore ces individualités régionales. Longtemps, elle prête vie à des unités artificielles, comme les départements en France, comme les Comtés en Grande-Bretagne, comme les États aux États-Unis. Ce sera l'une des originalités de la géographie française, particulièrement sous l'impulsion de Vidal de la Blache, d'avoir pris comme base de la description, ces régions naturelles, petites ou grandes, dont chacune a sa figure propre, son ciel, son sol, ses plantes, ses hommes, ses cellules vivantes du corps français, dont chacune résulte de l'union d'un fragment de terre avec un groupe d'hommes... »

A. DEMANGEON, dans la *Civilisation Française*, du 15 mai 1919.

tons de plaine et dans les cantons de montagne. Si l'on excepte la région lyonnaise, on peut dire que la montagne attire les étrangers et que la plaine est presque imperméable.

La Bresse. — Nous avons vu dans le chapitre précédent les raisons économiques et humaines qui expliquent cette répartition. La Bresse, par son passé, par son économie, est à peu près imperméable aux étrangers. Absence de travail, pauvreté relative du paysan qui ne peut payer un domestique à l'année, méfiance naturelle du Bressan qui se lie déjà difficilement avec ses compatriotes, autant de raisons qui écartent la main-d'œuvre étrangère. Pour l'ensemble du département, la moyenne est de 1 étranger pour 25 habitants. En Bresse et en Dombes (13 cantons), cette proportion est d'un étranger pour 158 habitants. La population totale de ces 13 cantons (Pont-de-Veyle, Saint-Trivier-de-Courtes, Bâgé-le-Châtel, Montrevel, Coligny, Treffort, Pont-de-Vaux, Châtillon-sur-Chalaronne, Thoissey, Saint-Trivier-sur-Moignans, Villars, Chalamont, Pont d'Ain) est





de 101.614 habitants (1) soit le 1/3 de la population du département. La population étrangère ne dépasse pas 5,2 % du total (642 étrangers).

Cet ostracisme est tout à fait remarquable dans les cantons du cœur de la Bresse : 27 étrangers à Pont-de-Vaux sur 8.607 habitants, 12 à Saint-Trivier-de-Courtes pour 8.576 habitants, 11 à Montrevel pour 11.490 habitants, 8 à Coligny pour 7.162 habitants, 9 à Pont-de-Weyle (7.383 habitants). Les proportions dans les cantons les plus fermés sont les suivantes : 1 étranger pour 1.045 habitants dans le canton de Montrevel, un pour 895 à Coligny, un pour 714 à Saint-Trivier-de-Courtes. Dans un grand nombre de communes, il n'y a pas un seul étranger (sur les 236 communes de l'arrondissement de Bourg, 52 ne comptent pas un seul étranger).

La Dombes. — En Dombes, l'exploitation agricole plus industrialisée, l'existence de domaines relativement grands, les dures

(1) Population légale, moins la population comptée à part (1936).

besognes de la ferme, du marais, de la culture, exigent une main-d'œuvre robuste et dévouée. Les étrangers, surtout des Polonais, commencent à fournir l'appoint indispensable. Mais cette infiltration est bien lente et peu importante : 85 étrangers dans le canton de Villars, 135 dans celui de Saint-Trivier-sur-Moignans, 49 dans le canton de Chalamont ; les gros propriétaires, soyeux lyonnais ou industriels du Rhône, se méfient de la main-d'œuvre étrangère qu'ils ne peuvent surveiller. Les fermiers sont à peu près exclusivement français.

La montagne, Haut et Bas Bugey. — Ici, le contraste apparaît entre les plateaux et les vallées. Les régions hautes, déjà dépeuplées depuis la fin du XIX^e siècle, ne possèdent pas une vie économique assez intense pour justifier l'appel de main-d'œuvre étrangère. L'élevage modéré fournit le complément de ressources que la terre trop pauvre ou trop exigeante ne peut donner.

D'autre part, le bétail ne reçoit pas les soins méticuleux qui sont la règle dans le pays de Gex. Les vaches sont souvent sales, les écuries nettoyyées à des intervalles assez grands. Les cultures des céréales pauvres et des pommes de terre n'occupent les paysans qu'une partie de l'année. Notons enfin l'emploi habituel de la petite main-d'œuvre. La fréquentation scolaire dans ces cantons de montagne, était autrefois déplorable. Les écoliers, même jeunes, à partir de 8 ans, quittaient l'école à Pâques ou fin avril, pour rentrer dans le courant de novembre. Dans quelques communes l'usage s'est répandu d'utiliser les pupilles de l'Assistance Publique. La loi du 11 août 1936 qui prolonge la scolarité jusqu'à 14 ans et prévoit des sanctions sévères contre l'absentéisme, a relativement permis d'améliorer la fréquentation scolaire. Mais les dispenses prévues, 12 semaines pour l'année scolaire quand les enfants ont 12 ans révolus, donnent suffisamment de facilités aux parents pour permettre la garde des troupeaux et les menus travaux des champs (1).

En somme, dans les régions élevées du département, où l'agriculture constitue l'activité dominante, les besoins de main-d'œuvre ne justifient nullement l'immigration étrangère. A peine peut-on noter la présence de quelques bûcherons italiens, saisonniers pour la plupart, quelques artisans maçons et des Suisses, spécialistes fruitiers (Brénod 144 étrangers, Champagne 185, Ceyzériat 134, Izernore 75.

Le canton d'Izernore, extrêmement pauvre, déjà déserté par

(1) Dans l'Ain, Monsieur le Préfet a fixé du 15 mai au 1^{er} novembre la période pendant laquelle ces autorisations peuvent être demandées.

l'élément indigène, n'offre aucun champ d'activité aux étrangers.

La région marginale du Bugey, à l'exception du sauvage et pauvre canton de Lhuis est, au contraire, particulièrement perméable à l'infiltration étrangère : un étranger pour 10 habitants dans le canton de Bellegarde, un pour 16 à Nantua, un pour 20 à Oyonnax, 1 pour 14 à Seyssel, 1 pour 24 à Ambérieu, etc...

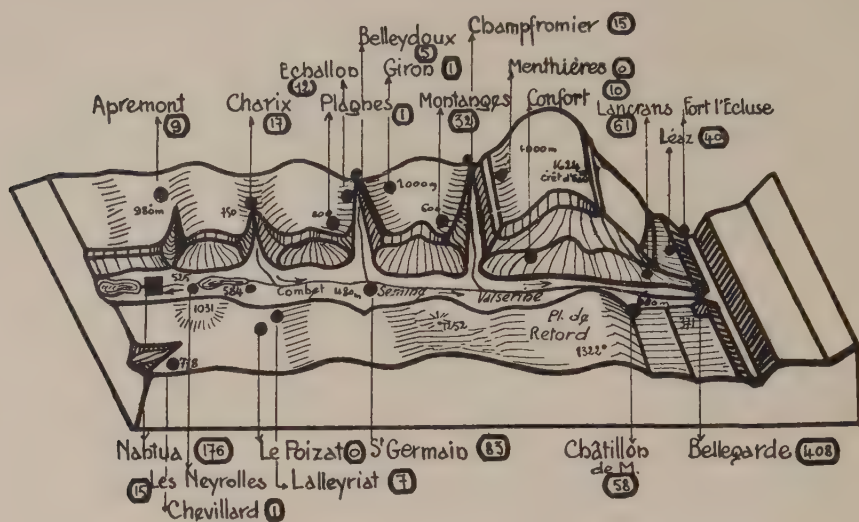
Cette opposition paraîtrait paradoxale si l'on se fiait à ces indications statistiques trop brutales. Pas plus que les plateaux du centre, la région marginale n'offre des ressources agricoles qui expliqueraient un appoint important de main-d'œuvre étrangère. D'ailleurs, toute la partie nord du département est géologiquement et orogéniquement semblable à la région du centre : mêmes plateaux allongés entre les chaînes, même alternance de jurassique et de crétacé, avec des lambeaux de pléistocène, même altitude des combes et des vals progressivement relevés vers l'est. L'économie agricole est enfin dominée par l'élevage en vue de la production laitière, avec une tendance à la monoculture au nord et une variété plus grande au sud et à l'est où la vigne apparaît. La forêt, enfin, dans le centre et le nord, constitue une richesse inestimable qui ne demande pas de soins particuliers.

Cependant, l'unité de la montagne jurassienne est rompue par les deux profondes cluses qui fendent la chaîne de l'ouest à l'est. L'altitude s'abaisse brutalement de 900 à 500 mètres pour la cluse de Nantua, et de 800 à 300 mètres pour la cluse d'Ambérieu. La facilité des communications dans ces étroits passages, suivis depuis la préhistoire par les migrants et les armées, l'existence d'une force hydraulique régulièrement utilisable (1) ont permis l'établissement d'une poussière d'exploitations industrielles de petite et de moyenne importance. *L'étranger apparaît*. Il remplace peu à peu le Français plus exigeant, attiré par la grande industrie et l'administration. Quelques fermiers italiens réussissent à vivre chichement sur les exploitations difficiles. Dans les villes, le commerçant et l'artisan étrangers se font une modeste place.

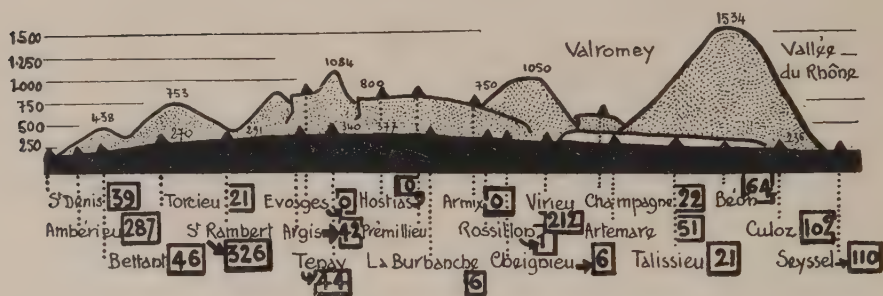
Les deux croquis ci-dessous montrent cette concentration des étrangers dans les vallées.

Le bloc-diagramme simplifié de la cluse de Nantua précise les effectifs étrangers par communes. A partir de 800 mètres, les immigrants sont rares. Ce sont en général des bûcherons saisonniers et

(1) Les sources vauclusiennes alimentent la plupart des ruisseaux de la cluse. La moyenne annuelle de distribution des pluies dépasse 1 mètre pour le Bugey.



LES ÉTRANGERS DANS LA CLUSE DE NANTUA.



LES ÉTRANGERS DANS LA CLUSE D'AMBÉRIEU.

des fruitiers suisses. L'analyse, poussée plus loin, expliquerait les cas, à priori aberrants, de Charix et de Montanges. Ces communes s'étendent, en effet, jusqu'au fond de la cluse. Les étrangers sont précisément groupés dans les hameaux d'en-bas, à Moulin-de-Charix et à Trébillet. Au total, les deux cantons de Nantua et de Bellegarde comptent 1.386 étrangers. Sur ce nombre, 1.055, soit 80 % sont installés dans la cluse.

La coupe théorique de la cluse d'Ambérieu (1) confirme ce phénomène. Pas d'étrangers dans les communes de la montagne exclusi-

(1) Coupe-profil rapportée orthogonalement sur le parallèle moyen.

vement agricoles. 0 à Evosges, 0 à Hostias, 0 à Armix; au contraire, de forts effectifs dans les cités industrielles : 287 à Ambérieu, 326 à Saint-Rambert, 212 à Virieu, 102 à Culoz. Au total, sur les 1.753 étrangers des cantons de Belley, Virieu-le-Grand, Saint-Rambert et Ambérieu, 1.574, soit 90 % sont installés dans la cluse.

Une place spéciale doit être faite au canton d'Hauteville. La population étrangère relativement grande (351) comprend une fraction importante de malades en traitement dans les sanatoria, de commerçants et d'employés. L'agglomération d'Hauteville-Lompnès, au caractère urbain bien marqué, est de création récente et artificielle. La transformation de l'économie est entièrement due à l'initiative humaine. Elle est liée à la thérapeutique actuelle de la lutte contre la tuberculose pulmonaire et peut se modifier avec les découvertes médicales. Un petit noyau d'Italiens est occupé dans les carrières et dans les entreprises du bâtiment (une cinquantaine d'ouvriers).

Le Revermont et la vallée du Suran. — Le morcellement de la propriété, le caractère nettement familial de l'exploitation agricole, avec petite culture et polyculture, n'exigent pas un complément de main-d'œuvre. Les étrangers sont peu nombreux dans les professions agricoles : quelques rares italiens fermiers et quelques suisses fruitiers. Les carrières des cantons de Ceyzériat et de Treffort occupent quelques travailleurs manuels. Le centre industriel de Jujurieux, dans le canton de Poncin, compte 155 étrangers sur un total de 140 pour l'ensemble du canton. Le pourcentage des étrangers dans la population totale est de 2,5 % dans le canton de Ceyzériat, 1 % dans le canton de Treffort, 4 % dans le canton de Poncin.

Le pays de Gex. — L'immigration dans le pays de Gex présente une tout autre importance par son *intensité* et sa *qualité*.

En premier lieu, dans les trois cantons Gex, Collonges, Ferney, l'*effectif* étranger s'élève à 2.722 personnes (1) soit 22 % de l'*effectif* départemental, pour une population qui est à peu près les 6 centièmes du total.

(1) Statistique officielles, fin décembre 1937.

Notre enquête personnelle, au printemps 1938, signale 2.947 étrangers

Cantons	Superficie en ha.	Popu- lation	Densité au km ²	Nombre d'étran- gers	Pour- centage	Combien de français pour 1 étranger
Gex	18.316	6.895	37,2	813	12 %	8
Collonges .	15.377	7.331	47,1	837	11 %	9
Ferney ...	7.839	4.336	54,3	1.072	25 %	4

Dans quelques communes, la proportion des étrangers atteint 50 % de la population communale : Prévessin 52 %, Ornex 40 %, Challex 33 %, Versonnex 40 % (1).

En second lieu, cette immigration est *essentiellement agricole*, 845 travailleurs agricoles sur 1.560 personnes étrangères actives, soit 54 % de la population étrangère active.

On notera enfin la prédominance de l'élément suisse, 1.585 sur 2.722, soit près de 60 %, et le nombre élevé de propriétaires-agriculteurs étrangers, près de 200.

Ces caractères de l'immigration dans le pays de Gex méritent d'être précisés dans une étude plus détaillée. Ils posent en effet des problèmes analogues à ceux qui sont créés en France dans les régions où les effectifs étrangers constituent une fraction importante de la population (chapitre VI).

Les centres industriels. — La densité des immigrants est évidemment forte dans les villes et dans les banlieues industrielles. C'est un phénomène ancien que cette double localisation dans les régions frontières et dans les centres urbains. L'immigration tend maintenant à la dispersion. L'organisation de centres spéciaux qui répartissent les immigrés suivant les demandes de main-d'œuvre favorise cette dispersion. Cependant, l'attrait des villes reste indéniable. En 1936, le recensement signale 370.000 étrangers à Paris, soit 7 % de la population totale (2) (Les Italiens arrivaient en tête avec 100.000 personnes). A Lyon, 36.000 étrangers représentent 4 % de la population totale (3). Dans l'Ain, Bourg arrive en tête avec

(1) Voir la répartition par communes dans les tableaux annexés.

(2) Chiffre inférieur au total de 1931, 450.000, soit 9 % de la population totale.

(3) En 1936, les colonies les plus importantes sont : Italiens : 12.998 ; Espagnols : 6.620 ; Arméniens : 4.578 ; Suisses : 3.738 ; Russes : 2.125, etc.

875 étrangers représentent 3,5 % de la population, puis Oyonnax avec 644 (6 %) Bellegarde avec 414 (8 %) Ambérieu avec 287 (4 %) Miribel avec 257 (6 %). La banlieue lyonnaise qui étend largement son influence économique sur l'Ain, est fortement imprégnée d'étrangers. Les deux cantons de Trévoux et de Montluel comptent 1.713 étrangers.

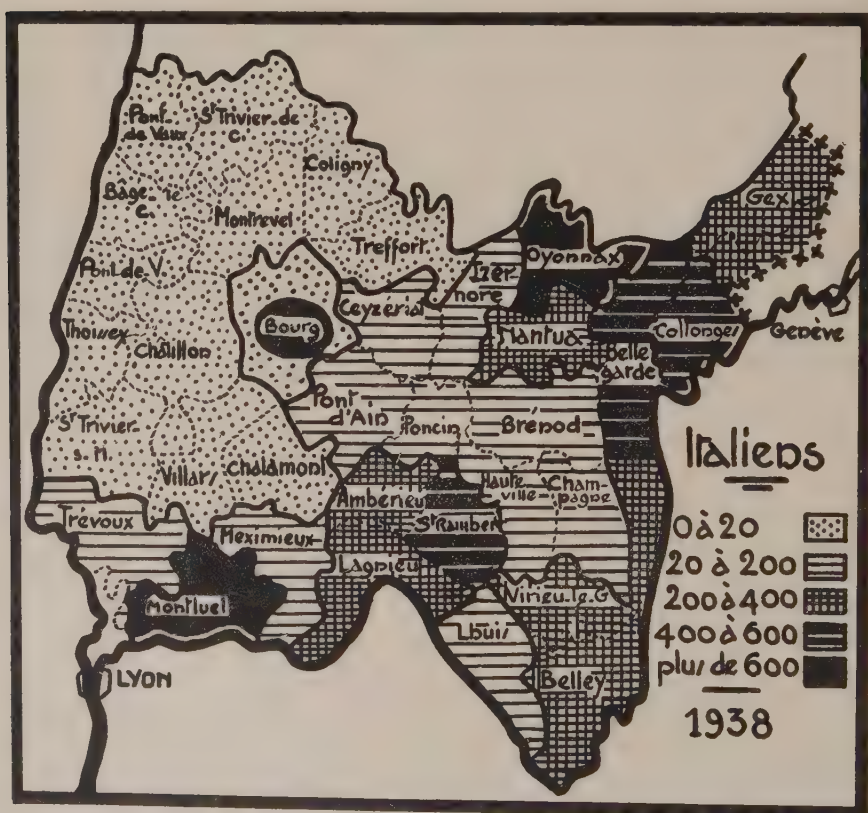
Ainsi, le département de l'Ain présente au point de vue de l'immigration, des centres de densités fort différents. On peut classer les plus denses en cinq groupes principaux : la ville de Bourg, la grande banlieue lyonnaise, la cluse d'Ambérieu et le cirque de Belley, les centres industriels du Haut-Bugey et le pays de Gex. Ces centres groupent 10.000 étrangers environ, soit 84 % des effectifs du département. Dans les quatre premiers, l'immigration est surtout *industrielle*, dans le dernier elle est essentiellement *agricole*. On peut noter la coïncidence entre ces groupements et les cantons où la densité générale est déjà au-dessus de la moyenne du département. Le pays de Gex fait exception : élevage et faible densité humaine vont de pair. Dans les régions industrielles, l'immigration augmente la concentration et l'accélère; dans les régions agricoles où elle peut se développer, elle ne fait que compenser les vides produits par la dénatalité et l'exode rural.

Dans l'Ain, la Bresse et la vallée de la Saône d'une part, les plateaux du Bugey d'autre part, opposent jusqu'à maintenant des barrières d'ordre psychologique et économique à l'afflux étranger. La crise intense de dénatalité qui va en s'aggravant dans la montagne, l'impossibilité d'étendre encore l'exploitation laitière vont d'ici peu rendre absolument indispensable un appoint de main-d'œuvre étrangère (1).

(1) Certaines communes, particulièrement touchées par la crise de dénatalité et l'exode rural, auraient besoin d'un appoint de main-d'œuvre étrangère; les maires refusent souvent les offres de l'office départemental de placement, par crainte des « histoires » et des complications administratives.

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES NATIONALITÉS

Les Italiens. — Les Italiens constituent de beaucoup la fraction importante de la population étrangère. En 1938, la colonie italienne comprenait 7.218 personnes, soit près de 60 % du total des immigrants. La situation géographique du département de l'Ain favorise naturellement cette infiltration. Nous avons vu, à propos du cas de Bellegarde, que cette immigration est fort ancienne. Les contacts ont été de tous temps nombreux et cordiaux avec l'ancienne province Sarde. L'immigration ancienne est caractérisée par la concentration dans les régions de pénétration. Les deux voies d'accès direct dans le département s'ouvrent sur Bellegarde et sur Culoz. La vague d'immigration s'étend donc peu à peu autour de ces premiers points de cristallisation. Elle a conquis déjà les vallées et les villes. Elle monte lentement à l'assaut des plateaux. Cette évolution



est extrêmement intéressante à suivre. L'Italien s'installe maintenant sur les pentes. Le marasme industriel qui persiste depuis quelques années l'incite à changer de profession. Il se fait cultivateur. « *La miseria affila il cervello* ». L'Italien du nord surtout, doué d'un grand courage et d'une extraordinaire vitalité, très sobre, réussit à vivre sur des exploitations réputées difficiles. D'ici quelques années, on peut prévoir, si les conditions économiques et politiques présentes ne se modifient pas sensiblement, l'extension générale de l'immigration italienne dans toute la région montagneuse du département.

La tendance récente de l'immigration est la dispersion d'ordre économique. Les besoins de main-d'œuvre se font sentir dans tous les centres industriels malgré l'exode rural. En France, des colonies très denses se sont installées, surtout depuis la guerre, dans le nord, dans l'est, dans la région lyonnaise, dans le sud-ouest (Gers, Lot-et-Garonne, Haute-Garonne) (1).

Dans l'Ain, le même phénomène se produit. Des colonies récentes d'Italiens se fixent dans les cités industrielles. En 1851, à Bourg, la colonie italienne comprenait 45 membres pour une population urbaine de 11.941 habitants. Elle compte en 1938, 569 personnes pour 24.746 habitants.

Le canton de Montluel surtout, par sa situation à proximité de Lyon, constitue une zone très favorable à l'établissement des Italiens. Il ne faut pas oublier, en effet, que la colonie lyonnaise, plus de 12.000 Italiens en 1938, vit péniblement dans la cité de la soie. En 1937, plus de 700 chômeurs italiens ont été secourus. L'exode se produit donc vers une région à caractère moins nettement industriel, où les loyers sont moins chers, la vie relativement plus facile. En 1938, l'effectif pour le canton s'élève à 683.

Dans les autres centres industriels du département, Oyonnax, Bellegarde, Ambérieu, Saint-Rambert, Miribel, les colonies italiennes sont respectivement de : 535, 288, 212, 298 et 139.

En valeur absolue, ces effectifs ne sont pas négligeables, mais on notera leur valeur relative infime, 2,3 % de la population totale à Bourg, 5 % à Oyonnax, 5,6 % à Bellegarde, 3 % à Ambérieu, 8 % à Saint-Rambert, 3 % à Miribel. Ces pourcentages sont un peu plus

(1) Les régions d'immigration anciennes, Jura, Alpes, midi méditerranéen, région lyonnaise, groupaient plus de la moitié des Italiens en 1928. D'après G. Mauco.

En 1936, 110.000 dans les Bouches-du-Rhône, 104.000 dans les Alpes-Maritimes, 47.000 dans le Var, 32.000 dans l'Isère.

élevés dans le pays de Gex, surtout dans le canton de Collonges, comme l'indique le tableau suivant :

Canton de Collonges Communes	Population 1936	Nombre total d'étrangers	Nombre d'Italiens	Pourcentage des Italiens dans la population totale
Challex	570	185	82	14 %
Chézery	633	33	28	4,4 %
Collonges	754	76	21	2,7 %
Confort	378	13	11	3 %
Coupy	1.618	175	134	8 %
Farges	388	32	16	4 %
Lancrans	825	45	35	4,2 %
Léaz	435	27	15	3,4 %
Péron	764	131	77	10 %
Pougny	442	75	37	8,3 %
Saint-Jean-de-Gonville	524	45	18	3,4 %

La proportion importante, dans une ville, d'étrangers d'une nationalité déterminée, pose des problèmes d'ordre politique, économique et social qui préoccupent à juste titre les pouvoirs publics.

Les colonies italiennes ne sont pas suffisamment denses dans l'Ain pour inquiéter l'Administration. Mais nous retiendrons cependant cette tendance à la concentration qui marque bien le caractère de l'immigration moderne. Ce phénomène est trop grave pour être négligé comme on le fait actuellement puisque les mouvements migratoires intérieurs sont uniquement réglés par le libre jeu du marché du travail (1).

Il n'est pas sans importance de connaître *le lieu de naissance* des étrangers. La rapidité et la profondeur de l'assimilation sont en effet favorisées par la similitude des milieux physiques et humains. Les Italiens, dans l'Ain, sont surtout originaires de l'Italie du nord, Piémontais, Lombards et Vénitiens. La province de Bergame alimente le Haut-Bugey et le pays de Gex. Les bûcherons, saisonniers ou non, sont presque tous des Bergamasques de la montagne (2). Les lois de cristallisation, indiquées plus haut, groupent dans une commune

(1) Dans le cadre départemental toutefois.

(2) Les habitants de l'Italie du nord-est, Vérone, Padoue, Venise, Udine, allaient de préférence en Autriche et en Allemagne avant la grande guerre.

ou dans les communes voisines les familles d'un même village. La région de Nantua, Nantua-Ville, La Cluse, Montréal, est alimentée par le petit village de Brembilla, province de Bergame. Tous les ménages sont plus ou moins parents ou alliés. De Nantua, les colonies essaient sur le plateau de Brénod, à Hotonnes en particulier, dans le pays de Gex (Ferney) et dans la montagne du Haut-Bugey (Echaux) commune de Montanges. L'importance de ces essaims souligne la haute *technicité* de l'immigration lombarde.

Les Piémontais paraissent plus nombreux à Oyonnax. On trouve notamment des colonies de la vallée d'Aoste et des environs de Turin.

Les Vénitiens sont dispersés à Oyonnax, à Bellegarde et dans le pays de Gex. La province de Vicence fournit aussi une bonne partie de ces immigrants.

La dispersion et la multiplicité des colonies sont plus grandes dans le pays de Gex. Dans une même commune, Challex, par exemple, les Piémontais, les Lombards, les Vénitiens se fixent côte à côte. Le phénomène confirme l'ancienneté de l'immigration italienne dans le pays de Gex.

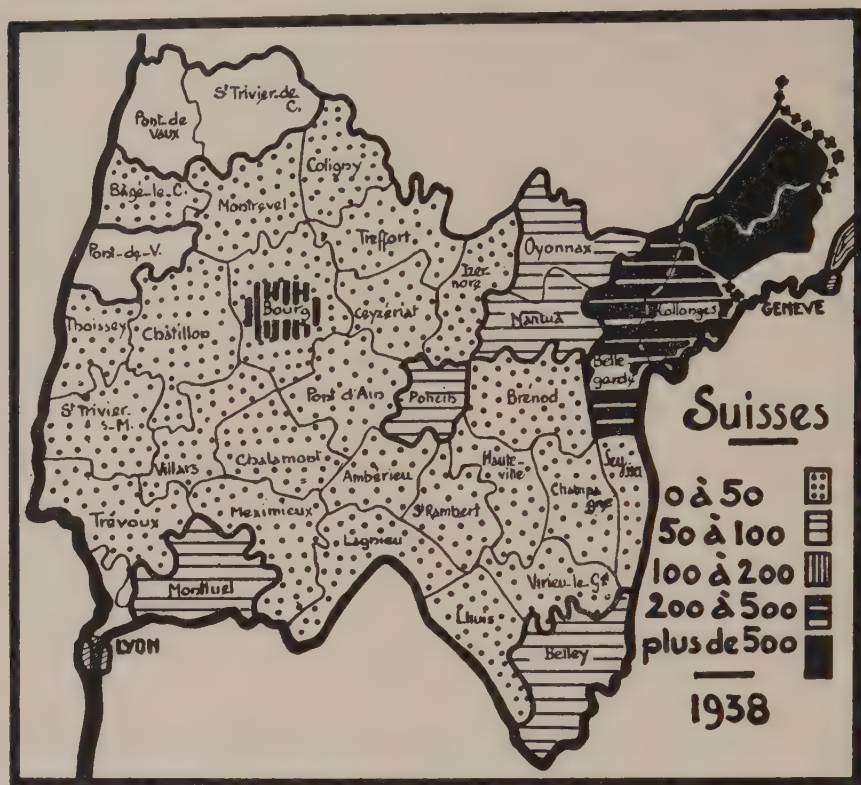
Les Suisses. — Le caractère marquant de l'immigration suisse est évidemment l'énorme *concentration dans les régions frontalières*. Le pays de Gex compte à lui seul 1.585 unités sur une colonie de 2.677 dans le département, soit 60 %. Le canton de Ferney en héberge 741, soit 27 %. Dans le reste du département, les colonies sont éparées. Les cantons de Bellegarde, Oyonnax, Nantua, Poncin et Belley viennent ensuite par ordre d'importance, pour la main-d'œuvre agricole, Bourg et Montluel pour la main-d'œuvre industrielle. Ces 10 cantons groupent 80 % des immigrés suisses du département.

Le phénomène est d'autant plus curieux que les Suisses sont très dispersés en France (1). Les cinq départements limitrophes ne groupent pas plus du quart de la population suisse en France. Les Alpes-Maritimes viennent avant l'Ain et le Jura. La région parisienne compte à elle seule autant d'immigrés suisses que les départements limitrophes.

Depuis la guerre, la colonisation suisse s'implante dans le Sud-Est (2). Les effectifs du Lot-et-Garonne, de la Gironde, de la Dor-

(1) En France, 34.000 Suisses en 1926, dont : 30.540 dans la Seine, 11.120 dans le Doubs, 8.060 dans le Haut-Rhin, 7.830 dans la Haute-Savoie, 5.700 dans le Rhône, etc... En 1931, 98.000 Suisses.

(2) Le Gouvernement Fédéral favorise cet exode (subvention pour le voyage, avance pour les premiers frais et l'acquisition du cheptel).



dogne, du Gers, de la Haute-Garonne, sont en progression constante. Dans ces régions, comme dans la zone frontière, le Suisse est agriculteur, souvent propriétaire. Il ne s'installe d'ailleurs qu'après une soigneuse prospection. Dans les centres, le Suisse est généralement spécialiste industriel, comme il est spécialiste agricole à la campagne.

Dans l'Ain, l'immigration suisse est à caractère nettement *agricole* ; l'industrie est en effet trop peu importante pour exiger de gros effectifs de spécialistes. Seul, le pays de Gex est suffisamment riche et dépeuplé pour accueillir une main-d'œuvre chère et des colons exigeants.

Dans les autres régions agricoles du département, à part quelques rares colons et un petit nombre d'ouvriers agricoles, les Suisses sont porchers et fromagers.

En résumé, le phénomène de concentration frontière joue moins pour la Suisse que pour les autres nationalités. Le caractère et la qualité de l'immigrant le poussent vers les travaux industriels rémunérateurs et les exploitations agricoles de bonne richesse moyenne.

L'économie gessienne favorise exceptionnellement cet essor. L'importance de la colonie suisse est ainsi due plus à des facteurs économiques qu'à la proximité de la mère-patrie.

Le deuxième caractère de l'immigration suisse est son *importance relative* : 22 % en 1937 des effectifs étrangers (1.519 hommes et 1.158 femmes en 1937). C'est évidemment un faible pourcentage pour l'ensemble du département, à peine 0,8 % ; mais cette proportion est singulièrement plus élevée dans le pays de Gex, 8 %, et devient inquiétante dans le canton de Ferney-Voltaire, 17 %. Dans certaines communes, l'effectif suisse dépasse 40 % de la population municipale. Voici le détail par communes en 1937, pour le canton de Ferney :

Communes	Population	Nombre d'étrangers	Suisses	Pourcentage des Suisses dans la population
Ferney-Voltaire	1.244	312	186	15 %
Moens	172	51	36	20 %
Ornex	312	117	88	28 %
Prévessin	337	177	143	42 %
Saint-Genis-Pouilly ..	639	111	71	11 %
Sauverny	155	28	20	12 %
Sergy	256	47	25	10 %
Thoiry	1.077	156	106	9 %
Versonnex	194	78	66	34 %

Cet afflux d'immigrants suisses, dans une région soumise à un régime douanier particulier, pose de nombreux problèmes d'ordre économique et administratif. Nous en montrerons la gravité dans le chapitre consacré à l'assimilation des étrangers.

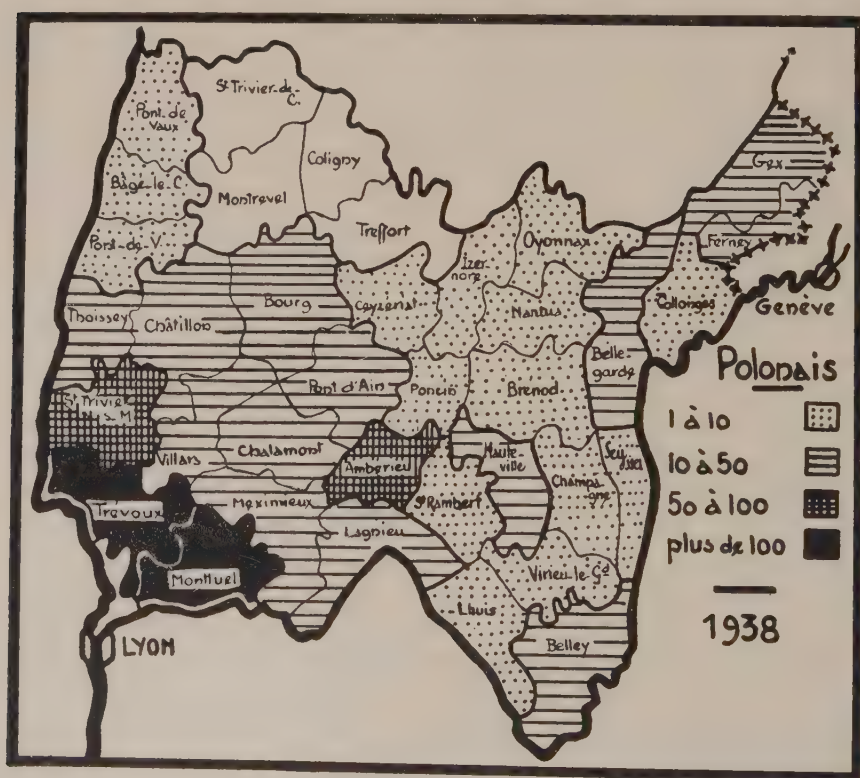
Notons enfin, en troisième lieu, le *caractère ancien* de cette immigration. Les relations sont faciles entre la Suisse et la France. La communauté des langues favorise l'adaptation et l'assimilation. Pour le pays de Gex, en particulier, l'absence de frontière naturelle, la profonde analogie des sols, des modes d'exploitation rurale, du climat, de la race, des coutumes, un passé commun même, sont des éléments d'attraction indiscutables.

En 1851, le recensement indique dans l'Ain la présence de 880 Suisses plus dispersés qu'aujourd'hui. L'immigration a d'ailleurs un caractère agricole moins marqué. Les colonies sont plus importantes dans les petites villes : 18 à Belley, 30 à Bourg, 59 à Gex, 20 à Nantua, 11 à Trévoux. Avant la guerre, la saturation paraissait

atteinte avec un effectif de 2.000 personnes, représentant le 1/3 de la population étrangère dans l'Ain. L'avantage énorme produit par les différences de change, l'enrichissement des fermiers, la dépopulation rurale française, vont favoriser particulièrement les colons suisses. Après l'afflux exceptionnel de 1925-1930, l'effectif se stabilise autour de 2.700 unités, sensiblement au-dessus de l'effectif d'avant-guerre, mais surtout de *condition sociale plus élevée*. Les domestiques sont moins nombreux; les techniciens, propriétaires, directeurs d'exploitations sont, au contraire, en progression.

Les Slaves. — Tout autres sont les caractères de l'immigration slave. Moins ancienne, mieux organisée, elle est aussi plus dispersée et plus rigoureusement liée aux variations économiques.

Avant la guerre, les immigrants russes étaient en nombre insignifiant : 26 en 1911, représentant 0,4 de la population étrangère. En 1937, l'effectif dépasse 900 personnes, soit 7,4 % de la population des étrangers. Dans ce total, les Polonais forment la grosse part, avec 760 personnes.



L'introduction de la main-d'œuvre polonaise est le résultat d'une politique méthodique d'immigration organisée. Groupés dans les régions de grande industrie, de grande et moyenne culture, ils forment en France une colonie importante de 500.000 travailleurs (1931).

Dans l'Ain, les ouvriers industriels russo-polonais sont moins nombreux que les travailleurs agricoles, le 1/3 environ, groupés dans les cantons de Trévoux, Montluel, Ambérieu, Bourg et Bellegarde. Les entreprises de manutention d'Ambérieu occupent une cinquantaine de manœuvres russes réfugiés.

Les travailleurs agricoles sont recherchés pour les besoins de la grande culture. Nous les trouvons donc dans les régions de grande et de moyenne propriété, la Dombes, le pays de Gex. Ils sont au contraire absolument inconnus en Bresse et bien clairsemés dans le Bugey agricole. Les huit cantons de Bourg, Châtillon, Montluel, Chalamont, Meximieux, Saint-Trivier-sur-Moignans, Villars et Trévoux groupent 514 Polonais, soit 70 % de l'effectif du département.

Depuis quelques années, l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole suisse amène les gros cultivateurs du pays de Gex à demander des ouvriers agricoles polonais à l'Office départemental de placement. La fixation de quelques éléments dans le canton de Ferney a permis d'étendre sensiblement le recrutement. En 1937, 30 Polonais sont employés dans le canton de Ferney, 12 dans le canton de Gex, 2 seulement dans le canton de Collonges.

Les Tchécoslovaques et les Yougoslaves sont peu nombreux dans le département. Les effectifs s'élèvent respectivement, en 1937, à 85 et 141. La colonie yougoslave la plus importante se trouve à Bellegarde, avec 50 personnes. Les hommes sont manœuvres. A Gex, 17 personnes sont employées dans l'agriculture. On trouve quelques unités dans les cantons dombistes, 5 à Trévoux, 4 à Saint-Trivier-sur-Moignans, 2 à Villars, 4 à Chalamont. Les Yougoslaves sont à peu près inconnus en Bresse et dans le Bugey.

Les Tchécoslovaques, quoique moins nombreux, sont sensiblement plus dispersés. On les trouve dans 18 cantons sur 361. Ils fournissent des travailleurs agricoles en Dombes, 12 à Saint-Trivier-sur-Moignans, 13 à Trévoux, 3 à Châtillon, 8 à Villars. Ils sont rares dans le Bugey et commencent à peine à s'introduire dans le pays de Gex : 1 à Gex, 2 à Ferney, 2 à Collonges.

En résumé, l'immigration slave est récente dans l'Ain; elle est encore peu importante; mais l'introduction de la main-d'œuvre agricole polonaise s'étend en Dombes et dans le pays de Gex.

RÉPARTITION DES SLAVES DANS L'AIN EN 1937

Cantons	Polonais	Russes	Yougo-slaves	Tchéco-slovaques
Ambérieu	9	71	0	3
Belley	24	2	0	6
Champagne	3	0	1	0
Hauteville	21	15	14	2
Lagnieu	46	23	0	0
Lhuis	1	0	1	0
Saint-Rambert	10	0	0	0
Seyssel	3	1	0	0
Virieu-le-Grand	8	1	0	0
Bâgé-le-Châtel	2	0	0	0
Bourg	50	3	6	18
Ceyzériat	8	3	0	2
Chalamont	15	0	5	1
Châtillon-sur-Chalaronne	28	0	1	6
Coligny	0	0	0	0
Meximieux	33	1	4	2
Montluel	148	28	4	2
Montrevel	0	0	0	0
Pont-de-Vaux	1	0	1	0
Pont-d'Ain	17	1	1	0
Pont-de-Veyle	2	0	0	1
Saint-Trivier-de-Courtes	0	0	4	0
Saint-Trivier-sur-Moignans	92	0	7	12
Thoissey	15	0	3	2
Treffort	0	0	1	0
Trévoux	115	19	6	13
Villars	36	0	8	6
Collonges	2	1	0	2
Ferney-Voltaire	30	2	6	2
Gex	12	3	18	1
Bellegarde	13	8	50	3
Brénod	1	0	0	1
Izernore	4	0	0	0
Nantua	4	0	0	0
Oyonnax	2	0	0	0
Poncin	5	0	0	0
Total	760	182	141	85

Les Espagnols. — Si la colonie espagnole est relativement insignifiante (442 personnes) la dispersion des éléments est très poussée, puisqu'on les rencontre dans 30 cantons. On les trouve dans la plupart des localités importantes, à peu près isolés; il s'agit généralement de modestes familles de commerçants en primeurs. Dans la montagne du Bugey, çà et là, quelques cultivateurs acceptent de piètres fermages (Nantua, Izernore, Collonges). Les noyaux les plus actifs sont dans les régions industrielles, 48 à Bellegarde, 65 à Montluel, 71 à Lagnieu, 25 à Belley, 15 à Collonges, 15 à Meximieux. Beaucoup moins stables que leurs compatriotes commerçants, les manœuvres se déplacent avec les chantiers. Le percement du tunnel de l'Ecluse à Collonges, a provoqué un afflux momentané d'Espagnols. Pour les grands travaux de Génissiat qui exigent un fort pourcentage de main-d'œuvre non spécialisée, les entrepreneurs ont dû embaucher de nombreux étrangers appartenant à une poussière de nationalités. Beaucoup se sont installés dans les environs immédiats et à Bellegarde. Quelques espagnols sont dans ce cas.

Notons enfin que parmi les réfugiés accueillis en 1937, quelques jeunes filles ou femmes ont pu se procurer un contrat de travail. Elles se sont fixées au gré des désignations administratives.

En France, en 1931, les Espagnols étaient au nombre de 250.000, établis pour les 3/4 dans le midi pyrénéen. Mais ils n'hésitent pas non plus à s'expatrier vers les régions éloignées du nord de la France. Un groupe important est employé dans la région lyonnaise (60.620 à Lyon fin 1937).

Les Arméniens. — Depuis la guerre, les Arméniens sont nombreux dans le sud et le sud-est de la France.

La loi de concentration au point d'entrée joue pour eux d'une façon frappante. Très denses à Marseille, ils remontent la vallée du Rhône qu'ils débordent à droite et à gauche, dans l'Ardèche, la Drôme, l'Isère; Lyon, la grande cité de la soie les attire tout spécialement (4.578 en 1937). Les colonies essaient ensuite dans les départements voisins, Ain, Saône-et-Loire, Loire. Ils sont également nombreux à Paris.

Travailleurs sérieux et fins, ils sont surtout employés dans les usines qui façonnent la soie et ses déchets. Quelques-uns gèrent de modestes fonds de commerce (épiciers, cordonniers, bazars).

Dans l'Ain, ils suivent les vicissitudes de l'industrie de la soie. Il y a quelques années, quand les petits ateliers du Moyen-Bugey prenaient « à façon » les commandes des patrons soyeux, on les ren-

contrait dans les cluses et les vallées industrielles, à Jujurieux, Montréal, Maillat, Saint-Martin-du-Fresne; depuis la crise, ils se concentrent dans la région lyonnaise immédiate : 165 dans le canton de Montluel, presque tous à Saint-Maurice-de-Beynost (80 % de l'effectif total du département). Quelques familles se sont installées à Trévoux (9 personnes) à Champagne (4 personnes) à Hauteville (8) à Villars (5) à Meximieux (2).

Les autres nationalités. — Les autres nationalités ne constituent qu'une fraction infime de l'immigration, 5 % seulement du total. *Les Allemands* (34) sont pour la plupart des réfugiés sarrois, sans profession dominante, dispersés dans les centres urbains du département. *Les Belges* (71) ouvriers de chantier, mineurs, employés, forment quelques colonies insignifiantes à Bourg (25) Hauteville (13) Seyssel (7) Meximieux (4) Belley (21). *Les Américains* (41) sont à Bourg (21 sans profession). Un riche propriétaire possède de vastes domaines dans la région de Belley.

Les autres nationalités ne sont représentées que par quelques unités appartenant aux professions commerciales, libérales, domestiques, serveurs, etc... Ces étrangers sont naturellement attirés par les villes, Bourg, Oyonnax, Bellegarde, Belley.

En résumé, les *Italiens* et les *Suisses* constituent dans l'Ain la grosse majorité des étrangers. Ces deux courants d'immigration sont fort différents par la *qualité* des individus et leur *fonction économique* dominante. Les premiers sont pauvres, rarement spécialisés, ils s'orientent vers les travaux industriels et les basses besognes agricoles. Les seconds sont aisés, pourvus de connaissances techniques qui les rendent aptes à la colonisation riche et aux travaux délicats de l'élevage.

Ces différences fondamentales se traduisent par une opposition dans la localisation géographique. A la *dissémination* des premiers correspond la *concentration* des seconds.

Nous allons essayer de mettre en évidence la part de chacun de ces groupes dans les manifestations de l'activité économique du département.

CHAPITRE VI

LES ÉTRANGERS DANS L'AGRICULTURE

LES EFFECTIFS ET LES NATIONALITÉS

Le recensement administratif de 1938, établi d'après la nature des cartes délivrées, fait apparaître, pour le département de l'Ain, un effectif total de 2.182 étrangers actifs, employés et salariés dans l'agriculture. Ils sont répartis par nationalité de la façon suivante :

Nationalités	Travailleurs agricoles proprement dits	Forestiers	Pourcentage
Allemands.....	2		
Arméniens	3		
Autrichiens	1		
Belges	1		
Bulgares	1		
Espagnols	13		0,6 %
Hellènes	1		
Hongrois	3		
Italiens	568	201	35 %
Polonais	425		20 %
Portugais	2		
Roumains	1		
Russes	7		
Serbo-Croates-Slovènes...	63	3	3 %
Suisses	830	11	39 %
Tchécoslovaques	44		2 %
Divers	2		
Total	1.967	215	

En 1931, le recensement général (population présente) notait la présence de 1.712 étrangers employés dans l'agriculture (20.293 étrangers au total) représentant une proportion de 3,2 % de la population agricole active (2,4 % pour les hommes, 0,8 % pour les femmes (1).

Ces recensements administratifs présentent un intérêt certain. Le contrôle des étrangers est devenu rigoureux depuis deux ans. Les nombreuses vérifications d'identité faites par les services de la gendarmerie et des commissariats ne découvrent que tout à fait exceptionnellement des fraudes sur le changement de catégorie. Les sanctions énergiques prises contre les étrangers en situation irrégulière et contre les patrons qui les emploient, ont réussi à bien limiter l'immigration clandestine. Ces mesures s'imposaient. Les ouvriers étrangers beaucoup moins exigeants que les ouvriers français, faisaient prime sur le marché industriel du travail. Les patrons ne respectaient ni la limite des pourcentages imposés, ni les conventions de salaires. Les étrangers pourvus d'une carte d'ouvrier agricole, relativement facile à obtenir, pouvaient s'entendre sans trop de difficultés avec un honnête paysan peu averti des complications administratives et s'embaucher immédiatement dans l'industrie ou le commerce.

Les règlements, en effet, fixent à 10 ans le minimum de stage en France exigé pour être habilité à demander un changement de catégorie. Ce délai paraît bien long, évidemment, aux travailleurs agricoles qui pourraient bénéficier des conditions particulièrement avantageuses du travail industriel. Le Ministère, toutefois, accorde des facilités aux Suisses. Nous manquons de spécialistes et de domestiques. Mais ces dérogations constituent un pis-aller, et surtout marquent une méconnaissance profonde des conditions géographiques du problème de l'immigration. Nous reviendrons plus loin sur cette idée capitale : à l'heure actuelle, ce sont des « politiques » au sens étroit du mot qui sont les maîtres d'une situation qui dépasse, hélas ! trop souvent leur compétence.

Nous signalons aussi une dérogation récente accordée aux protégés français. A l'avenir, les sujets syriens et libanais résidant en France, seront dispensés de la carte d'identité des étrangers. Ils ne seront plus soumis à la réglementation de la profession. Sans aucune autorisation préalable, ils pourront se livrer à l'occupation de leur choix.

Les statistiques administratives présentent ainsi, à l'heure

(1) 1.623 en 1926 sur 13.638 étrangers dont 7.991 actifs.

actuelle, un caractère beaucoup plus sérieux qu'autrefois. Mais elles sont trop *générales* et trop *vagues* pour permettre une étude vraiment profitable de la situation professionnelle des étrangers en France.

Il importerait, en effet, de connaître par le détail, le nombre de spécialistes dans chaque catégorie, le caractère permanent ou saisonnier des occupations, l'importance du mouvement de colonisation, le rôle économique des étrangers, les facteurs de l'assimilation. Seul, un géographe de grande autorité, spécialiste des questions démographiques, pouvait entreprendre une étude ce genre qui devrait constituer la documentation fondamentale pour toute enquête administrative nouvelle.

Venant après la thèse de M. Mauco, qui fait autorité (1) l'enquête de M. le Professeur Demangeon a suscité un vif intérêt dans tous les milieux universitaires. Les réponses classées, précédées d'une introduction remarquable de précision, de documentation et d'intelligence, due à la plume de M. Mauco, Docteur ès Lettres, ont été recueillies dans un fort volume de 652 pages (2).

La méthode d'investigation essentiellement géographique qui préfère « la multitude des coups de sonde qui pénètrent jusqu'au vif et dans la chair de la réalité » (3) à l'impersonnelle et superficielle enquête administrative, peut seule établir les véritables conditions de l'immigration et fournir une base sûre à une saine politique d'assimilation.

Nos recherches, orientées par le questionnaire diffusé dans la France entière par M. le Professeur Demangeon, ont porté sur les cent dix communes des arrondissements de Gex et de Nantua. Elles ont été complétées par des touches dans quelques communes intéressantes des autres arrondissements. Le nombre et l'importance du rôle joué par les agriculteurs étrangers dans la zone étudiée justifient un choix qu'expliquent aussi la facilité de l'investigation personnelle et la qualité de nos collaborateurs.

Sur les 1.967 travailleurs agricoles étrangers, 1.000 sont domiciliés dans les arrondissements de Gex et de Nantua (soit 51 %) dont 753 (38 %) dans l'arrondissement de Gex. Le mouvement de colo-

(1) *Les Etrangers en France*. Paris, Colin, 1932.

(2) *Documents pour servir à l'étude des Etrangers dans l'agriculture française*. Enquête entreprise sous la direction de M. ALBERT DEMANGEON, professeur à la Sorbonne, avec la collaboration de M. GEORGES MAUCO, Docteur ès lettres, Paris, Hermann & C^{ie}, 1939.

(3) A. DEMANGEON, *ibid.*

nisation, surtout, insignifiant dans les autres arrondissements, mérite une étude approfondie dans le pays de Gex. Son importance relative, les problèmes qu'il soulève, dépassent le cadre départemental et posent d'une manière plus générale la question de la souveraineté nationale dans les régions frontalières. L'attitude prise par certains pays, au cours des dernières années, souligne la nécessité, pour la France, de suivre avec le plus grand soin les progrès de la colonisation étrangère dans les régions les plus soumises aux influences extérieures.

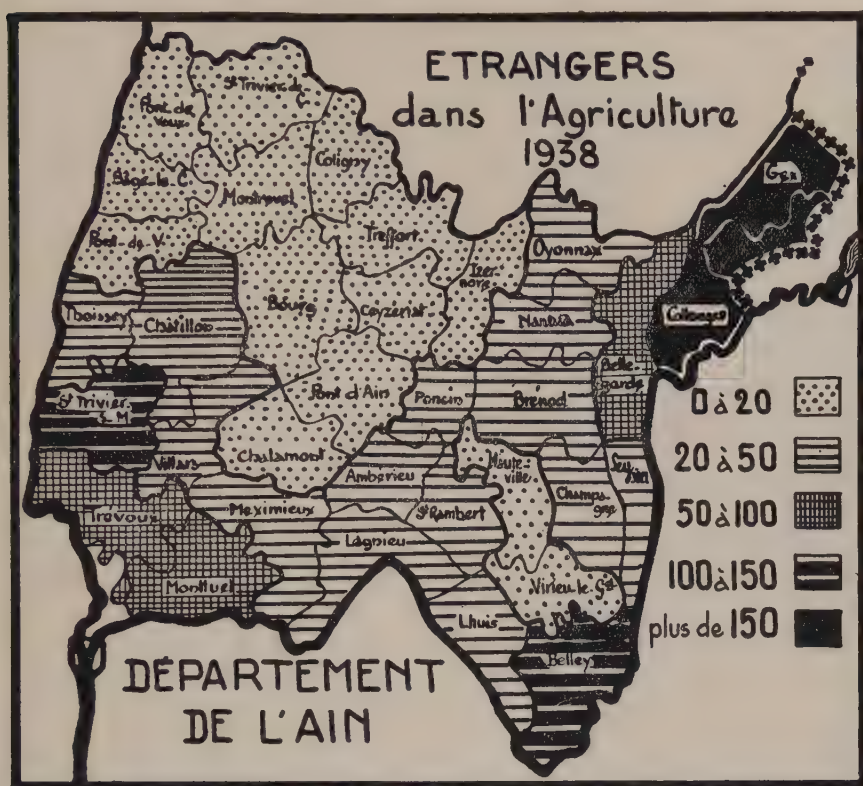
LES CONDITIONS SOCIALES

Les résultats de notre recensement, effectué dans chaque commune par une personne qualifiée, sans être très différents des résultats officiels, ne coïncident pas avec eux. Cela tient d'une part à un décalage dans les dates qui nous a permis de compter les saisonniers. Le Ministère de l'Intérieur indique le nombre d'étrangers officiellement recensés dans chaque commune au 31 décembre de l'année 37, alors que notre enquête signale les étrangers présents au 31 mars 1938. Au début du printemps, la plupart des ouvriers agricoles en congé sont rentrés et les nouveaux contrats sont signés. Cette date correspond donc pour notre département, à peu près au maximum de l'immigration annuelle. Les besoins agricoles d'été, pour la fenaison, les moissons ou les vendanges, n'exigent pas, en effet, une main-d'œuvre plus abondante que les travaux préparatoires ou les façons culturales. Des variations peuvent, d'autre part, se produire dans le nombre des enfants de moins de 15 ans.

Quoi qu'il en soit, les résultats de notre recensement sont les suivants :

	Notre enquête Mars 1938			Statistique du Ministère de l'Intérieur Décembre 1937		
	H	F	E	H	F	F
Pays de Gex	1.368	825	754	1.284	731	709
Arrondissement de Nantua ..	1.114	734	821	1.131	728	746

L'écart est plus sensible en ce qui concerne les situations sociales. La rubrique « Patrons, chefs d'entreprises, commerçant, débiteurs,



etc... » de l'enquête administrative, ne discrimine pas les professions agricoles des professions industrielles. Elle groupe enfin dans le terme général « de travailleurs agricoles proprement dits » des emplois très divers qui méritent d'être connus.

Voici, par spécialités agricoles, le nombre d'étrangers actifs dans les deux arrondissements prospectés :

	Propriétaires	Fermiers	Métayers	Bûcherons	Vachers	Fruitiers	Porchers	Charretiers	Sans spécialité	Saisonniers
Gex	197	132	11	136	240	17		40	147	55
Nantua	7	45	4	67	11	19	8		87	5
Total	204	177	15	203	251	36	8	40	234	60

Soit un total par arrondissement de :

	Enquête personnelle		Enquête administrative	
	Bûcherons	Ouv. agricoles	Bûcherons	Ouv. agricoles
Gex	136	482	92	753
Nantua ..	67	103	50	247

Il n'est pas sans intérêt de souligner l'importance de l'écart constaté entre le nombre des travailleurs agricoles inscrits et le nombre des travailleurs qui sont effectivement occupés à des besognes agricoles. Alors que notre enquête fait ressortir un total recensé un peu supérieur au total administratif (Gex 2.947 contre 2.724, Nantua, 2.669 contre 2.605) le nombre des salariés réellement employés dans l'agriculture ne correspond pas au nombre de cartes délivrées (618 contre 645 à Gex, 170 contre 297 à Nantua).

Essayons d'analyser les causes d'une différence aussi considérable :

En premier lieu, les enquêteurs ont dû confondre plus d'une fois les propriétaires exploitants avec les travailleurs agricoles proprement dits. Le Ministère de l'Intérieur signale, pour le pays de Gex, par exemple, 173 patrons et chefs d'entreprise, et nous avons recensé 340 exploitations agricoles étrangères. En second lieu, l'activité des femmes a pu créer quelques hésitations pour le classement dans la catégorie sans profession (notre enquête n'a pas classé les non salariés). Enfin, le déclassement a pu se produire au bénéfice des professions industrielles, grâce aux autorisations exceptionnelles ou au changement clandestin de catégorie.

Une fois de plus, nous constatons la vanité des enquêtes administratives telles qu'elles sont conçues. En supposant même des études plus fouillées, donnant le détail de chaque profession, les erreurs seraient encore inévitables. On nous signale, par exemple, le procédé habituellement employé pour obtenir rapidement une carte de travailleur agricole. Il suffit de solliciter une carte de vacher. L'office départemental vise favorablement la plupart de ces demandes pour répondre aux nombreuses offres d'emploi. L'étranger en situation régulière peut ensuite, — et le contrôle est difficile, — s'employer à diverses tâches agricoles.

LES OUVRIERS AGRICOLES ÉTRANGERS

Dans le département de l'Ain, les ouvriers agricoles étrangers sont le plus souvent des Suisses, des Italiens, des Polonais. Les deux dernières nationalités fournissent rarement des spécialistes, à part les bûcherons italiens. Les Suisses sont au contraire très recherchés pour leur compétence dans toutes les besognes qui touchent à l'élevage et à l'industrie fromagère. Exigeant de hauts salaires, de spécialisation très poussée, ils ne peuvent pas être engagés dans les petites exploitations. Nous les trouverons surtout dans le pays de Gex (sur 830 travailleurs agricoles suisses du département, 568, soit 68 % sont domiciliés dans l'arrondissement de Gex).

Les bûcherons. — L'exploitation forestière qui constitue une richesse inestimable pour les communes et les particuliers du Haut-Bugey, exige de rudes travailleurs pour la coupe et le transport des bois. Ce sont presque exclusivement des ouvriers italiens qui abattent les sapins et les amènent sur l'aire de départ. Le transport du chantier à la scierie est effectué par des ouvriers français, souvent des paysans, propriétaires de leurs bœufs et de leurs lourds chariots.

Les bûcherons sont des saisonniers originaires de la province de Bergame et particulièrement des hautes vallées de la Bremba et de la Brembilla. Ils sont enrôlés par un capo-maestro pour le compte des gros marchands de bois de la région. C'est le « caporal » qui se charge de la distribution des tâches et de la répartition des salaires. Quelquefois, c'est un contremaître italien, attaché depuis longtemps à la même entreprise, qui recrute le personnel nécessaire parmi ses alliés ou ses connaissances. On peut évaluer à 150 environ (sur 200) le nombre de ces italiens saisonniers qui passent la belle saison en France et deux mois d'hiver en Italie. Les congés sont accordés par l'Office départemental de placement.

Ces solides montagnards sont absolument irremplaçables. Payés généralement à la tâche, ils font une besogne que pas un seul Français ne voudrait faire. Installés en été, sur le chantier même, ils travaillent de 5 heures du matin à 8 heures du soir. Ceux qui descendent au village se remettent en route le lendemain à 3 ou 4 heures du matin. Infatigables, ils travaillent 13 heures par jour. Certains se font ainsi de belles journées de 80 à 100 francs (1).

(1) Des incidents se sont produits l'an dernier à ce sujet. Des ouvriers français, délégués par les syndicats, sont allés menacer les bûcherons pour les obliger à respecter la loi de 40 heures.

Leur robustesse s'allie à une connaissance très sûre du métier. Ils manient la hache avec une précision étonnante et l'on nous a rapporté plusieurs cas d'adresse extraordinaire. Beaucoup cependant n'avaient jamais exploité des futaies de sapins, mais ils se font très vite aux besognes nouvelles.

Les Bergamasques connaissent parfaitement la pose des *cables* et le fonctionnement des *treuils*. Un gros entrepreneur nous disait récemment qu'il n'avait jamais trouvé un ouvrier français capable de manœuvrer un treuil de descente avec autant de précision et de sûreté qu'un bûcheron bergamasque. Ce travail est extrêmement délicat. L'ouvrier doit avoir des réflexes impeccables et faire pour ainsi dire « *corps* » avec la machine.

La vie des hommes sur le chantier est tout à fait fruste. Logés dans des cabanes en planches, sommairement construites, ils couchent sur des paillasses ou sur un tas de foin. A Fenières, hameau de Péron, 10 bûcherons se sont installés dans une ferme abandonnée et délabrée. Le mobilier est sommaire, une table, des bancs. On fait le feu sous la cheminée et l'on cuit les aliments dans une marmite pendue à la crémaillère. Quelques assiettes en fer blanc, des bols de terre grossière, constituent toute la vaisselle. Quant à la nourriture, c'est la traditionnelle *polenta*, la soupe aux macaronis et le frugal morceau de fromage. Le pain est à peu près inconnu, la pomme de terre aussi. Le vin coupé d'eau, le café, sont les boissons habituelles. Les excès du dimanche compensent cette sobriété de la semaine. Ce jour-là, la détente est complète. Vaguement endimanchés, pantalon de velours, veste de drap ou de cuir, les hommes se rendent à l'église ou font leurs achats dans les villages voisins. L'après-midi les retrouve rassemblés au café pour d'interminables beuveries de vin et d'inquiétantes parties de *mora* qui se terminent rarement sans disputes. Les plus jeunes vont danser au son d'un phonographe. Quelquefois, un accordéon met sa note populaire. Les mandolines et les guitares sont plus rares qu'autrefois, mais le goût du chant choral persiste. Il n'est pas rare de rencontrer, en été, des groupes de chanteurs qui offrent des sérénades à leurs compatriotes. Ces montagnards ont souvent une oreille exercée et des voix, non travaillées sans doute, mais d'une étendue et d'une justesse étonnantes.

Les équipes séjournent plus ou moins longtemps dans la même région. En général, une coupe exige des mois de travail, sinon la saison entière. Chaque année, les mêmes hommes se retrouvent, à quelques unités près, car les Lombards sont très fidèles. Malheureusement pour les entrepreneurs, le gouvernement italien, s'il ne s'oppose

pas au retour des ouvriers en congé régulier, empêche le recrutement de nouveaux travailleurs. Cette crise de main-d'œuvre n'est pas sans inquiéter les gros marchands de bois.

Les vachers. — Les vachers spécialisés qui s'occupent exclusivement du bétail sont des Suisses. Quelques Italiens ont pu s'initier à cette profession particulièrement pénible. Mais ils ne réussissent pas aussi bien.

Les soins nombreux qu'exige le bétail dans les exploitations normales du pays de Gex qui comptent de 10 à 30 bovins, occupent toute l'année au moins un vacher. Nous avons déjà noté la minutie de l'élevage dans le pays de Gex. Il faut pourvoir à la nourriture du troupeau, combiner les rations, garnir les crèches, préparer les bouillies pour les jeunes, panser les bêtes, nettoyer plusieurs fois par jour les étables, traire, etc... Ces besognes sont très pénibles. La journée du vacher commence à 3 heures du matin et finit à la nuit. Il respire l'atmosphère viciée des étables ; il est soumis à de brusques changements de température ; rarement assis, il doit traire dans une position peu commode (le « Boute-cul », siège attaché à la ceinture, est d'un usage courant chez les vachers suisses). L'emploi, enfin, laisse peu de répit à son titulaire ; toute l'année, dimanches et fêtes, le bétail réclame régulièrement les mêmes soins. Les salaires ne sont pas en rapport avec les difficultés de la tâche. Un domestique permanent gagne de 3.500 à 4.000 francs par an, logé et nourri (une bonne de ferme est sensiblement mieux payée).

Aussi les vachers sont-ils condamnés à être célibataires. Peu de Français veulent se soumettre à une pareille contrainte. Les vachers sont presque tous des Suisses originaires des cantons d'élevage : Vaud, Fribourg, Berne.

Les bergers. — On confond quelquefois, à tort d'ailleurs, la profession de vacher avec celle de berger. Les uns sont plus spécialement chargés de l'entretien du bétail, les autres de la garde des troupeaux. Les bergers sont très souvent de très jeunes gens, des enfants quelquefois, quand le contrôle scolaire n'est pas suffisamment rigoureux. Les bergers sont très demandés en montagne, car les champs ne sont pas clos. Dans le pays de Gex et dans la Bresse, les prairies étant entourées de haies ou de grillage, les troupeaux ne peuvent s'égarer, ni commettre des dégâts.

Ce sont les bergers qui accompagnent les bovins pendant la montée à l'alpage et le retour à la ferme. On a souvent décrit cette pittoresque transhumance. Dès que les premiers froids se font sentir,

que la gelée blanche couvre l'herbe devenue rare, il faut prendre le chemin du retour. La date marquée pour cet exode est le 9 octobre, la Saint-Denis; mais il arrive souvent que la neige ou le manque de nourriture précipitent le départ. Le passage des transhumants crée une grande animation dans les villages. Les sonnailles multisonores annoncent les voyageurs. Toute la ferme se précipite pour reconnaître les pensionnaires et apprécier leur bonne mine. Les jeunes, nés au cours de l'alpage, sont cajolés par les enfants. Les bêtes, d'ailleurs, reconnaissent leur étable et se détachent paisiblement du troupeau. Le cortège est fort pittoresque : en avant marche fièrement le berger avec sa sacoche de sel attachée à la ceinture, puis vient une belle vache, la meilleure laitière, portant sur la tête un petit sapin enrubanné et fleuri de roses artificielles; enfin, la multitude des bêtes anonymes, taches blanches et ocre, qui déambulent sans se hâter dans un bruit assourdissant de grelots et de sonnailles.

Jusqu'aux premières gelées, le troupeau sera conduit dans les prés pour y paître l'herbe poussée depuis la récolte des regains. Cette pratique économise le fourrage et ménage une transition entre l'alpage et la vie cloîtrée de l'étable.

En montagne, les bergers deviennent l'auxiliaire du vacher. Ils surveillent les bêtes, les rassemblent pour la traite, assurent la provision de bois, et font les menus travaux de la colonie.

Les bergers suisses étaient autrefois très coquettement habillés, mais ces traditions se perdent. L'anonyme bourgeron remplace la veste courte ornée de festons de laine.

L'élevage du mouton exige une domesticité spécialisée. Les éleveurs trouvent difficilement, même en Suisse, le personnel qualifié. Depuis quelques années, l'école de bergerie de Rambouillet fournit des bergers très compétents. Les gros marchands suisses, ceux qu'on appelle « les barons de la viande », utilisent volontiers cette main-d'œuvre française.

Les charretiers et les travailleurs agricoles sans spécialité. —

Les travaux de la ferme et des champs ne demandent pas une main-d'œuvre très spécialisée. En principe, les domestiques de ferme sont capables de mener à bien la plupart des tâches générales, charrois, labours, semailles, façons culturales, récoltes. La force physique, la résistance à la fatigue, sont les qualités essentielles d'un travailleur agricole sans spécialité. La technique est, le plus souvent, très vite apprise. Les Italiens, en particulier, après quelques semaines d'hésitation, acquièrent rapidement les « tours de mains » et les habitudes

des gens du pays. Mais il ne faudrait pas négliger l'importance du tempérament individuel et des caractères raciaux. Un travailleur agricole doit avoir du goût; nos paysans aiment le travail propre, bien fait, fini. Les Suisses sont, à ce point de vue, très appréciés. Ils sont très méticuleux, très soigneux, sensibles par amour-propre à la perfection de leur travail. Un ouvrier suisse, par exemple, ne laissera pas traîner ses outils; il graissera ses charrettes, signolera ses labours. Chez lui, l'amour du travail impeccable est inné.

Les Italiens sont plus vifs, mais aussi moins soigneux. Il font, certes, souvent par désir de plaire et pour donner satisfaction à l'employeur, ce que font les Suisses par goût, mais, en général, ils se contentent d'une besogne moins bien présentée. En revanche, ils sont extrêmement résistants et capables de fournir un effort considérable au moment des gros travaux. Dociles, sensibles aux reproches et aux compliments, ils se plient à toutes les exigences de la ferme. Souvent adroits, débrouillards, ingénieux, ils sont doués d'une grande habileté manuelle. Leur vivacité d'esprit, leur sobriété, leur facilité d'adaptation, en font de précieux collaborateurs. La plupart des ouvriers agricoles italiens sont, dans l'Ain, des ouvriers permanents (1). Nous en avons recensé 51 dans l'arrondissement de Gex et 56 dans l'arrondissement de Nantua.

Cette main-d'œuvre suisse et italienne se raréfie. Les hauts salaires industriels, les difficultés rencontrées par les immigrants, ne pourront qu'aggraver la situation. La Suisse rencontre d'ailleurs les mêmes difficultés. Dans un compte rendu extrait de « L'Éducateur, bulletin corporatif de la société pédagogique de la Suisse Romande » nous lisons « Il manque des ouvriers pour l'agriculture, 7.300 en 1935. Donc, nos jeunes gens ne tiennent pas à travailler comme paysans. Ils auraient pourtant, à la campagne, le vivre et le couvert. A-t-on cherché à instituer le diplôme des connaissances agricoles (qui existe d'ailleurs en Suisse allemande) remis au jeune homme qui, sous contrôle, aurait deux ans dans la même exploitation ? Un Marcelin pratique, sans frais, sans connaissances théoriques complété simplement par les cours post-scolaires et permettant à un garçon débrouillard d'apprendre à connaître tous les travaux de la ferme et à remplir ensuite le poste d'employé agricole, de domestique de campagne, dans de bonnes conditions ». L. Cz. (2).

(1) En France en 1929, 135.878 ouvriers permanents et 112.975 temporaires. A l'heure actuelle, 47.000 travailleurs agricoles italiens dont 4 à 6.000 saisonniers, employés surtout dans la région méditerranéenne.

(2) N° 45 du 5 décembre 1936, page 748, Lausanne.

L'immigration polonaise organisée, compense heureusement la diminution de l'immigration latine. Dans l'Ain, 425 Polonais sur 760 sont employés dans l'agriculture. Ils s'adaptent assez bien en Dombes et commencent à s'infiltrer dans le pays de Gex (une trentaine). Ils trouvent, dans ces régions, des conditions favorables un peu analogues à celles du nord de la France (1) : vastes domaines en plaine, personnel nombreux bien encadré, travaillant dans des conditions déterminées de durée, organisation méthodique du travail, etc...(2). Très laborieux, résistants, ils sont occupés aux besognes les plus pénibles de l'exploitation. Certains patrons ou régisseurs, utilisent au maximum les forces de ces pauvres gens dépayés, souvent amorphes. Les plus dociles sont traités quelquefois comme de véritables bêtes de somme. M. Mauco a décrit, dans « *Les Etrangers en France* », les raisons des nombreux conflits qui surgissent entre les salariés polonais et leurs employeurs : non respect du repos hebdomadaire, insuffisance de la nourriture, logement inconfortable, susceptibilité excessive. Habitues au travail régulier, presque industrialisé, disciplinés quand les ordres sont précis et ferme, les Polonais s'accommodent mal des tâches qui exigent la personnalité et l'initiative. Ils trouvent étrange l'attitude du patron français, à la fois familier et autoritaire, dur au travail et trop souvent incompréhensif pour toutes les questions qui touchent à la vie matérielle ou morale des exilés.

Aussi les réclamations sont-elles nombreuses et le Consulat Polonais (3) doit intervenir assez souvent. Les conflits plus importants sont signalés au service du contentieux de la main-d'œuvre étrangère, 391, rue de Vaugirard à Paris, directement ou par l'intermédiaire des autorités consulaires (art. 16 du contrat d'embauchage).

Les travailleurs polonais ont d'ailleurs des relations suivies avec le Consulat. Souvent c'est un ancien, établi depuis quelques années en France, parfaitement au courant des conditions du travail et des droits de l'ouvrier agricole, qui examine les situations et leur donne la suite qu'elles lui paraissent comporter.

Dans l'arrondissement de Gex, un Polonais, établi dans la région de Ferney, jouit d'une grande autorité auprès de ses compatriotes. En relations cordiales avec les employeurs, il se charge du recrutement et du placement. Il facilite ensuite l'adaptation du nouveau

(1) Les 3/4 des ouvriers polonais sont employés dans les départements de la France septentrionale.

(2) L'employeur doit payer le voyage de l'immigrant.

(3) Lyon, 2, rue de Boissieu.

venu, en le mettant en relations avec des compatriotes, en trouvant une solution aux nombreux problèmes qui se posent à l'arrivée en France. Plus tard, il interviendra dans les conflits. Surnommé le « père des Polonais » il mérite parfaitement la confiance de la colonie polonaise.

Les fruitiers. — Les fruitiers étrangers, sans exception, sont des Suisses. Très au courant des procédés de fabrication du gruyère, formés par des écoles spécialisées, soigneux, méticuleux, ils furent pendant longtemps les seuls à pouvoir gérer les entreprises importantes. Depuis la guerre, un effort sérieux a été fait en France pour former des fruitiers vraiment compétents. Les Ecoles Fromagères de la Roche-sur-Foron, de Poligny, de Maillat, de la Pesse, etc... fournissent des spécialistes hautement qualifiés qui assurent la prospérité de nombreuses associations coopératives du département.

Il est fort curieux de constater la défiance des Gessiens pour ce mode d'exploitation collective. Une seule coopérative fonctionne à Cessy; toutes les autres entreprises sont privées. Dans le premier cas, le fruitier est logé, chauffé, éclairé et reçoit un traitement annuel avec, parfois, un pourcentage sur les bénéfices; dans le second cas, il loue le chalet de fromagerie à la société et exploite l'entreprise à son compte. Il paie donc le lait aux fournisseurs, au cours du jour ou d'après un taux fixé au début de l'année, au moment de l'adjudication. Les coopérateurs, au contraire, sont des propriétaires qui supportent tous les risques de l'exploitation. Le prix du lait est fixé en fin d'exercice, après déduction des charges. Il dépend donc étroitement du prix de vente des gruyères, fonction lui-même du marché, de l'adresse et du dévouement du fruitier, de la qualité moyenne des laits fournis.

Si le contrôle rigoureux des laits par un Inspecteur Départemental (1) permet d'éliminer, dans une certaine mesure, les produits de qualité inférieure qui risqueraient de compromettre la fabrication du fromage, les capacités professionnelles du fruitier contribuent pour une grande part à assurer la prospérité de l'exploitation. Une grande habileté et des « tours de mains » sont nécessaires pour obtenir les pâtes fines et sans trous recherchées par les commerçants. On comprend ainsi l'importance du choix d'un bon fruitier. Les Suisses sont universellement appréciés, mais ils sont, en général, exigeants

(1) Les coopératives adhèrent à une fédération départementale (250 sociétaires environ).

à la fois pour l'installation matérielle du chalet et pour les conditions de l'embauchage. Très jaloux de leur indépendance, susceptibles, ils subissent difficilement le contrôle des bureaux coopératifs et des commissaires. Ceux qui possèdent des capitaux importants préfèrent travailler à leur compte. Dans l'Ain, les fromagers suisses sont ainsi plus souvent patrons que salariés. Disséminés dans tout le département, ils sont plus nombreux dans l'arrondissement de Gex.

Un jeune Helvète, élève d'un établissement du second degré nous a raconté les vicissitudes de la vie d'un fromager suisse :

« Mon père est né en Suisse, à Bûmpliz près de Berne. Ses parents, gros fermiers, possédaient un beau domaine. C'était une belle ferme comprenant quatre bâtiments et pouvant loger au moins trente bêtes à cornes; quatre beaux chevaux servaient aux travaux des champs qui se trouvaient dans une plaine fertile facilitant le travail. Ils ne fabriquaient (sic) pas le lait qu'ils tiraient de leurs bêtes. Ils le vendaient au village et à Berne. Mon père, chaque soir, pour faire sa tournée, attelait deux chiens à une charrette aménagée pour le transport du lait, et il le distribuait à domicile. Il faisait ce travail après la classe. Il fit, au surplus, quatre ans de collège.

Issu d'une famille nombreuse et le chef de famille étant mort, les aînés prirent la direction de la ferme. Mon père étant le cadet, dut prendre un autre métier. Il fit un stage de deux ans comme aide-fromager dans une importante fromagerie, pour pouvoir se présenter à l'école de fromagerie de Rutti où l'on n'accepte que les élèves ayant travaillé pour le moins deux ans. De cette façon, les leçons données, tant en pratique qu'en théorie, sont plus profitables. Cette école est la plus moderne de Suisse. On remarque en particulier le chauffage à vapeur, plusieurs marques d'écremeuses, le matériel mécanique pour la fabrication des fromages, le pèse-lait automatique, les malaxeurs à beurre, machines à mouler, le frigorifique pour conserver la crème, etc... Dans le « laitier », il y avait le chauffage central pour maintenir en hiver le lait à la même température car, en cette saison, pour avoir une bonne fabrication, il faut que le lait soit maintenu à la température de 8 à 10°. Les caves étaient chauffées par le chauffage central. Pour fabriquer la présure, il y avait une étuve électrique. Une grande porcherie attenante à la fromagerie où l'on pouvait mettre trois cents porcs, possédait des cuiseurs pour cuire les résidus de la fromagerie.

Mobilisé en 1914, mon père fut libéré en 1915 pendant trois mois. Il en profita pour venir dans le Doubs. Là, il fut fromager dans une importante fromagerie de 2.500 litres, où l'on fabrique deux grosses

pièces d'emmental par jour, pesant chacune 120 kg. A cause du manque de main-d'œuvre, il fallait « trimer » dur. Après une seconde mobilisation, il revient dans le Doubs en 1917, puis en novembre de la même année, il vint à Châtillon-de-Michaille où il fabriqua pour un patron jusqu'en 1922. De là, il monta à Gex, où il travailla pour une société pendant six ans. En 1927, cette commune transforma cette fromagerie moderne en chalet pour fabriquer du fromage bleu. Il fabriqua le bleu pendant un an. A partir de ce moment-là, il s'établit à son compte à Vouvray. Pendant huit ans, il exploita la fromagerie, mais les deux dernières années, à chaque printemps, la fabrication laissait à désirer. Les paysans étaient trop exigeants pour le prix du lait, mon père acheta Gex (sic). L'installation était précaire et les caves trop petites; une abondance excessive de lait au printemps, jusqu'à 3.500 litres par jour, rendait le travail extrêmement pénible. Mon père n'insista pas et ne resta qu'un an. Il reprit Châtillon-de-Michaille où il mit un gérant.

Maintenant, il fait l'élevage des porcs à Ou... avec le petit lait acheté à la fromagerie coopérative.

En France, à cause du manque de main-d'œuvre pendant la guerre, les Suisses sont venus s'installer pour fabriquer le fromage dans les fromageries inoccupées. Ils ont implanté la fabrication des grosses pièces, c'est-à-dire l'*emmental*, alors qu'auparavant on ne fabriquait que de petites pièces, ou *comtés*. Cette fabrication a donné une valeur supérieure au lait de 5 à 6 centimes par litre » (1).

LA COLONISATION — LES PROPRIÉTAIRES, FERMIERS ET MÉTAYERS ÉTRANGERS

La colonisation étrangère dans le département de l'Ain ne paraît pas mériter, à priori, une étude particulière. Le nombre total des colons, propriétaires, fermiers et métayers, ne dépassait pas 300 en 1930, date de la dernière enquête agricole; il est sensiblement plus élevé aujourd'hui, mais il doit être inférieur à 500. L'importance des superficies cultivées est également minime pour l'ensemble du département, 4.000 ha. environ (3.598 en 1927) sur une superficie totale de 580.000 ha., dont 485.000 ha. cultivés.

Nous sommes loin du large mouvement de colonisation qui s'étend

(1) Texte intégral recueilli par M. Rouger, prof. au collège de Nantua.

dans les départements du midi et du nord de la France. En 1930, dans les Bouches-du-Rhône, on comptait 5.094 colons, dont 2.655 propriétaires; plus de 4.000 colons dans le Var et les Alpes Maritimes, 2.300 dans l'Hérault, 2.170 dans le Lot-et-Garonne, 1.500 dans le nord, etc... Au point de vue des superficies cultivées, la colonisation est d'importance différente dans le nord et dans le midi. La petite propriété favorise l'établissement des colons propriétaires peu fortunés. La grande propriété n'est accessible qu'aux riches immigrants généralement moins bien francisés. « La prédominance de la petite propriété dans le midi méditerranéen y rend la colonisation plus discrète en la permettant à des ouvriers agricoles déjà partiellement francisés et à la présence desquels la population est accoutumée. Le mouvement de colonisation se confond ainsi avec le mouvement ouvrier, dont il devient en quelque sorte le prolongement. Au contraire, dans les régions de moyenne et de grande exploitation, comme dans le sud-ouest, le nord et l'est, la colonisation n'est souvent possible qu'à des émigrés déjà propriétaires ou fermiers dans leur pays et venant avec un capital assez important. De là, dans ces régions, un mouvement migratoire nouveau, dit de colonisation, auquel très souvent la population est mal préparée, et qui peut provoquer une certaine rivalité » (1).

De nombreuses études ont été faites sur la colonisation dans le midi pyrénéen (Mauco, Sallustre du Bartas, Carassus, Fénelon, etc...) (2). En 1930, dans le Gers, 41.539 ha. sont cultivés par des étrangers, dont 16.807 par des propriétaires; dans le Lot-et-Garonne, 30.000 ha., dont 13.000 par des propriétaires; dans la Haute-Garonne, 23.700 ha., etc...

Dans les départements du nord, les superficies cultivées par les étrangers sont encore plus étendues, mais le fermage et le métayage prédominent. Dans l'Oise, 44.542 ha., dont 41.474 exploités par des fermiers et métayers, dans l'Aisne, 44.663 ha., dont 37.088 exploités par des fermiers et métayers, etc...

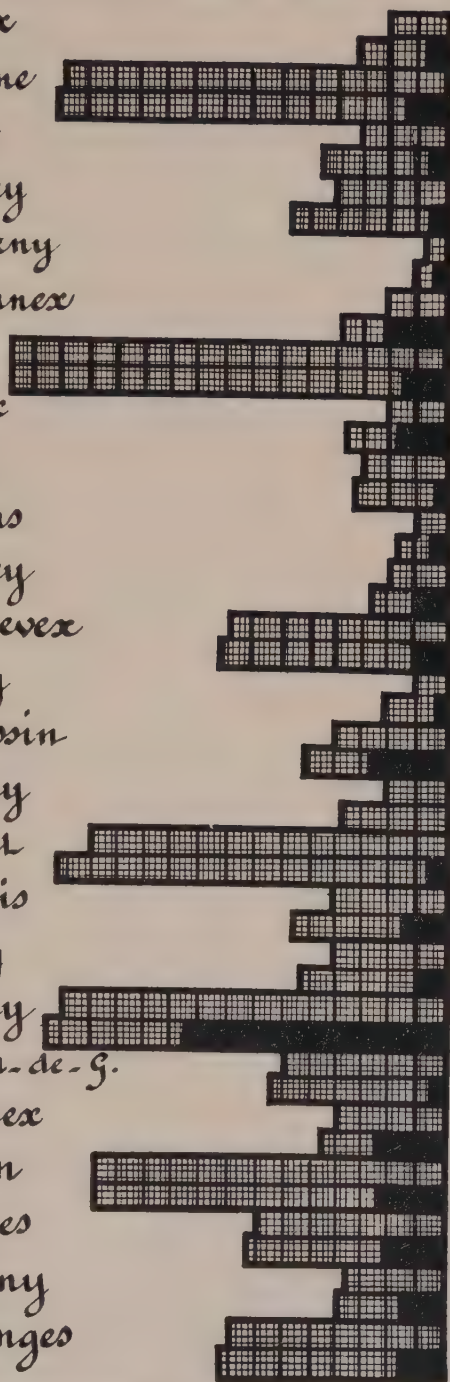
« Dans 11 départements, dit M. Mauco (3) (5 du nord et 6 du bassin aquitain) se trouvent la moitié des terres travaillées en France par les immigrants ».

(1) G. MAUCO, *Les Etrangers dans l'Agriculture française*. Extrait des Documents (Enquête Demangeon).

(2) Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française. Hermann et C^{ie}, 1939.

(3) G. MAUCO. *Les Etrangers dans l'Agriculture Française*, *ibid.*

Desenex
 Divonne
 Grilly
 Vesancy
 Sauverny
 Versonnex
 Gex
 Ornex
 Cossy
 Moeno
 Ferney
 Echenevex
 Segny
 Grevessin
 Chevry
 Crozet
 St Genis
 Sergy
 Thoiry
 St Jean-de-G.
 Challex
 Péron
 Farges
 Pougnny
 Collonges



Un carreau représente un km. 2.

EN NOIR, SUPERFICIES CULTIVÉES PAR LES ÉTRANGERS DANS LE PAYS DE GEX.

Le pourcentage des exploitations étrangères dans l'Ain est ainsi bien minime à côté de ce vaste mouvement de colonisation.

Une étude plus approfondie, qui localise les colons par régions géographiques, permet toutefois de souligner l'importance de la colonisation dans le Pays de Gex. La densité des exploitations étrangères permet alors de retrouver la plupart des problèmes qui se posent dans les régions les plus soumises à l'influence des immigrants.

Nous avons pu recenser dans les arrondissements de Gex et de Nantua les exploitations suivantes :

	Fermiers	Superficies ha.	Métayers	Superficies ha.	Pro- priétaires	Superficies ha.
Gex	132	1.687	11	106	197	2.034
Nantua ..	45	678	4	54	7	74

Soit 330 colons pour l'arrondissement de Gex, cultivant 3.827 hectares et 56 colons pour l'arrondissement de Nantua, cultivant 806 hectares.

Nous avons insisté dans les chapitres précédents sur les caractères de l'immigration dans l'Ain. Notre enquête sur les colons n'a pu s'étendre aux deux autres arrondissements, mais nous pouvons estimer que le mouvement est nul en Bresse, très réduit en Dombes, et à peine plus important dans l'arrondissement de Belley que dans l'arrondissement de Nantua. L'intérêt de l'étude se trouve ainsi limité aux particularités de la colonisation étrangère dans le pays de Gex.

La colonisation étrangère dans le pays de Gex. — Le mouvement de colonisation, important déjà avant la guerre, s'est accentué d'une manière inquiétante depuis 1920. Grâce au bénéfice du change, les Suisses peuvent s'établir à bon compte dans notre pays. Les propriétés à vendre ou à louer sont nombreuses pour la double raison indiquée plus haut : l'exode rural et la dénatalité.

Dans l'Ain, comme partout en France, les fermiers enrichis par la valorisation des produits agricoles et la dévaluation de la monnaie, peuvent accéder à la propriété. Le prix de la terre n'a pas suivi, en effet, la hausse générale des prix.

Dans le pays de Gex, les achats effectués par les étrangers répondent à une double préoccupation. D'une part, des propriétaires exploitants ou des fermiers suisses viennent s'installer en France parce qu'ils peuvent plus aisément qu'en Suisse acheter de belles

propriétés qui répondent parfaitement à leurs goûts; d'autre part, les riches commerçants et les bourgeois de Genève investissent des capitaux dans des placements immobiliers.

Les premiers recherchent en général des exploitations de haut rendement, bien situées, dans la partie basse du pays. L'éloignement de la frontière ne paraît pas les gêner. Les seconds, pour des raisons faciles à comprendre, (commodités de l'exploitation et du contrôle) acquièrent les terres les plus rapprochées de la frontière.

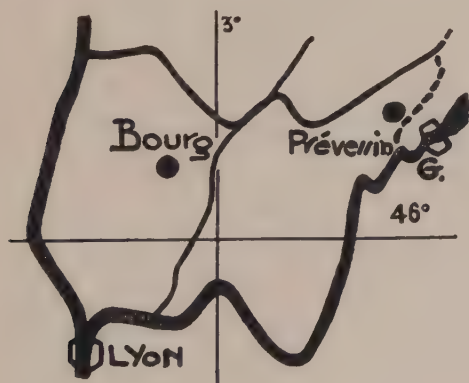
Notons aussi la ruée des Suisses vers les *alpages gessiens*. Les éleveurs apprécient beaucoup les prairies d'altitude. Les conventions franco-suisses donnent de grandes facilités à nos voisins pour le passage du bétail transhumain. Chaque année, des milliers de bovins et de moutons franchissent la frontière. Les sociétés d'élevage suisses et les riches maquignons genevois n'ont pas manqué d'acheter les alpages mis en vente pour s'assurer une pérennité d'exploitation qui aurait pu leur faire défaut. C'est pour réagir contre cet envahissement que s'est fondée la Société des alpages gessiens.

La colonisation suisse dans le pays de Gex présente ainsi ce double aspect de *concentration frontière* et de *dilution sporadique à l'intérieur*. Il est très curieux de constater, dans le premier cas, la stricte localisation des étrangers dans la région la plus rapprochée de la frontière. Dans chaque commune, on assiste à un phénomène

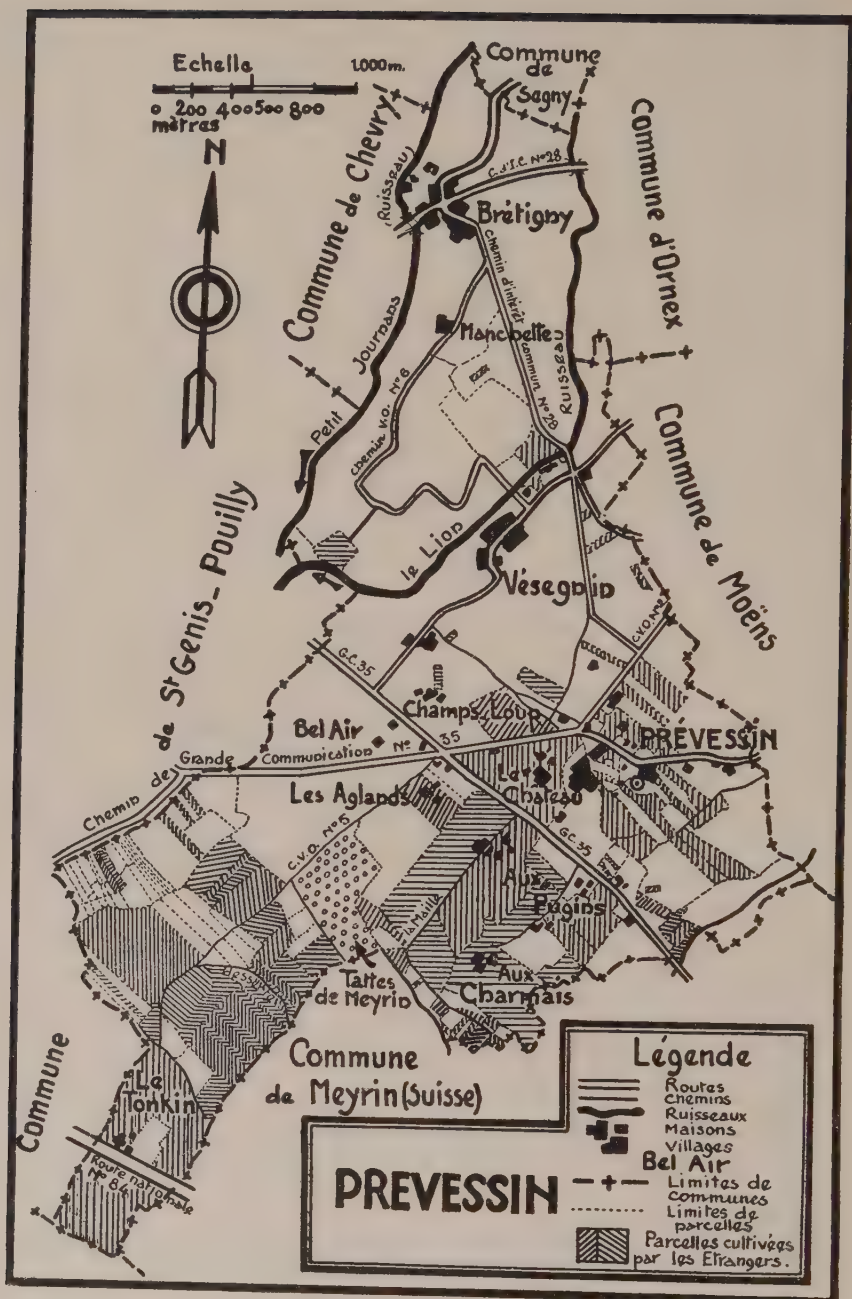
de pénétration lente, méthodique, progressive. L'exemple de la commune de *Prévessin* est bien significatif.

La superficie cultivée par les étrangers, tous de nationalité suisse, représente 29 % de la superficie totale de la commune : 276 ha. sur 938 ha.

La commune comprend trois hameaux : *Prévessin*, *Vésennin* et *Brétigny*. A Bré-



tigny, sur 75 habitants, 70 sont français et 5 sont étrangers; à Vésennin, on compte 38 Français et 19 étrangers; à Prévessin, 61 Français et 144 étrangers. La partie sud de la commune, section C (Le Tonkin, Aux Charmais, Les Aglands, Aux Pugins, le Château) qui voisine avec la commune suisse de Meyrin est presque en totalité propriété étrangère. Quelques enclaves françaises subsistent qui



seront achetées par des étrangers dès leur mise en vente. La pénétration s'étend ainsi peu à peu vers l'intérieur, en gardant le contact avec la terre suisse. C'est la frontière qui paraît être la ligne vitale. Au delà d'un à deux kilomètres, le mouvement s'éteint. Les noyaux étrangers dispersés manquent de vitalité et ne paraissent pas jouer le rôle de centres attractifs (1).

Un phénomène analogue se produit dans toutes les communes limitrophes de la Suisse, plus ou moins net et plus ou moins important selon les circonstances locales. A Saint-Genis-Pouilly, par exemple, la médiocrité des terres éloigne les colons; à Sauverny, deux grands propriétaires terriens possèdent la majeure partie des exploitations, gérées par des fermiers français; à Vesenex, la propriété est peu morcelée, les exploitations sont données à ferme, etc...

Hors de la zone frontière, dans les communes situées au pied de la montagne, les superficies cultivées par les étrangers sont de moindre importance et, si l'on excepte les vastes prairies d'altitude, les étrangers ne possèdent qu'une petite fraction des terres labourables.

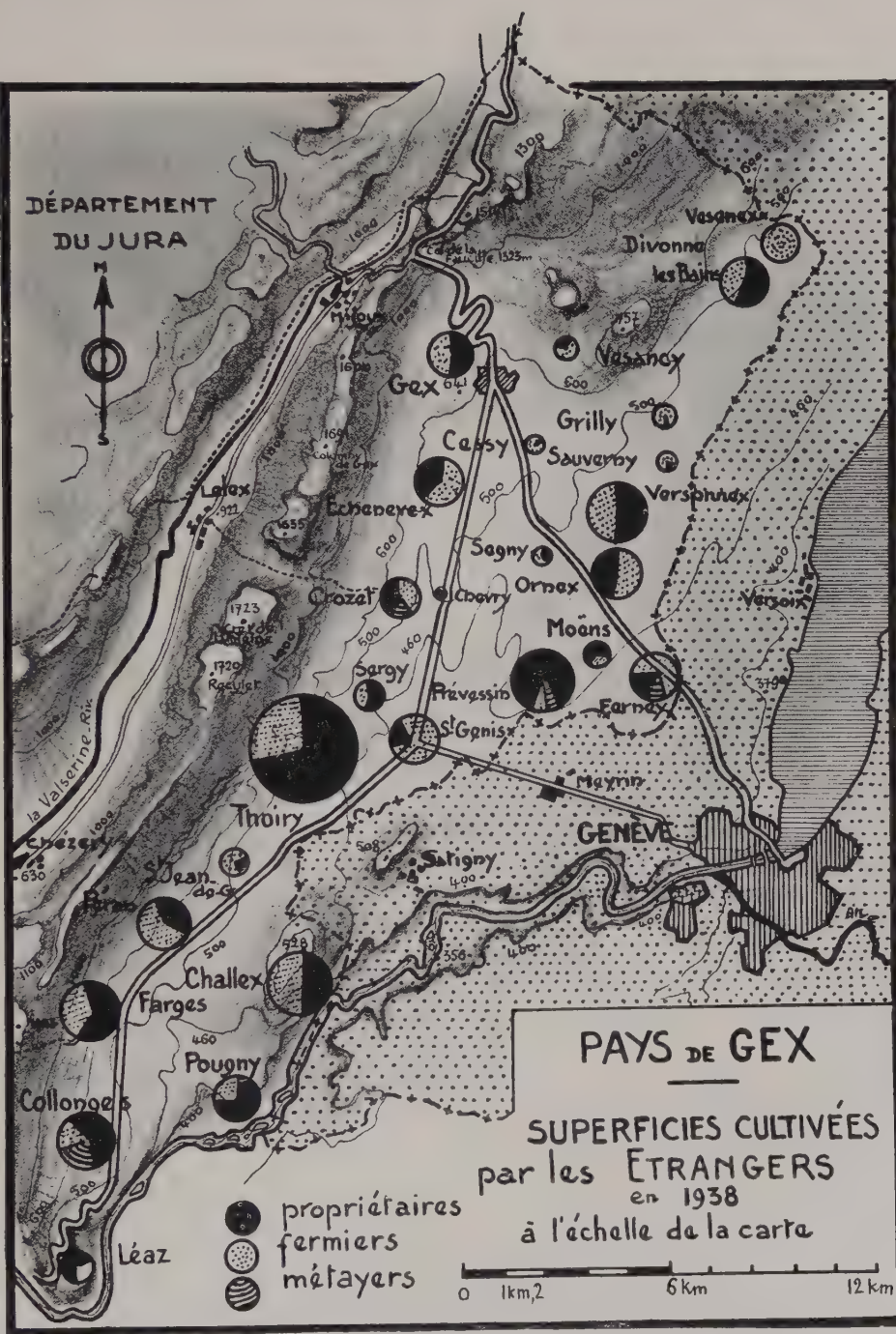
Au demeurant, le tableau suivant donne pour chaque commune le pourcentage des superficies travaillées ou possédées par les étrangers :

(1) Ce phénomène extrêmement intéressant, peut être comparé à la dispersion des colonies végétales : une souche bien adaptée et de forte vitalité s'étend concentriquement et libère des colonies qui forment des îlots de moins en moins denses et inégalement vigoureux selon les circonstances locales. Nous trouverons des faits analogues dans la cristallisation et la dilution. N'est-il pas curieux de rapprocher les instincts biologiques des immuables lois physiques ? Cette comparaison pourrait être poussée très loin. Une frontière joue le rôle d'une membrane perméable vivante, retenant les éléments intérieurs utiles à la vie de la cellule, laissant passer les produits de déchet, absorbant après sélection les éléments nutritifs contenus dans le milieu extérieur. L'intensité des échanges dépendant d'un grand nombre de facteurs, la pression osmotique, facteur elle-même de la densité et de la nature des constituants chimiques, de la température, des charges électriques, du vieillissement du protoplasma, etc., etc... Si M. le Professeur SIEGFRIED a pu très heureusement comparer le vocabulaire politique au vocabulaire géographique, ne pourrait-on pas, à propos des phénomènes migratoires, souligner l'analogie de leur vocabulaire avec celui des lois physiques : osmose, endosmose, pression, densité, dilution, effervescence, perméabilité, catalyse, potentiel, concentration, saturation, etc...

Communes	Population en 1866	Population en 1936	Superficie totale ha.	Superficie cultivée par les étrangers en hectares	Pourcen- tage
<i>Canton de Collonges</i>					
Challex*	702	570	867	254	29 %
Chèzery	1.031	633	2.871	0	
Collonges	1.166	754	1.624	191	11 %
Confort	494	378	1.129	0	
Coupy	608	1.618	754	0	
Farges	640	388	1.427	226	16 %
Lancrans	546	825	965	8	0,8 %
Léaz	908	435	1.140	56	5 %
Peron	1.145	764	2.600	239	9 %
Pougny*	429	442	764	141	18 %
Saint-Jean-de-Gonville*.	686	524	1.236	42,5	3 %
<i>Canton de Ferney</i>					
Ferney*	1.288	1.224	477	119,7	25 %
Moens*	227	172	269	56	21 %
Ornex*	275	312	564	166	29 %
Prévessin*	342	337	938	276,2	29 %
Saint-Genis-Pouilly*....	787	639	974	142	14 %
Sauverny*	247	155	189	14	7 %
Sergy	347	256	946	—	—
Thoiry*	1.423	1.077	2.893	881,8	30 %
Versonnex*	253	194	589	222,5	37 %
<i>Canton de Gex</i>					
Cessy	501	403	639	29,7	4 %
Chevry	414	345	584	—	—
Crozet	640	383	2.749	85	3 %
Divonne*	1.410	1.830	2.843	134	4 %
Echenevex	391	257	1.646	135	8 %
Gex	2.642	1.966	3.204	155	4 %
Grilly*	426	311	750	44	6 %
Lelex	546	261	1.763	0	—
Mijoux		424	2.202	0	—
Segny	284	217	322	24	7 %
Vesancy	397	272	1.070	46,5	5 %
Vesenex*	259	226	544	74	13 %

(*) Communes limitrophes.

DÉPARTEMENT
DU JURA



L'importance de la colonisation étrangère dans certaines communes du pays de Gex est donc bien comparable à celle de l'immigration paysanne dans les régions de France les plus touchées. La présence d'un groupement étranger homogène, constituant en nombre parfois près de 40 % de la population municipale et cultivant 30 % des terres labourables, ne peut laisser les pouvoirs publics indifférents.

Si la densité des colonies étrangères doit être connue pour expliquer et prévoir le rôle des immigrants dans l'économie agricole, il est indispensable de noter aussi, à côté des facteurs psychologiques et raciaux, la situation de fortune des colons et leur position sociale.

En ce qui concerne le premier point, d'une manière générale les Suisses disposent de capitaux importants, dépassant le plus souvent 100.000 francs par famille propriétaire. Les Italiens sont moins à l'aise. Ceux qui s'établissent dans le pays de Gex sont des travailleurs acharnés qui ont pu réunir un modeste pécule et se rendre acquéreurs des propriétés abandonnées ou de valeur insignifiante. Nous voudrions souligner ici la dispersion des petites propriétés et l'éclectisme des Suisses. Les exploitants, qu'ils soient propriétaires ou fermiers, sont de conditions extrêmement inégales. La grande propriété de 80 hectares voisine dans la même commune avec la modeste ferme de moins de 50 hectares (1). A Thoiry, par exemple, la matrice cadastrale fournit les indications suivantes :

ÉTRANGERS PROPRIÉTAIRES EXPLOITANTS

Noms	Nationalité	Contenance de la propriété			Observations
		ha.	are	ca.	
Rough Emile et F.	Suisse	18	41	70	Alpage
Pienneberger G. .	»	7	13	13	
Vecchio Ch.	Italien	542	89	44	
Dreyer A.	Suisse	12	41	08	
Schumacher S. ...	»	15	12	92	
Sudan A.	»	5	35	47	
Thommey A.	»	2	47	90	
Haldemann Fritz .	»	23	64	74	
Benoît	»	2	41	68	
Vallelian J.	»	7	27	62	
Vve Ecuillon ...	»	8	29	50	

(1) La moyenne des exploitations étrangère ressort à 11 hectares.

FERMIERS ÉTRANGERS

Noms	Nationalité	Contenance de la propriété			Observations
		ha.	ares	ca.	
Favre et Andolfi ..	Suisse	84	13	73	Propriété d'un Suisse
Kaeser	»	10			
Facchinetti S.	Italien	2	2	14	Propriété d'un Suisse
Riboli	»	3	32	89	
Melly	Suisse	19	75	27	
Sudan	»	8	55	28	
Cloux	»		86	95	
Perrenoud	»	22	83	82	
Vecchio	Italien	8	18	90	
Kaeser	Suisse	4	69	95	
Dreyer	»	1	22	31	
Sommer	»	21	57	69	
Melly	»	8			
Vallelian	»	11	50	64	
Zangg	»	5	65	56	
Perrenoud	»	3	97	22	
Moretta	Italien	1	8	24	
Vallelian	Suisse	5			

MÉTAYERS ÉTRANGERS

Noms	Nationalité	Contenance de la propriété			Observations
		ha.	ares	ca.	
Mossu	Suisse	12	93	2	
Melly	»		98	55	

Cette diversité qui se retrouve dans la carte de la propriété française favorise certainement les contacts sociaux; elle évite la formation de clans et de ligues. Elle facilite l'administration et constitue un facteur favorable à l'assimilation.

Au point de vue de leur position sociale, les colons sont à peu près en nombre égal des propriétaires et des fermiers. Le métayage est peu répandu.

Les fermiers étrangers. — En 1938, dans l'arrondissement de Gex, 132 exploitations sont gérées par des fermiers étrangers (113 suisses et 19 italiens). La superficie totale cultivée était de 1.687 hectares, soit en moyenne 13 hectares par exploitation.

Aucune particularité n'est à signaler dans la répartition géographique. La partie nord-est de l'arrondissement paraît peut-être plus favorable à l'établissement des fermiers, car la propriété est moins morcelée que dans la région montagneuse. Les propriétaires genevois, particulièrement nombreux dans la banlieue de Genève (Ferney n'est qu'à 7 kilomètres de Genève), ont aussi des facilités plus grandes pour recruter des fermiers parmi leurs compatriotes.

Tous les propriétaires que nous avons interrogés se plaignent des difficultés de ce recrutement. Dans le Bugey et le pays de Gex, les fermiers français sont peu nombreux. Les rares postulants ne sont pas capables, le plus souvent, d'exploiter convenablement une propriété un peu étendue. Il est vrai que les propriétaires imposent quelquefois des conditions draconiennes, et qu'il faut être bien travailleur et ingénieux, qu'il faut bien connaître l'économie agricole de la région, pour réaliser de maigres bénéfices sur des terres négligées.

Aussi la plupart des fermiers sont-ils des Suisses, gros travailleurs, défricheurs, connaissant parfaitement les procédés d'élevage et de culture. Ils sont renommés pour leur aptitude à « remonter » une exploitation déficitaire.

Depuis l'année dernière, le recrutement paraît devenir plus facile. La terre est très chère en Suisse, les fermages sont plus élevés qu'en France. On nous a signalé le cas significatif d'un propriétaire fribourgeois qui a loué sa propriété en Suisse pour venir s'établir comme fermier dans la région de Gex !

Les fermiers italiens sont généralement de pauvres gens vivant péniblement sur des exploitations misérables. Très souvent, le père travaille à l'usine voisine, au moins pendant la mauvaise saison. Les propriétaires se plaignent de leur inaptitude à élever le bétail et à soigner la terre. Ils négligent les clôtures, commettent des hérésies dans les assolements ; surtout, ils sont peu soucieux de l'avenir ; par exemple, ils ménagent trop les engrais, ils n'extirpent pas complètement les plantes nuisibles à rhizome, la cuscute, etc...

Les métayers. — Onze métayers, 8 Suisses et 3 Italiens, cultivent 106 hectares. La moyenne des exploitations ressort à 10 hectares. Le métayage est peu répandu dans nos régions. Les étrangers, les Suisses en particulier, sont beaucoup trop individualistes, soucieux

du profit, conscients de la valeur du travail, pour consentir à se plier aux exigences et aux récriminations d'un propriétaire plus ou moins incompetent. L'enquête de M. Demangeon ne signale pas un seul métayer étranger dans toute la région de l'est (Bas-Rhin, Vosges, Jura, Haute-Saône, Côte-d'Or, Savoie, Haute-Savoie).

Le métayage est beaucoup plus fréquent dans le sud et le midi (Vaucluse, Alpes-Maritimes, Aude, Pyrénées-Orientales et surtout dans la Dordogne, le Gers, le Tarn, le Tarn et Garonne, l'Ariège).

Les propriétaires. — Les 197 propriétaires recensés sont répartis par nationalités de la façon suivante : 171 Suisses, 23 Italiens, 1 Allemand, 2 Américains. La superficie cultivée en 1938 était de 2.034 ha. soit 10 ha. par exploitation.

Les étrangers propriétaires se sont pour la plupart établis dans le pays de Gex au cours de la période immédiate de l'après-guerre. Les anciens immigrés sont devenus français par le jeu normal des naturalisations d'office, mais les nouveaux, nous le verrons plus loin, résistent au mouvement d'assimilation. Les achats sont maintenant plus rares malgré l'énorme avantage créé par le change. La raison en est simple, les ventes sont moins nombreuses. Le pays de Gex paraît être à l'heure actuelle une des régions les plus stables du département au point de vue démographique. La culture industrialisée garde mieux ses hommes, le prix rémunérateur du lait paie largement le travail assujettissant de la terre. La natalité paraît se relever dans quelques communes, ou se maintenir au même taux brut. Il y a là un indice très intéressant de relèvement qu'il faudrait encourager.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'une propriété est mise en vente, l'acquéreur est sûrement de nationalité suisse. On peut dire qu'il existe en ce moment une véritable « chasse » à la propriété, au moins pour celles qui sont situées sur les bonnes terres franches de la plaine. L'acquéreur français ne peut lutter contre cette concurrence appuyée sur des disponibilités pécuniaires immédiates considérables. L'appât d'un règlement comptant est toujours un argument décisif. Les propriétaires français qui peuvent disposer de 100 à 150 mille francs ne sont pas légion. Au change 9, ces capitaux ne représentent que 11 à 16.000 francs suisses. Il s'établit ainsi une véritable spéculation sur la terre française. Le contraste est saisissant entre Genève où de nombreux bâtiments sont à vendre et la campagne gessienne voisine où pas un arpent ne reste inoccupé.

Ces achats spéculatifs mis à part, il faut noter les acquisitions destinées à compléter les exploitations. Le Suisse aime les propriétés

bien groupées, pouvant vivre d'une façon presque autonome. Il lui faut de bonnes terres labourables, des prairies irriguées et aussi des taillis qui fourniront le bois de chauffage et les bois d'œuvre. Si ses moyens le lui permettent, il se rendra acquéreur d'un alpage. Par-dessus tout, il cherche à s'isoler des voisins ; il aime les coudées franches dans une exploitation peu morcelée. Nous revoyons la figure extasiée d'un colon suisse à qui nous expliquions l'organisation d'une exploitation de 80 ha. appartenant à l'un de ses compatriotes. Et nous entendons encore cette exclamation admirative : « d'un seul tenant ! »

Les alpages sont particulièrement recherchés par les colons. M. Mugnier, député du Grand Conseil Vaudois, qui vient de faire construire une ferme modèle à Gex, possède un alpage très bien installé à Branvaux, commune d'Echenevex. M. Vecchio, boucher genevois, d'origine italienne, est propriétaire d'un alpage de 550 ha., au-dessus de Thoiry, sur le Reculet. M. Zuccone, également genevois d'origine italienne, possède la plupart des alpages du Crêt-d'Eau.

Cette ruée des Suisses sur les exploitations françaises n'a pas produit, comme on pourrait le croire, une hausse exagérée du prix de la terre. D'abord parce que le propriétaire terrien français ne sait pas spéculer. Il est de trop bonne foi et mal renseigné. Certains qui ont cru faire des marchés extraordinaires vendaient 100.000 francs une propriété qui leur avaient coûté 20.000 francs avant la guerre. On nous a rapporté le propos amusant suivant : Un cultivateur suisse voulant se rendre acquéreur d'une exploitation agricole, trouvait un peu exagéré le prix de 80.000 francs demandé. Il avait cru que c'était des francs suisses. Offrez donc 70.000 francs français, lui dit-on, et votre bailleur sera enchanté. Ce qui fut vrai.

Il faut reconnaître aussi que les Suisses savent le plus souvent discuter âprement les conditions de la vente et qu'ils obtiennent le maximum d'avantages possibles. Ils ont bien vite compris la psychologie de leur vendeur. Les finesses de la procédure, les roueries des ventes aux enchères, par exemple, n'ont pas de secret pour eux.

A ce point de vue, les Italiens sont nettement défavorisés. Le manque de capitaux, leur timidité dans les affaires, les difficultés qu'ils éprouvent pour parler notre langue, en font des concurrents peu redoutables.

La colonisation étrangère est ainsi, dans le pays de Gex, avant tout une colonisation suisse caractérisée par sa *qualité*, sa *stabilité*, sa *pérennité* et son *étendue*.

Un groupement aussi dense, homogène, original, doit réagir fortement sur le milieu humain et sur l'activité économique régionale. Ce sont ces répercussions qu'il convient d'étudier maintenant.

CHAPITRE VII

LE ROLE ÉCONOMIQUE DES ÉTRANGERS

LEUR ROLE DANS L'ACTIVITÉ AGRICOLE

La valeur du colon suisse. — Tous les témoignages concordent pour souligner la valeur exceptionnelle du colon suisse. A vrai dire, cette appréciation flatteuse, trop peu nuancée, risque d'orienter les pouvoirs publics vers une politique d'assimilation, plus ou moins inopérante, qui gêne les cultivateurs français et ne résout pas le problème démographique.

La psychologie du colon. — Sur ce point, les enquêteurs sont unanimes dans leur jugement. Aux aberrations individuelles près, les colons suisses sont connus pour leur ardeur au travail, leur amour de la terre, leur goût, leur propreté, leur respect des règlements et des lois en vigueur, leur esprit d'économie et leur fidélité à la patrie suisse.

L'ardeur au travail que nous avons eu l'occasion de souligner à propos de l'ouvrier agricole se retrouve avec une intensité encore accrue chez le colon. De cinq heures du matin, plus tôt en été, jusqu'à 22 heures, le cultivateur se dépense sans compter. Beaucoup ne connaissent pas le repos hebdomadaire. Il est juste de faire remarquer que les Gessiens et, d'une manière générale, les montagnards français, possèdent aussi ces belles qualités d'endurance. Le Suisse, sur ce point ne présente pas une supériorité marquée. La différence est plus nette en ce qui concerne l'esprit d'organisation. Les colons suisses savent bâtir un plan de travail, un programme d'exploitation, un budget, choses qu'ignore presque totalement le cultivateur français.

Par exemple, dans une ferme suisse du canton de Collonges, appartenant aux trois frères S., les diverses directions sont réparties d'après les compétences. L'un est chargé de la culture proprement dite, labours, semailles, récoltes; l'autre de l'élevage, le troisième du matériel. Chaque matin, le programme de la journée est consigné sur un tableau noir; une comptabilité soignée fait ressortir les prix de revient et permet d'apprécier les rendements.

Cet esprit méthodique se retrouve dans la répartition des cultures, les assolements, l'emploi des engrais, l'organisation générale de la ferme et des dépendances. « Une place pour chaque chose et chaque chose à sa place », paraît bien être la devise de la plupart des colons suisses.

Nos amis gessiens ont encore à apprendre sur ce point, quoiqu'ils mettent leur amour propre à faire aussi bien que leurs voisins. Le cultivateur bugiste, lui, est encore empirique et négligent. Pour l'élevage, en particulier, il est beaucoup moins soigneux que le gessien.

Les fumiers, très souvent, croupissent devant les étables; les litières ne sont pas récurées tous les jours, les vaches sont crottées, etc... L'influence heureuse du colon suisse ne dépasse pas les limites du pays de Gex et il y aurait encore des réserves à faire pour certaines communes situées au pied du Jura (1).

Le respect scrupuleux des lois et des règlements est bien le côté le plus curieux de la mentalité suisse. Le Français volontiers frondeur, indiscipliné, résiste de son mieux aux obligations qui ne paraissent pas entièrement justifiées ou qui ne sont pas forcément suivies d'une sanction. Souvent, il oppose la force d'inertie aux innovations administratives. Le Suisse, habitué depuis son jeune âge à l'obéissance stricte, a gardé en France le respect de la loi et de ses représentants.

Dans tous les cantons, des décrets sont pris pour imposer la lutte contre les parasites des arbres fruitiers, l'entretien des haies et des murailles, etc... Les sanctions prévues se traduisent par des amendes et des frais. Nous relevons, par exemple, dans la loi du 22 mars 1932 sur l'arboriculture fruitière dans le canton de Vaud :

« Art. 11. Il appartient à l'autorité communale ou à une association locale ou régionale d'arboriculture, de pomologie ou d'agriculture, d'intervenir d'abord par écrit auprès des propriétaires, usufruitiers, fermiers, ou locataires des arbres négligés, si des démarches sont sans effets, les

(1) L'Inspection départementale d'hygiène a pu, dans bien des cas, obtenir l'observation stricte des règlements sur la propreté des voies publiques et l'isolement des fumiers.

intervenants signalent le cas au Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, en demandant l'intervention de l'autorité cantonale. Celle-ci prend les mesures nécessaires, au frais des propriétaires, usufruitiers, fermiers ou locataires, après avertissement adressé à ceux-ci. »

L'arrêté du 10 janvier 1888 (Vaud) contient les dispositions suivantes :

« Article premier. — *La destruction des pucerons lanigères et l'enlèvement du gui sont obligatoires, en ce qui concerne les arbres fruitiers, sur tout le territoire du canton...*

Article 3. — ... *Les communes sont autorisées à faire d'office, aux frais des propriétaires négligents ou récalcitrants, les travaux qui n'auraient pas été exécutés dans les délais fixés, cela indépendamment des amendes qui pourront être encourues... »*

Ces dispositions sont rigoureusement observées; constatation du délit par l'autorité chargée du contrôle, avertissement, mise en demeure et exécution des travaux aux frais du propriétaire sont les phases de la procédure.

En France, nous avons aussi des lois et des règlements destinés à protéger notre cheptel et nos récoltes, il suffirait de les faire appliquer. Mais on ne les applique pas ! (1).

Quoi qu'il en soit, le colon suisse a gardé l'habitude de soigner ses arbres et ses clôtures; il ramasse les hannetons, détruit le chiendent, l'épine-vinette et la cuscute. Nous avons souvent remarqué le goût des Suisses pour leur verger. Ils sacrifient sans regret les arbres malades et éliminent soigneusement le gui. Le contraste est frappant à cet égard, entre les propriétés françaises et les propriétés suisses. C'est un jeu, souvent réussi, de reconnaître la nationalité d'un cultivateur à la propreté de son verger.

Les connaissances techniques du colon. — Indiscutablement, les Suisses sont passés maîtres dans la pratique de l'élevage. Les agriculteurs gessiens ne leur contestent pas cette supériorité. La prospérité agricole du pays de Gex est due en partie à la copie des méthodes suisses. La race tachetée gessienne, elle-même, est une variété de la race de Simmenthal. Il n'y a pas plus d'une cinquantaine d'années que la sélection se poursuit. Vers la fin du XIX^e siècle, les bovins gessiens appartenaient à des races diverses dites Femeline, Bressane,

(1) Et nous sommes surpris quand l'étranger ferme ses frontières à l'exportation d'un produit agricole contaminé; c'est la sanction la plus sûre.

Taurache ou de Michaille. Ce sont les fermiers suisses installés dans le pays de Gex avec leur cheptel d'origine qui donnèrent l'idée d'améliorer la production laitière par la sélection des meilleurs sujets. L'importation des taureaux de Simmenthal étant trop onéreuse pour les particuliers, les gessiens réussirent à fonder une Société Coopérative d'élevage qui, dès 1907, publia un livre généalogique de la race gessienne.

Ce goût des suisses pour l'élevage se manifeste d'ailleurs en tous lieux. Les immigrants ont essayé de développer l'élevage dans la région pyrénéenne et dans le Sud-Ouest, non sans déboires d'ailleurs. Il faut, en effet, se plier à de nouvelles exigences du climat, du sol, des hommes; mais on doit reconnaître qu'ils ont réussi quelquefois à transformer un mode ancestral d'exploitation et qu'ils ont orienté les Français vers une activité rémunératrice. (*Lot-et-Garonne*) (1).

Les Suisses ont aussi compris plus tôt que nos compatriotes la valeur des pâturages jurassiens de haute montagne. L'exploitation alpestre améliore la production du lait, augmente la résistance aux maladies et en particulier à la tuberculose, évite l'exploitation intensive des prairies basses, libère les serviteurs pendant la saison des moissons. L'aménagement des alpages, l'installation des fruitières, l'organisation syndicale, ont largement profité de l'expérience suisse.

Toujours à l'affût des perfectionnements nouveaux (2) très au courant des progrès en matière de laiterie et d'élevage, ils ne craignent pas de moderniser leurs exploitations, et d'investir de gros capitaux, pour améliorer le rendement laitier. Nous avons eu l'occasion de visiter une étable moderne dans une ferme suisse des environs de Thoiry. Tout est d'une propreté impeccable. Air, lumière, eau, sont distribués en abondance. Les vaches laitières ont leur ratelier, leur mangeoire et leur abreuvoir individuels, bien disposés et très propres. Le lait est recueilli dans des conditions d'hygiène parfaites. Quelle différence avec les misérables et répugnants réduits de certaines fermes bugistes et bressanes.

Les éleveurs gessiens ne peuvent que profiter d'aussi heureux exemples.

(1) Cette hantise d'acclimater le cheptel et les cultures du pays natal dans les régions d'immigration est tout à fait générale. Dans le Jura, par exemple, des Hollandais ont essayé sans succès, d'acclimater la race bovine de leur pays. Les Italiens ont fait dans le S.-O. des essais de culture de riz, etc...

(2) Les éleveurs suisses de la Michaille et du canton de Collonges ont également colonisé le plateau de Retord. L'herbe y est paraît-il moins fine, moins riche en matières minérales, mais cette déficience est compensée par l'altitude et l'insolation.

La supériorité des Suisses en matière de culture (l'horticulture mise à part) est plus contestée. Certes, il font preuve dans toutes les manifestations de l'activité rurale des mêmes qualités d'ordre, de méthode et de sage modernisme. Mais les agriculteurs gessiens n'ont rien à leur envier à ce point de vue. Il n'en est pas de même en montagne où les essais d'industrialisation font sourire les paysans français. Le Suisse est habitué à la riche terre franche qui paie l'engrais et la machine. Il n'est pas dépaysé dans la région de Gex; mais il réussit moins bien sur les exploitations pauvres du Bugey. Les colonies suisses y sont d'ailleurs trop peu nombreuses pour exercer une influence quelconque sur la population autochtone.

Nous avons parlé du soin avec lequel les Suisses traitent leurs arbres fruitiers. Le paysan français est plus négligent, et ne paraît pas s'améliorer au contact des étrangers.

Dès l'école primaire, le Suisse reçoit des notions d'arboriculture fruitière. La prolongation de la scolarité obligatoire permet de préciser l'enseignement agricole. Dans les cantons, il est institué des cours théoriques et pratiques sanctionnés par un certificat d'arboriculteur patenté. Enfin, dans chaque commune (Vaud) l'arrêté du 31 janvier 1933 permet la création de « vergers commerciaux de démonstration ». Des indemnités importantes sont allouées aux propriétaires qui veulent se soumettre à la réglementation instituée par le département de l'agriculture. Une pareille organisation donne évidemment le goût de l'arbre fruitier. En France, l'effort a été orienté avec raison sur le reboisement en résineux. Il conviendrait d'intensifier la propagande en faveur du verger.

Les particularités de l'exploitation. — Si l'on excepte la rationalisation des procédés d'élevage, les Suisses n'ont pas apporté en France des méthodes nouvelles susceptibles de modifier l'exploitation agricole. Ça et là, on nous signale quelques initiatives intéressantes. Par exemple, à Vesancy, R. essaye de renouveler la culture du colza, mais son essai n'a pas eu de suite.

A Collonges, M. S. réussit à irriguer des champs caillouteux en pompant l'eau du Rhône. Il s'est procuré des morceaux disparates de tuyaux d'incendie qu'il a pu ajuster tant bien que mal. La récolte a été magnifique, alors que la sécheresse désolait les champs voisins.

Le Suisse a gardé l'habitude de certains « tours de main » et d'un outillage original. En général, ses procédés ne sont pas routiniers, mais répondent à des besoins bien définis. Ainsi, la traite est faite à main fermée, le pouce en dedans, appliqué sur le pis. Cette méthode

permet, paraît-il de vider complètement la tétine, ce qui est très important pour assurer la régularité de la venue du lait et empêcher le durcissement des trayons.

Les procédés de conservation des foins sont également différents. Très souvent le foin est rentré à moitié sec et salé. Au contraire, le Français rentre toujours son foin très sec. Les deux méthodes ont leurs avantages et leurs inconvénients.

Les Suisses qui viennent en France avec leur matériel introduisent le char à quatre roues, à pont entièrement plat, limité par des montants aux deux extrémités. Le Français utilise le char à échelle de 5 mètres de longueur.

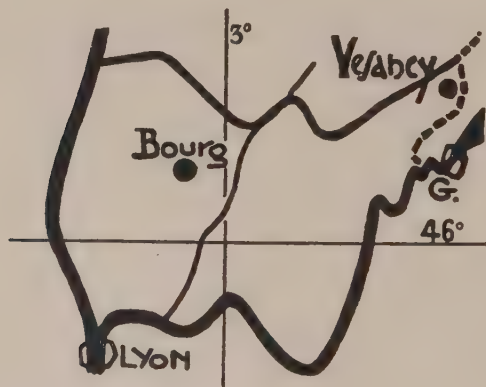
Un procédé d'attelage très répandu en Suisse, et plus rarement utilisé par les Français, est l'attelage à deux chevaux en « flèche ». Les chevaux ont un collier avec des traits. Lorsqu'un seul cheval est nécessaire, les brancards sont tenus par un porte brancard supplémentaire (sellette). Le Français fait passer les brancards dans les œillères du collier (manselle).

UN EXEMPLE D'EXPLOITATION ÉTRANGÈRE DANS LE PAYS DE GEX

M. R., de nationalité suisse, possède à Vesancy une propriété de 12 ha., 76 a., 61 ca. Il est âgé de 42 ans. Sa femme, décédée en 1932, était Française; ses deux enfants, nés en France, âgés de 10 et 15 ans,

sont Français aussi, sauf faculté de répudier cette qualité dans l'année qui suivra leur majorité (art. 2 de la loi du 10 août 1927).

L'exploitation, située au pied d'un coteau, est relativement mal exposée. Les terres sont froides, imperméables et humides. La plus grande parcelle, C 116, au lieu dit Les



Ouches, d'une superficie de 6 ha., était en friche au moment de l'achat, en 1930. La propriété ne devait pas avoir une grosse valeur à ce moment-là.

Nous allons essayer de suivre les phases de l'amélioration méthodique de l'exploitation.

La répartition cadastrale est la suivante :

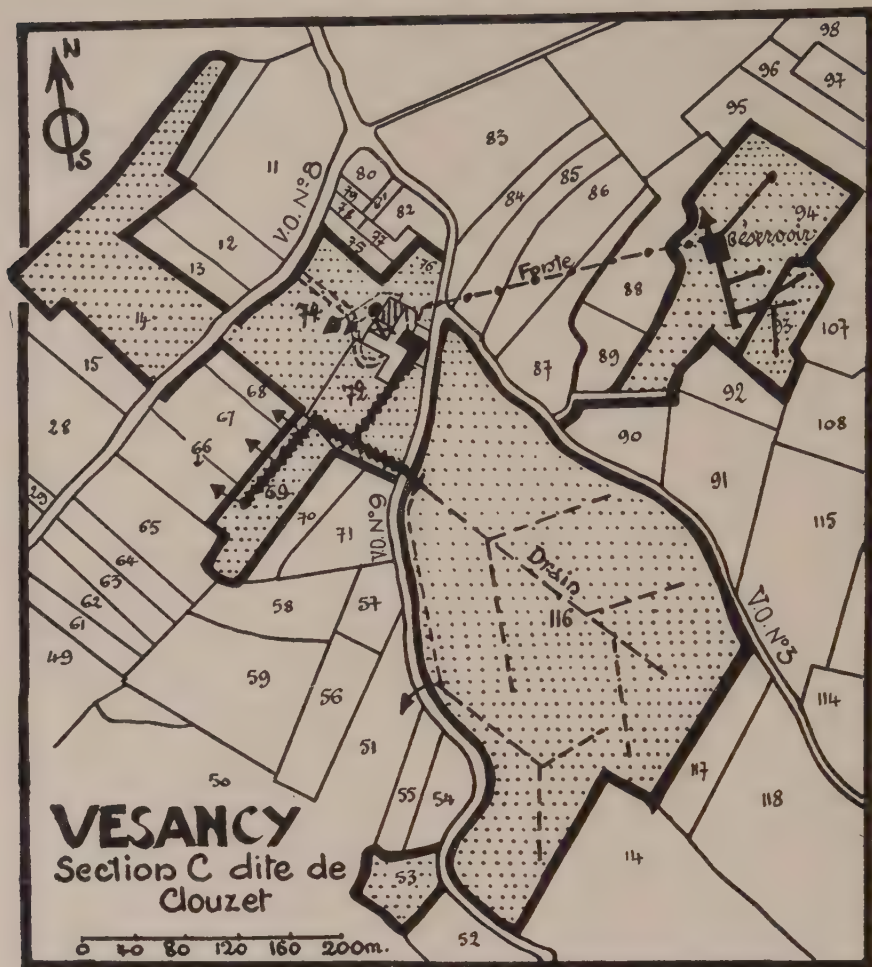
Section	Numéro du plan	Lieu-dit	Contenance			Nature de la propriété	Classe	Revenu imposable
			ha.	ares	ca.			
C	73	Clouzet				manoir		300
C	14	Aux Evaux	I	58	30	terre	2	75,98
C	53	Clouzet		36	80	pré	3	10,30
C	69	»		38	40	terre	2	18,43
C	72	»		64	00	pré		
C	73	»		16	75	sol		
C	74	»		98	68	terre	2	47,37
C	76	»		19	88	pré	2	10,34
C	93	En Moï		24	50	pré	3	6,86
C	94	»	I	77	40	terre	3	56,77
C	116	Aux Ouches	6	41	90	terre	2	308,11

Le problème capital était évidemment la mise en valeur de la grande parcelle 116. Mais le terrain essentiellement formé d'argile glaciaire, imprégné d'une eau acide, devait être avant tout autre modification physique, débarrassé soigneusement de l'excédent d'humidité.

Les anciens propriétaires avaient déjà compris la nécessité du drainage, mais les travaux trop rudimentaires ne pouvaient donner de bons résultats. R. reprend ce drainage. Il creuse des tranchées en V, à profondeur d'homme, pose des drains qu'il va chercher à la tuilerie de Bellevue, près de Ferney. Il les recouvre de cailloux et de fascines, puis de terre. Ce travail se prolonge pendant une année, car R. travaille absolument seul. Un collecteur arrive à la hauteur de la parcelle C 51, et l'eau coule le long du chemin; un autre, le plus important, arrive à la corne sud de la parcelle C 72. L'eau traverse la parcelle 72, et se grossit du trop plein de l'abreuvoir (eau qui vient de la parcelle C 94) pour se répandre enfin, suivent la pente du terrain, dans les parcelles C 68, C 67, et C 66.

R. prétend qu'en deux années, il a été payé largement de sa peine et des dépenses faites.

Les propriétaires français des parcelles 66, 67 et 68, n'ont pas accepté sans récriminer cet afflux d'eau froide et acide. Il ont prétendu que l'eau venant de l'abreuvoir était de l'eau ménagère et qu'ils n'avaient pas à la recevoir. R. demanda une consultation juridique, puis une expertise qui lui donna pleinement raison, car



la servitude des eaux de pluies et des eaux de drainage est absolue.

Le problème de l'alimentation en eau potable devait être résolu parallèlement. L'élevage exige une eau abondante, claire, pure, régulière. R. reprend les travaux de captage faits par ses prédécesseurs. Il change les drains, les enfouit plus profondément, répare les citernes, et obtient à la fois un gain d'eau appréciable et une amélioration de la qualité.

Le réservoir cimenté situé dans la parcelle 94, reçoit les eaux de drainage. Une conduite en fonte traverse les parcelles 84, 85, 86, 87 et 88; elle aboutit au coin de la porcherie où le tuyau fait un coude pour atténuer les coups de bélier. La cuisine et l'écurie sont desservies

directement; le trop plein s'écoule dans un abreuvoir extérieur. De là, l'excédent rejoint le collecteur général de l'exploitation. Les eaux usées sont évacuées sur la parcelle 74.

Ainsi, dans cette question des eaux, toujours délicate à la campagne, R., fort de son droit, a su utiliser, au mieux de ses intérêts, l'eau des parcelles drainées et envoyer légalement chez ses voisins l'excédent inutilisable.

R. met ensuite en état la ferme et ses dépendances immédiates : la toiture est revue; les écuries sont ravalées; la distribution du foin, les mangeoires, la distribution d'eau, sont méthodiquement transformées.

La vieille fosse à purin est vidangée, creusée, rendue imperméable par un revêtement de béton. Autrefois, le purin se déversait de façon continue sur la parcelle 74. R. a installé une pompe qui permet de fertiliser la prairie aux époques voulues et qui supprime l'égout nauséabond.

Enfin, R. creuse et empierre un chemin de desserte qui permet d'accéder facilement à la grange en évitant un cassis très raide à l'extrémité de la parcelle 116. Ce chemin relie directement la ferme au chemin vicinal ordinaire n° 8 de Vesancy à Cessy. Les tracteurs et la batteuse peuvent être amenés sans peine au pied de la grange.

Grâce à son opiniâtreté, à son goût du travail bien fait, à son esprit de méthode, R. a pu transformer l'exploitation de la ferme du Creux. Sa propriété vaut bien maintenant le double de ce qu'elle a été payée.

A la fois préoccupé par la mise en valeur de sa ferme et désireux, comme tous les Suisses, d'éviter la dispersion des parcelles, R. n'a pas cherché à acquérir d'autres terrains dans la commune. Le fait est d'autant plus curieux qu'à Vesancy les propriétaires exploitants mettent un point d'honneur à posséder un petit coin de jardin ou de vigne dans les régions les plus fertiles et les mieux situées, aux Condamines, aux Vignes et à la Caille.

Un autre exemple, plus significatif encore, d'exploitation transformée par le travail acharné des colons est celui de la ferme de S. à Collonges.

Au moment de l'achat, il y a 10 ans, les champs étaient en friche. Comme on dit, dans le pays, S. s'est rendu acquéreur d'une propriété de 45 ha. pour une « bouchée de pain ». Il est juste d'ajouter que pas un Français n'en aurait voulu. A l'heure actuelle, après des années d'efforts ininterrompus, de conquêtes incessantes sur la friche et le marais, la propriété est en plein rapport. S. cultive le blé, l'avoine,

la pomme de terre, la betterave, la vigne, les arbres fruitiers; ses prairies sont les plus belles de la région. Le cheptel est composé de 60 têtes de bovins, 2 chevaux, des porcs, des moutons. Un alpage a été acquis sur le plateau de Retord.

Un achat récent de plusieurs parcelles voisines porte la superficie à 54 hectares. S. ne pouvant exploiter convenablement une telle étendue, s'est réservé 30 hectares, et laisse 24 ha. en métayage (son métayer est Suisse).

La valeur du colon italien. — Dans le département de l'Ain, les colons italiens sont peu nombreux et très dispersés; ils ne jouent qu'un rôle insignifiant dans l'activité agricole. L'immigrant, originaire de l'Italie du Nord, est généralement dépourvu de capitaux. Il est certainement résistant et plein de bonne volonté, mais il ne possède pas les connaissances techniques qui lui permettraient de faire prospérer une exploitation essentiellement orientée vers l'élevage.

Ces considérations expliquent le nombre très réduit des propriétaires-exploitants de nationalité italienne (23 dans l'arrondissement de Gex, 1 dans l'arrondissement de Nantua) et la proportion très faible des fermiers : 19 fermiers sur 132 étrangers à Gex, 20 sur 45 à Nantua. Par contre, le pourcentage des métayers est plus élevé, 3 sur 11 à Gex, 3 sur 4 à Nantua. Les superficies cultivées sont de faible importance. Dans l'arrondissement de Nantua, l'unique propriétaire cultive 5 hectares, les fermiers 132 hectares, et les métayers 50 hectares.

L'insuffisance des connaissances techniques se révèle dans les procédés d'élevage et dans les procédés de culture. L'Italien ne sait pas plus soigner le bétail que les champs. Cette technicité insuffisante est aggravée par un travers de caractère souligné par nos enquêteurs. Très dur pour lui-même, très sobre, l'immigrant pense récolter beaucoup en semant peu. La nourriture du bétail, par exemple, sera de basse qualité en hiver; les semences seront serrées exagérément; les engrais trop parcimonieusement distribués.

A cette sorte « d'avarice » congénitale, s'ajoute le désir d'obtenir, dans le présent, le maximum de rendement avec le minimum de dépenses. L'Italien est beaucoup moins prévoyant que le Suisse; il vit au jour le jour, et ne s'inquiète pas des rendements futurs. Il est vrai qu'il faut un long atavisme terrien pour confier à la terre des richesses qui ne seront récupérées que beaucoup plus tard, après plusieurs années d'efforts quelquefois. Peut-être l'Italien n'a-t-il pas, comme nos paysans français, cet amour puissant de la terre. Chez

nous, on considère comme un crime l'exploitation intensive qui épuise le sol. Un propriétaire français nous racontait dernièrement les soucis que lui donne la mauvaise gestion de son métayer italien. Obligé d'intervenir constamment, il ne peut obtenir les labours profonds qui renouvelleraient le sol; l'herbe gagne certaines terres autrefois très « propres »; les assolements ne sont pas observés, etc...

Cette mentalité n'est pas particulière aux immigrants qui s'installent dans une région de montagne. Elle se retrouve par exemple chez les colons du Sud-Ouest. Dans son enquête sur les étrangers dans l'agriculture, M. DEMANGEON signale des faits analogues à ceux qui sont rapportés ici :

« Ils ont exploité trop intensivement; là où avant eux on ensemait chaque année 10 hectares, ils ont supprimé les friches et ensemencé 15, 20 hectares; résultats : mauvaises herbes, baisse du rendement » (*Montauban*).

« Ils travaillent d'une façon empirique, peu soigneux du matériel et des animaux... » (*Cassaignes, Gers*).

« Ils ont « surchargé » les terres, donnant aux céréales une extension telle qu'à l'heure actuelle, de l'avis des agriculteurs, la plupart des terres cultivées par les Italiens sont entièrement fatiguées et ne rapporteront plus d'ici peu... » (*Labastidette, Haute-Garonne*).

« Ils prennent peu de soin de la terre, ne labourent pas assez; ils ont voulu cultiver beaucoup de blé et ont épuisé la terre; ils ont voulu élever beaucoup de bétail sans cultiver de fourrages, et ont inondé le marché de bêtes squelettiques... » (*Issus, Haute-Garonne*).

« Les propriétaires italiens ayant acheté des terres en friches eurent, au début, de magnifiques récoltes de blé. Ils eurent le grand tort de ne point pratiquer d'assolement de plusieurs années. La terre fut vite épuisée et, pour la remettre en bon état, ils durent se livrer à l'emploi rationnel des engrais et des assolements, qu'ils n'ont jamais abandonné depuis » (*Caumont, Tarn-et-Garonne*).

Agriculteurs médiocres, du moins pendant une période d'adaptation assez longue, trop pauvres pour s'installer sur des exploitations rémunératrices, les Italiens cherchent un complément de ressources dans des professions secondaires. Beaucoup sont bûcherons, terrassiers, ouvriers d'usine, saisonniers, etc...

Notre enquêteur d'Izernore écrit : « Les fermiers italiens s'installent dans des fermes écartées et d'exploitation difficile, dans des locaux délabrés dénués de confort et de commodité; les écarts de Charbillat et de Beauregard ne sont pas électrifiés. Le bon marché attire les locataires étrangers souvent nécessiteux et sans cheptel. Situées au

milieu des bois, ces fermes leur permettent de se livrer en même temps à des travaux d'appoint, bûcheron essentiellement ».

Dans la région de *Bellegarde*, des ouvriers italiens se sont installés au pied du Crêt-d'Eau, à 800 mètres d'altitude. Ils ont acheté des propriétés abandonnées depuis plusieurs années : les locaux d'habitation étaient en ruines, les champs en friche, les sources perdues. Notre enquêteur de *Lancrans* écrit : « Depuis un an, il s'est produit dans la commune un afflux de familles italiennes, provenant d'un même village, Terragnolo, province de Trente. Tout d'abord, il y a environ six ans, sont arrivés le père et le fils; celui-là a acheté d'un Suisse une petite propriété d'un maigre rapport. Le fils aîné s'est marié avec une jeune française de la commune, puis il a obtenu sa naturalisation. Un cousin est ensuite arrivé seul en 1937, sa femme et ses quatre enfants l'ont rejoint quelque temps après. Ensuite, c'est un frère, célibataire, qui a pu également venir s'installer dans la commune comme ouvrier agricole. Enfin, une famille originaire de Terragnolo, également, est arrivée aussi en deux fractions, d'abord le père et deux grands enfants, puis la mère avec trois autres enfants. Ces familles ont réussi à occuper toutes les maisons inhabitées, situées au pied de la montagne, et forment pour ainsi dire, comme un îlot italien dans le secteur qu'ils occupent. Bien entendu, ils se fréquentent beaucoup, se voient le dimanche, vont les uns chez les autres. »

L'exploitation agricole est dirigée par les vieux et par les femmes. Les hommes dans la force de l'âge, ainsi que les adolescents sont employés dans les chantiers des environs. Quelques-uns rejoignent chaque jour Génissiat, à 15 kilomètres environ de leur résidence. Les loisirs laissés par la semaine de 40 heures sont utilisés pour faire les gros travaux des champs.

La vigueur et le cran de ces colons ne laissent pas d'étonner. Que l'on essaie de se représenter la dure journée des hommes, levés à 3 heures du matin, regagnant l'usine après deux heures de marche dans les sentiers raides de la montagne, employés pendant huit heures aux plus dures besognes, maigrement alimentés à midi et qui trouvent encore l'énergie nécessaire pour s'occuper pendant plusieurs heures aux rudes travaux de la ferme.

Cette rapide étude de la valeur des colons souligne l'aspect foncièrement différent de la colonisation suisse et de la colonisation italienne. La première est caractérisée par sa densité, la seconde, plus diluée, plus dispersée, est aussi moins « civilisée », infiniment plus fruste, mais aussi plus robuste, et par là plus apte à remédier

aux déficiences de notre économie rurale dans les régions pauvres de la montagne.

Cette opposition se retrouve dans les professions industrielles et commerciales.

LE RÔLE DES ÉTRANGERS DANS LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Les effectifs et leur répartition géographique. — L'enquête administrative de 1938 fait ressortir un effectif total de 3.223 étrangers actifs employés dans l'industrie et dans les chantiers, 309 artisans, 233 domestiques (les domestiques agricoles sont comptés à part), 21 directeurs d'usines appointés, 158 ouvriers et travailleurs non manuels, 23 patrons de plus de 10 ouvriers, 450 patrons de moins de 10 ouvriers et 42 patrons et employés dans les professions libérales.

Quelle est la part des étrangers dans les effectifs commerciaux et industriels du département ? Le recensement de 1931 donnait pour les grandes catégories, les renseignements suivants, qui permettent de calculer les pourcentages :

Catégories	Hommes actifs			Femmes actives		
	Fran- çais	Etran- gers	Pourcen- tage	Fran- çaises	Etran- gères	Pourcen- tage
Industries extracti- ves	687	410	40 %	8	3	37 %
Industries de trans- formation	29.508	4.545	15,4 %	15.051	1.277	8,4 %
Manutention et trans- port	5.809	315	5,4 %	664	6	0,9 %
Commerce et Banque	7.140	341	4,7 %	7.079	208	2,9 %
Professions libérales	2.107	92	4,3 %	2.206	149	6,7 %
Domestiques	916	43	4,6 %	2.776	170	6,1 %
Services Publics....	8.626	2.807	32 %	1.833	5	0,2 %

Ces effectifs, nous l'avons vu, ont été ramenés en 1938 au 3/5^e de ce qu'ils étaient en 1931. Ils restent faibles dans le commerce et dans les professions libérales. Dans les industries de transformation, la proportion des ouvriers étrangers est extrêmement variable, selon la nature de l'industrie. Elle est d'autant plus forte que la présence d'un nombre élevé de manœuvres est plus indispensable, mais elle

usines utilisent plus ou moins la main-d'œuvre étrangère, sans sélection marquée des nationalités. A peine pourrait-on distinguer la préférence des Suisses pour les exploitations rapprochées de la frontière.

Les nationalités. — Les Italiens viennent en tête, avec 2.302 travailleurs industriels, soit 71 % du total de la catégorie; 240 artisans, représentant 77 % du total; 187 petits patrons représentant 41 % de la catégorie; 60 employés sur 158; 129 domestiques sur 233. La plupart des autres nationalités sont représentées dans des proportions variables :

Etrangers actifs dans l'industrie et le commerce en 1938.	Professions libérales	Patrons de moins de 10 ouv.	Patrons de plus de 10 ouv.	Travailleurs manuels	Pourcentage dans la catégorie	Pourcentage du total de la nationalité active	Employés		Directeurs appointés	Artisans
							Employés	Gen's de maison		
Allemands		2		1		20 %		1	1	
Américains	3									
Arméniens	1	3		86	2,6 %	82 %	5	2		8
Autrichiens				0			2	2		
Belges		1		10	0,3 %	45 %	4	3		3
Hollandais										2
Britanniques	1	3		4		33 %	2	1	1	
Bulgares		2		4		36 %		3		1
Chinois		1								
Danois	1									
Espagnols	4	28	2	134	4,1 %	56 %	42	13		2
Géorgiens		1		1						
Hellènes		8		7		36 %	1			2
Hongrois				7		70 %				
Italiens	15	187	9	2.302	77 %	62 %	60	129	4	240
Ottomanes		4								
Persans			1							
Polonais		4		120	3,7 %	18 %	1	22		3
Portugais		1	5	31	0,9 %	76 %				3
Roumains	1							3		1
Russes réfugiés	4	1		97	3 %	83 %	4	4		1
Serbo-croates-slovènes		4		35	1 %	33 %		1		
Suisses	10	197	6	336	10 %	22 %	33	42	15	42
Syriens	1	1		23	0,7 %	88 %		1		
Tchécoslovaques	1	2		14	0,4 %	20 %	2	4		1
U. R. S. S.				2		20 %	1			
Divers				8			1	2		
	42	450	26	3.223			158	233	21	309

On remarquera la préférence des Suisses et des Polonais pour les professions agricoles (10 % et 18 % seulement sont employés dans l'industrie). Les Russes réfugiés, les Arméniens, les Hongrois, les Syriens, au contraire, ont une préférence marquée pour l'industrie.

Les étrangers dans les professions libérales. — Leur nombre est insignifiant dans l'Ain, 42 au total, soit 0,6 % des étrangers actifs. Ces professions exigent, en effet, à la fois des connaissances techniques, une instruction générale et des capitaux qui font défaut à la plupart des immigrants. La France a dû, d'autre part, se défendre contre une invasion d'étrangers d'une valeur professionnelle douteuse. Les règlements récents ont exigé des équivalences sérieuses de diplômes, ou même des diplômes français pour les professions de médecin, sage-femme, dentiste, vétérinaire, etc... Un contrôle sévère a été institué pour réprimer la fraude.

Les médecins et les chirurgiens-dentistes, par exemple, doivent posséder le diplôme d'Etat français de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste. Seuls les ressortissants diplômés des pays qui ont signé des conventions avec la France, peuvent solliciter l'autorisation d'exercer leur art. Encore l'autorisation est-elle expressément individuelle, accordée par décret, en tenant compte d'une parité avec les pays signataires.

Depuis la loi du 21 avril 1933, l'équivalence des diplômes étrangers n'est plus autorisée pour le diplôme de Docteur en médecine.

La profession de vétérinaire et de chirurgien-vétérinaire a été réglementée par la loi du 17 juin 1938. Les étrangers ne peuvent plus exercer cette profession. (Les droits des étrangers résidant en France au moment de la promulgation de la loi seront respectés).

Les pharmaciens étrangers doivent être munis du diplôme français et appartenir à un pays qui a signé une convention de réciprocité.

Les sages-femmes doivent être françaises, ou naturalisées françaises.

Les professions suivantes sont interdites aux étrangers : avocat (décret du 20 juin 1920), notaire, avoué, agent de change, huissier, commissaire, priseur, etc... Les étrangers ne peuvent être fonctionnaires de l'Etat, des départements ou des communes.

La profession d'architecte n'est pas réglementée.

Dans l'Ain, nous avons recensé quelques médecins étrangers Suisses, Roumains, des architectes (Italiens, Suisses) quelques vétérinaires, des journalistes suisses installés à Ferney, des pasteurs protestants (Suisses, Belges), etc...

Les étrangers dans le commerce. — La plupart des professions sont représentées, mais les effectifs sont insignifiants (l'enquête administrative de 1938 signale 450 patrons occupant moins de 10 ouvriers et 23 occupants plus de 10 ouvriers). Il est vrai que le recensement des commerçants n'était guère facile avant le décret-loi du 12 novembre 1938.

A partir de cette date, tous les commerçants étrangers doivent être pourvus d'une carte portant la mention « commerçant » et il est interdit à tout étranger d'exercer une profession commerciale s'il ne possède pas cette carte. Les décrets-lois des 14 et 15 novembre 1938 réservent aux seuls ressortissants français l'autorisation de postuler des concessions d'exploitation de services publics.

Les commerçants étrangers sont dispersés dans les petites villes du Bugey et du pays de Gex. Ils sont peu nombreux en Bresse et en Dombes (à part quelques « leveurs » de volailles, des Italiens en général). Bourg abrite une modeste colonie de commerçants, 11 Italiens, 125 Espagnols, 3 Suisses.

Les Espagnols dans l'Ain, comme dans les régions voisines, sont établis marchands-primeurs ou laitiers; les Italiens font tous les métiers, mais se spécialisent plus facilement dans les professions qui se rattachent au bâtiment : peintres, ferblantiers, droguistes, charpentiers, menuisiers, on trouve encore des marchands ambulants, des cordonniers, etc...

Les Suisses, hors du pays de Gex, sont rarement établis comme commerçants, 2 seulement à Bellegarde, 3 à Bourg, 2 à Saint-Rambert, 5 à Oyonnax, 2 à Ambérieu, etc... L'arrondissement de Gex groupe 72 % des commerçants suisses du département. Ils n'ont pas de spécialité dominante; mais ils réussissent bien dans le commerce hôtelier.

A Ferney-Voltaire, par exemple, nous avons noté les professions suivantes : 2 menuisiers, 1 jardinier, 2 horlogers, 3 plâtriers-peintres, 1 charcutier, 1 cafetier, 1 électricien, 1 directeur de pension, 2 hôteliers, 1 épicier, 2 charpentiers, 1 tonnelier, 1 bourrellier, 1 serrurier. Assez souvent, ces commerçants disposent de capitaux importants. Sur les 42 patrons occupant plus de 10 ouvriers, signalés par l'administration préfectorale, 10 sont Suisses.

Les autres nationalités sont représentées par un trop petit nombre d'individus pour qu'il soit possible d'apprécier les aptitudes générales des immigrants et de déceler leur rôle dans l'activité commerciale. Presque tous sont des commerçants modestes (à part quelques étrangers de race juive).

Cette statistique est bien loin de traduire, cependant, l'importance de l'élément étranger dans les professions commerciales. Il faudrait tenir compte des naturalisés, particulièrement nombreux dans cette catégorie de travailleurs. En effet, une maison de commerce prospère fixe l'homme. Les capitaux permettent d'entreprendre des démarches parfois coûteuses; les relations cordiales avec les gens du pays, avec les hommes politiques, avec les services administratifs, facilitent la constitution des dossiers de naturalisations. Dans notre région, le nombre de commerçants étrangers naturalisés, des Italiens surtout, est élevé. Ce sont très souvent des gens avisés, travailleurs, artisans et commerçants aimables, qui ont su se créer des situations enviables.

Les étrangers dans l'industrie. — Nous avons analysé plus haut les besoins de l'industrie en main-d'œuvre. Le perfectionnement croissant de l'outillage exige à la fois des spécialistes habiles pour installer et réparer les machines délicates et des manœuvres pour accomplir les basses besognes. Cette affirmation peut paraître paradoxale, à priori. Mais il faut bien comprendre que l'effort des chercheurs, orienté par les industriels est, dans son essence, parfaitement amoral. L'avance de capitaux considérables engagés dans un laboratoire de recherche ou de mise au point ne se justifie que par l'appât d'un gain.

La machine devant diminuer les frais généraux et améliorer le rendement sera d'abord introduite dans la phase de fabrication qui grève le plus lourdement le prix de revient. Dans la mesure où la nature de l'industrie le permet, elle simplifiera ensuite les phases secondaires, à condition toutefois que le gain réalisé permette un amortissement rapide des dépenses engagées. Dans l'état actuel du marché du travail, l'industriel n'a pas intérêt à mécaniser les basses besognes de l'usine. La variété des tâches, dans la plupart des industries, ne permet pas non plus de multiplier les machines. On comprend la nécessité d'une main-d'œuvre abondante lorsqu'une fabrication ou une phase de fabrication ne peut être mécanisée pour des raisons techniques ou des raisons économiques. Mais la concurrence qui pousse les industriels à améliorer sans cesse l'organisation des ateliers et la technique des fabrications, fait disparaître peu à peu les exploitations primitives trop exigeantes en main-d'œuvre. Aussi les tâches pour lesquelles aucune mécanisation n'est possible, sont-elles de plus en plus limitées. Elles étaient, il n'y a pas encore très longtemps, les plus fines, celles qui exigeaient le plus d'intelligence, elles deviennent maintenant les plus rudes, les plus absorbantes, les moins rémunérées.

En nous résumant, la main-d'œuvre industrielle se compose en gros, des quatre catégories suivantes : le personnel directeur, ingénieurs, surveillants, contrôleurs, employés, le personnel hautement spécialisé qui installe, vérifie et répare les machines-outils, les ouvriers attachés à la fabrication, les manœuvres.

L'ouvrier français possède la finesse et la sûreté des réflexes qui sont exigées pour le contrôle des machines. Mais les industriels sont généralement dans l'obligation de recruter des spécialistes et des manœuvres étrangers.

Un grand nombre de machines-outils, en particulier, sont d'origine étrangère. Les Allemands et les Tchéco-slovaques fournissent les machines qui travaillent le fer et le bois, les tours, les presses, les chariots, etc... Les Anglais exportent les métiers à tisser la laine et le coton, les Suisses sont spécialisés dans la fabrication de l'outillage délicat et du matériel de contrôle... Les installateurs et les vérificateurs étrangers séjournent plus ou moins longtemps dans la région. Quelques-uns même sont installés à demeure.

La proportion des ouvriers étrangers varie considérablement d'une industrie à l'autre.

Il est extrêmement réduit dans les industries suivantes :

Mine d'asphalte	néant
Papier et carton	1 %
Pelleterie et Fourrures	3 %
Tréfilerie d'or et d'argent	2 %
Filières en diamant	1 à 2 %
Industrie du meuble	1 %
Sellerie vélocipédique	3 %
Produits chimiques	3 %

Il est plus élevé dans les industries suivantes :

Filatures de Schappe	5 %
Tréfilerie et câblerie d'acier	4 %
Constructions mécaniques	10 %
Fonderie	20 %
Fabrique d'explosifs	10 %
Tannerie et corroierie	10 %
Marbres et pierres de taille	6 %
Chaux et ciments	10 %
Industrie laitière	5 %
Electro-métallurgie	15 à 20 %

Nous ne connaissons pas le pourcentage pour les verreries et les

tuileries, mais il doit être de l'ordre de 15 % au minimum (17 % d'étrangers dans la verrerie en 1934).

Nous pouvons dire, avec M. Mauco (1) que « plus un travail est rude et salissant, plus il est déconsidéré et déserté des Français, et plus il recourt à la main-d'œuvre étrangère ».

La valeur de l'ouvrier étranger. — Les Italiens, les Polonais, les Russes, sont connus pour leur résistance à la fatigue et leur grande force physique. Ils sont employés dans beaucoup d'industries qui exigent des travaux de nuit, la surveillance fatigante des fours, au milieu d'émanations dangereuses, les tâches pénibles de transport, etc...

Dans les industries chimiques, ces ouvriers doivent suivre un régime spécial. La boisson courante est le lait. Le Français, quelle que soit son infortune, ne veut pas se plier à de telles exigences.

La proportion des Italiens et des Polonais est particulièrement forte dans les industries extractives. Dans l'Ain, il s'agit surtout de carrières de pierres pour la construction ou pour la fabrication de la chaux. Que ce soit dans les chantiers permanents, ou dans les chantiers provisoires (tunnels, routes) les étrangers sont toujours nombreux. Les entrepreneurs ne trouvent pas d'ouvriers français mineurs et carriers. Il faut en effet de rudes travailleurs pour servir les foreuses automatiques, dans une atmosphère souillée de poussières, pour courir les risques d'éboulements, d'explosions, d'inondations... Quand les travaux sont urgents, la proportion d'étrangers dépasse parfois 50 % malgré les règlements. Il semble d'ailleurs que l'inspection du travail ferme les yeux sur cette situation irrégulière.

Dans le bâtiment, la proportion d'ouvriers italiens est aussi très importante. C'est presque un truisme de dire que l'Italien du nord est maçon. Les spécialistes français s'insurgent contre cette assertion. L'un d'eux nous disait que le paysan piémontais qui a eu l'occasion de manier la truelle pour réparer sa ferme ou bâtir une étable, se dit volontiers maçon, mais il manque de connaissances techniques. Il doit être au début très bien encadré; ses progrès sont rapides et il fait un excellent ouvrier au bout de quelques mois.

Ce qui fait la valeur particulière de ces compagnons, c'est leur sobriété et leur puissance de travail. Nous avons eu personnellement l'occasion d'observer pendant plusieurs jours une équipe de maçons italiens. Très ponctuels, ils sont effectivement au travail à six heures

(1) *Les Etrangers en France*, page 203.

ou sept heures. Sans répit, jusqu'à la pause, ils taillent la pierre, burinent ou bâtissent. Nous avons noté l'extraordinaire résistance d'un maçon qui, pendant plusieurs heures, n'a pas cessé de frapper sur un burin, s'interrompant seulement pendant quelques instants pour essuyer sa sueur et reprendre son souffle. On conçoit que les entrepreneurs français prisent fort ces ouvriers capables d'utiliser au maximum les heures de travail. A midi, l'équipe reste souvent sur le chantier pour déjeuner. La nourriture est très sobre; une soupe tiède, un morceau de fromage, un œuf, un demi-litre de vin, forment l'essentiel du menu. Après une sieste d'une heure, à même le sol, le travail reprend jusqu'au soir. Très dociles, ils tiennent le plus grand compte des observations et des conseils.

QUELLES SERAIENT POUR NOTRE ÉCONOMIE LES CONSÉQUENCES DU DÉPART DES ÉTRANGERS ?

Après avoir précisé l'importance des effectifs et le rôle des diverses catégories d'étrangers dans l'activité économique du département, nous pouvons essayer maintenant de prévoir quelles seraient, pour notre économie, les conséquences du départ des étrangers.

Nous avons insisté sur les besoins de l'agriculture. Dans le pays de Gex et en Dombes, la main-d'œuvre française est tout à fait insuffisante. A des degrés divers, les exploitations ne peuvent pas se passer de l'ouvrier agricole étranger, qu'il soit spécialisé, berger, vacher, charretier, ou apte aux travaux agricoles généraux. Dans toutes les régions du département, sauf en Bresse, l'ouvrier saisonnier, bûcheron, faucheur, moissonneur, rend d'importants services. Les difficultés rencontrées déjà dans le recrutement des saisonniers italiens inquiètent les exploitants, habitués à cette main-d'œuvre spécialisée, capable de fournir un effort considérable au moment des récoltes.

Les Italiens, fermiers et métayers, insuffisamment occupés dans leur petite exploitation, fournissent un complément de main-d'œuvre très apprécié.

Les propriétaires suisses sont beaucoup moins intéressants. Très travailleurs certes, et de bon commerce, ils sont aussi très indépendants; ils réussissent à vivre d'une façon presque autonome. Dans nos régions, l'économie générale ne profite guère de leur présence. Au contraire, ils rendent impossible la fixation de nos jeunes paysans écartés par une concurrence trop difficile.

Nous retrouvons cette concurrence dans les professions libérales,

commerciales et artisanales. Bien que les effectifs soient, dans l'Ain, beaucoup trop faibles pour créer une inquiétude réelle, nous ne pensons pas que notre économie puisse bénéficier de la fixation d'étrangers appartenant à ces catégories. Plus cultivés que leurs compatriotes manœuvres, plus instruits, ils restent plus facilement — à part les réfugiés politiques — en rapport étroit avec leur pays d'origine. Ils encombrant un marché qui ne réussit pas à satisfaire aux demandes françaises. D'autant plus qu'ils ne font pas profiter l'économie, au moins dans l'Ain, de procédés spéciaux ou de secrets de fabrication.

Peu prolifiques enfin, nous ne pouvons compter sur eux pour élever le taux moyen de natalité.

La main-d'œuvre industrielle ne présente pas, suivant les catégories, le même intérêt. Les spécialistes certes, sont très demandés par les chefs d'entreprise. Mais un effort a été fait pour améliorer la formation technique des jeunes Français qui constitueront les cadres de notre industrie. La réorganisation de l'enseignement technique, l'organisation de l'apprentissage, de l'orientation professionnelle, la naissance d'un esprit corporatif, pourraient très vite remédier aux insuffisances présentes.

Il n'en est pas de même pour le recrutement des manœuvres. Tôt ou tard, il faudra bien faciliter le retour à la terre. Or, ce sont les ex-paysans et les étrangers qui forment la masse de la main-d'œuvre non spécialisée.

L'ouvrier français est apte aux tâches moyennes qui exigent plus de finesse que de force physique; il connaît bien son métier et n'aime guère en changer. Exagérément spécialisé quelquefois, il ne peut guère s'adapter à des professions trop différentes de celle qu'il a déjà exercée. En période de crise, il chôme.

L'industrie doit donc écarter l'ouvrier étranger moyen, capable de concurrencer l'ouvrier français, et faciliter le recrutement des manœuvres robustes, doués d'une forte vitalité. Les vœux émis par les chambres de commerce sont, à cet égard, significatifs :

« Une usine de fonderie par exemple, demande qu'il ne lui soit pas imposé un pourcentage d'ouvriers étrangers inférieur à 23 %, chiffre qui était de 33 % en 1933, et qu'elle a eu beaucoup de peine à ramener à 23 % en 1934, considérant qu'au-dessous de ce chiffre, le maintien de l'activité de la fonderie deviendrait impossible » (*Bulletin de la Chambre de Commerce de Bourg*) (1).

(1) La situation économique dans le département de l'Ain en 1935, n° 63, de 1936, page 538.

Cette discrimination étant faite entre le rôle des diverses catégories actives de l'immigration, nous devons nous préoccuper maintenant d'étudier comment les différentes nationalités s'adaptent à nos mœurs, quelles sont les facultés d'assimilation des divers milieux et quelle doit être la politique du gouvernement pour satisfaire aux besoins du marché du travail sans perdre de vue les nécessités démographiques et la protection des intérêts français.

CHAPITRE VIII

LES PROBLÈMES DE L'ASSIMILATION

LE MOUVEMENT DE NATURALISATION

Le recensement de 1931 (1) signalait la présence, dans le département de l'Ain, de 2.145 naturalisés, représentant à peine 0,7 % de la population totale présente. La répartition par groupes d'âge donne de précieux renseignements sur ce mouvement de naturalisation. Mais elle doit être interprétée avec soin.

Il apparaît d'abord que le nombre des femmes naturalisées est bien supérieur à celui des hommes, 888 hommes pour 1.257 femmes, soit 40 % d'hommes seulement. Les raisons de cet écart paradoxal sont complexes. *A priori*, on pourrait s'attendre à la proportion inverse, le nombre d'étrangers hommes résidant en France dépassant de beaucoup le nombre des femmes. Mais il faut tenir compte de la plus grande instabilité de l'élément masculin. Les ouvriers industriels célibataires peuvent difficilement se fixer, les bouleversements économiques de ces dernières années ne favorisant pas la fondation d'un foyer. Les femmes étrangères, les Italiennes en particulier, ont plus facilement la possibilité de contracter un mariage français et de devenir françaises par la suite. Il se peut également qu'un certain nombre de naturalisés, ayant leur domicile dans le département, se soient trouvés momentanément éloignés pour des raisons économiques. Enfin, des confusions ont pu se produire sur la qualité de naturalisés et de réintégrés. Les recensements quinquennaux ne font pas cette

(1) *Statistique Générale de la France*. Population présente.

distinction. Or, la loi de 1927 a permis la réintégration d'un grand nombre de femmes dans la nationalité française.

La répartition des naturalisés par groupes d'âge fait apparaître le petit nombre d'individus âgés de plus de 65 ans et de moins de 20 ans. La pyramide des âges devient un fuseau plus « étiré » vers le haut que la pyramide des étrangers et surtout que la pyramide des Français. La statistique traduit à peu près correctement les faits en ce qui concerne les vieillards. Les vieux immigrants ont été peu nombreux; le mouvement de naturalisation n'est intense que depuis la guerre et surtout depuis dix ans. Les hommes jeunes, âgés de 40 ans, par exemple, en 1925, sont âgés maintenant de 54 ans; enfin, la naturalisation ne présente généralement pas d'intérêt pour les personnes âgées, dégagées de toute obligation militaire et retirées des affaires.

Plus étrange est le petit nombre de naturalisés jeunes recensés. En effet, la francisation paraît normale pour le chef de famille. Elle est d'ailleurs accordée plus facilement aux pères de familles nombreuses. L'explication de cette anomalie doit être recherchée dans les effets très sensibles maintenant, de la loi de 1927. Sont en effet Français sans possibilité d'option : a) les enfants nés en France d'un père qui y est né ou d'un père naturalisé; b) les enfants nés en France d'une mère française; c) les individus nés en France de parents inconnus. Sont Français à la naissance avec possibilité d'option : a) les enfants nés en France d'une mère qui y est née; b) les enfants nés en France d'un père étranger.

Dans beaucoup de familles étrangères résidant dans le département, les enfants sont Français et ne sont pas recensés par conséquent avec les naturalisés (1).

Ainsi, la loi de 1927, par la reconnaissance de la filiation maternelle et par la réduction de la durée du stage (1 à 3 ans) favorise la francisation rapide des éléments étrangers et l'abaissement de l'âge moyen des naturalisés (2).

Mais le contrôle des étrangers, tel qu'il est conçu par l'administration, ne permet pas de déterminer l'importance et les modalités géographiques du mouvement de naturalisation. D'une part, les enfants d'étrangers, français de naissance, ne sont pas comptés séparément; d'autre part, il est à peu près impossible de localiser les natu-

(1) Il arrive que les frères et sœurs soient de nationalité différente.

(2) Dans l'Ain, en 1931, 1021 étrangers recensés sont nés dans le département, 477 dans un autre département, 15.950 hors la France, 134 n'ont pas déclaré le lieu de leur naissance. Au total, 19.391 personnes françaises ou étrangères ne sont pas nées en France (6.898 hommes, 12.494 femmes).

ralisés dans le cadre départemental. Dans les petites communes, l'enquête peut être effectuée par des personnes qualifiées, instituteurs, secrétaires de mairie, maires, etc... mais dans les villes, un travail considérable serait nécessaire pour établir avec précision un fichier nominatif des naturalisés. Quelques secrétaires de mairie peuvent fournir des renseignements exacts sur le nombre des étrangers francisés dans la commune depuis quelques années. Ce contrôle est généralement trop récent pour donner une idée juste du mouvement. Il néglige le plus souvent les individus naturalisés au cours d'un stage dans une autre résidence. Il est rarement à jour en ce qui concerne les départs.

Aussi, dans un pays comme le nôtre, qui doit compter sur les francisations pour maintenir son équilibre démographique et augmenter son potentiel vital, l'administration est incapable de fournir avec précision, par communes, le nombre des naturalisés des deux sexes, le nombre des enfants naturalisés et celui des enfants français, fils d'étrangers.

C'est fâcheux. Il importerait grandement de suivre les Français d'adoption, à la fois au point de vue économique et au point de vue démographique; peut-être aussi au point de vue politique.

Notre enquête personnelle dans les communes rurales des deux arrondissements (Gex et Nantua) semblerait mettre en évidence le petit nombre de naturalisés. Les ruraux, généralement cultivateurs, attachent, en effet, une importance moindre au changement de nationalité. Ils jouissent, comme les Français, des lois d'assistance; ils peuvent faire partie des associations diverses. Enfin, ils sont relativement pauvres, au moins les Italiens. Surtout, ils sont effrayés par la complexité de notre machine administrative. Moins instruits que leurs compatriotes des villes, moins familiers avec la langue française, ils se font un monde de la plus banale démarche et du « papier » le plus insignifiant. Ils constituent pourtant la fraction des immigrants la plus utile à l'économie française.

Nous avons recensé 459 naturalisés (hommes, femmes, enfants) résidant dans l'arrondissement de Nantua et 291 dans l'arrondissement de Gex. Les renseignements n'ont pas été fournis pour les communes de Thoiry, Bellegarde, Nantua, Oyonnax. Tout porte à croire que les effectifs sont aussi importants pour ces quatre bourgades que pour le reste des deux arrondissements. Les naturalisations sont en effet plus rares à la campagne : le rapport qui paraît exister entre la population urbaine et le nombre de naturalisés marque bien l'attrait de la francisation pour les commerçants étrangers. Ainsi, à

Coupy, nous avons recensé 74 naturalisés résidents, pour une population urbaine de 1.236 habitants et un effectif de 175 étrangers, soit 6 % de la population urbaine et 42 % de l'effectif étranger. A Gex, 59 naturalisés représentant 4,6 % de la population urbaine et 34 % de l'effectif étranger. A Saint-Germain-de-Joux, 49 naturalisés (20 % et 60 %) à Jujurieux, 96 naturalisés (7 % et 60 %).

Au contraire, dans les communes rurales où les effectifs étrangers sont importants, la proportion des naturalisés reste faible : Challex, 570 habitants, 188 étrangers, 20 naturalisés; Grilly, 311 habitants, 61 étrangers et 7 naturalisés; Péron, 764 habitants, 128 étrangers, pas de naturalisés; Echenevex, 257 habitants, 50 étrangers, 1 naturalisé, etc... etc...

Il est vrai que la majorité des étrangers agriculteurs est constituée par des Suisses plus ou moins réfractaires à la naturalisation. Sur les 291 naturalisés du pays de Gex (pour 2.947 étrangers, soit à peine 10 %) la proportion des Suisses est très faible environ le tiers. Dans l'arrondissement de Nantua, ce pourcentage est encore plus faible, alors que la proportion des naturalisés s'élève (voir tableau annexé).

Les autres nationalités ne sont pas ou sont à peine représentées : quelques rares Espagnols, quelques Polonais, une demi-douzaine de Russes, deux ou trois familles de Portugais.

Ainsi, dans l'Ain, le mouvement de naturalisation accentué depuis la guerre *paraît* encore d'importance seulement moyenne (l'insuffisance des renseignements obtenus justifiant cette restriction). Il marque une nouvelle différence entre les caractères des deux nationalités les plus représentées. Les Suisses, cependant, au moins dans le pays de Gex, participent largement à la vie économique et sociale. Ils sont plus facilement acceptés que les Italiens par les milieux français. Mais la facilité des relations avec le pays d'origine, l'attachement à la patrie, la psychologie des colons, rendent difficile une assimilation parfaite. La naturalisation ne traduit pas le degré d'adaptation et ne constitue pas la sanction normale de cette adaptation.

La procédure des naturalisations relève strictement du Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Justice ne jugeant que sur dossiers. L'insuffisance des enquêtes, la méconnaissance des conditions géographiques et psychologiques expliquent suffisamment les erreurs commises et les contradictions de notre politique d'assimilation.

Il faudrait en effet, après avoir déterminé leur rôle économique, étudier avec précision le comportement social des étrangers dans

chaque région géographique. Les cas particuliers ne devraient être examinés qu'à la lumière de ces données générales.

LA PÉRIODE D'ADAPTATION

Les réactions de l'immigrant, au moment où il s'établit, peuvent être envisagées au double point de vue de la profession et du milieu humain.

Nous avons déjà noté les caractères des connaissances professionnelles de chaque catégorie d'immigrants. Rappelons brièvement que les Suisses sont familiarisés avec la plupart des techniques de l'agriculture et de l'élevage; les autres immigrants suisses sont aussi des spécialistes, industriels ou commerciaux. Ils viennent en France pour exercer un métier qu'ils connaissent parfaitement. L'adaptation professionnelle est donc immédiate. Toutefois, il faut remarquer qu'ils acceptent difficilement des conditions de travail ou des techniques trop différentes de celles auxquels ils sont habitués. Ils préfèrent quitter leur emploi plutôt que de se plier à des exigences non justifiées. D'ailleurs, le patron français qui embauche un spécialiste suisse est généralement assez éclectique pour se fier à la compétence de son employé.

Les Italiens, à part les bûcherons, ne sont pas spécialisés. Ce sont, dans nos régions du moins, de solides paysans du Piémont ou de la Lombardie. Ils ont manié la pioche, le pic, la faucille, la hâche et la truelle, mais ils ne connaissent pas l'outillage perfectionné agricole ou industriel. Au début de leur installation, ils sont donc malhabiles, mais ils font preuve de beaucoup de bonne volonté et de « plasticité ». Après quelques mois d'apprentissage, ils sont à la hauteur de leur tâche. Les colons, livrés à eux-mêmes, restent plus longtemps inadaptés et nous avons montré les raisons de leurs succès.

Les Polonais et les Russes trouvent, dans l'Ain (Dombes-Gex) des conditions favorables à l'adaptation rapide. Bien encadrés ils sont rapidement au courant des diverses techniques professionnelles.

L'adaptation sociale est très variable dans sa rapidité et dans sa qualité.

Les Suisses, nombreux dans le pays de Gex, trouvent évidemment un milieu tout à fait comparable à leur milieu d'origine : même type physique de la race dominante, mêmes coutumes quelquefois, mêmes préoccupations familiales et sociales, mêmes habitudes profession-

nelles, même sol, même climat. Quelques divergences se manifestent à propos du logement et de la religion.

Nos voisins sont extrêmement exigeants sur les questions de propreté corporelle et de propreté de l'habitation. Les nouveaux propriétaires se hâtent de transformer l'organisation de l'habitation. Ils sont guidés par le seul souci de la propreté et de la commodité (nous n'avons pas remarqué de préoccupations routinières dues à des habitudes ancestrales). Les fermiers insistent presque toujours auprès des propriétaires français pour obtenir des aménagements analogues et se heurtent naturellement à leur incompréhension, surtout dans le Bugey.

Au point de vue religieux, les Suisses sont sensiblement plus pratiquants que les Français. Les protestants surtout, fréquentent assidûment leur culte (églises protestantes de Divonne, Gex, Ferney, Farges). Même dans le pays de Gex, les protestants français sont rares. Ils sont très clairsemés dans le Bugey (un seul pasteur pour tout le Haut-Bugey).

Les pratiques religieuses ne donnent lieu à aucun conflit. Le Gessien, en particulier, est très tolérant : les protestants et les catholiques ont entre eux des relations cordiales. Peut être pourrait-on noter une certaine froideur à l'égard des adeptes de sectes très ésotériques (advantistes, darbistes).

Aucune particularité sur le costume et la nourriture mérite d'être signalée. Autrefois, le vacher suisse portait un costume original très seyant, petite veste à boutons dorés agrémentée de parements en laine. Cette tradition disparaît. Le bourgeron de toile bleue, le pantalon de coutil serré dans des leggings noirs, ne permettent plus de distinguer les nationalités.

Les Français, comme les Suisses, apprécient la « fondue » au fromage, arrosée de vin du pays. Les Suisses boivent peu de vin chez eux. Cette boisson est trop chère (1). C'est un spectacle curieux de voir les paysans, dans un modeste café de la campagne vaudoise, attablés devant de grands bocks de thé. Cette habitude est vite perdue après un court stage en France. Malgré tout, le paysan suisse est en général, plus sobre que le paysan français.

Les Italiens s'adaptent moins facilement aux mœurs françaises. Pendant plusieurs années, une génération quelquefois, ils vivent isolés, sans relations suivies avec les Français. Leur niveau de vie est resté très inférieur à celui des travailleurs français de même con-

(1) 15 à 20 fr. le litre.

dition sociale. C'est probablement cette acceptation d'un niveau de vie assez bas qui explique la persistance des fortes densités dans l'Italie du nord (1) et aussi le courant d'émigration.

« Des nombres d'hommes, écrit M. Demangeon (2) des poids de marchandises ne suffisent pas à éclaircir le problème du surpeuplement. On est conduit à interpréter l'influence des facteurs psychologiques. Si un très bas niveau de vie est accepté avec résignation et sans critique, on peut se trouver en présence d'une forte densité de population qui a chance de ressembler à un optimum. Si un niveau de vie élevé est adopté, on peut se trouver en présence d'un optimum de population qui a chance de devenir bientôt le surpeuplement... Ce qui fait qu'un pays ressent la pression de la population, ce n'est pas en lui-même un bas niveau de vie, mais plutôt le degré de conscience qu'il en a, et l'espoir qu'il a, ou qu'on lui donne, qu'il pourrait, dans certaines circonstances, améliorer son niveau de vie. C'est pourquoi les migrations se déclenchent dès qu'il existe un certain écart entre les niveaux de vie de différents pays : en ce cas, elles ne prouvent pas une surpopulation absolue, mais seulement une surpopulation relative et pourrait-on dire, subjective ».

Habitué à de dures conditions d'existence, les immigrants italiens se contentent pendant de longues années d'un logement installé à la hâte, privé de tout confort. Nos enquêteurs sont unanimes à signaler le peu de soins qu'ils apportent à l'aménagement de leur intérieur. Nous avons eu l'occasion de visiter quelques-unes de ces misérables baraques, mal chauffées et mal tenues, qui abritent huit ou dix personnes. On se demande vraiment comment une famille peut vivre dans un tel milieu. Les ménages italiens bien tenus sont l'exception. Aussi bien en ville qu'à la campagne, les femmes sont négligentes, souvent sales. La romancière Delphine Arène a noté dans « *les Démontagneurs* » (3) quelques traits caractéristiques de la vie familiale des bûcherons. « Ces bûcherons étrangers, amenés ici par le cyclone, ont pour la plupart des femmes et des enfants. Ces derniers vont venir à l'école, où on les civilisera, mais leurs mères sont en général de pauvres créatures. Je suis allé les visiter dans leurs cabanes de planches. Elles sont misérablement installées, vêtues

(1) Densités au km² : Piémont 119. Liguria 270. Lombardia 245, Veneto 168. Venezia Guila e Zara 109, etc...

(2) *La Question du surpeuplement*. Annales de Géographie, n° 266 du 15 mars 1938.

(3) DELPHINE ARÈNE. *Les Démontagneurs*. Roman. Editions Arène, Nantua 1931, page 85 et suivantes.

de loques, désœuvrées. Quand elles ont raccommodé les hardes des hommes et des petits, fait barboter de la polenta ou des macaronis, elles sont incapables de mieux faire. Elles ne savent ni coudre pour s'habiller et habiller leurs enfants, ni apprêter un mets substantiel, ni faire de leurs doigts quelque chose. »

« ... Dès que les hommes avaient quitté le camp, les Italiennes, les Polonaises, les Yougoslaves se rejoignaient, bavardes et inactives. Pour ramasser une salade dans les prairies, ou pour laver quelques torchons, elles mettaient un après-midi. Elles avaient repris leurs mœurs primitives... »

La nourriture, pendant longtemps, reste essentiellement frugale : polenta, pâtes, piments, conserves, comme dans le pays d'origine. Ce n'est que beaucoup plus tard que l'italienne s'initie aux finesses de la cuisine française.

La période d'adaptation, tant pour la nourriture que pour le logement, est ainsi relativement longue. Les ouvriers et les fermiers ne s'inquiètent jamais de leur installation matérielle : « *Primum vivere* » ; on s'habille comme on peut, on s'installe n'importe où. L'essentiel est d'avoir un métier et un toit. Dans les banlieues des villes, les ouvriers italiens qui ont trouvé un emploi stable cherchent à acquérir une parcelle de terrain de maigre valeur, friche, talus ou lande. Une cabane en planches, recouverte de tôle ondulée, absolument dénuée de tout confort élémentaire, suffit aux besoins du premier établissement. A loisir ensuite, l'immigrant nettoie les abords de sa propriété et place une clôture ; il figrole la construction, l'étend quelquefois et, suprême satisfaction, la complète par une modeste maison en pierres ou en solides moellons. On peut considérer, à ce moment-là, que l'assimilation est en bonne voie, sinon achevée. Les habitudes primitives disparaissent, l'immigrant se conforme aux us et coutumes du pays ; les enfants fréquentent régulièrement l'école et contribuent notablement à la pénétration des idées françaises et à l'acquisition des habitudes locales.

Quand la naturalisation est obtenue, l'immigrant met très souvent un point d'honneur à faire disparaître les indices révélateurs de sa nationalité. Il n'aime pas qu'on lui rappelle ses origines (1).

Profondément religieux, très pratiquants, les Italiens suivent assidument les offices et se plient strictement aux exigences du culte.

(1) Nous avons reçu un jour une véhémence protestation d'un père de famille, Italien naturalisé, parce que l'institutrice, pour expliquer le retard de quelques-uns de ses élèves, nous avait dit à haute voix : « Ce sont des Italiens ».

Cette communauté de sentiments avec nos populations campagnardes, est un excellent élément d'adaptation.

Les Polonais et les Russes sont infiniment plus exigeants sur le rapport de la nourriture, du logement et du vêtement. Nous avons noté plus haut les conflits provoqués par l'incompréhension des patrons français (dans les professions agricoles, le domestique est presque toujours logé et nourri). Quelle que soit la durée de son séjour dans l'Ain, le nordique reste désapté. Obligé par les circonstances à se plier aux coutumes locales, il cherche les occasions de retrouver sa personnalité et de recréer l'atmosphère qu'il a connue autrefois. Les Polonais, par exemple, s'habillent avec soin le dimanche après d'abondantes ablutions ; ils vont à la messe, puis se groupent pour parler de leurs pays, de leurs familles ou de leurs affaires (1). Les Russes réfugiés savent se créer un milieu qui contraste étrangement avec leur profession. Les manœuvres d'Ambérieu, ex-officiers de l'armée impériale pour la plupart, ont aménagé des baraques « Adrian » avec beaucoup de goût, tapis, glaces, bibelots, tableaux, salle de bains, salle d'armes, etc... Très dociles pendant le travail, sans aucune morgue, ils retrouvent les habitudes d'autrefois quand ils ont franchi le seuil de leur habitation.

Les Slaves sont assez stables dans le pays de Gex. Bien accueillis par le propriétaire-exploitant, largement nourris, proprement logés, humainement traités, ils se font très vite à leur nouvelle vie et manifestent rarement le désir de quitter leur employeur. L'instabilité est plus marquée en Dombes. Les régisseurs ou les gros fermiers traitent plus durement l'ouvrier agricole. Si le rendement du domestique est meilleur parce que les consignes sont sévères et le travail spécialisé, presque industrialisé, l'adaptation est plus lente et l'instabilité plus grande.

L'ATTITUDE DES JEUNES ÉTRANGERS A L'ÉGARD DU SERVICE MILITAIRE

L'obligation militaire constitue pour beaucoup d'étrangers un obstacle sérieux à la francisation. Le service militaire français est en effet long et rude. Les Suisses, surtout, hésitent à sacrifier deux années de leur jeunesse, alors qu'ils peuvent être dispensé de servir chez eux, contre paiement d'une taxe raisonnable. Aussi attendent-ils

(1) Ils ne reprennent cependant pas leur costume traditionnel sauf très rarement dans des réunions privées.

d'avoir dépassé trente ans pour solliciter la naturalisation. Le gouvernement a même dû prendre des mesures pour éviter la généralisation de pareils abus. (La naturalisation est plus difficilement obtenue lorsque l'immigré n'a pas accompli ses obligations militaires). Dans le pays de Gex, on nous a signalé de nombreux cas de résistance à la naturalisation, uniquement dûs à la crainte du service militaire. La peur de la guerre surtout, est un facteur essentiel de cette résistance. Jusqu'à ces dernières années, la Confédération helvétique pouvait être certaine de sa neutralité en cas de conflit européen. Les nombreux monuments aux morts qui se dressent sur les places publiques de nos villages rappellent aux Suisses ce qu'est, pour un grand pays, l'impôt du sang. Accepter d'être Français, c'est consentir à défendre sa nouvelle patrie. Les étrangers qui sollicitent avec enthousiasme l'honneur de faire leur service militaire en France sont presque francisés. Ils le sont tout à fait après leurs classes.

La haute valeur d'assimilation du service militaire est bien connue des pays d'émigration. L'Italie, en particulier, consent de lourds sacrifices pour réserver à ses nationaux la possibilité de servir en Italie. Les jeunes Italiens, par exemple, peuvent obtenir un congé militaire, après avoir passé une visite médicale au consulat. De larges facilités leur sont accordées lorsqu'ils désirent s'acquitter de leurs obligations : voyage payé, pécule, etc... Cependant, malgré la propagande faite par les représentants officiels du gouvernement italien ou par les dirigeants des organisations fascistes en France, les jeunes transalpins qui passent devant les conseils de révision français sont nombreux. Il faut noter d'ailleurs l'importance des opinions politiques dans les motifs de cette détermination. Les milieux fascistes s'agitent beaucoup, mais leur influence est réduite. Presque tous les vieux immigrés italiens sont très attachés à la France, et ne voudraient à aucun prix porter les armes contre leur pays d'adoption.

Beaucoup s'engageraient dans l'armée française en cas de conflit. Les derniers événements de septembre 1938 et d'avril 1939 l'ont prouvé.

LES RAPPORTS DES ÉTRANGERS AVEC LES GROUPEMENTS FRANÇAIS

Pour constituer des groupements syndicaux, économiques ou mutualistes, les étrangers doivent pouvoir recruter un nombre suffisant d'adhérents. A la campagne, les effectifs sont trop dispersés pour permettre la constitution de sociétés indépendantes. Les Suisses

seraient en nombre suffisant dans quelques communes du pays de Gex, mais ils ne manifestent aucun esprit de solidarité. Bien accueillis dans les milieux français, ils n'éprouvent pas le besoin de se grouper.

Les Italiens, plus nombreux dans les villes, d'un niveau social plus homogène, plus éloignés aussi de leur pays, ne manquent pas de s'associer.

Ce sont les opinions politiques qui déterminent la création de la plupart des sociétés et assurent, par la suite, un lien entre les adhérents. Quelle est la petite ville industrielle du département qui n'a pas ses sections de l'Union populaire italienne, de la Ligue des Droits de l'Homme, ou du « fascio » ? Les groupements mutualistes ne sont pas rares non plus ; moins fréquents sont les groupements économiques, coopératives de consommation, centres d'achats ou syndicats (1).

La nécessité ne s'en fait pas sentir non plus pour les Italiens. L'étranger est toujours correctement sinon amicalement accueilli dans les sociétés coopératives et les syndicats français. A peine pourrait-on noter une réserve bien naturelle envers les individus qui marquent exagérément leur sympathie pour des régimes ou des méthodes qui choquent le bon sens français. Les divergences d'opinion n'empêchent d'ailleurs pas les relations économiques et, à notre connaissance, aucun incident fâcheux ne s'est jamais produit.

Les Gessiens, toutefois, paraissent s'inquiéter du rôle prépondérant joué par les Suisses dans les sociétés d'élevage, les syndicats agricoles et les coopératives. Les étrangers peuvent faire partie des Comités de direction, des conseils de fruitière. Leurs capacités les font désigner aux postes toujours enviés de membre du bureau, non sans susciter les récriminations des Français évincés. C'est un autre trait curieux de la psychologie des immigrés suisses : ils n'éprouvent aucune gêne à s'immiscer dans les questions locales. Dans le pays de Gex surtout, il se sentent comme chez eux. Ils usent largement de tous les avantages administratifs accordés aux Français. Ils discutent même des questions politiques, s'intéressent vraiment aux affaires françaises. A l'occasion, ils ne craignent pas de solliciter l'appui des élus français.

Les Italiens sont plus discrets. A part quelques énergumènes qu'une politique de fermeté calmerait aisément, la masse des colons et des ouvriers est très réservée, respectueuse des pouvoirs publics et de tous les agents d'autorité quels qu'ils soient, de l'humble garde-champêtre aux représentants directs du gouvernement. En général,

(1) A Génissiat, fonctionnent quelques sociétés coopératives étrangères.

les Italiens hésitent à faire partie des groupements agricoles français. Le colon italien vit à peu près isolé. Les ouvriers ont moins de scrupules. Les différences sociales sont moins marquées dans les milieux industriels. Aussi les syndicats accueillent-ils sans difficulté les ouvriers de nationalité étrangère. Des Italiens ont pu même jouer un rôle important au cours des événements qui ont transformé, en 1936, la condition ouvrière. Certains, qui s'étaient fait remarquer par leur violence et leur intransigeance, ont été prié de montrer une plus juste compréhension de leurs devoirs envers le pays qui les protège généreusement. Ils ont compris immédiatement, sans qu'il soit besoin d'insister. Il n'est pas interdit de penser que des agents provocateurs ont pu, sous le couvert de revendications professionnelles, contribuer à créer des difficultés au Gouvernement. Ces faits sont connus. Des mesures récentes permettent enfin d'expulser sans commentaires des individus indésirables.

Les organisations fascistes ont également depuis quelques mois modéré le ton de leurs manifestations. Il n'y a pas encore bien longtemps que les groupements fascistes pouvaient organiser des réunions, des banquets, au cours desquels des discours plus ou moins véhéments étaient prononcés. Cette période de tolérance excessive est heureusement révolue.

Cette étude serait incomplète si elle n'indiquait pas l'aide importante apportée par le *crédit agricole* à l'établissement des colons étrangers.

Les immigrants peuvent en effet solliciter des prêts à court et à moyen terme dans les mêmes conditions que les agriculteurs français, avec la seule restriction de fournir une caution française (1). Ils ne s'en privent d'ailleurs pas. Dans l'Ain, l'organisation du Crédit Agricole, admirablement développée, est un des facteurs importants de la prospérité rurale. Les formalités d'attribution des prêts sont simples, connues; les fonctionnaires sont aimables; le Directeur, homme de premier ordre, gère le service avec une haute conscience de son rôle social. Chaque année, le total des prêts consentis aux étrangers varie de 4 à 500.000 fr. (2). Les débiteurs s'acquittent scrupuleusement de leurs obligations. Les pertes ne dépassent pas 1 à 1,5 %, sensiblement inférieures à la moyenne générale.

(1) Ou de déposer des titres, ou de warranter le bétail.

(2) Les prêts sont en moyenne de 10.000 francs. Chaque année, une cinquantaine de prêts sont consentis pour renouveler le cheptel, acheter des engrais, des machines agricoles, plus rarement pour permettre un premier établissement.

Ce sont des fermiers suisses surtout qui sollicitent des prêts. Les Italiens viennent en seconde ligne. Les Polonais placent volontiers leur argent au Crédit agricole mutuel. Beaucoup ont de petits carnets d'épargne de 4 à 5.000 francs.

Les Suisses évitent le plus possible les placements français. Les variations imprévisibles des cours, la fiscalité excessive ne les engagent pas à faire fructifier leurs économies en France. La facilité des relations avec leur pays et la possibilité de passer les capitaux en fraude, sont largement mises à profit. Les Italiens expédient encore beaucoup d'argent à leurs familles. Cette tradition ne se perd pas complètement, mais l'importance des sommes exportées diminue depuis quelques années. D'une part, l'Italien s'installe plus aisément, maintenant, avec sa famille; d'autre part, la sécurité est plus grande en France qu'au delà des Alpes. Les Arabes expédient la presque totalité de leurs appointements. A Génissiat, par exemple, un ouvrier gagne 1.500 à 2.000 francs par mois. Il vit misérablement de couscous et de laitages, mais ne manque pas d'envoyer chez lui, par mandat télégraphique, tout ce qu'il a réussi à économiser. ¶

LES RAPPORTS PRIVÉS DES ÉTRANGERS AVEC LES FRANÇAIS

Les étrangers, à quelques rares exceptions près, participent à toutes les réjouissances publiques, aux bals, aux fêtes, aux cérémonies diverses. Les jeunes surtout ne s'embarrassent guère des questions de nationalité. Beaucoup parlent notre langue sans aucun accent. Souvent vigoureux, ils sont admis dans les sociétés sportives, clubs de natation, sociétés de football, de tir, etc... Dans les bals, les jeunes filles n'éprouvent aucune gêne à danser avec eux s'ils sont correctement vêtus. Les Italiens sont en général de bons danseurs et de joyeux compagnons. A l'occasion même, ils ne se font pas prier pour chanter en Italien.

Notons que les Nordiques et les Slaves, moins familiarisés avec nos coutumes, se tiennent sur la réserve, mais ils sont acceptés très cordialement quand ils manifestent le désir de participer aux jeux et aux réjouissances.

Ainsi apparaît l'importance *assimilatrice du milieu*. Cette attitude des Français à l'égard des étrangers n'est pas générale. Dans beaucoup de régions, l'ostracisme est fortement marqué, notamment dans quelques cantons du midi de la France. Dans l'Ain, les milieux les

plus accueillants sont ceux de la montagne et du pays de Gex. En Bresse et en Dombes, l'étranger, généralement de condition sociale modeste, est un véritable paria. Dans le pays de Gex au contraire, il se mêle intimément à la vie française. Au café, les hommes jouent au Jass (1) sans parti pris de nationalité; les jeunes font partie de sociétés locales, football, cliques, sociétés de tir. La grande fête de « l'Oiseau » à Gex, est célébrée par tous les habitants français et étrangers. Le « roi de l'oiseau » chargé de l'organisation de la fête, est quelquefois de nationalité suisse.

Les réjouissances privées enfin, banquets, anniversaires, veillées, noces, réunissent indistinctement Français et Suisses. Un exemple significatif est celui de l'inauguration d'une ferme récemment aménagée près de Gex, par un député du canton de Vaud, M. Mugnier. Voici le compte-rendu, fait par un journal local (2) :

« Samedi dernier, dans une pensée cordiale, M. John Mugnier député au grand conseil Vaudois, habitant à Bogis-Bossey, près de Divonne-les-Bains, avait convié les architectes, les entrepreneurs et quelques amis à l'inauguration de la superbe construction agricole moderne qu'il vient de faire édifier sur son joli domaine de Belle-Ferme, que complète heureusement le pâturage de Branvaux, commune d'Echenevex, qu'il a acquis et organisé depuis quelques années.

La nouvelle construction rurale est un coquet bâtiment de 500 mètres carrés de superficie comportant un logement de six pièces, 2 chambres de serviteurs, granges, cave à betteraves, écuries, pour 40 bovins et 3 chevaux, aménagées avec abreuvoirs automatiques à pression et chariot roulant, vastes fenils avec élévateur de fourrage, eau courante abondante, etc... le tout conçu dans un style du plus heureux effet, avec avant-toits de 4 m. 50.

Après avoir fait à ses hôtes les honneurs de la maison, M. John Mugnier avait eu l'idée de les réunir d'une façon pittoresque, sur le grand solier, autour d'une table bien garnie d'excellents mets et de bonnes bouteilles. M. Louis Lamy, Président de la Société de fromagerie de Gex, avait bien voulu accepter la présidence de cette agape amicale.

Au dessert, des toasts cordiaux furent échangés et l'on trinqua à la fraternité qui unit les populations du bassin du Léman. Les verres se vidèrent maintes fois en l'honneur de l'amitié franco-suisse...

(1) Jeu de cartes introduit par les Suisses, depuis la guerre.

(2) *Le Petit Gessien*, hebdomadaire, 16 juin 1938, page 2, colonne 4.

Ajoutons que M. Mugnier est d'autant plus digne d'être accueilli comme citoyen gessien, que sa famille est originaire de Grilly, où ses ancêtres habitèrent pendant plusieurs générations. Ils durent se réfugier en Suisse au moment de la révocation de l'Edit de Nantes. »

L. M.

Si les relations superficielles avec les étrangers, surtout avec les Suisses, portent l'empreinte d'une grande cordialité, elles ne paraissent pas favoriser notablement les unions mixtes. Dans les milieux bourgeois et paysans, le mariage d'une Française avec un étranger est quelquefois considéré comme une mésalliance. Les unions de Français avec des étrangères sont encore plus rares, à la fois parce que l'immigration féminine est réduite et parce que les jeunes filles françaises sont nombreuses. La question de la dot a aussi son importance. Les filles d'un riche cultivateur suisse, par exemple, les « héritières » selon l'expression consacrée dans le pays de Gex, ne manquent pas de prétendants français; mais les Suisses ont souvent la préférence.

Toutefois, depuis la guerre, les préjugés de race, de nationalité, de rang social, s'atténuent. Ici et là, les mariages mixtes provoquent bien des conflits familiaux, surtout lorsqu'il s'agit d'Italiens, mais les jeunes gens d'aujourd'hui se plient moins volontiers qu'autrefois aux exigences des parents. Chacun veut « faire sa vie » et beaucoup de filles qui veulent fonder un foyer ne mesurent pas trop les inconvénients d'une union mixte. Il est très curieux de noter certains marchandages. Nous connaissons des familles où la moitié des enfants sont Français, les autres ayant acquis la nationalité suisse, grâce à l'accouchement à Genève. Avant la loi de 1927, la jeune femme, pour garder sa nationalité, consentait parfois à élever ses enfants dans la religion protestante.

Voici, pour quelques communes du Bugey et du pays de Gex, les résultats de notre enquête sur les unions mixtes :

Communes	Nationalité du mari	Nationalité de la femme	Nombre de mariages mixtes
Billiat	Suisse	Française	2
Saint-Martin-du-Fresne	»	»	2
Villes	»	»	3
Divonne	Italien	»	6
Saint-Jean-de-Gonville	Suisse	»	2
Sergy	»	»	2

Communes	Nationalité du mari	Nationalité de la femme	Nombre de mariages mixtes
Izenave	Italien	»	1
Neyrolles	»	»	1
Segny	Suisse	»	2
Cessy	»	»	4
Champfromier	Italien	»	2
Bombois	»	»	2
Montréal	»	»	7
	Français	Italienne	1
	Espagnol	Française	1
	Suisse	»	1
Arlod (depuis 1923)	Italien	»	6
	Français	Italienne	3
Echenevex	Suisse	Française	3

A Gex (1.966 habitants, 172 étrangers) les mariages mixtes suisses-françaises pour la plupart, sont répartis ainsi qu'il suit depuis 1930 :

En 1930, 3 sur 23; 3 sur 12 en 1931; 0 sur 9 en 1932; 1 sur 11 en 1933; 4 sur 14 en 1934; 1 sur 8 en 1935; 1 sur 10 en 1936; 2 sur 9 en 1937.

Ainsi, sans être très nombreux par rapport à la population étrangère, les mariages mixtes favorisent en général la francisation. Les Italiens qui ont épousé des Françaises sollicitent presque toujours leur naturalisation et se fixent définitivement en France. Les Suisses tiennent davantage à leur nationalité. Nombreux sont ceux qui envoient leurs femmes à la maternité de Genève afin de réserver le droit d'option de leurs enfants.

Des études de détail vont préciser maintenant les modalités de la francisation et suivre sur plusieurs générations les descendants de quelques immigrants. Seules des monographies de famille permettent d'apprécier la qualité des souches étrangères fixées et d'étudier le comportement social et économique des descendants. Une politique éclairée d'assimilation ne doit pas se borner à fournir des éléments étrangers capables de suppléer quantitativement et qualitativement aux insuffisances nationales. Elle doit aussi, dans la mesure du possible, prévoir les répercussions, dans le temps, de l'apport démographique.

QUELQUES MONOGRAPHIES DE FAMILLES

Nous avons choisi, parmi les documents abondants que nous avons pu recueillir, les plus significatifs du comportement des immigrants (1).

A. — Les Suisses. — *Monographie de la famille B. à Saint-Jean-de-Gonville.*

Famille catholique, originaire du canton de Fribourg; le père, ancien fromager, est venu s'installer pour la première fois en France en 1917. Métayer au début, il devient fermier quelques années plus tard. 8 enfants. L'aîné des garçons épouse une française et s'installe comme fromager à Vouvray. Il est maintenant veuf avec deux enfants à sa charge.

Le deuxième garçon est marié à Saint-Jean avec la fille d'un riche propriétaire. Il fait valoir le bien avec les deux frères de sa femme. Cette dernière a conservé sa nationalité.

Le troisième garçon marié à Saint-Jean, avec la fille d'un menuisier charpentier Français. Il est ouvrier de son beau-père. Sa femme a conservé sa nationalité (1 enfant en bas âge).

Le quatrième garçon, célibataire, vit avec ses parents.

Le cinquième garçon a épousé la fille d'un propriétaire-exploitant de Péron. Il a dû se faire naturaliser Français pour entrer dans la famille.

Une fille a épousé un régisseur suisse installé dans l'Isère. Ils ont demandé la naturalisation (3 enfants). Une autre fille a épousé un ouvrier français (1 enfant). La dernière est célibataire.

Famille D. à Crozet.

Une des plus anciennes familles d'étrangers, la famille D. de nationalité suisse, est venue s'établir dans la commune en 1908. Les parents ont d'abord exercé la profession de fermiers. Grâce à un travail acharné, ils ont pu, après la guerre, acheter la ferme qu'ils exploitaient. Ils l'ont agrandie, modifiée; ils sont maintenant les plus riches propriétaires de la commune. Ils possèdent 70 têtes de bétail et un matériel agricole considérable. Leurs enfants se sont mariés

(1) Nous remercions ici les collaborateurs qui nous ont si aimablement renseigné. En particulier M. Orset à Ornex, M. Baillet à Vesancy, M. Paccoud à Farges, M. Métral à Gex, MM. Meunier, Clément, Joly, Peccoud, Favre, Lancin, Peter, Ninet, etc...

avec des Français et ont quitté leurs parents qui ont dû payer des ouvriers agricoles pour continuer l'exploitation (5 étrangers, dont 3 polonais).

Famille H. à Echenevex.

H. E. est né le 1^{er} octobre 1878 en Suisse allemande; arrive en France en 1902 pour exercer la profession de fromager chez des compatriotes, fruitiers à Echenevex. D'une nature plutôt fruste, il est travailleur, sobre, ambitieux, mais sans argent. Après quelques années, il prend à son compte la fromagerie d'Echenevex.

Le 21 juillet 1906, il épouse une Française, R. G. qui a reçu une bonne éducation et dont le père, ex-fonctionnaire est propriétaire à E. Dès lors, c'est H. qui fera valoir cette propriété tout en exerçant son métier de fromager.

Trois enfants naissent, une fille en 1907, deux garçons en 1908 et 1910. Ils fréquentent l'école d'E. puis celle de Gex. Ce sont de bons élèves. Ils sont catholiques comme la mère.

La fille, après un séjour à Paris chez son oncle maternel, épouse un jeune Français coiffeur, et le ménage s'établit à E., puis à Gex.

Les deux fils, à leur majorité, ont la faculté de choisir leur nationalité. Ils optent pour la nationalité française et accomplissent leur service dans un bataillon de chasseurs. L'aîné devient sous-officier. Libérés, ils exploitent la propriété familiale avec leur père et sont inscrits sur la liste électorale. Ils s'intéressent à la politique de leur pays d'adoption.

Pendant la guerre et au cours de la période de prospérité d'après-guerre, le père a fait de bonnes affaires. Aussi la propriété ne cesse-t-elle de s'agrandir. En 1923, elle s'accroît de 6 ha., de 26 ares en 1927, 2 ha. en 1930, 1 ha. 1/2 en 1937, si bien qu'actuellement, elle comprend environ 14 ha. qui ne suffisent pas à l'activité de la famille puisqu'elle loue une vingtaine d'hectares.

En résumé, et selon les gens du pays, H. a réussi grâce à ses qualités personnelles, mais il a été favorisé par son mariage d'abord et par la guerre ensuite.

Famille Deluermoz à Ornex.

Les Deluermoz (on dit Delorme dans le pays) sont originaires de la Haute-Savoie et Français; on en trouve plusieurs actuellement à Vulbens.

L'un d'eux, François, époux de Nallet Claudine, s'établit dans le canton de Genève et achète la bourgeoisie. Il est Suisse et réside à Assenaz.

Son fils, Louis, né le 12 mars 1834 à Avusy (Suisse) épouse à Ornex une Française, Chevalier Marie. Il vient résider en France avec sa femme. Quatre enfants sont nés de cette union et conservent la nationalité suisse du père :

1^o Deluermoz Jean-François, né le 24 juin 1867 à Ornex, il y meurt à 2 ans;

2^o Deluermoz Gustave, né le 24 avril 1869 à Ornex; meurt célibataire en 1909.

3^o Deluermoz Antoine, né le 14 août 1870 à Ornex, où il vit encore. Il y épouse Chevalier Anna, Française. Quatre fils naissent de ce mariage, Français de naissance.

a) Deluermoz Louis, né à Ornex le 26 novembre 1899; il épouse une Française. Il réside à Ornex avec ses quatre filles, Jeannette, Marie-Thérèse, Blanche, et Rose-Marie.

b) Deluermoz Félix, né à Ornex le 26 avril 1902. Il y épouse Clara Stämpfli, de nationalité suisse, qui devient Française par son mariage. Ils résident à Ornex et ont un fils Français, André, né à Genève. Le père, mécanicien, descend chaque jour à Genève pour son travail.

c) Deluermoz Fernand, né à Ornex le 26 septembre 1904, décédé.

d) Deluermoz Henri, né à Ornex le 17 Juin 1906, célibataire.

4^o Deluermoz Emile, né le 25-11-1871 à Ornex. Il épouse en 1902 une Française, Pinier Cécile. Trois enfants naissent de ce mariage :

a) Antoine, né à Genève. Habite Genève. A épousé une femme suisse. Reste Suisse.

b) Auguste, né à Ornex. Français de naissance, habitant Genève, il s'est fait naturaliser Suisse. Marié, 1 enfant.

c) Jeanne, née à Segny (France) Française de naissance, elle a épousé un Genevois et devient Suisse par son mariage.

B. — Les Italiens. — *La famille N.*, installée à Jujurieux aux environs de 1885. Très pauvre, le père travaille aux carrières, sa femme à l'usine de soiries. Naturalisés français, ont quatre enfants qui sont tous bien établis aujourd'hui et bien considérés : un commerçant à Lyon, un à Oyonnax; les filles ont épousé des industriels.

La famille P. est tout à fait misérable à son arrivée en France et élève péniblement 7 petites filles. L'aînée épouse un riche commerçant de J. Elle dote ses sœurs qui font de bons mariages avec des Français (deux restaurateurs, un boulanger, un entrepreneur, un fonctionnaire, un employé).

Famille X. à P.

Le père est âgé de 45 ans à son arrivée à P. en 1860. Il s'installe

comme ouvrier plâtrier (il a laissé sa femme de nationalité italienne en Italie pendant dix ans). Il décède en 1870, laissant à P. sa veuve avec 3 enfants, dont le cadet à 3 ans.

La mère, née dans la province de Novare, fille de cultivateurs, élève modestement ses deux garçons et sa fillette. Les deux garçons apprennent le métier de ferblantier. Elle meurt à P., où elle est inhumée en 1898.

Le fils aîné, âgé de 72 ans aujourd'hui, épouse une Française dont il a deux enfants. Très travailleur et économe, il achète un fonds de quincaillerie et amasse une petite fortune. Sa fille épouse un riche industriel de P. Les deux enfants âgés de 7 et 12 ans, sont de beaux petits français, fort intelligents.

En résumé, les documents nombreux et divers que nous avons pu étudier nous permettent de formuler les conclusions suivantes :

a) Les fils d'Italiens francisés ne conservent qu'exceptionnellement la profession du père. Ils se dirigent presque tous vers les professions commerciales ou artisanales. Les fils de maçons ou de manœuvres seront entrepreneurs, peintres, plâtriers, ferblantiers, menuisiers,... les colporteurs d'autrefois sont maintenant marchands d'étoffes, gérants de bazars, artisans, industriels. A partir de la deuxième génération, les professions libérales et le fonctionnarisme sont recherchés. C'est dire que les étrangers francisés se comportent exactement comme les Français. Bien peu s'établissent à la campagne. Les fils des fermiers ou des petits propriétaires terriens, s'évadent vers la ville comme leurs camarades français.

b) Les Suisses gardent une prédilection pour les professions agricoles. Chez eux, l'amour de la terre est inné. Bien souvent, les aînés continuent l'exploitation paternelle. Les cadets ou les moins doués n'essaient pas de faire valoir leur part de propriété. Il est admis qu'on ne morcelle pas un beau domaine que les parents ont eu tant de peine à enrichir. A leur tour, les plus jeunes vont essayer de coloniser. Exceptionnellement, ils accepteront un emploi dans l'industrie ou le commerce.

c) Les descendants des Italiens naturalisés conservent presque toujours la nationalité française. Presque toutes les souches établies avant la guerre sont maintenant complètement francisées. Les Suisses, au contraire, dans le pays de Gex surtout, sont plus rebelles à la naturalisation. Assez souvent, les enfants français de droit retrouvent

par naturalisation la nationalité suisse. On peut estimer à 50 % environ la proportion des immigrés suisses assimilés.

d) Les immigrés perdent à la deuxième génération leurs vertus prolifiques. Tel italien, par exemple, père de dix ou douze enfants, n'a plus qu'une demi-douzaine de petits-enfants.

LES RELATIONS AVEC LE PAYS D'ORIGINE

La proximité de la frontière et les facilités accordées par un régime douanier de faveur permettent aux Suisses de maintenir des contacts étroits avec leur pays.

L'analyse des conventions douanières qui ont institué le système des zones sortirait du cadre de cette étude. Les polémiques qui ont été engagées lors du fameux procès de la Haye et de l'ordonnance de juin 1932 sont maintenant désuètes. Il semble que le point de vue sentimental ait, de part et d'autre, empêché l'analyse profonde des questions économiques. Mais il n'est pas douteux, après cinq années d'une soi-disant servitude, que le commerce gessien et sarde profite largement des facilités accordées aux Suisses. Les agriculteurs et les commerçants genevois sentent maintenant les effets d'une concurrence dangereuse. Non seulement les produits zoniens sont offerts généreusement sur le marché de Genève, à des prix que le change rend toujours rémunérateurs, mais l'exportation suisse dans les zones doit se défendre contre l'exportation internationale.

Pour 1935, nos exportations zoniennes en Suisse sont 10 fois supérieures aux importations provenant de ce pays. (50 millions de francs français contre 5 millions).

Les colons suisses profitent évidemment comme les agriculteurs français de ce régime de faveur qui leur permet de vivre économiquement en France. Les conventions de bon voisinage autorisent aussi les menus échanges et les allées et venues entre les deux pays.

Le décret du 21 mai 1938, « *portant promulgation de la convention au sujet des rapports de voisinage et de la surveillance des forêts limitrophes, du protocole additionnel et des lettres annexes signées à Berne le 31 janvier 1938, entre la France et la Suisse* » contient une foule de petits arrangements destinés à faciliter l'exploitation agricole et les relations sociales dans les régions frontalières.

Il serait fastidieux de reproduire ce copieux document qui indique minutieusement les diverses franchises, les tolérances, les modalités de l'admission temporaire. En bref, cette convention permet la libre

exploitation pour les propriétaires suisses, des terres situées en France, la libre circulation de part et d'autre de la frontière des ouvriers agricoles et industriels et, sous certaines réserves, des animaux de ferme et des denrées agricoles.

Les relations économiques entre les frontaliers des deux nations sont tout à fait aisées. Les relations sociales ne le sont pas moins. Aucun passeport n'est exigé pour un court séjour en Suisse. Les véhicules zoniens peuvent librement circuler (un passavant est délivré sans tracasseries administratives). Des entreprises de transport assurent un trafic régulier entre Gex et la Suisse. On peut dire que Genève est le centre économique et intellectuel de toute la région.

Inversement, les Genevois ne se privent pas de venir en France admirer nos sites, goûter notre cuisine et nos vins et profiter largement de tous les avantages qui leur sont offerts. Chaque dimanche, une suite ininterrompue de voitures amène dans nos campagnes une foule de pêcheurs, de chasseurs, de botanistes, de gourmets...

Comment, dans ces conditions, l'immigrant suisse se sentirait-il isolé ? Le cadre est le même. De sa fenêtre, le colon peut contempler la magnifique chaîne des Alpes, et le fier Mont Blanc. Les mœurs sont semblables, l'exploitation agricole identique, les relations avec le pays d'origine aisées. L'administration française est fort tolérante dans la zone frontalière. Aussi, le colon suisse se sent-il chez lui et n'éprouve pas le besoin de se faire naturaliser. On peut dire que la naturalisation française est, pour le Suisse, un accident. L'inertie en est la cause principale.

Tout autre est la *situation morale* de l'Italien en France. Eloigné des siens, venu chez nous sans espoir de retour bien souvent, très dispersé dans la population française, doué d'une sorte de « plasticité » naturelle qui permet une adaptation rapide, il se laisse absorber par les milieux français.

Le gouvernement italien l'a compris et ne ménage pas ses efforts pour garder le contact avec les immigrés. L'indifférence d'avant-guerre a fait place à une sollicitude extrême qui ne laisse pas d'étonner quelquefois. Ces milliers d'immigrants sont très cordialement accueillis chez nous, et n'ont jamais eu à se plaindre de la moindre vexation. Bien au contraire, ils bénéficient comme nos nationaux des lois d'assistance et de toutes nos libertés, à part quelques restrictions professionnelles bien compréhensibles. L'Italie ne peut les recueillir tous puisqu'elle a déjà de la peine à assurer un niveau de vie bien modeste à ses nationaux.

On se demande parfois si les raisons de cette sollicitude ne sont

pas uniquement d'ordre diplomatique et si le gouvernement fasciste ne veut pas, à la fois, éviter un apport démographique utile à la France et créer des difficultés avec des minorités agissantes.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement italien ne néglige aucune mesure susceptible de fortifier l'esprit national chez les immigrants. Ces mesures sont de deux ordres : les unes sont destinées à maintenir « l'italianité » en essayant de garder le contact avec le pays d'origine, les autres veulent imposer par la persuasion ou par la menace la soumission au régime politique italien.

Parmi ces dernières, nous citerons la création de sociétés à tendances politiques, les enquêtes faites par les personnalités officielles ou officieuses. On nous signale, çà et là, des individus plus ou moins suspects, vagues indicateurs chargés de contrôler l'attitude de leurs compatriotes. Des difficultés sont faites aux immigrants qui désirent faire venir leur famille en France. Les pièces officielles sollicitées pour la constitution des dossiers de naturalisation sont délivrées avec beaucoup de réticences. Nous n'avons pu que très rarement, par exemple, obtenir l'extrait officiel des actes de naissance d'enfants italiens désireux de se présenter au certificat d'études.

En Italie même une pression est faite auprès des parents des émigrés en voie de naturalisation. C'est parfois, paraît-il, un véritable chantage.

Les mesures qui sont destinées à maintenir l'italianité des immigrants sont appuyées sur une idée très sûre du processus de l'assimilation. Il faut, avant tout, rompre le charme du pays d'adoption.

On organisera des voyages collectifs à prix réduit. Les immigrants pourront séjourner par exemple, une huitaine de jours à Rome, Venise, Naples, etc... Ces voyages sont organisés par les consulats.

Des avantages importants sont consentis aux femmes qui désirent faire leurs couches en Italie : voyage payé, assistance gratuite, primes.

Les jeunes gens peuvent être exemptés du service militaire et cependant être autorisés à séjourner trois mois par an dans leur pays.

Les enfants peuvent aller passer leurs vacances dans les colonies très bien aménagées où rien n'est épargné pour fortifier le sentiment patriotique.

En France, des réunions sont organisées, fêtes, arbres de Noël (les petits Italiens du pays de Gex sont conviés à assister à la fête de l'Arbre de Noël organisée par les Italiens de Genève). Les journaux italiens sont répandus à profusion. A Bellegarde, chaque année, un curé italien vient faire une série de sermons en langue italienne.

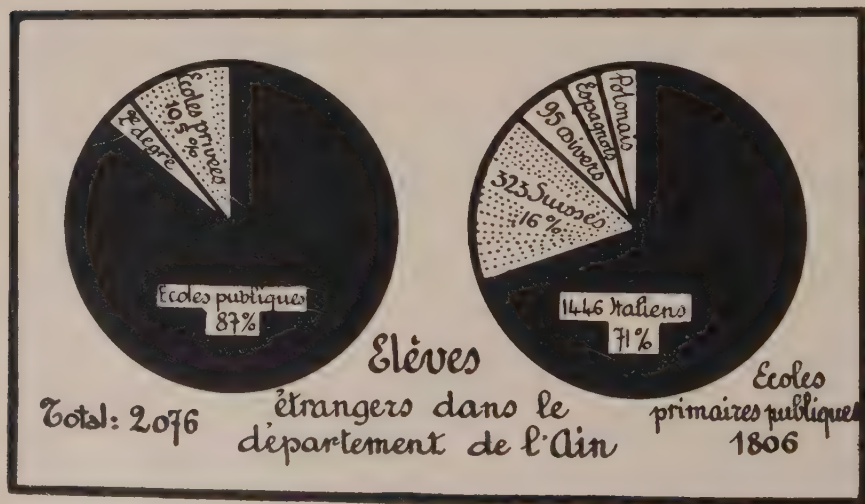
Un gros effort surtout est fait pour « *italianiser* » les enfants. L'école joue un rôle capital dans l'assimilation. Le gouvernement italien ne l'ignore pas et favorise, avec la tolérance du gouvernement français, la création de nombreuses écoles italiennes officielles ou clandestines.

LE RÔLE DE L'ÉCOLE

LES EFFECTIFS

Une enquête faite en 1937 par les services académiques a permis, pour la première fois, de connaître la part des étrangers dans les effectifs scolaires. Emue par le mouvement xénophobe de 1937, l'Administration a voulu se rendre compte des dépenses occasionnées par l'application des conventions internationales en ce qui concerne l'obligation scolaire. Pour ceux qui connaissent la misère des Ecoles publiques et les difficultés rencontrées par les administrateurs pour installer convenablement les enfants des grandes villes, cette campagne venait à son heure. Ne convenait-il pas, en effet, de réserver les places disponibles dans les classes d'abord aux enfants de nationalité française, quitte à admettre les étrangers dans une proportion à déterminer ?

Les conventions de réciprocité, en matière d'assistance, jouent constamment contre la France. Peut-on comparer les charges financières imposées par nos émigrants aux gouvernements étrangers, à



l'énorme effort que doit faire la France pour héberger près de trois millions d'immigrants ?

C'est surtout le problème des constructions qui inquiétait, avec juste raison, les associations amies de l'école. L'obligation scolaire, la prolongation de la scolarité, exigeaient des agrandissements et des modifications profondes dans l'organisation pédagogique, alors qu'avec son impéritie habituelle, en matière scolaire, le gouvernement ne consentait pas à engager les dépenses indispensables.

A vrai dire, l'enquête générale, en France, n'a été suivie d'aucune mesure. A l'heure actuelle, aucune instruction ne réglemente l'admission à l'école des enfants d'origine étrangère. Tous les enfants français et étrangers, âgés de 6 à 14 ans, sont soumis à l'obligation scolaire qui résulte de la loi du 28 mars 1882 modifiée par la loi du 7 août 1936 (1). Article premier « *L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes, français et étrangers, âgés de six à quatorze ans révolus, etc...* »

Cependant, à notre avis, l'obligation scolaire ne joue pour les étrangers que dans le cadre des conventions internationales.

Au demeurant, non seulement il convient de ne pas s'effrayer, en raison de leur dispersion, de la présence à l'école des enfants étrangers, mais il faut les accepter pour hâter la francisation. Le rôle de l'école, à cet égard, est de haute importance.

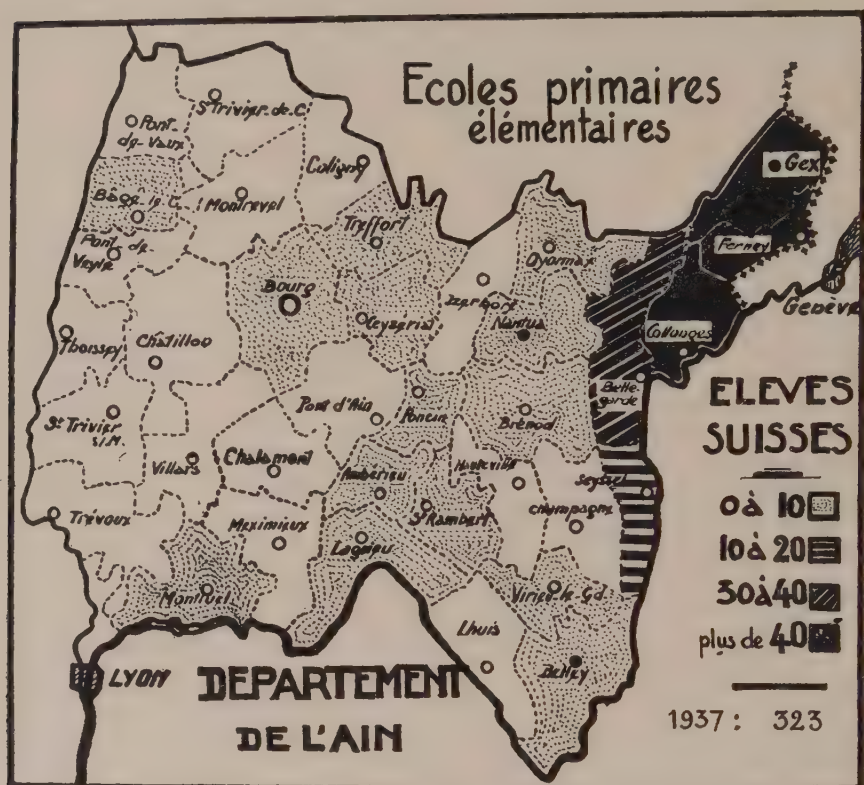
Dans l'Ain, en 1937, 2.024 enfants étrangers de 5 à 14 ans sont inscrits dans les écoles du premier degré, et 52 dans les écoles du deuxième degré. Sur 30.000 élèves inscrits au total dans les écoles élémentaires, la proportion ressort donc à 7 %.

Les écoles élémentaires primaires publiques groupent la presque totalité de l'effectif, 1.806, soit 87 %. 218 enfants, soit 10,5 % sont inscrits dans les écoles privées, et 52, soit 2,5 %, dans les écoles du second degré, Ecoles primaires supérieures, Cours complémentaires, Collèges.

Une première constatation s'impose, c'est la faveur dont jouissent les écoles élémentaires publiques. D'une part, dans l'Ain, les écoles privées ne sont pas nombreuses, surtout les écoles de garçons, d'autre part, les étrangers sont en général trop pauvres pour faire poursuivre

(1) Loi qui vient seulement d'être suivie d'un décret d'administration publique. Les tribunaux rejettent formellement les obligations qui en découlaient (Tribunal correctionnel de Charolles : affaire plaidée par le bâtonnier Auguste Rivet, membre du C.S. de l'Instruction publique).

des études secondaires à leurs enfants. Il ne faut pas oublier enfin que les administrations publiques leur sont fermées. Aussi, sur 52 élèves inscrits dans les écoles du second degré, 8 seulement fréquentent-ils



des écoles publiques, alors que 44 sont pensionnaires dans des institutions privées, dont 17 Suisses à l'école préparatoire au Sacerdoce du Roquet à Trévoux, et 16 Suisses, garçons, au collège libre de Thoissey.

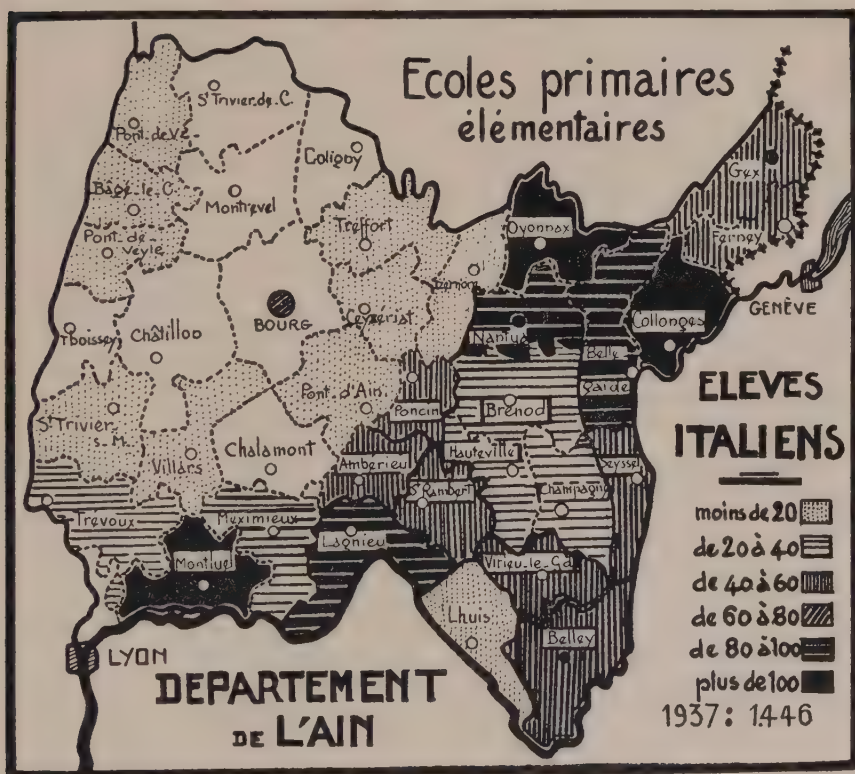
Quelle est la répartition par nationalité ? Les Italiens, évidemment arrivent en tête avec 1.255 élèves, 71 % du total, puis les Suisses, 323, 16 % du total, les Espagnols, 79, 4 %, les Polonais, 81, 4 %. Les autres nationalités ne constituent que 5 % du total.

Cette répartition est extrêmement intéressante, car elle marque le degré de fixation des étrangers. Ces statistiques comparées à celles du Ministère de l'Intérieur, permettent d'apprécier l'importance de l'immigration familiale et sa localisation géographique. Les documents

fournis par les instituteurs, d'après les registres d'inscription, ont une authenticité certaine (1).

Un premier fait mis en évidence, est l'absence d'enfants d'âge scolaire pour les nationalités suivantes représentées dans l'Ain : Américains, Argentins, Brésiliens, Chinois, Danois, Géorgiens, Luxembourgeois, Othomans, Palestiniens, Péruviens, Roumains, Syriens, Irlandais. Ces immigrants ne se sont pas fixés avec leur famille; leur stabilité est faible. Les conditions d'adaptation ne sont pas suffisantes pour permettre l'assimilation.

Plus importante est l'*immigration familiale* chez les Italiens, les Espagnols, les Suisses et les Slaves. Le nombre d'enfants d'âge scolaire pour 100 Italiennes et 100 Espagnoles (2), est relativement élevé, 62 pour les premières, 63 pour les secondes. Il traduit à la fois



(1) Dans l'Ain, il est exceptionnel qu'un enfant puisse se soustraire à l'obligation scolaire.

(2) Plus de 15 ans.

scolaire. Sur ces 19 cantons, 14 comptent moins de 10 écoliers.

Les *Italiens* se fixent dans la région montagneuse du département. Il est très curieux de rapprocher la carte indiquant la *répartition des « écarts »* dans le département, de la carte scolaire des Italiens. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, l'Italien n'est guère agriculteur. Le fort pourcentage des écarts dans la population totale correspondant à une économie orientée vers l'agriculture, il n'est pas anormal de constater une coïncidence presque parfaite entre un faible pourcentage des écarts et une forte proportion de familles italiennes. La comparaison des deux documents, canton par canton, ne laisse cependant pas de surprendre.

L'opposition entre l'immigration totale et l'immigration familiale est beaucoup moins marquée chez les Italiens que chez les Suisses. Le célibataire pénètre plus facilement en Bresse et en Dombes; mais dans la zone favorable, célibataires et chefs de famille cohabitent. L'Italien, dans l'Ain, est doué d'une grande faculté d'adaptation. Le nombre des écoliers dans toute la zone marginale du Bugey confirme bien cette disposition.

LES RÉPERCUSSIONS SUR L'ORGANISATION SCOLAIRE

La dispersion des étrangers dans le département permet de recevoir aisément les écoliers sans aménagements spéciaux et sans dépenses supplémentaires pour l'Etat et les communes. Un raisonnement simpliste, laisserait croire qu'un effectif de 2.000 écoliers représente 50 classes de 40 élèves! En réalité, chaque commune a son école et les écoles des hameaux sont encore nombreuses. La dépopulation, depuis 20 ans surtout, les vide rapidement. Un complément de quelques unités par classe ne peut gêner en quoi que ce soit la bonne marche de l'enseignement, ni grever exagérément les budgets communaux. D'ailleurs, dans beaucoup de localités, les Sous des Ecoles sont alimentés par les souscriptions privées et les fêtes; et les étrangers ne manquent pas de fournir leur quote-part, ou même leur collaboration dévouée.

Dans les communes du pays de Gex, où la densité des étrangers est considérable, la présence des enfants à l'école n'a jamais provoqué le moindre incident. (Il est juste de souligner toutefois la faiblesse de la fécondité Suisse).

Dans les villes, le grand nombre de classes permet de disperser les élèves. Là encore, quelques unités de plus ou de moins ne modi-

fient pas l'organisation scolaire. Un maître chargé d'un cours à une seule division, peut enseigner sans dommage une quarantaine d'enfants. Le phénomène de concentration urbaine exige une révision continue de la carte scolaire et si des créations sont faites dans les centres, on peut affirmer que les étrangers sont pour une bien faible part dans l'accroissement des effectifs scolaires.

Evidemment, il y a des cas particuliers. Un chantier important exige une forte main-d'œuvre. Les immigrants affluent momentanément; l'école est submergée par les élèves étrangers. Ailleurs, une usine provoque l'établissement de grosses familles italiennes ou arméniennes. C'est le cas de la banlieue lyonnaise, et plus particulièrement des écoles de Montluel, Sathonnay, Miribel, Saint-Maurice-de-Beynost. Les élèves étrangers sont nombreux à Saint-Rambert, Génissiat, etc...

Le cas de *Génissiat* souligne bien les difficultés qui peuvent se présenter lorsqu'un rush d'étrangers se produit.

L'école mixte du hameau de Génissiat, commune d'Injoux, hébergeait une vingtaine d'élèves en 1936. Essentiellement agricole, le petit village vivait paisiblement du revenu de quelques maigres terres et des vignes qui donnent la fine Roussette. La mise en chantier du grand barrage va transformer en quelques mois la physionomie du pays. Les barraquements surgissent, une population barriolée s'installe dans des locaux provisoires; dans les rues, les chéchias voisinent avec les bonnets fourrés; la population de la commune passe de 380 à 3.000 habitants. Les effectifs de l'école montent rapidement : 50 fin 1937, 90 courant 1938, plus de 100 au début 1939.

La petite école rurale pouvait contenir à la rigueur 50 élèves. Comme on peut le supposer, les administrateurs et les entrepreneurs considèrent comme tout à fait négligeable le problème scolaire. La municipalité, à aucun moment, n'a pu se rendre compte des répercussions de l'embauchage sur les effectifs scolaires. Elle doit prendre entièrement à sa charge les dispositions nécessaires pour assurer l'installation d'une centaine de bambins. En attendant qu'un projet d'agrandissement de l'école, hâtivement établi, suive le cours normal et lent de la procédure administrative, les élèves sont entassés dans une « cantine » assez confortable il est vrai, mais provisoirement louée à un taux d'usure (1).

Ce cas, pour si exceptionnel qu'il soit dans l'Ain, se retrouve assez fréquemment en France dans les banlieues des grandes villes, surtout dans la Seine, et d'une manière générale, chaque fois qu'un

(1) Qui est le taux normal dans toute la région, maintenant.

chantier important exige une forte proportion de main-d'œuvre étrangère. On pourrait souhaiter évidemment une meilleure organisation et, en particulier, l'obligation pour les entrepreneurs de participer dans une proportion déterminée aux dépenses d'installation et d'entretien de l'école (1).

Les difficultés d'organisation pédagogique ne sont pas négligeables non plus. Enseigner 91 enfants (2) dont 56 de nationalité étrangère, peut paraître une gageure. Si les difficultés de langue n'existent pas, car tous ces bambins comprennent et parlent le Français (3) la répartition dans divers cours d'élèves nomades, tous retardés dans leurs études, l'autorité difficile sur des enfants abandonnés à la rue, constituent des problèmes suffisamment délicats à résoudre.

Cependant, à part ces cas exceptionnels de brusque accroissement de la population étrangère, les enfants des immigrants peuvent être reçus sans difficultés dans les écoles publiques. Pas plus en ville qu'à la campagne, l'opinion publique ne s'est émue de la présence de ces élèves. Les instituteurs s'occupent d'eux avec un zèle louable. Très souvent d'ailleurs les résultats de haut niveau et les succès aux examens, viennent récompenser leurs efforts.

LES APTITUDES DES ÉCOLIERS ÉTRANGERS

L'intelligence est un phénomène psychologique trop complexe pour qu'on puisse s'en tenir à ces appréciations banales qui classent un individu par rapport à la moyenne de ses semblables. Il est dit-on, peu, assez, ou très intelligent. « Dans les jugements courants, on considère comme très intelligent quelqu'un qui comprend vite et bien, ou qui manifeste un esprit critique avisé, ou encore qui montre des capacités créatrices et réalise des inventions fécondes, des œuvres estimées » (4).

Pour comparer les intelligences, il faut bien soumettre les individus à diverses épreuves qui sont forcément des problèmes à résoudre;

(1) Les entrepreneurs prétendent que les impôts qu'ils paient constituent une charge suffisante.

(2) Effectif de juillet 1937 (une seule classe.)

(3) Nous reviendrons sur cette merveilleuse faculté qu'ont les enfants de parler rapidement et sans accent les langues étrangères.

(4) H. PIÉRON, *Psychologie expérimentale*, page 205, collection A. Colin.

mais la solution de ces problèmes ne dépend pas, dit Piéron (1) d'une « fonction intelligence isolable qui puisse être psychologiquement définie ».

La vie affective et les intérêts interviennent aussi pour exalter l'effort mental et la réussite dépend non seulement du degré de développement des fonctions mentales, mais aussi de leur souplesse dans une manœuvre d'ensemble, de la possibilité de les coordonner et de les diriger.

« Suivant la nature du problème à résoudre, le comportement mental peut être bien différent. Disons qu'il y a en réalité de multiples formes d'intelligence recouvrant des formules mentales bien différentes » (2).

Dans les milieux scolaires, nous avons trop souvent l'habitude de n'envisager que la forme verbale et logique de l'intelligence. « Parfois, dans les milieux scolaires, on confond même avec intelligence une supériorité de réussite dans des fonctions d'acquisition où la docilité et la mémoire jouent le rôle essentiel et qui ne garantit nullement la capacité de résoudre des problèmes de type nouveau, quand le jeu des formules apprises ne suffit plus. Grâce à des formules, en effet, à des mécanismes routiniers, on apprend à résoudre des problèmes de type courant sans que l'intelligence ait à intervenir : un des buts de l'éducation consiste à suppléer ainsi à l'intelligence par la mémoire, mais le but essentiel est l'inverse et consiste à suppléer à la mémoire par l'intelligence, suivant la ligne générale de l'intellectualité dans nos civilisations méditerranéennes » (3).

Il est donc bien difficile de se fier toujours à l'appréciation générale d'un professeur sur l'intelligence d'un élève. N'a-t-on pas vu de médiocres candidats au baccalauréat réussir brillamment au théâtre ou se créer d'importantes situations dans le journalisme, le commerce, l'industrie ? Nous avons plus d'une fois constaté les différences considérables de jugement sur certains enfants. Les aptitudes d'un élève se révèlent tout à coup, parce qu'on l'a compris, parce qu'il a trouvé un peu d'affection, ou parce qu'il a pu adapter son mécanisme mental au travail proposé.

Ces considérations expliquent, en partie au moins, les divergences d'opinion de nos instituteurs sur leurs élèves étrangers. Pour les uns, les Suisses sont irrémédiablement insuffisants, pour les autres, les Italiens du Nord sont seuls doués ; pour la majorité, les Etrangers sont

(1) H. PIÉRON, *ibid.*

(2) H. PIÉRON, *ibid.*

(3) H. PIÉRON, *ibid.*, note de la page 208.

comme les Français, plus ou moins intelligents, plus ou moins travailleurs et aucune différence fondamentale n'existe, au point de vue de l'intelligence, entre les enfants des différentes nationalités.

Les renseignements fournis par les instituteurs ne manquent pas de saveur (1) :

Appréciations d'instituteurs. — « Cinq élèves étrangers seulement fréquentent mon école actuellement : 1 Italien qui est un anormal, 4 Suisses qui ne se différencient pas de leurs camarades français et dont le travail et l'assiduité donnent satisfaction dans l'ensemble. Parmi les élèves Suisses qui ont quitté l'école, quelques-uns étaient très bien doués et sont devenus par la suite de bons élèves du C.C. de Gex. Par contre, deux petits Polonais partis l'an dernier, m'ont paru peu éveillés. »

« Les écoliers étrangers s'adaptent très facilement, très rapidement à l'école, à la vie française. Etudiant les mêmes programmes, ils arrivent assez vite à parler, à lire, à penser Français. »

— « Les Italiens sont en général plus souples, d'une intelligence plus vive, plus fins que leurs camarades d'autres nationalités. Chez la plupart, les résultats sont remarquables : les élèves les meilleurs en diction, en composition française, sont souvent les Italiens naturalisés. Le seul Italien (non naturalisé) que j'aie eu dans ma classe, à F. depuis 2 ans et demi seulement, ira au certificat d'études en juin prochain, donnant ainsi un bel exemple de volonté à ses camarades.

J'ai aussi un Hongrois à F. depuis 3 ans et demi ; il a fait aussi des progrès rapides, défavorisé en cela par sa langue maternelle, si différente de la nôtre.

Quant aux Suisses, je n'en peux dire autant de bien ; ils sont en général plus lourds, plus lents, n'ont pas beaucoup d'imagination ni de souplesse d'esprit ; ils sont obstinés, ils aiment surtout les travaux manuels ; quand il nous arrivent de Genève, le plus souvent, ils ont un niveau intellectuel nettement inférieur à celui de nos élèves.

En somme, les Italiens sont des élèves intéressants qui s'adaptent sans peine à nos méthodes, tandis que les Suisses, bien que patients, mettent très longtemps à y parvenir ».

— « Elèves étrangers assez nombreux, 21 à l'école de garçons, dont 15 Suisses et 6 Italiens. Ils s'adaptent en général assez vite surtout les Suisses, à condition toutefois qu'ils parlent le français dans leur famille et ne retournent pas passer leur vacances dans

(1) Texte intégral.

leur pays d'origine. Les Suisses, en particulier, fréquentent très régulièrement la classe et nous avons eu chaque année des élèves étrangers qui ont fréquenté, après leur certificat d'études, la classe du Cours Supérieur, 2^e année et même le cours complémentaire. » *Gex*.

— « Les élèves italiens sont assez bien doués. Ceux qui sont nés en France ne se distinguent pas des élèves de la localité. Ceux qui parlent italien à la maison saisissent très vite les éléments de la langue, sans accent.

Aucune remarque particulière sur les élèves suisses. Dans une famille de naturalisés, les élèves sont très bien doués; dans une autre, ils sont particulièrement insuffisants. Il semble impossible de formuler des remarques d'ordre général. » *Izernore*.

— « Je n'ai eu que des Italiens comme écoliers étrangers. Travail et résultats un peu inférieurs à ceux des élèves de Ch. Caractère beaucoup plus fermé que nos élèves français, souvent têtus, visage impassible sous les reproches. »

— « Les élèves étrangers qui fréquentent l'école ne se différencient pas de leurs camarades français. Parmi les élèves que j'avais, il y a trois ou quatre ans, c'étaient celles d'origine italienne qui tenaient la tête de la classe. Les Italiennes étaient d'ailleurs souvent, ou travailleuses ou très paresseuses.

L'élément Suisse, cinq enfants d'une même famille, ne donne aucune satisfaction, les enfants ayant à supporter une lourde hérédité alcoolique. »

— « Les étrangers que j'ai eus à l'école ont été, en général, de bons élèves. La plupart ont obtenu facilement le C. E. P. Il est vrai que je n'ai jamais eu d'étrangers ne connaissant pas le Français, arrivant directement d'Italie, ou de Suisse alémanique. »

— « Les enfants suisses arrivés en France après avoir commencé leurs études en Suisse, sont moins avancés que leurs camarades français. Les Italiens, sauf de très rares exceptions, sont remarquablement paresseux. » *Coupy*.

— « Les Italiens que j'ai eus comme élèves m'ont donné peu de satisfaction; peu de goût au travail, esprits peu curieux. Il est vrai que ces enfants étaient mal soignés, par des parents pauvres, sales, ayant beaucoup de laisser-aller, ne cherchant pas à s'améliorer par un travail régulier.

Les écoliers Suisses que j'ai eus et ceux que j'ai actuellement sont Suisses-Allemands : travailleurs, intelligents, esprit moins vif que le Français, mais d'un bon jugement, paraissant assez influencés par une vie de famille rigide. Les parents leur apprennent leur langue mater-

nelle ce qui ralentit l'assimilation du Français. Ces enfants sont de bons écoliers. » *Saint-Jean-de-Gonville*.

— « Aucune différence avec le niveau intellectuel des élèves français. Cependant, les petits Italiens semblent mieux doués que leurs camarades Français pour la musique. Etant donné leur petit nombre, il serait peut-être imprudent de généraliser. » *Montréal*.

— Les enfants italiens sont disciplinés et intelligents. Depuis 1923, tous les élèves étrangers ayant acquis le C. E. P. sont de nationalité italienne. L'élément suisse donne des résultats peu intéressants. » *Pouigny*.

— « Dans l'ensemble, nos écoliers étrangers sont de bons élèves, disciplinés, studieux. Tous les garçons, depuis huit ans, ont obtenu le C. E. P., sauf 1 Italien. » *Divonne*.

— « Les écoliers étrangers, la plupart Italiens, assimilent en général l'enseignement français avec facilité; observateurs, volontaires et travailleurs, ils arrivent au certificat d'études dans la même proportion que les Français. A peine pourrait-on noter une moins bonne tenue extérieure, inhérente à leur origine. » *Arbent*.

Ces opinions contradictoires peuvent être complétées par l'examen des tableaux de classement.

Ecole d'Ornex, canton de Ferney-Voltaire :

	Suisses	Italiens	Hongrois
Cours moyen 2 ^e année, sur 6 élèves	1 ^{er} , 4 ^e , 6 ^e		5 ^e
Cours moyen 1 ^{re} année, sur 6 élèves	2 ^e , 5 ^e		4 ^e
Cours élémentaire, sur 11 élèves ..	2 ^e , 8 ^e , 9 ^e , 10 ^e	6 ^e	4 ^e
Cours préparatoire, sur 3 élèves ..	1 ^{er}	2 ^e	

Le comportement de ces enfants depuis leur arrivée à l'école fournit ainsi de précieuses indications sur leurs possibilités intellectuelles.

Dans la même école, de 1931 à 1938,

Sur 9 Suisses	{	cinq ont suivi la progression normale et se classent :
		trois parmi les bons élèves, deux parmi les moyens,
		2 sont des élèves faibles,
		2 autres sont franchement mauvais et sont encore au cours élémentaire, à 12 ans.
Sur 2 Italiens	{	tous les deux ont suivis la progression normale,
		l'une était une excellente élève classée 1 ^{re} ,
		l'autre un bon élève.

Les Hongrois sont arrivés en France en 1934. Ne savaient pas un mot de Français.

Age en 1938 : 11 ans.

Résultats obtenus de 1934 à 1938 : au C. M. 2^e année, bon en calcul, faible en français, léger accent.

Classement moyen :

1934	1935	1936	1937	1938
13 ^e sur 13	12 ^e sur 13	10 ^e sur 12	5 ^e sur 7	5 ^e sur 6

Age en 1938 : 9 ans.

Résultats obtenus de 1934 à 1938 : au C. M. 1^{re} année, bon en calcul, faible en orthographe, français correct, pas d'accent.

Classement moyen :

1934	1935	1936	1937	1938
10 ^e sur 10	3 ^e sur 10	4 ^e sur 10	3 ^e sur 11	3 ^e sur 6

Age en 1938 : 6 ans.

Résultats obtenus de 1934 à 1938 : au C. E. 2^e année, bon en calcul, faible en français, pas d'accent.

Classement moyen :

1934	1935	1936	1937	1938
4 ^e sur 5	2 ^e sur 6	2 ^e sur 6	2 ^e sur 6	4 ^e sur 11

Les progrès de ces enfants étrangers sont donc normaux. Ils se classent comme leurs camarades français en mauvais, bons et très bons élèves.

A Nantua, le classement fournit des indications analogues :

Extrait du classement mensuel (1937-1938).

Italiens	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars Avril
C. S. 1 ^{re} année 20 élèves						
Bortot	12 ^e	8 ^e	8 ^e	4 ^e	5 ^e	4 ^e
Fornasari	9 ^e	10 ^e	10 ^e	12 ^e	9 ^e	8 ^e
Persico	4 ^e	9 ^e	9 ^e	10 ^e	12 ^e	11 ^e
C. M. 2 ^e année 15 élèves						
Bertoletti	15 ^e	15 ^e	15 ^e	15 ^e	15 ^e	15 ^e
Carminatti	8 ^e	8 ^e	8 ^e	7 ^e	8 ^e	7 ^e
Cortinovis	10 ^e	11 ^e	10 ^e	13 ^e	12 ^e	12 ^e
Naturalisés						
Moretti	11 ^e	10 ^e	12 ^e	10 ^e	10 ^e	11 ^e
Ramella	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}	1 ^{er}

L'étude la plus fouillée des résultats obtenus dans chaque discipline, permet bien de déceler chez quelques éléments une faiblesse particulière en Français; mais nous avons plus d'une fois remarqué les bonnes rédactions fournies au C. E. P. par des candidats étrangers. Et, somme toute, les différences constatées sont plus dues à des variations individuelles qu'à la nationalité.

Examens psychotechniques. — Nous avons enfin complété notre étude par l'examen psychotechnique des trois enfants Italiens, élèves de l'école de B. Cet examen complet, dans un laboratoire d'orientation professionnelle, montre une fois de plus que les divergences individuelles sont de même amplitude chez les étrangers que chez les Français et que les Italiens, en particulier, se classent dans les diverses épreuves tour à tour parmi les bons et les mauvais.

SAVINO MARINI est né à *Veruno* (Italie) le 4 septembre 1924, son père est manœuvre à Bellegarde.

Il a deux frères et une sœur.

Entré au cours préparatoire de l'Ecole publique de Bellegarde, il totalise seulement 34 demi-journées d'absence en 8 ans. Il traîne un peu au début de la scolarité, « doit faire un sérieux effort, devrait être dans la section supérieure, peut mieux faire, etc... » Il est 22^e sur 38 élèves au C. M. 1^{re} année. Il redouble cette classe et passe 2^e sur 40. A partir du C. M. 2^e année, il travaille, reste dans les 10 premiers et réussit au certificat d'études à l'âge de 13 ans 1/2. Son profil psychologique (1) indique bien une intelligence moyenne, peu critique et peu logique, avec mémoire visuelle exercée et faiblesse d'imagination. Sa composition est savoureuse (orthographe respectée) :

« J'ai quatorze ans. Je voudrais bien gagner mon pain comme les autres. J'ai pensé que je serais scieur de longs dans la forêt. Je trouve que c'est un métier convenable. Je suis à l'air dans la forêt. L'été, les grands arbres feuillus me pareront (sic) du soleil brûlant. Et j'aime aussi manier la hâche et la grande scie et dépouiller les troncs de leurs écorces.

« Si je ne peux parvenir à faire ce métier, je ferais ma demande pour travailler dans le P. L. M. Wagonnier, ce n'est pas un mauvais métier. C'est même joli à voir défiler le paysage. A connaître des pays qui m'étaient inconnus. Et aussi notre place est sûre au P. L. M.

« Etre charpentier, c'est un métier qui ne me plait pas. Je déteste aussi le métier de cantonnier. »

(1) Test de H. Piéron.

MARINI Savino

né le 4 Sept. 1924

TABLEAU D'ÉTALONNAGE

Déciles : 1° 10° 20° 30° 40° 50° 60° 70° 80° 90° 100°

ÉPREUVE COLLECTIVE

Efficience
(attention)

- 1. Niveau d'efficience.....
- 2. Vitesse de mise en train...
- 3-4. Résistance à la fatigue....

5.....

Mémoire

- 6. M. des formes géométriques.
- 7. M. concrète et observation.
- 8. M. des mots.....
- 9. M. Logique.....
- Vitesse d'apprentissage { 10. Initial....
- 11. Terminal.

Imagination — 12.....

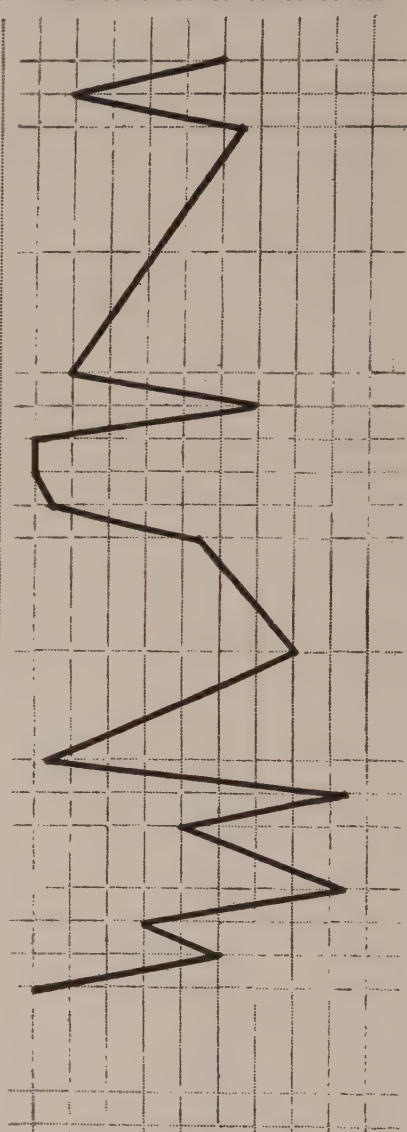
Intelligence

- 13. Compréhension.....
- 14. Critique.....
- 15. Invention.....
- 16. Intell. logique.....
- 17. » verbale.....
- 18. » générale.....
- 19. » numérique.....

ÉPREUVE INDIVIDUELLE

Fonction
verbale

- 20. Facilité d'association.....
- 21. Réactivité verbale.....



Voici le cas de BELOTTI *Valentin*, né à Taleggio, province de Bergame, le 3 juillet 1924. Il a deux frères et deux sœurs, son père est maçon.

Il fréquente d'abord l'école de Challex, où son travail laisse fort à désirer. Arrivé en France en 1931, il apprend difficilement à lire. Il garde de cet apprentissage pénible une faiblesse en orthographe qui se traduit par un échec au C. E. P.

Son *profil psychologique* est celui d'un enfant mal doué, peu résistant à la fatigue, avec mémoire visuelle et intelligence générale au-dessous de la moyenne.

Il veut être boulanger « parce que c'est un métier sain » ou jardinier, « parce qu'il aime être à l'air pur et travailler la terre », mais il veut être ni mineur, ni marin, ni terrassier, « parce que c'est un métier éreintant » (sic).

BERETTA *Marc* est né à Lyon le 17 mars 1926; son père est mécanicien électricien. Fils unique, il fréquente régulièrement l'école de Bellegarde. Reçu brillamment à 12 ans au C. E. P., il obtient une bourse pour le collège de Nantua où il poursuit ses études. C'est un bon élève, particulièrement doué en lettres.

Son profil indique une grande vivacité d'esprit, une mémoire moyenne orientée vers l'observation concrète, une assez faible résistance à la fatigue. Son état général laisse un peu à désirer.

Il voudrait être tourneur sur métaux « parce que la mécanique lui plaît et que presque toute sa famille travaille dans cette branche » ou ajusteur-mécanicien ou électricien. Il trouve la profession d'agriculteur peu intéressante. Il va faire des études classiques de latin-grec. Oh ! paradoxe !

Ces études de détail confirment l'extrême diversité des éléments étrangers. La race et la nationalité n'ont que de faibles répercussions sur les aptitudes. Les différences individuelles sont de beaucoup plus importantes que des tendances générales dont l'existence serait à démontrer. Il ne faudrait pas négliger toutefois l'influence que peuvent avoir sur la formation intellectuelle les premières années de scolarité passées à l'étranger.

L'IMPORTANCE DE L'ÉCOLE COMME FACTEUR D'ASSIMILATION

Les deux éléments de non adaptation, d'importance très inégale d'ailleurs, sont le *retard dans la formation intellectuelle* et la *méconnaissance du français*.

Si beaucoup d'enfants étrangers ont suivi irrégulièrement les cours de l'école primaire en raison des déplacements nombreux de leurs parents, les instituteurs se plaignent unanimement du retard des élèves qui ont fréquenté pendant quelques années les écoles suisses.

Nos voisins n'ont pas, en effet, les mêmes ambitions que nous pour leurs enfants. Leur pédagogie s'oriente vers la formation physique et sensorielle autant, sinon plus, que vers la formation intellectuelle proprement dite. Le cadre de cette étude ne nous permet pas de discuter les méthodes et d'apprécier les résultats obtenus à la fin d'une scolarité plus longue que la nôtre. Mais il n'est pas douteux que les connaissances générales des élèves suisses sont, à âge égal, de niveau moins élevé que celles de leurs camarades français. Ils calculent moins bien et moins vite, ils savent moins d'histoire, moins de géographie, leurs connaissances scientifiques sont moins étendues et, surtout, leur style est moins châtié. L'étude de la grammaire est peut-être moins fouillée qu'en France. Cependant, les constructions grammaticales vicieuses et les helvétismes abondent. Quoi qu'il en soit, nos maîtres français qui s'attachent peut-être un peu trop, à notre gré, à assurer un ensemble de connaissances multiples sanctionnées par l'examen du Certificat d'études, se plaignent des insuffisances scolaires de la plupart des élèves suisses. C'est peut-être là l'origine des avis si divers sur les aptitudes de ces écoliers.

Une autre difficulté provient de l'usage à peu près généralisé maintenant en Suisse de l'écriture *Script*. Cette nouvelle méthode, dont les avantages sont indiscutables (1) simplifie l'apprentissage de l'écriture, mais elle n'est pas encore officielle en France et les instituteurs exigent l'écriture cursive. La période de désadaptation n'est cependant pas aussi longue qu'on pourrait le croire. En quelques mois, les nouvelles habitudes sont prises.

(1) Nous avons, au cours des deux dernières années, tenté une expérience d'écriture script, dans une classe de l'école de Ferney. Les enfants écrivent mieux et plus tôt. Cette méthode présente une économie sérieuse de temps et de peine pour l'apprentissage de l'écriture.

Cette étonnante souplesse d'adaptation de l'enfant se manifeste très heureusement par l'apprentissage rapide de la langue. Nous avons suivi des écoliers Italiens, arrivés en France à l'âge de 10 ans, sans connaître un mot de Français. Après 3 ans d'études, très régulières et très intenses, il est vrai, ces enfants réussissaient au Certificat d'études. Tous les écoliers italiens, sans exception, ayant appris à lire en France, parlent une langue *rigoureusement dépouillée d'accent étranger*. Cette aisance dans l'acquisition d'une langue est d'autant plus curieuse que les parents conservent la langue maternelle ou, ce qui est plus grave, s'expriment en un Français très approximatif.

Les difficultés sont plus grandes quand l'écolier a commencé sa scolarité à l'étranger. A partir de 10 ans, une pointe d'accent persiste chez quelques-uns. L'apprentissage de la lecture en français est plus facile, mais, en contre-partie, l'orthographe trop rapidement acquise reste défectueuse.

Après la puberté, l'accent ne disparaît que très exceptionnellement, même chez des intellectuels ou chez des individus doués. Nous avons connus des Italiens instruits, établis en France depuis longtemps, ayant déjà fait de longues études de Français en Italie, et qui, à leur grand désespoir, ne peuvent parler notre langue sans faire connaître leur origine étrangère.

Les écoliers suisses des cantons alémaniques sont peut-être plus défavorisés encore que les Italiens. L'apprentissage du Français est plus difficile et très long. Les enfants continuent à parler l'Allemand dans leur famille. Certains même font des exercices scolaires en Allemand à la maison. De niveau social plus élevé que les Italiens, l'éducation des enfants est souvent plus soignée. Il ne faut pas oublier que la rue, après l'école, constitue le facteur d'assimilation le plus énergique.

Les enfants se groupent en petites sociétés, en clans, qui imposent aux individus des habitudes communes, des attitudes, des tournures de langage. Dans les sociétés d'enfants, les différences sociales disparaissent. C'est le plus fort, le plus énergique, le plus débrouillard qui prend le commandement. Si l'école favorise très heureusement l'interpénétration des classes, elle provoque aussi la fusion des nationalités. Dans les jeux, les enfants sont mêlés, sans distinction d'origine. C'est quelquefois l'enfant étranger qui joue le rôle principal.

Tout ce petit monde ignore totalement, ou mieux, considère comme parfaitement négligeables, les notions de castes, de fortune, de classe, d'origine. Nous sommes toujours peiné quand un maître, pour justifier la faiblesse de certains élèves, nous dit à haute voix :

« ce sont des Italiens, ou ce sont des Suisses ». Il faut voir l'air contrit de ces enfants. Et nous entendons encore le cri d'indignation de l'un d'eux : « Monsieur, je suis Français, je suis né en France. »

Ainsi, l'école, directement par l'enseignement, indirectement par la multitude des contacts créés entre Français et étrangers, favorise intensément l'assimilation. A priori, est Français celui qui parle la langue sans accent étranger. C'est la première étape et c'est une des plus importantes. L'acquisition correcte ne pouvant se faire qu'à l'école, et au cours des premières années de la scolarité, une politique judicieuse d'assimilation doit favoriser la fréquentation scolaire. La facilité étonnante qu'ont les enfants de s'adapter rapidement et complètement à des milieux les plus divers, doit être largement utilisée pour obtenir la parfaite fusion de l'élément étranger dans le milieu français (1).

Les gouvernements étrangers qui conservent des relations étroites avec leurs nationaux ont bien compris cette importance de l'école et ils n'ont pas hésité à entretenir des établissements d'éducation sur le sol français avec la tolérance d'un gouvernement toujours mal informé de ces problèmes (2).

(1) L'enquête faite en France par A. DEMANGEON confirme parfaitement nos observations. L'enquêteur de *Lamontjoie (Lot-et-Garonne)* écrit : « en ce qui concerne la conduite, les étrangers, nous donnent les mêmes satisfactions ou les mêmes ennuis que les Français, j'en dirai autant pour ce qui est du travail. » Celui de *Foulayronnes (Lot-et-Garonne)* « Les instituteurs n'ont constaté aucune différence entre les aptitudes des étrangers et celles des Français ». Dans le Jura, la fréquentation paraît laisser à désirer, mais un enquêteur remarque que la fréquentation des élèves français, placés dans les mêmes conditions, est tout aussi mauvaise. Tous les enquêteurs sont d'accord pour constater l'extrême facilité avec laquelle ces enfants apprennent le Français. Une remarque très judicieuse est faite par l'enquêteur de *Lamontjoie (L.-et-G.)*. Si l'Espagnol a plus de difficultés à apprendre le Français que l'Italien, par exemple, cela paraît dû à la similitude des patois. « Lorsqu'un Français, un commerçant, a affaire avec un Espagnol, il lie conversation en patois, tandis qu'il parlera français avec tout autre étranger. » *Documents pour servir à l'étude des Étrangers dans l'Agriculture Française*. Par A. DEMANGEON et G. MAUCO, Paris 1939.

(2) L'administration ne paraît pas tenir à la collaboration des personnes compétentes qui ne sont pas inféodées à des organisations politiques ou syndicales. Or, les renseignements fournis par les services du Ministère de l'Intérieur, n'ont pas souvent une réelle valeur géographique, sociologique, ou psychologique.

LES ÉCOLES ÉTRANGÈRES EN FRANCE

Dans les centres de colonisation italienne, des écoles italiennes fonctionnent avec des maîtres italiens. Ailleurs, ce sont des moniteurs étrangers qui donnent un enseignement complet. MARCEL GIRON, dans un magistral article publié dans *l'Ecole Libératrice* du 11 février 1939, révèle des faits dont la gravité n'échappera à personne (1). Dans l'Ariège, fonctionne une classe d'Italiens dans les locaux scolaires de *Tarascon-sur-Ariège*. Dans l'Aude, un moniteur Italien donne des cours d'Italien dans une Ecole publique de Narbonne, contre le gré du Directeur. « Dans le département de Constantine, la situation est plus grave. Il ne s'agit plus de simples moniteurs réunissant les enfants d'origine italienne pour leur enseigner la langue, l'histoire et la géographie de leur pays en dehors des heures de classe, mais de véritables écoles clandestines. »

A *Bougie*, par exemple, l'association « *Italica* » a caractère nettement fasciste, a créé des classes d'italiens; A *Bone*, la Société « *Dante Alighieri* » a fondé « *la scola italiana di Bona* » qui comprenait, au 1^{er} octobre 1936, huit classes et groupait 210 élèves.

Les conventions diplomatiques couvrent, paraît-il, ces autorisations ou ces tolérances. Or, sans aucun doute, la plupart des écoles italiennes ou des cours d'Italien ouverts en France sont illégaux.

Quels sont les textes qui réglementent l'exercice, sur le territoire français, des fonctions d'enseignement par les étrangers? Ils sont peu nombreux, mais suffisamment précis. Les uns concernent la fonction de moniteur, les autres les fonctions de directeur ou de professeur d'école privée élémentaire ou d'enseignement secondaire.

Rappelons qu'un moniteur ne doit pas être chargé d'instruire seul les élèves d'une classe. Il ne peut donner seul un enseignement principal ou accessoire. Son rôle consiste à faire des répétitions sous la surveillance effective et constante du maître, toujours présent dans la salle de classe.

« *Nul ne peut participer à l'enseignement dans une école publique ou privée en dehors de la présence effective et continue dans la salle même où il enseigne, de l'un des maîtres de l'école s'il ne remplit pas les conditions d'âge indiquées par l'art. 7 de la loi du 30 octobre 1886,*

(1) *Le scandale des écoles italiennes en France*. E. L. n° 19 du 11-2-39.

et s'il n'est pourvu d'un titre de capacité de l'enseignement primaire » (1).
Loi du 24 avril 1930, article premier.

La circulaire du 28 mars 1929, modifiant les circulaires du 21 décembre 1925 et 13 décembre 1927, distingue les moniteurs étrangers autorisés à donner des cours dans les écoles privées (§ 4).

L'enseignement ne peut être donné qu'en dehors des heures de classe réglementaires. « *Dans les écoles privées, il pourra être donné pendant les heures de classe, mais ne pourra dépasser la moitié de l'horaire.* »

La procédure pour la désignation de ces moniteurs est la suivante (C. du 28 mars 1929) :

1° Les demandes doivent être présentées par les directeurs des écoles sous l'autorité desquels les moniteurs étrangers auront à exercer ;

2° Le dossier devra comprendre, avec la demande du directeur :

a) Un acte de naissance du maître proposé, ou un certificat en tenant lieu ;

b) Un diplôme, ou la copie certifiée conforme d'un diplôme, habilitant ce maître à enseigner dans sa patrie d'origine ;

c) Un certificat d'exercice dans les fonctions d'enseignement que le maître a pu remplir antérieurement.

3° L'enseignement ne pourra porter que sur la langue, l'histoire et la géographie de la nation à laquelle appartient le maître.

Pour enseigner dans les écoles privées (2) c'est-à-dire pour être chargé de classe, les étrangers remplissant les conditions d'âge et de capacité, devaient être autorisés par le Ministre, après avis du Conseil départemental. Cette autorisation ne pouvait pas être définitive. La loi du 30 octobre 1886, art. 4, subordonnait aussi cette autorisation à la jouissance des droits civils en France. Or, la loi du 10 août 1927 qui supprime l'admission à domicile qui confère la jouissance des droits civils, interdit ipso facto, aux étrangers, les fonctions d'instituteur libre et de Directeur d'école privée.

Ainsi, toutes les écoles italiennes qui ne respectent pas ces instructions, sont illégales. « Peuvent être poursuivis en correctionnelle, les Directeurs d'écoles privées qui chargent les instituteurs étrangers d'un enseignement général ; ceux qui donnent la direction d'une classe à un moniteur. Enfin, en principe, tous les instituteurs et

(1) 18 ans. B. E.

(2) Dans les écoles publiques, les instituteurs sont des fonctionnaires français.

directeurs d'école étrangers sont dans une situation illégale. Aux termes stricts de la loi, seuls les moniteurs étrangers peuvent être autorisés à exercer leurs fonctions.

Les poursuites peuvent, à fortiori, être exercées contre les Directeurs d'écoles clandestines » (1).

« L. O. art. 40. — *Quiconque aura ouvert ou dirigé une école sans remplir les conditions prescrites par les articles 4, 7 et 8 ou sans avoir fait les déclarations exigées par les art. 37 et 38, ou avant l'expiration du délai spécifié à l'article 38, dernier paragraphe, ou enfin en contravention avec les prescriptions de l'article 36, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de 100 à 1.000 francs. L'école sera fermée, etc...* »

Et enfin, citons les deux arrêtés de la Cour de cassation qui font jurisprudence :

« *Il y a tenue d'école lorsque des enfants de différentes familles se trouvent habituellement réunies dans un but d'instruction que cette instruction leur soit donnée isolément ou en commun.* » (Cas. 25 février 1886).

Et « *Il y a tenue d'école lorsque l'enseignement est donné dans une maison particulière, à 3 enfants appartenant à 2 familles, y compris celle de la personne chez qui cet enseignement est donné* (Cas. 26 novembre 1903). »

Or, ces écoles clandestines ne sont pas rares. Nous savons que les pouvoirs publics peuvent toujours intervenir rapidement. Les services académiques ne sont pas renseignés. Les commissariats qui, eux, possèdent des informations de première main, ne manquent pas d'avertir les Préfets. Ceux-ci ont évidemment des moyens de pression et d'intimidation suffisamment énergiques pour faire cesser les infractions aux règlements. Mais ils n'ont pas toujours des ordres précis ou ils se désintéressent de ces questions scolaires.

Dans l'Ain, à notre connaissance, quelques écoles clandestines ont pu fonctionner au cours de ces dernières années, à B., à C., à B. Les enfants italiens étaient généralement groupés le dimanche matin, de 10 heures à midi, où l'après-midi du jeudi, ou encore le samedi soir après la classe. L'enseignement était entièrement donné en Italien par un militant fasciste. Sans pouvoir fournir des indications précises sur le programme suivi, car les intéressés sont très discrets, nous pouvons affirmer que des chants fascistes, nettement tendancieux,

(1) Le Gouvernement vient récemment de donner des instructions aux Préfets pour exiger la stricte application de la loi.

étaient appris aux enfants. Ajoutons que l'un au moins de ces éducateurs bénévoles, a été expulsé dernièrement très discrètement.

L'enseignement dans les établissements privés du second degré est soumis à une réglementation différente. Par une circulaire du 8 juin 1937, le Ministre rappelle « qu'en vertu de la loi du 15 mars 1850, et du décret du 5 décembre 1850, tout étranger appelé à remplir dans un établissement d'instruction secondaire libre une fonction de surveillance ou d'enseignement, doit obtenir une autorisation spéciale du Ministère de l'Education Nationale, accordée après avis du Conseil supérieur. D'autre part, conformément aux dispositions de la loi du 11 août 1936, les étrangers munis de cette autorisation doivent, avant de prendre possession de leur emploi, se pourvoir d'une autorisation de travail auprès de l'Office départemental de placement du lieu d'emploi. »

Des autorisations provisoires d'enseigner peuvent être données par les Inspecteurs d'Académie, en attendant une décision du C. S.

Cette procédure est plutôt exceptionnelle. Les étrangers sollicitent rarement des emplois d'enseignement dans les établissements du second degré. Nous avons vu le cas dans l'Ain. Les difficultés qui se sont immédiatement présentées pour la constitution des dossiers ont eu vite fait de décourager les candidats.

En conclusion, nous insistons sur le rôle essentiel joué par l'école dans l'assimilation des étrangers : apprentissage facile de la langue dans le premier âge, acquisition parfaite des coutumes françaises, liens d'amitié noués avec les jeunes français, sont des éléments hautement assimilateurs. Les gouvernements étrangers qui entretiennent des écoles sur le sol français ou offrent des vacances payées aux enfants de leurs ressortissants (1), ont compris la nécessité de rompre le véritable envoûtement créé par l'école.

Inversement, un pays comme le nôtre, qui a besoin de fixer les immigrants, doit faciliter la fréquentation scolaire, multiplier s'il le faut les bourses d'études et sévir énergiquement contre les étrangers qui ne se soumettent pas aux règlements en matière d'ouverture d'école.

(1) Nous avons sous les yeux une carte postale illustrée envoyée par un enfant italien à son instituteur français. Elle représente « *La Spiaggia Preferita Cattolica, la Regina dell'Adriatico* ». Sur cette plage, est somptueusement installée la « *colonia 28 Ottobre figli degli Italiani all'estero* ».

Bien plus, il faut interdire l'enseignement systématique d'une langue étrangère dans les écoles primaires élémentaires. Jusqu'à 12 ans, la seule langue enseignée doit être le Français. La réciprocité a vraiment pour nous une bien mince importance. Le premier devoir de nos hôtes est de parler notre langue. Ceux qui la parlent correctement et qui en sentent la beauté, sont déjà un peu Français.

CONCLUSIONS

LES PROBLÈMES DE L'IMMIGRATION

Au terme d'une analyse qui a essayé de préciser, pour le département de l'Ain, la part des étrangers dans l'évolution démographique et leur rôle dans l'activité économique, il convient de se demander quelle doit être l'attitude du gouvernement français à l'égard des immigrants.

Des travaux qui font autorité ont déjà creusé les problèmes de l'immigration et proposé des solutions intéressantes, appuyées sur des enquêtes plus larges que la nôtre. Nous voudrions très simplement et très modestement exposer les réflexions que nous suggère une étude volontairement limitée à des régions *géographiques homogènes* et à des *milieux strictement définis*.

Nos conclusions seront naturellement plus fermes en ce qui concerne les *milieux ruraux* et *l'économie agricole*. L'Ain est avant tout un département rural. Mais sa situation frontrière, dans cette région du sud-est particulièrement soumise à l'influence des Suisses et des Italiens, permet de noter avec suffisamment de précision les caractères de l'immigration latine et les réactions des milieux humains.

Au demeurant, nous ne dissimulons pas le plaisir que nous avons eu à fouiller, sur des territoires limités, quelques-uns des aspects du peuplement rural et d'apporter notre contribution à une étude qui paraît enfin retenir l'attention des pouvoirs publics. Dans le rapport qu'il adressait au Président de la République, pour justifier la création d'un Haut Comité de la Population, M. le Président du Conseil s'exprimait en ces termes : « La situation de la France, entourée de nations en pleine effervescence démographique s'avère très dangereuse quant à présent et dans l'avenir. Certes les pouvoirs

publics ont marqué, à diverses reprises et encore tout récemment, lors de la publication des décrets du 12 novembre 1938, tout l'intérêt qu'ils attachaient au développement de la natalité et au problème des étrangers; mais le problème de la population française est aussi un problème de répartition de la population, un problème de peuplement rural, la terre paraissant, en définitive, la meilleure école pour l'assimilation des étrangers et leur intégration dans la vie française... ».

Pour la première fois, à notre connaissance, l'attention de l'administration est officiellement attirée sur la complexité d'un problème qui dépasse les seules compétences administratives. La valeur de la méthode géographique est enfin reconnue après de longs tâtonnements et une sorte de défiance à l'égard des savants hautement qualifiés qui, depuis la guerre, se sont attachés à l'étude de ces questions d'importance capitale pour l'avenir de la nation.

Cette remarque sur l'opportunité des travaux de géographie humaine étant faite, il convient de rappeler brièvement les conclusions partielles de notre analyse et de les présenter objectivement. Dans la mesure de leur généralité elles pourront contribuer à définir une politique ferme d'immigration et de naturalisation.

L'apport démographique. — Il faut noter tout d'abord l'effondrement de la natalité dans l'Ain et en France, non compensé par l'abaissement du taux de mortalité. Cette année, le total des décès dépasse de 40.000 unités le total des naissances. Dans un monde où la force devient la condition de la sécurité, un pays ne peut pas accepter une telle cause de faiblesse.

L'embourgeoisement de toutes les classes sociales françaises amenant une restriction progressive des naissances, certains ont pensé que l'immigration pouvait suppléer à nos déficiences démographiques. L'apport étranger se traduit, en effet, par un gain immédiat d'hommes adultes qui, encadrés et assimilés, peuvent fournir un appoint intéressant de main-d'œuvre aux diverses branches de l'activité nationale. Les vertus prolifiques de la plupart des éléments étrangers introduits en France sont, enfin, susceptibles de relever dans l'avenir le taux moyen de la natalité.

Certes, l'équilibre de la population française est maintenu depuis la guerre par un afflux considérable d'étrangers. Une politique récente de naturalisation à outrance a conféré la qualité de Français à beaucoup d'entre eux. Mais a-t-on bien pesé toutes les répercussions de mesures hâtives, uniquement préoccupées des nécessités immédiates ?

Les besoins de main-d'œuvre. — Les naturalisations tiennent compte, dans une certaine mesure, des besoins économiques; mais elles devraient suivre plus étroitement les exigences de chaque groupe. Il ne suffit pas de classer les postulants d'après les grandes catégories, agriculture, industrie, commerce, professions libérales. Il faut étudier avec soin les besoins particuliers de chaque région géographique. Ce souci de l'adaptation professionnelle, destiné à éviter la prise en charge par la collectivité de chômeurs et d'inutiles, ne doit pas faire perdre de vue le danger d'une concentration excessive d'immigrants de même nationalité. Parallèlement à la *spécialisation professionnelle* doit être étudiée la *localisation géographique*.

Dans l'Ain, la concentration n'est pas encore réalisée dans les centres industriels. On peut estimer, pensons-nous, à 10 ou 15 % la proportion d'étrangers de même nationalité qu'il est souhaitable de ne pas dépasser. A ce compte-là notre département peut encore recevoir une dizaine de mille d'étrangers. Toutefois, dans le pays de Gex, les immigrés sont déjà en nombre excessif. L'assimilation des Suisses étant relativement lente, il convient de ne pas faciliter de nouvelles installations. Dans le Bugey et en Dombes, de larges possibilités sont offertes à l'immigration. La Bresse reste fermée et il est parfaitement inutile de forcer les milieux humains non assimilateurs.

Au point de vue professionnel nous avons noté les hérésies commises dans les naturalisations. La proportion des naturalisés est excessive dans le commerce et dans les professions libérales. Quand il s'agit de questions aussi importantes, à une époque difficile pour nos compatriotes, il ne faut pas s'embarrasser de concepts idéologiques ni faire preuve d'une vaine sensiblerie.

En réservant les traditions d'hospitalité de la France, toujours prête à accueillir les proscrits, disons franchement quels sont nos besoins.

Nous avons suffisamment de commerçants, de docteurs, de pharmaciens, d'ingénieurs, d'employés de tous ordres. Nous pouvons former des techniciens. C'est une question d'organisation industrielle et de rééducation professionnelle... Chez nous les gens instruits et intelligents ne manquent pas. Des milliers de bacheliers et de licenciés acceptent pour vivre de maigres besognes commerciales. Nous pouvons les récupérer comme nous pouvons éduquer les ouvriers en chômage.

Mais nous manquons de rudes travailleurs, capables de fournir un effort physique violent et soutenu. Aussi bien à l'usine qu'au champ ce complément de main-d'œuvre robuste et fruste est indis-

pensable. Notre économie, à l'heure actuelle, ne peut se passer d'eux. Il nous faut des « *barbares* ».

Devons-nous alors évincer l'intelligence et la finesse au profit de la rusticité souvent liée à un développement psychique anormal et accompagnée parfois de tares morales ? Ne convient-il pas de préserver la race d'apports de qualité douteuse, susceptibles de modifier ses caractères fondamentaux ? L'histoire n'a-t-elle pas montré les dangers de cette infiltration insidieuse d'étrangers ?

La politique d'assimilation. — Il ne faut pas se dissimuler évidemment les risques d'une politique d'assimilation des étrangers. Mais il serait présomptueux d'en prévoir avec certitude les effets. La question raciale n'est plus prise en considération maintenant quand il s'agit de peuples européens, que pour les besoins d'une politique impérialiste.

Mais la question de l'*apparemment* pourrait être examinée avec plus de soin. Les Nordiques et les Orientaux sont difficilement assimilés. Il faudrait suivre les progrès de leur adaptation et limiter les naturalisations aux cas les plus favorables, sans dépasser un pourcentage qu'il conviendrait de fixer.

Le problème de la valeur individuelle psychique et physique des immigrants est plus important, plus délicat aussi. Comment choisir des types robustes, sains physiquement, sans tares morales, sans tares héréditaires, de caractère paisible, suffisamment « plastiques » pour être rapidement absorbés ? Aucun test ne permet de faire cette discrimination. Mais nous pensons qu'un certain nombre de mesures pourraient éviter, tout au moins, les erreurs les plus grossières.

En premier lieu il y a des *présomptions d'origine* favorables. Le type de l'Italien des montagnes du nord est très près de notre type montagnard. L'Italien du Sud est, en général, beaucoup moins intéressant, à tous les points de vue. La Suisse de langue française fournit des émigrés de hautes vertus, assez difficilement assimilables d'ailleurs dans les régions voisines de la frontière. Les autres nationalités sont peu représentées dans l'Ain, les facteurs défavorables à l'assimilation l'emportant sur les facteurs favorables. Seuls les Polonais forment une colonie importante, nécessaire mais peu assimilable. Peut-être pourrait-on pousser encore plus loin les recherches sur l'origine des immigrés. Certains villages, certaines vallées, fournissent des types particulièrement robustes et dévoués, aisément transplantables.

En second lieu, il conviendrait d'étudier minutieusement le cas de chaque immigré en instance de naturalisation. Un double examen médical sérieux, complet, s'impose au moment de l'entrée en France et avant toute procédure de naturalisation. Il faut donc améliorer l'installation des laboratoires spéciaux, multiplier leur nombre ou canaliser le flot des immigrants vers des voies d'accès déterminées. Il faut aussi enrayer complètement l'immigration clandestine.

Un examen psychologique et psychotechnique ne serait pas superflu. Des laboratoires d'Orientation professionnelle fonctionnent dans la plupart des grandes villes. Le diagnostic fourni pourrait être d'un haut intérêt. Complété par l'étude des dossiers individuels donnant le curriculum vitæ du candidat à la nationalité française (et, si possible, des précisions sur son hérédité) il constituerait la pièce essentielle du dossier de naturalisation (1).

Seraient écartés irrévocablement les tarés, les violents, les incapables, les inutiles, les concurrents dangereux, les suspects politiques, les vieux, les stériles...

La portée d'une telle politique. — Mais ne nous faisons pas trop d'illusions sur la portée dans le temps d'un tri aussi sévère. Nous avons vu qu'à la deuxième génération la fécondité diminue ; les enfants conservent rarement la profession du père. Beaucoup d'immigrants se font naturaliser pour pouvoir exercer librement une profession de leur goût.

L'utilité des immigrants, tant au point de vue professionnel qu'au point de vue démographique n'a donc qu'une valeur temporaire. Le relèvement de la natalité française et l'amélioration de l'adaptation professionnelle ne peuvent être obtenus que par des mesures d'ordre général.

Le peuplement rural. — Il en est de même, à notre avis, en ce qui concerne la question du peuplement rural. Il n'est pas juste de dire, du moins sans réserves, que la terre est « la meilleure école pour l'assimilation des étrangers et leur intégration dans la vie française ». Certains terroirs sont résolument hostiles aux étrangers, d'autres plus accueillants deviennent de véritables colonies qui poseront tôt ou tard des problèmes de minorités.

Ainsi, la colonisation suisse, par exemple, doit être surveillée avec soin dans le pays de Gex. Déjà 2.034 hectares appartiennent

(1) En l'absence de renseignements, les candidats à la naturalisation pourraient être mis en observation pendant plusieurs années.

Superficie totale cultivée dans	
Etrangers: 3827 ha	le pays de Gex: 36.000 ha



Propriétaires: 2.034 ha Fermiers: 1.687 ha Métayers: 106 ha

EXPLOITATIONS ÉTRANGÈRES DANS LE PAYS DE GEX.

en toute propriété à des Suisses. Lorsque le propriétaire-exploitant réside en France, on peut espérer une assimilation plus ou moins lointaine, favorisée par les lois françaises et par l'inertie de l'immigré. Mais il y a un danger certain à laisser s'étendre sans contrainte la colonisation frontalière. Sur toute la frontière franco-suisse, une large bande du territoire est propriété étrangère. Nos voisins les plus bruyants ont déjà réagi par la force contre cette atteinte à la souveraineté nationale. Il serait plus simple de limiter, pour les étrangers, les droits d'accession au sol français, dans un périmètre donné. M. le sénateur Fouilloux avait autrefois déposé une proposition de loi réservant nos droits dans toute la zone située à 10 km. de la frontière. Cette proposition devrait être reprise, quitte à conserver, s'il y a lieu, les situations acquises pendant une ou deux générations (1).

Ailleurs, il conviendrait d'acclimater de solides colons étrangers, Lombards et Piémontais surtout, capables de faire valoir les propriétés abandonnées et d'intensifier le défrichement. Tout le Bugey offre, à ce point de vue, des ressources incontestables.

Mais ce n'est pas la profession qui fixe l'homme, c'est la propriété. Dans la mesure où les intérêts français seraient sauvegardés,

(1) Cette loi lèserait peu les intérêts français. Dans les cantons de Vaud et de Genève, à peine 600 ha. appartiennent à des Français, dont 200 à des Gessiens.

il faudrait faciliter la fixation des colons italiens par l'octroi d'avantages pécuniaires, prêts, dispenses d'impôts, etc..., contre l'engagement de réaliser un certain nombre de travaux. Nous sommes convaincu, par ailleurs, qu'il ne s'agirait là que de mesures provisoires dont l'efficacité ne saurait dépasser une ou deux générations.

La question du peuplement rural ne peut être résolue uniquement par la fixation de souches étrangères. Seules des mesures d'ordre général pourraient favoriser le retour à la terre ou, du moins, retenir les jeunes hommes.

Immigration et naturalisation. — Ainsi définis les principes d'une politique de naturalisation, nous pensons que le problème de la sélection se pose dès l'entrée en France. *C'est la naturalisation qui doit commander l'immigration et non l'inverse.*

Notre pays doit être à l'abri des dangers d'une invasion étrangère insidieuse. Quand une famille adopte un enfant elle s'entoure de toutes les garanties désirables. Pourquoi ne pas subordonner l'admission en France et la naturalisation à l'avis favorable d'un jury, véritable conseil de famille, qui statuerait sans appel ? L'étude du milieu local, de ses besoins et de ses possibilités d'absorption, la connaissance des caractères raciaux et des vertus de chaque nationalité sont de la compétence du politique et du géographe ; les particularités individuelles intéressent le psychologue, l'orienteur et le médecin. La présence d'un juge professionnel et d'un représentant des intérêts régionaux assurerait l'impartialité de la décision.

Devenu Français « de papier », l'étranger n'est pas quitte envers son pays d'adoption. Il doit se pénétrer de son histoire et accepter ses héros. L'école et la post-école contribueront à former le sentiment national.

LES ÉTRANGERS DANS L'ARRONDISSEMENT DE GEX EN 1938

Communes	H	F	E	Propriétaires		Fermiers		Métayers		Bûcherons	Vachers	Fruitiers Porchers	Charr- iers et sans spécialité	Natura- lisés
				Nom- bre	Ha.	Nom- bre	Ha.	Nom- bre	Ha.					
Challex	83	53	52	9 S 1 It	125	8 S 3 It	120				8 S		8 It	2 S 9 It
Chézery	16	8	20	1 It						7 It		1 S		
Collonges	39	23	48	3 S	112	2 S	33	3 It 2 S	46	33 It	15 S	2 S	12 S	2 It
Confort	5	3	3											
Coupy	72	48	55										1 It 1 S	74 It
Farges	13	12	18	8 S	134	5 S 1 It	87 5			1 It	3 S			1 Es 9 pers. 8 It 2 S
Lancrans	26	16	19	1 S		3 It	8						3 It	2 S 29 S et It.
Léaz	20	11	9	1 S	31,5	3 S	24				1 S			
Péron	80	48	31	5 S 1 It	72	7 S 2 It	168			60	24 S 12 It 5 Po	1 S		1 It
Pougnay	34	19	32	2 S 1 It 1 Al	105	3 S 2 It 2 Al	36							14 It 3 R 2 S
Saint-Jean-de-Gonville	18	8	17	3 S	12	2 S	31					3 S	5 It 4 S	30 S et It
Ferney-Voltaire.....	158	107	47	28 S 4 It 2 Am	25	1 S	80	1 S	15		8 S 1 It		5 Po 4 S	
Moëns	20	12	13	3 S	36	2 S	20						2 S 1 It	
Ornex	58	35	29	10 S 3 It	77	4 S	89				10 S		2 S 3 Ys 3 It	7 It
Prévessin	84	51	43	45 S	242	4 S	19	2 S	15		25 S		4 S 11 Po 1 Hon 2 Ys	
Saint-Genis	55	31	25	4 S 2 It	31	9 S	112				4 S	1 S	5 It	
Sauverny	23	10	1	4 S 3 It	5	1 S	9				1 S 2 It		3 S 2 Ys	8 It
Sergy	19	10	17	6 S 1 It	35	5 S 1 It	22			2 It	1 S		1 Po 2 It 3 S	
Thoiry	71	45	40	10 S 1 It	646	15 S 4 It	222	2 S	14		12 S		18 S 2 It	
Vernonnex	27	23	25	6 S 1 It	112	6 S	110				7 S		17 S 2 It	3 It
Cessy	37	17	5	1 S	2	2 S	28			3 It	18 S			
Chevry	20	6	8	1 S	8						7 S	1 S	3 It 3 Po	
Crozet	30	15	15	1 S	33	5 S	36	1 S	16		2 S		4 S 4 Po	
Divonne	150	110	55	3 S	70	8 S 1 It	64			18 It	5 S	5 S	9 S 7 It	10 It 2 S
Echenevex	26	13	11	6 S 1 It	60	4 S	75				4 S		4 S 1 Po 1 Ys	

Communes	H	F	E	Propriétaires		Fermiers		Métayers		Bûcherons	Vachers	Fruitiers	Charr- tiers et sans spécialité	Natura- lises
				Nom- bre	Ha.	Nom- bre	Ha.	Nom- bre	Ha.					
Ceignes	9	1	3					1 It	15					
Challes	—	—	—											
Granges	4	1	—							3 It				
Izernore	12	8	16			1 S	30					1 It	2 It 1 Ys	9 S 3 It
Leyssard	3					2 It	36				1 It		2 It	
Matafelon	1	—	—									1 S	2 It	
Mornay	3													1 It 1 Po
Napt	2	—	—							2 It				
Peyriat	—	—	—											
Samognat	—	—	—											
Serrières	2	—	—										2 Po	
Sonthonnax	—	—	—											
Volognat	3	3	3											
Apremont	2	2	5			1 S	27							
Brion	2	2	2											
Charix	8	4	9											
Géovreissiat	6	2	2											
Lalleyriat	4	1	3							2 It	3 It			10 It 1 Port
Mailat	15	6	7			1 S	11	1 S	4	4 It			1 S 3 It	6 It 1 S 60 It 7 S
Montréal	32	29	31			2 It	3			5 It				
Nantua	61	44	71								1 It		2 It	4 It
Neyrolles	12	1	2							10 It 15 It				
Le Poizat	15	—	—											
Port	3	5	7	2 S	2									11 It
St-Martin-du-Fresne ..	10	7	8								1 S	1 It	10 It	5 S 38 It
Arbent	15	15	21			2 It 1 S	20				1 S	1 It	1 It	
Bélignat	12	12	5	1 S	3	3 S	26							
Belleydoux	2		2									2 S		
Bouvent	—	—	—											
Dortan	19	13	8	1 It	5	4 It	19						4 It	7 It
Echallon	4	2	6											
Géovresset	4	—	1			3 S	10							
Groissiat	4	3	2			1 S	30						1 Ys 2 It	5 It 5 S
Martignat	1	1	2											
Oyonnax	255	238	149							2 It			6 It	
Veyziat	2	1	2	1 It	5						1 S			
Boyeux	3													
Cerdon	6	2	4										4 It	21 It 14 S
Jujurieux	45	56	54			2 S 1 It	20				1 S	2 It	88 It 8 S	
La Balme	8	2	2										3 Po	
Mérignat	—	—	—											
Poncin	8	5	5											12 It
Saint-Alban	3	—	—										3 Es	
Saint-Jean-le-Vieux ..	14	12	11			1 It	3	1 It	20	3 It			2 It	

INDEX DES NOMS DE LIEUX CITÉS

ARRONDISSEMENT DE BELLEY.

Ambérieu, 15, 27, 29, 32, 77, 117, 121.
 Abergement-de-Varey, 33.
 Belley, 129.
 Bettant, 32.
 Champagne, 27, 114.
 Hauteville, 29, 117, 130.
 Lagnieu, 27, 129.
 Lhuis, 27.
 Pymont, 77.
 Saint-Denis, 32.
 Saint-Rambert, 77, 117.
 Seyssel, 29.
 Tenay, 94, 96.
 Virieu-le-Grand, 27.
 Villebois, 90, 96.

ARRONDISSEMENT DE BOURG.

Bâgé-le-Châtel, 112.
 Bourg, 15, 18, 27, 87, 121, 130.
 Ceyzériat, 114.
 Chalamont, 15, 75, 112, 127.
 Châtillon-sur-Chalaronne, 75, 112.
 Coligny, 15, 28, 112.
 Crépieux, 93.
 Druillat, 73.
 Meximieux, 29, 129.

Montluel, 27, 29, 121.
 Montrevel, 15, 17, 112.
 Neuville-sur-Ain, 77.
 Pont-d'Ain, 112.
 Pont-de-Vaux, 15, 112.
 Pont-de-Veyle, 112.
 Priay, 92.
 Saint-Laurent, 93.
 Saint-Trivier-de-Courtes, 15, 28, 112.
 Saint-Trivier-sur-Moignans, 75.
 Saint-Vincent, 17.
 Thoissey, 15, 27, 112.
 Treffort, 27, 112.
 Trévoux, 29, 127.
 Villars, 15, 27, 75, 112, 127.

ARRONDISSEMENT DE GEX.

Canton de Collonges.

Challex, 59, 105, 122, 152.
 Chézery, 35, 122, 152.
 Collonges, 122, 129, 152.
 Confort, 122, 152.
 Coupy, 122, 152.
 Farges, 122, 152, 188.
 Lancrans, 122, 152, 170.
 Léaz, 122, 152.
 Péron, 122, 138, 152.

Pougny, 60, 122, 152.
 Saint-Jean-de-Gonville, 59, 122,
 152, 199.

Canton de Ferney.

Ferney, 125, 152.
 Moëns, 125, 152.
 Ornex, 38, 125, 152, 200, 217.
 Prévessin, 125, 149, 152.
 Saint-Genis, 125, 151, 152.
 Sauverny, 125, 151, 152.
 Sergy, 125, 152.
 Thoiry, 125, 152, 153.
 Versonnex, 125, 152.

Canton de Gex.

Cessy, 59, 81, 152.
 Chevry, 152.
 Crozet, 152, 199.
 Divonne, 152, 188.
 Echenevex, 152, 186, 199.
 Gex, 101, 145, 152, 157.
 Grilly, 152, 186.
 Lélex, 152.
 Mijoux, 152.

Segny, 152.
 Vesancy, 152, 163.
 Vézenex, 151, 152.

ARRONDISSEMENT DE NANTUA.

Arlod, 103.
 Bellegarde, 27, 35, 87, 94, 121,
 205.
 Bélignat, 60, 96.
 Brénod, 21, 77, 114.
 Challes, 30.
 Dortan, 96.
 Hotonnes, 123.
 Izernore, 21, 27, 77, 114.
 Jujurieux, 130, 201.
 Maillat, 143.
 Montanges, 116.
 Montréal, 123.
 Nantua, 29, 77, 123, 218.
 Oyonnax, 27, 28, 87, 95, 121.
 Plagnes, 37.
 Poncin, 27.
 Retord, 18.
 Saint-Germain-de-Joux, 186.
 Saint-Martin-du-Fresne, 130.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Nous mentionnons ici les principaux ouvrages qui nous ont permis de documenter notre étude. On pourra se reporter, pour les notions de démographie générale, à l'abondante bibliographie du tome VII de l'*Encyclopédie française* et, pour la question des étrangers en France, à l'ouvrage de M.-G. Mauco : « *Les Etrangers en France* », Colin 1932.

I. — LES POPULATIONS DU DÉPARTEMENT DE L'AIN.

- Bossi. — Statistique générale du département de l'Ain. *Paris*, 1808.
- M. Depéry. — Essai sur les mœurs et usages singuliers du peuple dans le pays de Gex, *Lyon* 1833.
- M. Béatrix. — Histoire du pays de Gex, *Lyon*, 1851 (Dumoulin et Ronet).
- Ch. Jarrin. — Géographie de l'Ain, 1881.
- Gallois. — La Dombes. *Annales de Géographie*, 1892.
- J. Corcelle. — Géographie du département de l'Ain. Bourg, 1899.
- Ed. Philipon. — Dictionnaire topographique de l'Ain, 1911. *Paris, Imprimerie Nationale*, in 4^o, 528 p.
- G. Chabot. — Le Revermont, étude sur une région karstique du Jura méridional. *Annales de Géographie*, 1913, pp. 109-416.
- G. Gallon. — Le mouvement de la population dans le Département de l'Ain de 1821 à 1921 : *Annales de la Société d'Emulation de l'Ain*, 1930.
- M. Janin. — Le Département de l'Ain-Bourg, *Brochot*, 1931.
- J. Berthier. — Le Haut-Bugey. *Annales de Géographie*, 1932, pp. 355-378.
- M. Peyre et R. Geoffroy. — La Bresse méridionale : étude de géographie humaine. *Annales de Géographie*. Mars 1933, pp. 142-152.

- G. Jeanton et A. Durafourd. — L'Habitation paysanne en Bresse, *Mâcon*, 1935.
- A.-W. Egloff. — Le paysan dombiste et la vie d'un village dombiste. *Paris*, E. Droz. Thèse de Doctorat, Zurich.
- Dr Poncet. — Huit ans de pratique de la vaccination antidiphthérique dans un département rural. Le Mouvement sanitaire, *février*, 1939, p. 102.
- Revue locale. — Bulletin de la Société Gorini. *Bourg, Imp. Centrale*.
 Annales de la Société linnéenne de Lyon.
 Bulletin de la Chambre de Commerce de Bourg.
 Annales de la Société d'Emulation de l'Ain. *Imp. du Courrier de l'Ain, Bourg*.
 Bulletin de la Société des Naturalistes et des Archéologues de l'Ain. *Bourg, Berthod*.
 L'Agriculteur de l'Ain. Bulletin trimestriel des Sociétés d'Agriculture. *Bourg*.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- Dr Jacques Bertillon. — La Dépopulation de la France. *Paris, Alcan*, 1911.
- Brunhes. — La Géographie humaine. *Alcan*, 1912.
- A. Demangeon. — Le déclin de l'Europe. *Paris*, 1920.
- A. Demangeon. — L'Empire Britannique. *Paris*, 1923.
- P. Haury. — Pour que la France vive. Editions de l'Alliance nationale. *Paris*, 1927.
- L. Rabinowicz. — Le problème de la population en France. *Rivière*, 1929.
- A. Demangeon. — Rapport de la Commission de l'Habitat rural. Congrès international de Géographie. *Florence*, 1931.
- A. Sauvy. — Calculs démographiques sur la population française jusqu'en 1980. Journal de la Société de Statistique de Paris. *Juil. sept.*, 1932.
- L. Livi. — Le fluttuazioni della natalita in rapporto allo stato sanitario ed economico del popolo. *Roma*, 1933.
- M. Halbwachs. — La nuptialité en France pendant et depuis la guerre. *Annales de sociologie, série*, 1935.
- R. Musset. L'évolution de la population rurale en France. *Annales de Géographie*, 1938, p. 203.

Annuaire statistique de la Société des Nations. *Genève*.

Congrès international de la Population. Huit vol. 16/25. *Paris*, 1939.
Hermann et Cie.

Sur la question des zones franches

V. Bérard. — Genève et les traités. *Paris, Colin*, 1930.

P. Méjean. — Géographie des Zones franches. *Les Etudes rhodaniennes*. Mars 1930, pp. 23.

P. Valayer. — Un conflit franco-suisse à la Cour de la Haye. *Paris, Hachette*, 1931.

P. Valayer. — La folle aventure des Zones franches : *Paris, Hachette*, 1933.

J. L'Huillier. — Le nouveau régime des Zones franches. *Revue de Géographie régionale, les Etudes Rhodaniennes*, 1935, pp. 53-68.

P. Francoz. — Le nouveau régime des Zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex. *Paris, Sirey*, 1935, 187 p. 1 carte.

H. Trémaux. — La Question des Zones franches devant la cour permanente de Justice internationale. *Paris, Sirey*, 1931.

III. — LES MIGRATIONS ET LES ÉTRANGERS EN FRANCE.

F. Coletti. — Dell'emigrazione italiana. *Milano*, 1912.

M. Paon. — L'immigration en France. *Payot*, 1926.

Kaezmark. — L'immigration polonaise en France après la guerre. *Berger-Levrault*, 1928.

M. Huber. — La population de la France depuis la guerre. *Presses Universitaires*, 1931.

G. Mauco. — Les Etrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique. *Colin*, 1932.

R. Martial et Laquière. Police sanitaire et immigration, 5 août 1931. *La Presse médicale*, p. 1178.

J. Pluyette. — La doctrine des races et la sélection de l'immigration en France. Ed. *Paris, Bonnet*, 1930.

A. Pairault. — L'immigration ouvrière en France. *Les dossiers de l'action populaire*. 1931, 10 et 25 octobre.

D^r R. Martial. — Traité de l'immigration et de la greffe inter-raciale. *Paris*, 1931. Ed. *Larose*, 304 p.

- D^r R. Martial — L'immigration continentale et transcontinentale en France et au colonies. *Annales d'Hygiène publique, industrielle et sociale*, 1932.
- D^r R. Martial — L'émigration continentale et transcontinentale. *Paris, Baillière*, 1933.
- G. Mauco — L'immigration étrangère en France. *Revue internationale du travail*. Juin 1933, pp. 708-821.
- D^r R. Martial — Vue d'ensemble sur l'immigration : statistique historique, biologique et politique. *L'Hygiène sociale*, 25 nov. 1933, pp. 2243-2257.
- D^r R. Martial — Chômage, étrangers intellectuels et politique de l'immigration. *Le Concours médical*, 12 mai 1935, pp. 1484-1488.
- D^r R. Martial — Mains-à-œuvre, malades, condamnés, réfugiés et retoulements. *L'Hygiène mentale*. Mars 1935, p. 50-65.
- Société des Nations. — Rapport sur les niveaux de vie des ouvriers dans différents pays (C. E. I. 26) B. I. T.
- Antonio R. Toniolo et Ugo Ghiusi. — Lo Spopolamento Montano nelle Alpi Giulie. Note introduttive e Riassuntive [Extr. de Studi e monografie dell'Istituto Nazionale di Economia agraria]. Roma, 1927-28 p.
- M. Durheil — La population allemande. *Paris, Payot*, 1937, 204 p.
- S. Wlodewski — L'établissement des Polonais en France. Paris. *Librairie polonaise*, 1937. in-8°. 300 p. 13 cartes.
- L. Bouvier. — La politique démographique de l'Italie depuis la guerre. Thèse de doctorat en droit. Lyon, *Grosjean-Fongierat*, 1938.
- A. Demangeon et G. Mauco. — Documents pour servir à l'étude des Étrangers dans l'agriculture française (Conseil universitaire de la Recherche sociale) *Paris, Herman et Cie*, 1930-in 8°, 652 p.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION, p. 7.

CHAPITRE I^{er}

VARIATIONS DE LA POPULATION TOTALE DE 1821 à 1937, p. 9.

CHAPITRE II

DÉMOGRAPHIE DES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

Densité de la population en 1936, p. 15. — Mouvements démographiques depuis 1851, p. 16. — 1851, p. 17. — Les étrangers, p. 20. — 1901, p. 21. — Les étrangers, p. 22. — 1911, p. 24. — Les étrangers, p. 24. — La période de l'après-guerre, de 1921 à 1936, p. 26. — Le cas de Challes-la-Montagne, p. 30. — Le cas d'Ambérieu-en-Bugey, p. 32. — Les étrangers, p. 34. — Le cas de Bellegarde, p. 35. — Les étrangers, p. 37. — Le cas d'Ornex, p. 38. — Les étrangers, p. 39. — Conclusion, p. 41.

CHAPITRE III

NATALITÉ — MORTALITÉ — FÉCONDITÉ — NUPTIALITÉ

Quelques notions générales, p. 43. — Les naissances, p. 44. — Taux de fécondité et de reproduction, p. 45. — Les décès, p. 46. — La pyramide des âges, p. 48. — Les migrations, p. 49. — Nuptialité, p. 49. — Les mêmes facteurs par arrondissements, p. 50. — Le

rôle des étrangers, p. 51. — La pyramide des âges, p. 52. — Fécondité des étrangers, p. 55. — Quelques exemples, p. 56. — Nuptialité des étrangers, p. 58. — Quelques exemples, p. 59. — Conclusion, p. 60.

CHAPITRE IV

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE DU DÉPARTEMENT ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La situation du marché du travail dans l'agriculture.

Population rurale et population urbaine, p. 63. — Population agricole active, p. 65. — L'évolution de l'exploitation agricole, p. 67. — L'exploitation agricole en Bresse, p. 68. — L'aviculture, p. 71. — L'élevage, p. 73. — L'exploitation agricole en Dombes, p. 74. — L'habitat, p. 75. — L'élevage, p. 76. — L'exploitation agricole dans le Bugey, p. 76. — Les conditions physiques, p. 77. — Le peuplement, p. 78. — L'exploitation agricole dans le pays de Gex, p. 80. — Les conditions physiques, p. 80. — L'élevage, p. 81. — La main-d'œuvre, p. 81.

La situation du marché du travail dans l'industrie.

Population active, p. 85. — La valeur de la main-d'œuvre, p. 86. — L'importance des établissements et leur répartition géographique, p. 88. — L'activité industrielle dans l'Ain, p. 90. — Le travail dans les carrières de marbre et de pierres de taille, p. 91. — Le travail dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics, p. 91. — Le travail dans les chaux et ciments, p. 91. — Le travail dans les usines d'asphalte, p. 91. — Le travail dans le commerce du bois et dans l'industrie forestière, p. 91. — Le travail dans les tuileries et les briqueteries, p. 92. — Le travail dans les industries du meuble, p. 92. — Le travail dans la métallurgie, p. 92. — Le travail dans la verrerie, p. 93. — Le travail dans les papeteries et les cartonneries, p. 93. — Le travail dans les industries chimiques, p. 93. — Le travail dans les industries des métaux fins et des pierres précieuses, p. 94. — Le travail dans les industries textiles, p. 94. — Le travail dans l'industrie des matières plastiques, p. 95. — Le travail dans les autres groupes industriels, p. 95. — Le marché du travail en 1937-1938, p. 96. — Le chômage, p. 96.

CHAPITRE V

LA POPULATION ÉTRANGÈRE DANS L'AIN
DEPUIS LA GUERRE

Les effectifs étrangers en France depuis la guerre, p. 99. — Proportion des étrangers par arrondissements, p. 101. — *Les effectifs étrangers dans l'Ain depuis la guerre*. — Commune d'Arlod, p. 103. — Commune de Challex, p. 105. — La répartition des immigrants par nationalités, p. 107.

La répartition géographique des étrangers, p. 111. — La Bresse, p. 112. — La Dombes, p. 113. — La Montagne, p. 114. — La région marginale du Bugey, p. 115. — Le Revermont et la vallée du Suran, p. 117. — Le pays de Gex, p. 117. — Les centres industriels, p. 118.

La répartition géographique des nationalités, p. 120. — Les Italiens, p. 120. — Les Suisses, p. 123. — Les Slaves, p. 126. — Les Tchécoslovaques et les Yougoslaves, p. 127. — Les Espagnols, p. 129. — Les Arméniens, p. 129. — Les autres nationalités, p. 130.

CHAPITRE VI

LES ÉTRANGERS DANS L'AGRICULTURE

Les effectifs et les nationalités, p. 131. — La méthode de l'enquête, p. 133. — Les conditions sociales, p. 134. — *Les ouvriers agricoles étrangers*, p. 137. — Les bûcherons, p. 137. — Les vachers, p. 139. — Les bergers, p. 139. — Les charretiers, p. 140. — Les fruitiers, p. 143. — *La colonisation, fermiers, propriétaires et métayers*, p. 145. — La colonisation étrangère dans le pays de Gex, p. 148. — Superficies cultivées, p. 152. — Exemple détaillé d'une commune, p. 153. — Les fermiers, p. 155. — Les métayers, p. 155. — Les propriétaires, p. 156.

CHAPITRE VII

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES ÉTRANGERS

Leur rôle dans l'activité agricole.

La valeur du colon suisse, p. 159. — La psychologie du colon, p. 159. — Les connaissances techniques du colon, p. 161. — Les particularités de l'exploitation, p. 163. — Un exemple d'exploita-

tion étrangère dans le pays de Gex, p. 164. — La valeur du colon italien, p. 168.

Leur rôle dans les activités commerciales et industrielles. — Les effectifs et leur répartition géographique, p. 171. — Les nationalités, p. 173. — Les étrangers dans les professions libérales, p. 174. — Les étrangers dans le commerce, p. 175. — Les étrangers dans l'industrie, p. 176. — La valeur de l'ouvrier étranger, p. 178. — Quelles seraient pour notre économie, les conséquences du départ des étrangers ? p. 179.

CHAPITRE VIII

LES PROBLÈMES DE L'ASSIMILATION

Le mouvement de naturalisation, p. 183. — La période d'adaptation, p. 187. — Les Italiens, p. 187. — Les Suisses, p. 187. — Les Polonais, p. 187. — La question du surpeuplement, p. 189. — L'attitude des jeunes à l'égard du service militaire, p. 191. — Les rapports des étrangers avec les groupements français, p. 192. — Le crédit agricole, p. 194. — Les rapports privés des étrangers avec les Français, p. 195. — Les unions mixtes, p. 197. — Quelques monographies de familles, p. 199. — Suisses, p. 199. — Italiens, p. 201. — Les relations avec le pays d'origine, p. 203.

Le rôle de l'école. — Les effectifs, p. 206. — Les répercussions sur l'organisation scolaire, p. 211. — Les aptitudes des écoliers étrangers, p. 213. — Quelques appréciations d'instituteurs, p. 215. — Tableaux de classement, p. 217. — Profils psychologiques, p. 219. — L'importance de l'école comme facteur d'assimilation, p. 222. — Les écoles étrangères en France, p. 225. — Conclusion, p. 228.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

LES PROBLÈMES DE L'IMMIGRATION

L'importance de l'étude, p. 231. — L'apport démographique, p. 232. — Les besoins en main-d'œuvre, p. 233. — La politique d'assimilation, p. 234. — La portée d'une telle politique, p. 235. — Le peuplement rural, p. 235. — Immigration et naturalisation, p. 237.

ANNEXE

Les Etrangers dans les arrondissements de Gex et de Nantua
en 1938, p. 239.

INDEX DES NOMS DE LIEUX CITÉS, p. 243.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES, p. 245.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES, p. 249.

Vu, le 1^{er} mai 1939.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

Signé : VENDRYÈS.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Signé : ROUSSY.

IMP. SADAG
BELLEGARDE (AIN)
MCMXXXIX

